

Reponses du Roy au parlement de Rouen.  
arrete du d. parlement du 10. juin  
1760. Lettre close presentee au d. parlement  
le 23. juillet 1760. arrete du 23. juillet.

Remontrances du 26. juillet.

Reponse du Roy du 3. aoust. arrete du  
7. Lettre close du 6. aoust 1760.



Remontrances du parlement de  
Toulouse du 27. 7bre. 1756.

Lettre dud. parlement au Roy du  
19. juillet 1757.

Remontrances de la Cour des aydes  
de Montauban de 9bre. 1756.

Objets de remontrances du parlement  
de Toulouse du 29. janvier. 1760.

Remontrances dud. parlement du  
11. février 1760.

Arrest du conseil du 21. Mars 1760.

Extrait des deliberations des Etats du  
Languedoc du 31. 2bre. 1759.

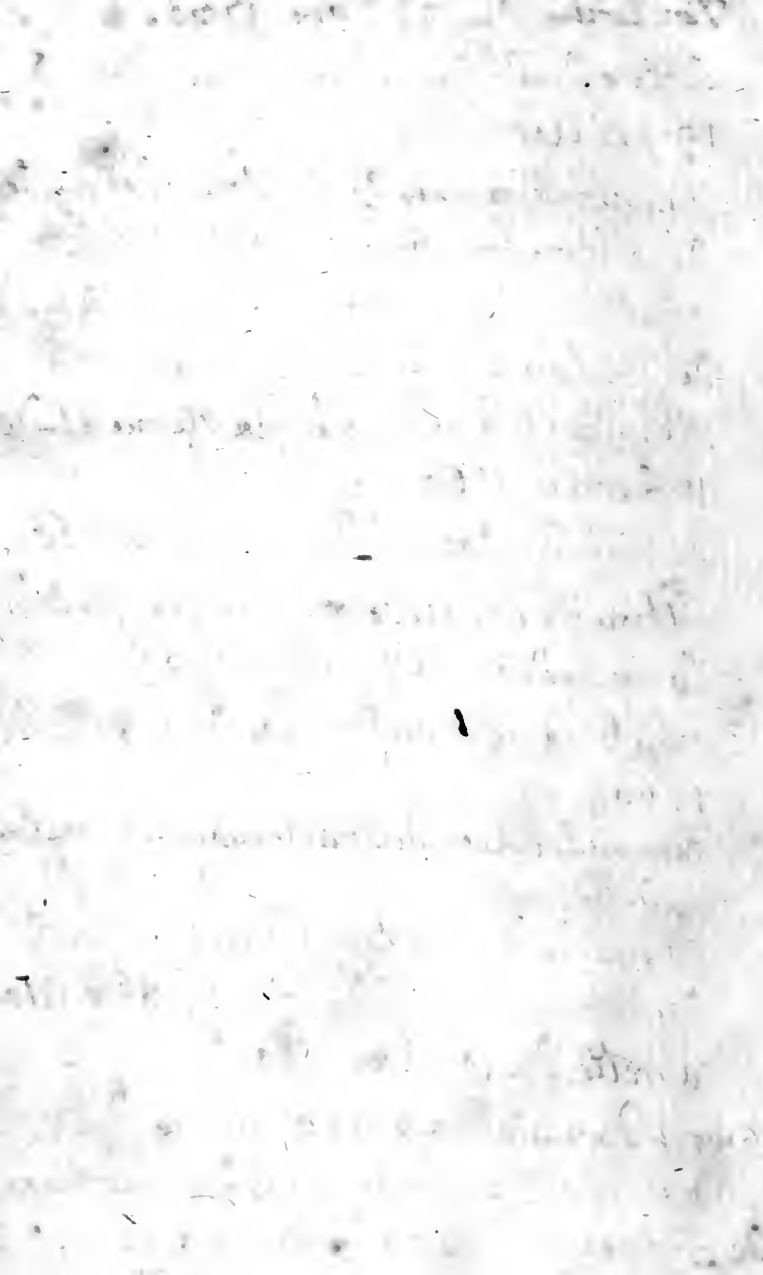
Objets de remontrances du 28 juillet  
1760.

Remontrances du parlement de Toulouse  
dud. jour.

Provenances des Etats au sujet de la  
declaration du Roy du 14. 8bre. 1760.  
arresté du 10. 7bre. 1760.

Arrest du 24. Mars 1760. autre du 7.

Mai. 1760. Remontrances du parlement  
de Provence du 28. Mars 1760. autre dud  
du 17. May 1760. autres du 24. du 30. juin  
1760. autres de la Cour des aydes dud. pays  
dud. jour.



**RECUEIL**  
**D E**  
**REMONTRANCES.**



CSP

HJ

1099

.L3A4

1760

---

## AVIS DE L'EDITEUR.

*LES différentes Pièces qu'on a rassemblées dans ce Recueil ont déjà vu le jour ; ce n'est donc point ici une première publication d'Ouvrages secrets. Nous ne faisons aujourd'hui qu'imprimer plus correctement qu'on n'avoit fait , des morceaux que les Curieux conservoient avec soin dans leurs Cabinets , & qui ont eu dans le temps beaucoup de vogue & de célébrité. En effet on compteroit peut-être plus de trente éditions des premières Remontrances du Parlement de Toulouse sur le second Vingtième. Nous en connoissons cinq de Paris , sept de Toulouse , & un plus grand nombre de différentes Villes du Royaume ; même de celles où l'on imprime le moins , sans compter les éditions des Pays Etrangers dont quelques-unes sont parvenues jusqu'à nous. Les secondes Remontrances du même*

## ¶ AVIS DE L'ÉDITEUR:

*Parlement ont aussi été imprimées plusieurs fois.*

*On y a joint des Remontrances de la Cour des Aides de Montauban pour former un corps complet de tout ce qui a été représenté au Roi sur le même objet , mais sous des points de vuë différents , par des Compagnies qui observent les mêmes Loix , & qui ont les mêmes Pays dans leur ressort. Ces Ecrits contiennent d'ailleurs des détails intéressans qui font partie de l'Histoire Politique de ce Royaume.*

*Mais ce qui nous a le plus déterminés à réunir ces morceaux épars , c'est que tout y respire un attachement inviolable pour le Roi , un amour à toute épreuve pour sa Personne sacrée , un zèle ardent pour son service , & une soumission entière à ses volontés. De pareils Ouvrages sont satisfaisans pour le Prince , & consolans pour les Sujets.*

REMONTRANCES

---

# REMONSTRANCES

D U P A R L E M E N T

D E T O U L O U S E

A U R O I ,

*Au sujet des Déclarations de SA MAJESTÉ , portant établissement d'un second Vingtième , & prorogation des deux sols pour livre du Dixième.*

DU 27 SEPTEMBRE 1756.

**S**IRE ,

Votre Parlement a vu vos nouvelles Déclarations. Plein d'ardeur pour votre service, il les auroit enregistrées sans délai, s'il n'avoit pas cru devoir vous faire auparavant des représentations qui

préparaissent les voies à son obéissance , pour la rendre plus digne de Vous-même , & de sa fidélité.

Une soumission aveugle & trop prompte est souvent une trahison. Jamais Loix n'ont tant mérité d'être murement pesées dans le vrai conseil de VOTRE MAJESTÉ , qui est son Parlement , que les loix burfales dont vous nous commandez aujourd'hui la promulgation. Le bruit public, un Lit de justice , où tout s'est passé dans la tristesse & dans le silence , avoient déjà porté l'alarme & la désolation dans les Provinces de notre ressort. Nos cœurs , SIRE , ont été remplis d'amertume , à la vue de ces déclarations prématurées , qui annoncent l'épuisement de vos finances , & qui achèveront la ruine de votre peuple , si vous les laissez subsister. Mais ce peuple fidèle a tant de fois éprouvé la tendresse & l'étendue de votre affection pour lui , qu'il en espère encore de nouvelles



marques dans la suppression entière, ou dans la diminution des impôts qu'on vous a suggéré de continuer & d'établir.

Vos sujets ne respirent que votre gloire. Ils prodiguent pour Vous leurs vies & leurs biens, non par cette contrainte servile qui mène l'esclave, mais par un sacrifice libre & généreux, le seul qui convienne à des François. Les besoins de l'Etat sont-ils pressans ? Vous ordonnez ; l'or & le sang de la nation coulent : tous les ordres du Royaume n'ont qu'une ame, qu'un vœu, qu'un intérêt ; & malheur aux peuples conjurés, qui réduisent la France à ces efforts violens qui l'ébranlent, & dont le contre-coup a toujours écrasé ses ennemis.

Mais quelles nécessités urgentes demandent, SIRE, de nouvelles subventions, quand l'ancien Vingtième est beaucoup plus considérable que n'étoit

le Dixième ; quand la guerre ne fait que commencer , & ne menace encore aucune de vos frontières ; quand les sages mesures que vous avez prises ont déjà déconcerté les infracteurs de la paix ? Nous admirions cette conduite respectable , qui , en affermissant la tranquillité de l'Europe , assuroit celle de vos Etats. Ces opérations heureuses sembloient nous annoncer qu'il ne seroit pas question de nouveaux impôts. Des Princes moins pacifiques & plus ambitieux que Vous auroient profité des circonstances pour allumer une guerre générale. C'étoit l'espérance & la ressource de vos ennemis. Incapables de résister seuls à vos armes victorieuses , ils croyoient en vous provoquant contre eux-mêmes , vous irriter contre leurs alliés. Ils s'attendoient que des corps d'armée nombreux paroïtroient de toutes parts dans l'Empire & dans l'Italie ; ils n'ont vû éclorre que des traités. Ils sonnoient par-

tout l'alarme , & par-tout ils n'ont en-  
 tendu que des réponses de paix plus  
 foudroyantes pour eux que des déclara-  
 tions de guerre. L'Empire , toutes les  
 Russies , le Nord entier leur déclarent  
 que le continent ne sera point la proie  
 de leur fureur. Une Isle célèbre avec  
 une forteresse imprenable servoit de  
 retraite à leurs escadres , protégeoit  
 leur commerce , enchaînoit sous leur  
 joug les Mers voisines. Vous y envoyez  
 des bataillons & des vaisseaux. Leur flotte  
 combat & fuit. Les remparts assiégés tom-  
 bent. Vous êtes maître de Minorque ,  
 & le désespoir des Anglois , les cris de  
 Londres apprennent à toute l'Europe la  
 grandeur de leur perte & l'importance  
 de vos succès.

L'Amérique est comme l'Europe , le  
 théâtre de votre prudence & de vos  
 triomphes. Les nations du Nouveau  
 Monde se liguent contre vos ennemis.  
 Sauvages, François, tous également sont

vainqueurs. Autant de combats livrés par les Anglois, autant de défaites. Vos Colonies sont dans l'abondance & en sûreté. Quels effets prodigieux, SIRE, de votre prévoyance & de vos précautions ! Mais plus nous sommes étonnés des projets vastes que vous avez formés & fait réussir en si peu de temps, moins nous concevons que sans avoir à combattre sur terre ni sur mer d'autre ennemi que les Anglois, sans leur opposer encore des armemens proportionnés à votre Puissance & aux revenus de l'Etat, vous ayez besoin d'une augmentation d'impôts si excessive, qu'on seroit tenté de craindre que le produit immense du Vingtième pendant huit ans de paix, n'ait été dissipé en dépenses superflues ou frivoles, contre les intentions de VOTRE MAJESTÉ.

Et comment se pourroit-il, SIRE ; qu'un subside qui vous a suffi pour soutenir durant sept ans l'affreuse guerre

dont l'Europe se ressent encore ; ( car nous ne sçaurions trop le répéter , le Vingtième de la paix a excédé le Dixième de la guerre ) comment se pourroit-il que ce subside ne fût pas assez abondant pour fournir à la réparation ou à l'entretien de votre marine & à l'augmentation de vos troupes ?

Nous ferons observer à VOTRE MAJESTÉ qu'on n'apperçoit pas une différence assez marquée entre l'objet des deux sols pour livre en sus du Dixième , créé par Edit de Décembre 1746 , & l'objet de l'ancien Vingtième , pour penser que la prorogation de la levée de ces deux sols pour livre soit d'aucune nécessité dans le moment présent. La Déclaration du 7 Juillet dernier qui en ordonne la continuation pendant dix ans , à compter du premier Janvier prochain , nous rappelle que les principaux des rentes créées sur le produit de cette imposition , furent destinés à acquitter

les dettes les plus instantes , contractées pendant la dernière guerre ; & d'un autre côté le Vingtième établi en pleine paix , par Edit du mois de Mai 1749 fut spécialement affecté au paiement des dettes de l'Etat. La conciliation de ces deux Edits ne paroît pas aisée. Il est évident que l'Edit du Vingtième , & par l'exposition nette & claire de ses motifs , & par l'immensité de l'impôt , a dû embrasser toutes les dettes de l'Etat indistinctement. La perception des deux sols pour livre en sus du Dixième , devenoit donc inutile. Elle a rempli cependant son cours. Mais il y a plus , SIRE ; & ce que nous allons Vous exposer , mérite de Votre part la plus grande considération.

Les deux sols pour livre en sus du Dixième ont rendu fort au-delà des sommes que vous en attendiez. Quand vous fîtes les emprunts , au remboursement desquels cet impôt devoit servir ,

on calcula son produit sur la portée du Dixième alors existant, lequel pendant quelques années, a été véritablement la base des deux sols pour livre. Depuis 1753. les choses ont changé. Le Vingtième ayant été porté au taux du Dixième, on a donné le même accroissement aux deux sols pour livre, sans faire attention qu'attachés par un Edit solennel au sort d'une imposition fixe & déterminée, on ne pouvoit, à moins de violer toute règle, leur attribuer une proportion nouvelle avec un impôt qui leur est étranger, & dont on fait la levée dans une forme & sur un plan tout différent de ce qu'on avoit pratiqué jusqu'ici pour le Dixième. Enfin, VOTRE MAJESTÉ a imposé sur ses sujets les deux sols pour livre du Dixième arrêté en 1746. & non d'un Dixième contingent, qui, devenu réel, ne seroit point susceptible d'un effet rétroactif.

Nous ne doutons pas, SIRE, que

vous ne soyez frappé d'une exaction inventée au mépris de la lettre & du sens de vos Edits, & que vous ne fassiez là-dessus justice à votre peuple. Du moins, si l'excédent annuel des deux sols pour livre en sus du Dixième, doublés depuis trois ans dans plusieurs Généralités, & peut-être dans toutes, par le doublement du Vingtième, avoit rempli vos coffres de fonds que vous y trouvassiez aujourd'hui ! ce seroit une avance pour la guerre & un soulagement pour la nation.

Vous le sçavez, SIRE, l'emploi des impôts est sacré, mais plus encore celui des impôts extraordinaires. Ils doivent être appliqués rigoureusement à leur destination. Les dépenses de plaisir & d'ostentation n'y peuvent rien prétendre. Il est consolant pour un grand Roi d'en manifester l'usage à son peuple, & de lui montrer que ce qu'on a imposé sur le-pauvre, comme sur le riche, pour



l'avantage commun de tous , n'a été employé qu'à cet unique objet.

Qu'il soit permis à votre Parlement, SIRE, de vous rappeler à ce sujet une loi bien ancienne , mais bien précieuse d'un de vos augustes prédécesseurs. L'adulation vous citera des maximes arbitraires , des décisions *de convenance*. Nous ne parlons à nos Maîtres que le langage des Loix. La France étoit alors dans une situation semblable à celle où nous la voyons aujourd'hui. Il falloit construire des vaisseaux , & réprimer les pyrateries d'un peuple maritime & entreprenant. Charles le Chauve fut obligé , pour soutenir cette guerre de mer , d'établir un nouvel impôt. Et voici comme il s'en explique dans une loi publiée en plein Parlement. *Et parce qu'une crainte utile , des vuës de miséricorde , & des sentimens de modération sont nécessaires dans la tutele de nos sujets , dont nous connoissons la pauvreté , & que nous*

*sommes forcés cependant , par les circonstances , d'imposer un tribut pour la construction des vaisseaux & pour la guerre des Normands , nous voulons qu'il soit notoire à tous que nous ne cherchons pas en cela un profit déshonnête , mais seulement l'utilité publique de nos états. \**

C'est ainsi que pensent , c'est ainsi qu'agissent les bons Rois , les Rois qui vous ressemblent , & ceux que vous imitez. Vos Parlemens , SIRE , ont toujours été jaloux de l'emploi des vos finan-

*\* Unde volumus quia & timor utilis , & consideratio misericors , & discretio modesta in hac commendatione nostra est necessaria , propter paupertatem hominum , quia necesse fuit in istis temporibus conjectum de illis accipere , & ad navium compositionem , & in Normannorum causa , pro regni , sicut res conjacet , salvo , ut omnes cognoscant quia non quaeslum inhonestum , sed publicam regni utilitatem quaerimus. Edictum Caroli Calvi in Carisiaco , ann. 871. Capitul. de Baluze , t. 2. p. 151.*

ces. C'est leur devoir d'y veiller. La direction en est confiée à d'autres, mais la conservation leur en appartient. Aux précautions prises par nos Rois sur cette matière importante, ils en ont souvent ajouté de nouvelles. Henry IV. l'économe & l'amour de son peuple, ayant permis de continuer la revente du domaine en Languedoc jusqu'à la somme de six vingt mille écus, *pour les deniers procédens de ladite vente être employés aux frais & affaires de la guerre*, \* votre Parlement ordonna *que les deniers de ladite vente seroient mis ès mains du receveur général des finances, & ne pourroient être employés que pour les affaires & nécessités de la guerre.* Cette clause prouve qu'alors comme aujourd'hui, on se défoit de la destination exacte des tributs, & que les Parlemens doivent suppléer en cela à l'attention du Prince.

\* Registre du Parlement du 20. Septembre 1595.

occupé de trop de soins pour étendre par-tout ses regards.

Croirons-nous, SIRE, que les dettes de l'Etat n'aient pû être acquittées par le produit énorme du Vingtième depuis la paix ? Non, cette imposition qui, semblable aux incendies, dévore tout dans ses progrès, & qu'on a déjà portée au taux du Dixième, soutenue de l'économie noble dont les grands Rois se font honneur, écarte aujourd'hui de Vous & de vos peuples la nécessité de nouveaux secours.

Daignez, SIRE, daignez considérer leur accablement. Vous pouvez tout, mais ils ne peuvent pas l'impossible. Quels fardeaux n'a-t-on pas réunis sur leurs têtes ! Les tailles, qui emportent une grande partie de la production des fonds ; la capitation, impôt de servitude qu'on a pû établir dans une extrême nécessité, mais dont la gloire même de nos Rois exigera tôt ou tard l'anéantissement.

sement ; le centième denier , qui absorbe souvent le plus clair des successions ; les droits du contrôle , dont le tarif obscur & la jurisprudence incertaine autorisent tous les jours des extorsions criantes ; les dixmes ecclésiastiques , si scrupuleusement exigées ; les rentes foncières ; les douanes ; les octrois accordés autrefois aux villes pour leur soulagement , & devenus pour elles un germe fécond de vexations & d'abus. Outre ces charges communes à tous les peuples de notre ressort , le Languedoc en a de particulières ; l'équivalent , qui rend si chère la consommation des vins & des alimens ; les leudes , dont on fait des trafics si honteux ; les gabelles , qui mettent une différence si étrange & si odieuse entre les sujets du même Roi. En un mot , SIRE , toutes les espèces possibles de droits & d'impôts sont accumulées sur vos sujets. Les habitans de la campagne y succombent. Rien ne les favorise ;

tout concourt à les opprimer. Assiégés de demandes légitimes & d'exactions indues, ils voient les fruits de la culture & de l'industrie s'évanouir dans leurs mains. Heureux s'ils en conservoient pour eux-mêmes une portion égale au Dixième exigé d'eux.

Nous le déclarons avec effroi à VOTRE MAJESTÉ ; le Dixième va porter le dernier coup à l'agriculture. Elle périt de jour en jour. En vain s'occupe-t-on du soin de la perfectionner quand elle est presque entièrement détruite. Des spéculations curieuses font illusion aux Ministres qui vous approchent. Des machines qu'on vous présente, des essais faits sous vos yeux, ne rendront pas nos champs moins incultes. Le Parc de Versailles ne décide point de l'état de nos campagnes. Donnez-leur des laboureurs ; nous répondons des récoltes. Si les disettes sont fréquentes, c'est que les cultivateurs sont découragés. Ils ne sement ni ne moissonnent

sonnent plus pour eux. Et le pourroient-ils même quand ils le voudroient ? On les tire de la charrue pour les employer des mois entiers à la construction des chemins. Traités plus impitoyablement que des forçats , ils n'ont pas même la nourriture qu'on accorde à ceux-ci. Grace au ciel , le Languedoc est exempt de ces travaux inhumains. Mais dans les autres Provinces de notre ressort on les a portés aux derniers excès. Les gémissemens excités par les corvées rétentissent de toutes parts. Ils feroient parvenus jusqu'au Thrône , si des voix barbares ne les eussent étouffés. Nos remontrances n'auront pas ce sort. Adressées à de fidèles Ministres , elles passeront dans vos mains. Vous sçavez , SIRE , qu'il y a des corvées , & bientôt il n'y en aura plus.

Votre Parlement doit se reprocher sans doute de les avoir tolérées si longtemps. Si la moindre charge publique

ne peut avoir lieu, sans être établie par Edit enregistré dans la Cour de France, comment une contribution forcée de travaux gratuits a-t'elle pu s'introduire sans cette formalité, complément nécessaire de toute loi? Nous l'avons ignorée dans les commencemens. Nous avons cru ensuite qu'elle seroit passagere, & & qu'on n'en useroit que sobrement & dans les jours libres, s'il y en a jamais de tels pour le manœuvre qui gagne sa vie à la sueur de son front. Le mal est enfin à son comble. Les corvées ont ravagé la Généralité de Montauban : elles causent le même désordre dans la généralité d'Auch. On y force les laboureurs d'aller avec leurs charrettes, travailler à quatre lieues de leur maison, qui font huit grandes lieues de France. On livre ainsi à des entrepreneurs d'ouvrages publics, les bestiaux du labourage, qu'on ne pourroit vendre ni saisir pour le paiement des deniers royaux.



Que le tableau de ces malheureuses corvées seroit touchant ! Votre cœur , SIRE , n'en seroit pas moins irrité qu'attendri. Des travaux commandés sans examen , conduits sans règle , changés & recommencés vingt fois dans le temps des semailles , de la culture des vignes , & de la moisson : les meilleurs fonds envahis , les arbres arrachés , les jardins détruits , les maisons abbattues , & tout cela sans dédommagement ; de grosses contributions exigées en forme d'amen-  
de , & déposées chez des receveurs comme un impôt réglé ; des emprisonne-  
mens continuels de journaliers & de la-  
boueurs ; des brigades de Maréchaussées répandues dans les chaumières délabrées des payfans comme des houffards en pays ennemi ; tel est en abrégé le détail des vexations horribles qu'on exerce sur tous les pays du ressort de votre Parle-  
ment , autres que le Languedoc. Les  
mémoires des particuliers ou des com-

munautés qui en ont porté plainte à vos Ministres, ont été renvoyés aux Intendants, dont toute la réponse a été de doubler ou de tripler la capitation des plaignans, vengeance ordinaire des arbitres de cet impôt. D'ailleurs, SIRE, quand même ces constructions de chemins seroient ordonnées par des Magistrats sages, dirigées par des ingénieurs habiles, l'usage en est incompatible avec les autres charges publiques. Les corvées tenant lieu d'impôt, seroient légitimes; liées aux tributs, elles sont injustes. On ne rétablira l'agriculture qu'en les proscrivant à jamais.

Il n'importe pas moins de les supprimer par rapport au recouvrement des subsides, comme il importe aussi, par la même raison, de ramener le Vingtième dans ses véritables bornes. Ce seroit méconnoître, SIRE, la droiture de vos volontés que de donner une extension illicite aux impôts. Vous les établissez à

regret ; vous sentez vous-même combien celui du Vingtième est rigoureux, & vous réprimerez sévèrement les administrateurs convaincus d'avoir excédé l'Edit de 1749. Ils croient servir le Prince. Aveugles qu'ils sont ! ils le trahissent. Qu'il est beau de voir le même Roi dont nous avons cité une Ordonnance à VOTRE MAJESTÉ , la commencer par ces mots. *Nous avons appris que quelques-uns de nos Intendans envoyés pour l'établissement de l'impôt , s'écartent de nos intentions , & emploient pour l'augmenter des moyens détestables devant Dieu ; puisqu'une affaire où il ne s'agit que de l'utilité publique , & nullement de notre avantage particulier , ne doit pas être déshonorée par un lucre sordide , qui blesse la religion chrétienne , la dignité royale & la probité de nos commissaires. \**

\* *Pervenit ad nos quia . . . . aliqui missi ad hoc constitutum exequendum , minùs intelligen-*

C'est ce qui se renouvelle aujourd'hui avec une entière parité dans la fixation du Vingtième. Elle est abandonnée au caprice des ambulans, de ces Commis méprisables, qui suivent sans lumières, comme sans remords, les instructions secrètes dont ils sont munis. Ils font des estimations arbitraires du produit des fonds & de la valeur des denrées; & c'est sur leur travail que les rôles sont dressés.

Que ce système d'évaluation s'accorde mal avec le bas prix où depuis quelques années sont tombés les grains, &

*res devotionem voluntatis nostræ & obsequentes intentioni voluntatis suæ, quasdam adinventiones, quod multum Dominus detestatur, & in mallatione & in exactiōe intromittunt; cum in eo quod ad regni utilitatem jubetur & agitur, non privata contra generalem utilitatem commoditas, neque aliquod turpe lucrum, quod in christiana religione & in regia dignitate, aut in missorum fidelium sinceritate non condecet, se debet ullo modo immiscere. Ibid.*

où les monopoleurs les feront tomber sans cesse, tant que le commerce n'en sera pas libre irrévocablement, tant que les achats s'en feront par des commissions exclusives, & que le bled, cette production privilégiée de la nature, ne pourra circuler parmi les hommes sans des Arrêts du Conseil ou des permissions d'Intendant.

Pour prévenir l'effet des estimations chimériques, on avoit ordonné en Languedoc que dans chaque paroisse l'ambulant seroit accompagné d'un expert agriculteur, & que s'ils ne pouvoient convenir ensemble, on décideroit ensuite sur leurs verbaux respectifs. Cette Ordonnance équitable est demeurée sans exécution. Il n'a point été nommé d'experts. Ainsi le Languedoc, comme le reste du ressort de votre Parlement, est livré aux ambulans du Vingtîème & aux directeurs. Leur ministère seroit inutile, si l'on prenoit le parti raisonnable & le

seul digne de votre équité, d'abonner cette imposition proportionnellement à la taille. Vous ne voulez pas, SIRE, que vos sujets soient vexés. Ils le feront tant qu'on les forcera à donner des déclarations, & qu'on fixera leur Vingtième sans les entendre par eux-mêmes ou par experts, contradictoirement avec les préposés. Mais que ces discussions seroient longues & onéreuses ! On ne rendra supportable pour un temps le subside désolant dont gémit la France, qu'en réformant ce qu'il y a de dur & d'irrégulier dans quelques articles de l'Edit de 1749, comme ce qui concerne les déclarations en général, les maisons non louées, & d'autres objets qui ont donné matière à des interprétations fausses & à des reglemens très-injustes.

Un autre abus du Dixième est de l'imposer sur les terres nobles. C'est anéantir l'essence du droit féodal. La redevance de ces fonds est personnelle & militaire,

militaire. Ils sont de leur nature affranchis de tout impôt : sur la tête du roturier , par les taxes considérables du franc-fief ; sur la tête du noble , par le service d'armes auquel il est obligé. Lorsque les tailles furent créées , on les rendit personnelles dans la plus grande partie du Royaume ; & dans ces mêmes lieux , les nobles en furent exempts pour les biens qu'ils faisoient valoir par eux-mêmes , suite des immunités attachées originairement aux terres partagées par les francs. Dans les pays où , suivant le droit Romain , la taille devoit être réelle , on excepta les terres de fief , lesquelles n'étoient alors occupées que par des Gentils-hommes , & c'est de-là que viennent les biens nobles. Ces franchises remontent évidemment au premier partage des compagnons de Clovis. Les principes fiscaux , destructifs des Loix féodales , sont trop modernes , trop vils , pour être préférés aux maxi-

mes anciennes religieusement observées dans le Parlement depuis l'institution des fiefs. Le publicain n'a rien à demander au soldat. Les Gentils-hommes ne doivent pour leurs biens nobles que le tribut de leur sang. Ils le payent continuellement, SIRE, ce tribut utile & glorieux, non pas en vous envoyant comme autrefois, des archers mercenaires, mais en sacrifiant pour votre gloire & pour votre prospérité leurs freres, leurs enfans, & tout ce qu'ils ont de plus cher. Protégez les droits d'une noblesse qui combat si vaillamment pour les vôtres. Osons-le dire; VOTRE MAJESTÉ y est elle-même intéressée. C'est du privilège des terres saliques, fondé sur l'antique droit féodal des François, que votre Couronne a tiré le plus auguste de ses droits, celui de n'être portée que par des mâles, & d'éviter par-là ces fréquens changemens de Souverain qui causent la perte des



Empires. C'est à ce privilège immortel que la Maison de France doit l'illustration unique dans les annales du monde d'avoir déjà possédé pendant huit cents ans, de mâle en mâle sans interruption, le premier Thrône de l'Univers.

Mais en réclamant les droits de la Noblesse dans toute l'étendue de notre ressort, nous devons, SIRE, également insister sur les privilèges particuliers du Languedoc. Ils ne sont autre chose que les usages de cette Province, plus anciens que l'Empire Romain. Les Maîtres du monde les ont respectés ; les Wisigoths les ont maintenus ; les Comtes de Toulouse les ont chéris ; vingt-deux Rois de France les ont confirmés. Après les droits sacrés de votre Couronne, que devoit-il y avoir de plus fixe & de plus immuable sur la terre que les constitutions du Languedoc ? On les a immolées cependant à l'Edit du Ving-

tième. Ce pays qui a donné des témoignages si fameux de son attachement pour ses Rois , n'a pas eu la foible satisfaction de contribuer aux nouveaux subsides dans la forme qui lui est propre. Ce coup l'a pénétré de tristesse & de douleur. Il comptoit autant de confirmations de ses privilèges que de sermens prêtés de sa part. Loin de vous SIRE , loin d'un Thrône où le despotisme ne s'affiera jamais, des conseils qui se joueroient de la confiance du peuple & de la parole des Rois. Nulle raison n'a été alléguée contre les réclamations du Languedoc dans l'affaire du Vingtième, dont on ne pût se servir pour toute autre imposition.

Suivez , SIRE , les mouvemens de votre justice. Hâtez-vous de rétablir cette Province dans la jouissance pure & inaltérable de ses usages. Sa fortune & son crédit y sont attachés. Le bien de votre service en dépend.

Protecteur sous votre Autorité des trois Ordres de l'Etat, votre Parlement, SIRE, alarmé par des impôts accablans, a dû Vous exposer les droits d'une des vos plus grandes Provinces, le tort fait aux possessions féodales, & la misere de tous les peuples du ressort. Dans ces conjonctures, enregistrer vos Déclarations, c'étoit consommer sans retour la ruine de l'Etat. La vérité conserve tout son pouvoir sur votre cœur. Nos humbles remontrances la conduiront jusqu'au Thrône : & Vous nous approuverez, SIRE, de vous avoir donné le temps de revenir sur des Loix buriales dont l'exécution passe aujourd'hui les forces de vos sujets. Tout est perdu si le nouveau Vingtième est établi, au moins s'il est établi sur le pied de l'ancien Vingtième, & si ces deux impositions réunies ne sont pas réduites à la portée du Dixième précédent. Croyez-en des Magistrats sincères ; des Magistrats qui

vous servent sans récompense & sans ambition ; qui n'ont point d'intérêts à démêler dans votre Cour, d'intrigues à conduire, de disgraces à tramer, de faveurs à obtenir ; des Magistrats dont les vœux sont remplis quand les Loix sont en vigueur, quand le Prince regne avec justice, & que l'Etat prospere. Rendez le vôtre aussi florissant qu'il doit l'être. Laissez vos ennemis, effrayés d'une perte immense, se consumer en subsides & en emprunts. Le moment de ces funestes ressources n'est pas venu pour Vous. Il ne viendra point, SIRE ; reposez-vous en sur la justice de votre cause, sur l'équité de la Providence, sur les dispositions que vous avez faites, & sur la valeur de vos soldats.

Souffrez que nous vous présentions ici un exemple illustre & bien digne de votre émulation. L'Empereur Théodose étoit sur le point de commencer une guerre importante ; loin d'augmenter les impôts,

il en retrancha quelques-uns, *persuada*, dit un Ecrivain judicieux \* *que le nerf de la guerre est moins l'argent que la bénédiction de Dieu, qui ne la promet qu'à ceux qui auront attiré sur eux la bénédiction des pauvres.* Hélas ! SIRE, vous lui ressemblez à ce grand Prince, par les graces du corps, par les vertus de l'ame, & par les qualités du cœur. Imitiez-le entièrement. Ayez pitié d'un peuple épuisé qui vous adore. Il ne veut rien posséder qui ne soit à vous. Il ne demande aujourd'hui du soulagement que pour être toujours en état de vous aider. Ménagez vos propres ressources. Soumis comme ce peuple, garans de sa soumission, nous n'avons pour lui que des remontrances, comme il n'a que des gémissemens.

Si ces vœux & nos supplications ne peuvent obtenir de VOTRE MAJESTÉ qu'une règle nouvelle pour redresser

les injustices de l'ancien Vingtième , & pour le restreindre , ainsi que le nouveau , dans les limites de leur dénomination , daignez du moins , SIRE , fixer un terme plus précis pour la cessation du dernier , & abréger la durée de l'ancien. Quel sujet de découragement pour vos peuples de penser que ce premier Vingtième dont l'établissement affligea toute la France , & qui ne devoit avoir lieu que pendant les premières années de la paix , ne cessera que dix ans après la paix prochaine ? Quand jouiront-ils donc des fruits de votre amour paternel ? Vous-même , SIRE , quand jouirez-vous du plaisir si doux & si flatteur de les soulager ? Puisse le ciel prolonger votre vie précieuse au-delà du cours ordinaire de nos jours mortels. Mais une génération entière de vos sujets aura disparu de la terre sans avoir ressenti vos bontés. Titus regrettoit un jour perdu. Votre humanité , votre clémence , votre compassion

rendre ;

tendre , seroient-elles des sentimens perdus pour nous ? L'histoire , qui vous proposera pour modèle à vos successeurs , qui retracera aux nations futures vos exploits & vos vertus , l'histoire en jettant des regards de complaisance & d'amour sur le portrait du meilleur & du plus chéri des Rois , trempera-t-elle son pinceau dans les larmes en se rappelant les maux de vos sujets ? Non , SIRE , vous ne souffrirez pas que sous un si beau regne on soit malheureux. Qu'est-ce que des Edits burlesques au prix de votre gloire & du bonheur des François ? Accordez-leur la consolation de regarder la fin des hostilités comme la fin de leur misère , & que dans le même jour , au bruit des trompettes & des cris de joie , l'audace de vos ennemis , les malheurs passés de vos peuples , la guerre & le Vingtîème soient ensevelis à jamais sous vos lauriers.

Ce sont là , SIRE , les très-humbles

34 REMONT. DU PARL. DE TOULOUSE.

& très-respectueuses Remontrances qu'on  
cru devoir présenter à VOTRE MAJESTÉ,

SIRE,

Vos très-humbles, très-obéissans,  
très-fidèles, & très-affection-  
nés serviteurs & sujets, les  
Gens tenant votre Cour de  
Parlement.

*Fait à Toulouse en Parlement le 27  
Septembre 1756.*



SECONDES  
REMONTRANCES  
DU PARLEMENT  
DE TOULOUSE  
AU ROI,

DU 17 SEPTEMBRE 1757.

SIRE,

N O U S présentons aujourd'hui à  
VOTRE MAJESTÉ des Remontrances dé-  
libérées depuis plus de huit mois par  
votre Parlement. Quelque important  
qu'en soit l'objet, il a cédé long-temps  
à des intérêts plus précieux. Nos regards  
& nos vœux étoient fixés uniquement

E ij

sur votre Personne Sacrée. La douleur & la joie ont successivement rempli nos cœurs ; nul autre sentiment n'y pouvoit entrer.

Revenus à nous-mêmes , assurés de la conservation du meilleur des Maîtres , nous avons essuyé de nouvelles afflictions. La disgrâce de votre Parlement séant à Paris nous a pénétrés de la plus profonde tristesse. Dès que nous n'eûmes plus devant les yeux l'image horrible d'un forfait que nous voudrions ensevelir dans les ténèbres de l'oubli , dès que les procédures qui ont attiré l'attention de la France & de tout l'Univers , eurent été terminées par un Arrêt éclatant , nous ne fûmes occupés que de l'état de désolation où se trouvoit alors la Magistrature entière. Nous vîmes avec douleur les Sujets les plus soumis & les plus fidèles ; pros crits par l'autorité du plus doux & du plus humain des Rois ; les premiers Tribunaux

devenus déserts par l'exil ou par la prison de leurs Membres ; les Loix attaquées de toutes parts, & les Parlemens menacés d'une prochaine destruction.

La surprise faite à votre Religion étoit manifeste. Nous sçavions, SIRE ( & qui ne l'a pas sçu comme nous ) tout ce qu'il en coûtoit à votre cœur pour frapper des Magistrats dont vous aviez si souvent éprouvé l'attachement inviolable pour le Gouvernement & pour la Personne de VOTRE MAJESTÉ. Le Ciel vous a donné l'ame la plus généreuse & la plus tendre qui soit sortie de ses mains. Vous déploriez, peut-être plus que nous-mêmes, les ordres rigoureux que des exposés trop peu sinceres vous arrachotent. Nous arrêtâmes aussi-tôt de vous adresser de très-humbles & très-respectueuses Remontrances sur la situation où le Parlement de Paris se voyoit réduit par son zèle courageux pour votre Service, pour les droits de votre Cou-

ronne , & pour les Loix anciennes de l'Etat. Cette délibération dont nous faisons gloire , fut d'abord publique. Le respect & l'espérance en suspendirent l'exécution. Les autres Parlemens liés par les mêmes Arrêtés , retenus par les mêmes motifs , sembloient attendre en silence que la vérité parvînt au Trône par des routes plus accessibles que celle des représentations. Plusieurs d'entre eux élevoient enfin leur voix. La nôtre alloit se joindre à la leur , quand vous avez parlé, SIRE ; & le deuil public a cessé. La Justice reparoit avec un nouvel éclat. Elle a lû dans vos regards l'attendrissement de votre ame ; elle a reçu de votre bouche la confirmation de ses droits. Tous les vrais François , tous les Patriotes des différens Ordres du Royaume applaudissent à cet événement. Tous célèbrent à l'envi le calme intérieur que vous rendez à vos Etats , en attendant la paix générale & solide que vous

Bonnez bientôt à l'Europe. Il n'y a plus à présent que le Peuple qui souffre, & c'est pour lui, SIRE, que nous implorons en ce jour votre clémence & votre pitié.

Votre Parlement reçut dans les derniers jours de Décembre 1756. vos Lettres de Jussion du 16. du même mois. Il gémit de la dure nécessité où vous croyiez être de fermer l'oreille à ses Représentations, & il ordonna *que du très-exprès commandement de VOTRE MAJESTÉ lesdites Lettres de Jussion & les deux Déclarations du 7. Juillet dernier seroient lues, publiées & enregistrées dans les Registres de la Cour, pour être exécutées selon leur forme & teneur.*

Vous êtes obéi, SIRE, & vos Sujets n'ont rien obtenu. Mais notre ardeur pour le service de VOTRE MAJESTÉ n'en est point ralentie. Les rebuts qu'effuye la vérité dans les avenues du Trône, ne

la découragent pas. Elle sçait que vous l'aimez autant que les hommes vulgaires la craignent.

Nous ne pouvons, SIRE, nous rappeler sans amertume les temps heureux où la communication si nécessaire entre VOTRE MAJESTÉ & son Parlement nous étoit ouverte en toute occasion & pour toute sorte d'affaires, sans être jamais interceptée par des voies inconnues à vos Cours. Les pleurs de la Justice & les gémissemens du peuple n'étoient point repoussés du Palais de nos Souverains. Libre dans ses fonctions qu'il exerçoit sans péril, écouté sans obstacle, votre Parlement ne s'adressoit qu'à la Personne seule de nos Rois, & ne recevoir d'ordre que de leur propre bouche. Alors, SIRE, on ne pouvoit dissimuler ni déguiser au Prince les Représentations des Magistrats, & les Magistrats ne pouvoient douter de la réponse du Prince.

Nous

Nous ne ſçauroions ouvrir nos Regiſtres ſans y trouver des Députations faites par votre Parlement aux Rois vos prédéceſſeurs, toutes les fois qu'il le jugeoit utile au ſervice de ſes Maîtres, ou à l'intérêt des peuples. Si dans ces derniers ſiècles le libre accès du Thrône ſemble preſque nous être interdit, les Loix en ſouffrent, la Vérité ſ'en épouvante, la Nation y perd ſa liberté légitime & ſes droits; & Vous-même, SIRE, vous y perdez la conſolation de recevoir dans votre ſein paternel les plaintes reſpectueuſes de vos plus fidèles Sujets. C'eſt-là, SIRE, l'aſyle unique où nous voudrions les déposer; c'eſt-là qu'elles ne ſeront point accuſées d'indiscretion ni de hardieſſe; c'eſt-là qu'elles trouveront de la juſtice & de l'humanité.

Nous les renouvellons encore ces plaintes mêlées de reſpect & d'amour; & faiſſe le Ciel qu'elles parviennent enfin au pied du Thrône. Nous portons au

plus sensible des Rois les gémissemens du plus soumis des peuples. Les vœux des François seront exaucés si leurs cris sont entendus.

Le Ressort de votre Parlement ; SIRE , comprend des Pays d'Etats , comme le Languedoc , la Comté de Foix , la Bigorre , le Nebousan & les quatre Vallées ; & des Pays d'Election , comme les Provinces de Rouergue , de Quercy , d'Armagnac.... Les premiers en vertu des Priviléges dont nos Rois ont promis & juré l'observation , ne payent les impôts tant ordinaires qu'extraordinaires , que par don gratuit ou abonnement. Les autres ne jouissent plus du même avantage , quoiqu'autrefois , suivant le Droit Commun François , la manière de répartir & de percevoir les tributs fût uniforme dans toutes les Provinces de ce Royaume , ce qui ne tournoit pas moins au profit du Souverain qu'au soulagement des Sujets.



Ces Pays, quoique regis par une administration différente, souffrent également dans la crise des deux Vingtièmes. Il n'y a qu'un moyen de diminuer la rigueur de ce double tribut. C'est de le régler d'après un plan fixe ; & d'en bannir tout ce qui n'est qu'arbitraire ou idéal.

Les impôts qui ne coûtent que de l'argent sont supportables , pourvû toutefois qu'ils ne soient pas excessifs. Mais ne fussent-ils que médiocres, ils deviennent intolérables quand ils attaquent la liberté publique, trésor sans prix, dont la conservation intéresse autant le Souverain que ses Sujets. Or tel est l'inconvénient des deux Vingtièmes dans les Pays d'Élection. Non-seulement ces deux taxes sont en elles-mêmes un impôt accablant pour les redevables ; mais encore elles les réduisent à la dépendance la plus humiliante & la plus dure, accompagnée d'alarmes continuelles &

d'effroi. Rien n'approche en effet, SIRE ; de la terreur & de la désolation de vos peuples depuis plusieurs années qu'on travaille aux rôles du premier Vingtième. On a exigé des déclarations ; elles ont été fournies. Dans quelques Généralités , comme celle de Montauban , le premier effet des déclarations a été le doublement de tous les articles. Les Employés, connus sous le nom d'Ambulans, sont venus ensuite. Sur leur travail , nouvelle confection de rôles ; & malheureusement on est forcé de désirer que ce ne soient pas les derniers , & que des mains plus habiles les retouchent pour la troisième fois. D'ailleurs les opérations ne se font que successivement. Distribués par Elections, les Employés suivent les Paroisses l'une après l'autre. Ils n'en travaillent qu'un petit nombre par an ; & l'on a reconnu par un calcul exact que la durée du Vingtième, malgré son effrayante longueur, suffiroit à

peine à la rédaction de tous les rôles d'une Généralité.

Dans cet intervalle les uns succombent sous la taxe définitive qu'on a prononcée contre eux. Les autres qu'on a eu soin d'imposer par provision, en vertu du doublement général, à un Vingtième qui surpasse leurs facultés, attendent un sort plus cruel encore. Ils savent que quand leur tour viendra, ils seront condamnés à des supplémens pour toutes les années qui auront précédé la dernière fixation de leur taxe; en sorte que dans cette manière de répartir le Vingtième, tout porte de la part des Employés les marques de l'instabilité, du caprice, & d'une autorité violente qui blesse le Droit naturel.

Nous démontrerons plus bas à VOTRE MAJESTÉ que les estimations des Contrôleurs roulent sur des principes absolument faux, d'où s'élève un Vingtième chimérique & inégal, qui absorbe en

plusieurs endroits presque tout le revenu des terres.

Mais les Redevables ont leur recours, dira-t-on, devant les Commissaires départis dans les Provinces, que vous avez constitués Juges-Directeurs de la nouvelle Imposition. Et quelle justice y trouveront-ils ? Ce n'est pas, SIRE, que nous prétendions attaquer ni soupçonner l'équité de ces Magistrats. Mais dans cette multitude de détails dont ils sont chargés, sur ce Tribunal universel qui leur est formé d'attributions de toute espèce, & qui demanderoit les connoissances réunies de tous les Tribunaux, & de toutes les Professions, dans l'impossibilité de connoître par eux-mêmes si les Requêtes en demande de modération sont justes ou déraisonnables, ils ne font que les renvoyer aux Préposés, qui se gardent bien de condamner leur propre ouvrage. Ainsi l'avis est conforme à la taxe; l'Intendant signe, & le Jugement est rendu.

Il y auroit un parti plus équitable & plus régulier à prendre. Ce seroit d'appeler les Parties intéressées, de les écouter, d'ordonner un rapport d'Experts, si elles ne convenoient pas des faits, & de prononcer contradictoirement entre le Contribuable & le Directeur ou Contrôleur du Vingtième. Mais que de procédures & de frais ! Ils seroient énormes. Et croit-on qu'ils ne le soient pas, quoiqu'on laisse à l'écart les formalités judiciaires dont nous parlons ? Nous en prenons à témoin les Commissaires départis. Leurs Greffes regorgent de Requêtes concernant le Vingtième. Il est bien peu de particuliers qui ne présentent la leur. Que de déboursés en pure perte pour les plaignans, avant que la décision leur parvienne ; décision qui n'est encore une fois, & ne peut être dans le train qu'on a pris, que celle des Employés, répétée sous le nom de l'Intendant.

C'est donc une nécessité, SIRE, que la méthode pratiquée pour l'imposition & pour le recouvrement du Vingtième, soit elle-même une nouvelle charge pour vos Peuples, presque aussi pesante que le Tribut. Et de-là dérive également une double perte pour VOTRE MAJESTÉ. Les sommes prodigieuses consommées sans fruit en déclarations, en placets, en salaires de Scribes, de Notaires & de Procureurs, périssent pour l'Etat. Elles diminuent la masse des revenus particuliers, d'où se tirent les fonds publics, & c'est un écoulement inutile de la source où vous puisez. Vous essuyez de plus une diminution réelle du produit de l'impôt, puisqu'il en faut distraire les appointemens & les gratifications de cette foule d'Employés, qui se repaissent de vos Finances & de la misère de vos Sujets.

Votre Déclaration du 29. Août 1741. présentait le Dixième sous un point de

vuë bien moins défavorable à vos peuples, & bien plus avantageuse pour Vous. Cette imposition étoit annoncée comme n'ayant rien d'arbitraire dans la répartition, & comme devant rentrer en entier dans le Trésor Royal. C'est tout le contraire aujourd'hui. Point d'impôt qui ait jamais été réparti plus arbitrairement, ni dont la régie ait causé tant de frais en déduction du principal.

Croira-t-on qu'au mois de Janvier 1757. le Vingtième établi par Edit du mois de Mai 1749. n'est pas encore arrêté définitivement dans les Généralités de Montauban & d'Auch? Croira-t-on qu'à l'exception d'un certain nombre de Communautés, les autres y sont toujours à cet égard dans une incertitude d'autant plus désolante, que ce qu'elles payent de Vingtième n'est qu'un à compte d'une dette illiquide, dont elles ne sçauront le montant que lorsqu'on leur en demandera les arrérages?

Etrange destinée de ce tribut ! Il est lui-même son propre contradicteur ; & depuis sept ans on n'a pû parvenir encore à le mettre en règle.

Un pareil désordre nuit autant à la perception de l'impôt qu'au redevable. Le travail des Employés n'a coûté que trop cher aux Provinces de ce ressort. La pauvreté générale augmente de jour en jour ; la dépopulation des campagnes est plus sensible que jamais. Est-ce dans ces conjonctures qu'on essayeroit de persuader à VOTRE MAJESTÉ que le Dixième peut être porté au double de ce qu'il étoit il y a quinze ans ?

Nous craignons pourtant , SIRE , que ce ne soit-là un système accrédité dans vos Conseils. On y juge de l'état des Provinces sur des rapports infidèles ; & c'est ce que vient d'éprouver le Languedoc. VOTRE MAJESTÉ lui a rendu le plus incontestable de ses privilèges ; & vous avez permis que dans l'Acte émané



du Trône à ce sujet , les immunités & les franchises de ce Pays touchant les contributions aux charges de l'Etat , fussent énoncées & reconnues de votre part dans les termes les plus forts. Cette action de justice , vos fidèles Sujets de Languedoc l'ont reçue comme une grace. Reconnoissez à cette marque les cœurs François. Plus vous épargnez leur liberté , plus vous donnez d'étendue à votre Autorité sur eux. La joie de cette Province eût égalé sa reconnoissance , si on eût mesuré l'abonnement à ses forces. Mais il les excède tellement , les plaintes sont si universelles , l'étonnement si général , que nous n'oserions nous dispenser d'en faire un des objets de nos très-humbles Représentations.

L'abonnement du Dixième de 1741. fut fixé à la somme de 1,500,000. liv. Les deux Vingtièmes viennent d'être abonnés sur le pied de 2,500,000. liv. par an. Dans l'état déplorable où sont

vos Sujets , nous pourrions n'opposer à cette contribution excessive que des généralités frappantes : Vous répéter que vos Provinces se dépeuplent à vuë d'œil ; que le nombre des misérables se multiplie , & que les revenus des particuliers n'étant point augmentés depuis 1741 , c'est tout perdre que de forcer le Vingt-ième au-delà de la proportion raisonnable qu'il doit avoir avec le produit des fonds en espèce & en argent. Mais nous entrerons dans une discussion plus particulière , & nous espérons prouver à VOTRE MAJESTÉ que l'abonnement convenu avec le Languedoc est beaucoup au-dessus de ce qu'il doit , & de ce qu'il peut être.

Les Etats jaloux de la conservation des privilèges du Pays , & ne désirant avec raison que d'obtenir le rétablissement d'une de ses plus précieuses immunités , affligés d'ailleurs de le voir exposé depuis plusieurs années aux in-

cursions & aux ravages des Employés , n'ont envisagé dans l'abonnement que la restitution d'un grand bien , & la fin d'un grand mal. Nous louons en cela leur zèle , & nous sçavons que leur consentement à ces conventions onéreuses n'est point de leur part une approbation du traité. Nous n'ignorons pas non plus que votre Conseil des Finances a été séduit par les rôles menteurs des Employés. D'un côté , la prévention sur les revenus imaginaires des Particuliers ; de l'autre , l'impatience bien légitime des Etats de soustraire enfin leur Province à de trop longues vexations ; c'est ce qui a produit l'abonnement dont on se plaint , sans qu'on puisse dire pour cela que vos Commissaires aient été trop durs ou trop injustes , ni les Représentans de la Province trop foibles ou trop complaisans.

Et cependant il est résulté de la combinaison de ces motifs une injustice

énorme ; la somme convenue pour les deux Vingtièmes abonnés , excédant d'un tiers au moins la portée naturelle de ces deux impositions en Languedoc. La preuve en est claire. Nous la tirons de la régie même du Vingtième faite par des Officiers de VOTRE MAJESTÉ depuis les Etats de 1750. jusqu'à ceux de 1756. Le Trésorier de la Province remit en 1750. dans les coffres de VOTRE MAJESTÉ 1200000 livres pour l'imposition du Vingtième. Personne n'ignore que l'administration des Etats ayant été suspendue cette année , les ennemis de cette Assemblée & des Privilèges du Languedoc , firent tout ce qu'ils purent pour porter le Vingtième à des sommes exorbitantes , ce qui n'empêcha pas que l'année d'après il ne retombât de son propre poids à un million ; somme qu'il n'a jamais passée , tant qu'a duré la régie , malgré les augmentations survenues dans tous les articles depuis l'époque de 1750.

Nous voulons croire que sur cette somme annuelle d'un million, il n'y a point eu de parties payées en non-valeurs ni en ordonnances de modération, & que ce soit là le net au juste qui en est entré dans le Trésor Royal. Il paroît au moins que la régie distribuée en sept impositions n'a rendu que 1028888 livres & quelques sols par an, ce qui ne fait que les quatre cinquièmes de l'abonnement qu'on a fixé à douze cents cinquante mille livres pour chaque Vingtîème. La différence est grande; & pour la rendre encore plus douloureuse & plus accablante pour le Languedoc, on exige qu'elle ait un effet retroactif jusques & compris la première année de l'établissement du Vingtîème. On va plus loin. On stipule pour Vous, que si quelqu'année de la régie a passé les 1250000 livres du prix de l'abonnement, l'excédant en demeurera dans les coffres de VOTRE MAJESTÉ. Cette clause

inattendue & plus qu'économique, don-  
neroit à penser que quelques recettes de  
régie ont en effet plus rendu que l'abon-  
nement. Mais dans ce cas l'équité la  
moins sévère vouloit que toutes les som-  
mes provenues de la perception des Ré-  
gisseurs, fussent conglobées avec celles  
que la Province doit fournir, pour en  
former un total qui complétât les an-  
nées de régie à raison de 1250000 liv.  
par an.

A l'égard de l'abonnement en lui-  
même, mis en opposition avec le pro-  
duit de la régie, il a été répondu aux  
principaux Membres des Etats que cet  
abonnement se trouvoit encore bien au-  
dessous du montant des Rôles, lesquels  
étoient parvenus entre les mains des  
Employés à un objet de 1900000 liv. &  
qu'en supposant qu'il y eût de l'erreur,  
comme on le croyoit, c'étoit la recon-  
noître & la corriger, que de réduire cette  
somme exorbitante à celle de 1250000 liv.

La réduction est considérable , il est vrai. Mais est-elle suffisante ? Nous montrerons bientôt qu'elle ne l'est pas ; que le travail des Employés est vicieux dans toutes ses parties ; qu'on ne doit compter ni sur les faits qu'ils allèguent , ni sur leurs calculs , ni sur leurs évaluations ; que dans leurs relations ou Procès-verbaux , tout est marqué au coin de l'erreur , de l'ignorance & de l'injustice ; & que cette nouvelle classe d'opresseurs publics , bien-loin de se conformer aux véritables ordres de VOTRE MAJESTÉ dans les opérations nécessaires pour l'établissement du Vingtième , s'est fait un jeu de trahir vos intentions & vos volontés.

On fait actuellement , SIRE , une recherche générale de toutes les possessions de vos Sujets , de quelque nature qu'elles soient. Ce genre d'inquisition aussi peu digne de VOTRE MAJESTÉ que du Peuple belliqueux qui vous est sou-

mis , ressemble en quelque sorte à un dénombrement d'esclaves. Tout est mis à découvert , tout est discuté , apprécié , taxé comme biens , dont l'usufruit nous seroit laissé par grace , & dont la propriété appartiendrait au Fisc. Heureux encore si cette opération , toute humiliante qu'elle est pour des hommes libres , étoit faite par des personnes qui eussent de l'expérience , de la capacité , & qui connussent principalement l'objet dont ils sont chargés. Le Parisien taxe les oliviers du Languedoc ; le Picard évalue les vignes du Quercy.

Chaque Province est occupée par des cohortes de jeunes apprentifs de Bureau , qu'on a divisées en petites troupes de deux , de trois ou de quatre , auxquels on assigne une Election , ou un Diocèse , si c'est en Pays d'Etat. Le premier devoir de ces Commis , en supposant qu'ils eussent vieilli dans les travaux de l'Agriculture , seroit d'examiner avec la plus



serieuse attention les fonds de terre de chaque Paroisse , d'en comparer la qualité , le rapport, les avantages & les incommodités , & de les visiter sur-tout dans le temps de la récolte.

Les Employés ne pensent pas qu'il faille tant d'application ni de connoissances pour remplir leur commission. Ils ont paru dans les Paroisses ; & sans considérer ni vérifier par eux-mêmes les fonds de terre , ils ont décidé de leur rapport par l'intitulé qui leur étoit donné dans les Cadastres de premier , second & troisième degré ; en quoi ils n'ont pas fait attention , ou ils ont ignoré que l'énonciation des différens degrés d'abonnement n'indique pas la qualité essentielle & absolue du terroir , mais seulement sa qualité de comparaison ; puisqu'effectivement ce qui est au premier degré dans une Paroisse , est souvent au troisième dans une autre. Le Controlleur qui ne connoît point ce

mécanisme de Cadastre , ou qui en abuse s'il le connoît , met sur la même ligne tous ces premiers degrés , quoique bien différens entre eux , & les range sous la même évaluation.

On voit quelles erreurs ont du naître de ce premier plan. Les Employés ont procédé ensuite à l'estimation du produit des fonds en espèce , & de la valeur pécuniaire de ce produit. C'est dans cette partie de leur opération que leur ignorance & leur injustice ont singulièrement éclaté. Ils arrivoient dans les Paroisses avec des tarifs de récolte , & du prétendu prix des grains pendant dix ans , pour en former une année commune , comme si ces tarifs étoient la règle des ventes particulières , & que les besoins de détail , & les charges publiques permissent aux possesseurs des grains d'attendre l'instant de leur plus haute valeur. Cette appréciation absurde étoit cependant un décret infallible contre lequel

ils n'écoutoient ni raisonnemens , ni représentations. Il n'est point de lieu où ils n'aient grossi du quart ou du tiers en sus les diverses productions de la terre , & augmenté d'un quatrième le prix ordinaire des denrées. Si des particuliers , si des Paroisses même ont acquiescé à cette estimation , ç'a été seulement par la crainte des surcharges dont ces Préposés téméraires osoient les menacer.

Enfin , tel est le préjugé des Commis. Ils supposent une égale bonté dans les fonds de terre , une égale industrie dans les possesseurs , une égale facilité dans la culture. Ce laboureur expérimenté & riche , n'épargne ni travaux ni dépenses pour fertiliser les possessions. Son voisin , dont l'héritage est d'une égale étendue , n'a pas les mêmes connoissances ni les mêmes facultés. Seroit-il juste de lui faire supporter le dixième de ce qu'il perd , ou des profits qu'il ne fait pas par son inexpérience dans l'économie

champêtre ? Son tribut augmenteroit-il en raison de son ignorance ou de sa pauvreté ? Ce Magistrat, ce Militaire, ce Bourgeois, à qui sa profession ou ses affaires ne permettent pas de diriger lui-même les cultivateurs, ne fera point fructifier les Domaines, comme celui qui en fait son unique occupation. Ces différences n'entrent point dans l'esprit des Employés. Ce n'est pas le produit réel, c'est le produit possible qui est la base de leurs opérations.

Ne suit-il pas de tout cela que l'estimation des biens ayant été faussement doublée par les relevés des Commis, les rôles arrêtés sur ces enseignemens trompeurs ont pareillement été portés au double de ce qu'ils devoient être ; & qu'en conséquence, autant par des règles de calcul que par des principes de justice, les dix-neuf cents mille livres comprises dans les rôles des deux Généralités de Languedoc, doivent être

réduites à un abonnement de neuf cents cinquante mille livres ? Nous l'espérons, SIRE, de votre équité, pour que les deux Vingtièmes réunis ne fassent ensemble que le total de 1900000 livres ; somme encore plus forte de 400000 livres que le Dixième abonné de 1741.

Il seroit impossible autrement que le Languedoc, outre le prodigieux don gratuit qu'il vous accorde pour la Capitation & pour la Taille, outre ses charges particulieres, les droits excessifs de l'équivalent, l'intérêt des dettes immenses qu'il a contractées pour le service de ses Rois, soutînt encore un Dixième de deux millions cinq cents mille livres, accru des deux sols pour livre en sus des deux Vingtièmes, sans se précipiter dans une ruine irréremédiable, qui vous priveroit tôt ou tard des efforts de son zèle, & des secours abondans que vous en tirez dans vos besoins.

En modérant ainsi cet abonnement

onéreux, on n'en percevra pas moins dans toute leur rigueur les deux Vingtièmes, non du revenu effectif de vos Sujets, mais du produit entier de leurs possessions, & conséquemment des charges mêmes qui y sont attachées. Car il en est plusieurs auxquelles les Administrateurs de vos Finances n'entendent pas que vous deviez participer, & qu'il est de notre devoir d'offrir aux réflexions équitables de VOTRE MAJESTÉ. Nous vous rappellerons auparavant, SIRE, une expression touchante du meilleur Roi que la France ait eu jusqu'à Vous. Elle est tirée d'une Lettre écrite par ce grand Prince à un Ministre, qui ne lui donnoit d'ailleurs que des conseils d'économie pour les dépenses & de soulagement pour les Peuples. *Dieu m'a baillé mes Sujets pour les conserver comme mes enfans ; que mon Conseil les traite avec charité.* \*

\* Economies Royales, tom. 10. pag. 158.

Ces vuës charitables exigeroient que dans la répartition des impôts on eût égard aux distractions forcées & aux charges indispensables , qui laissent à peine aux Propriétaires des fonds une portion égale à celle du Décimateur Ecclésiastique , & sur laquelle néanmoins la perception des deux Vingtièmes & des deux sols pour livre est ordonnée. Pour faire connoître au vrai l'étendue de ces distractions & de ces charges , nous les exposerons ici dans une opération mécanique qui en fera la preuve.

Nous donnerons pour exemple une Paroisse , dont les Dixmes Ecclésiastiques vont à deux mille livres , & dont par conséquent le revenu se porte à vingt mille livres.

### *DISTRACTIONS A FAIRE.*

Pour la Dixme Ecclésiastique, ci . . .  
 . . . . . 2000 livres.

Le huitième, & en plusieurs endroits le septième de 18000 livres pour ceux qui ramassent la récolte, & qui la mettent en état d'être renfermée dans les greniers, . . . . . 2250 livres.

Reste 15350 livres. On supposera pour un moment que le revenu de cette Paroisse consiste en bled, qui est la meilleure & la plus solide des productions, quoique sujette à une infinité d'accidens. Il s'agit de fixer la quantité de grains qu'on doit semer pour produire 20000 livres de revenu.

1°. Cent vingt setiers de terre demandent cent setiers de semence au moins.

2°. En examinant le produit des différentes qualités de fonds, on divisera les terres d'une Paroisse en douze parties. C'est beaucoup qu'il y en ait trois au bon degré, quatre au moyen, & cinq au dernier. On suppose encore que le meilleur fonds rende six setiers pour



un, le moyen, trois & demi, & le troisiéme, un & trois quarts. Il conste par ce calcul que de douze setiers de bled semés sur quatorze setiers & demi de terre, il ne se recueille que trente-neuf setiers un quart, & par cette supputation il est établi que pour produire 20000 mille livres de revenu, il faut la valeur de 6000 livres de semence, laquelle somme distraite de 15750 liv. il reste 9750 livres à partager entre les Propriétaires & les Cultivateurs. Il n'y a donc pour les premiers que 4875 livres, sur quoi on prélèvera la Taille, qui est en Languedoc du cinquiéme au quatriéme, & dans la Guyenne du quatriéme au tiers en général, & dans plusieurs contrées de la même Province à la moitié; autre distraction après laquelle il ne restera aux Propriétaires en Languedoc que 3700 livres, & en Guyenne que 3300 livres. La Capitation emportera encore 500 livres au moins; moyen-

nant quoi les Propriétaires des fonds dépendans d'une Paroisse en Languedoc qui produit 20000 livres, auront pour eux 3200 livres au plus, & les Possesseurs des fonds situés en Guyenne, 2800 livres.

Mais les charges qui ont été ci-dessus expliquées, ne sont pas les seules auxquelles les Propriétaires de fonds soient assujettis. Il en est d'autres qui sont inévitables, comme certains travaux relatifs à la culture, dont le Maître supporte la moitié; les réparations des bâtimens, d'autant plus fréquentes qu'ils ne sont pas construits solidement, ni ne peuvent l'être, attendu la pauvreté des Possesseurs; les cas fortuits qui obligent les Propriétaires de fournir non-seulement leur portion de semences, mais encore celle des *Colons* ou Métayers-Parcières, à la subsistance desquels & de leur famille ils ne peuvent se dispenser de pourvoir sans presque aucune espérance de répétition.

Ce tableau, SIRE, n'est que trop fidèle. Si VOTRE MAJESTÉ n'est pas détournée d'y fixer les regards, les deux Vingtièmes ne tiendront pas contre l'effet qu'il produira sur votre esprit.

L'Auteur du système de la Dixme Royale, rempli de zèle pour son Prince, & qui avoit acquis une connoissance exacte des forces, des ressources & des fortunes du Royaume, regardoit comme impossible la concurrence des autres tributs avec la Dixme Royale. C'est pourquoi en proposant l'une il projettoit l'abolition des autres ; & nommément des Tailles, des Aydes, des Douanes d'une Province à l'autre, de la Capitation, de toutes affaires extraordinaires, & de tous autres impôts forcés. Il supposoit de plus, que l'imposition de la Dixme Royale ne pouvoit jamais être au-dessous du Vingtième, ni excéder le Dixième. Et cependant, SIRE, par les Déclarations que votre Parlement vient

d'enregistrer pour obéir au commandement très-exprès de VOTRE MAJESTÉ, tous les anciens impôts subsistent; & le Dixième, au moyen des deux sols pour livre n'est le Dixième que de nom; c'est le neuvième effectif de tous les revenus de la France.

Le Maréchal de Vauban, après avoir envisagé l'état des différentes Provinces, s'étoit arrêté sur celle de Normandie, qui est la plus opulente du Royaume, tant par la nature des fonds que par les facilités pour le commerce; & il avoit pensé que dans cette Province, comme dans les autres, on ne pouvoit faire compatir la Dixme Royale avec les autres impositions, ni la porter au-delà du Dixième.

C'est en se conformant aux vûes & aux principes de ce respectable Citoyen, dont l'ouvrage fut écrit pour l'instruction & pour le service du feu Roi, que votre Parlement a cru pouvoir ramener

sous les yeux de VOTRE MAJESTÉ les différents impôts entassés sur vos Sujets; & en cela il n'a point affecté de mêler à ses Remontrances des objets étrangers aux impositions nouvellement ordonnées. On pourroit lui reprocher peut-être de n'avoir pas réuni dans ses Représentations tous les maux qu'endurent vos Peuples. Il vous en expose une partie; & c'est aujourd'hui la plus pressante de ses obligations. Sa conscience, son serment, vos Loix le lui commandent. Bien sûr que dans tout ce qui concerne votre Personne & votre Autorité, ses expressions ne respirent que l'amour le plus tendre, & la soumission la plus parfaite, il s'explique sur tout le reste, comme l'exigent sa dignité, vos intérêts, son devoir. En se conduisant ainsi, il ne redoute point d'injustes imputations. Il craint, SIRE, de ne pas vous servir aussi utilement qu'il voudroit; mais c'est tout ce qu'il craint.

Il ne craint pas non plus de défendre les biens nobles contre l'invasion du Vingtième. Leur exemption est si ancienne & si sacrée, les loix de vos Prédécesseurs sont si claires, si précises sur ce point, qu'il n'y aura rien de stable si ce privilège est attaqué.

Le Roi votre bisayeul commence ainsi sa Déclaration du mois d'Octobre 1684. touchant les biens nobles : *Les biens nobles ne seront sujets à aucune des impositions qui se feront tant pour nos deniers que pour ceux des Communautés, sans distinction de la qualité des possesseurs desdits biens.* Quelles immunités sont appuyées d'un titre aussi solennel ?

Nous sommes bien éloignés, SIRE, de favoriser les possesseurs des biens nobles aux dépens des propriétaires de biens roturiers. Mais les premiers étant presque tous attachés au service militaire, ou à des emplois de Magistrature, ils supportent

supportent des charges & font des dépenses nécessaires à leur état , qui ne compensent que trop l'exemption de Taille dont ils jouissent. A l'égard des autres Possesseurs de fonds nobles , on sçait bien se dédommager de cette immunité sur leur Capitation. C'est ainsi qu'on en use dans toutes les Communautés de ce Ressort ; & par ce moyen on pourroit , autant qu'il est possible , à cette égalité si désirable dans la répartition des impôts.

Et plût à Dieu , SIRE , que ce système d'égalité dans les charges publiques fût adopté sincèrement & sans partialité. Ce plan seroit bien conforme à vos vûes. Votre cœur incline toujours vers les voies les plus capables de concourir au bon ordre & à la douceur du gouvernement. Pour remédier au mal , c'est assez de vous le découvrir ; pour promouvoir le bien , il suffit de vous l'indiquer.

Mais il est dans les Cours des Princes, il est dans leurs Conseils des intérêts particuliers qui résistent souvent à l'intérêt général. Tout conspire à dissimuler aux Rois la situation des Peuples, & à leur rendre suspects ceux qui mériteroient le plus leur confiance.

On ne vous apprend rien que de vrai, SIRE, si l'on vous dit que vous êtes le plus aimé des Rois, le plus respecté des Etrangers, le mieux obéi par ses Peuples ; que vos Sujets chérissent votre Regne ; qu'ils ne mêlent jamais votre nom dans leurs plaintes, & qu'ils n'imputent leur misere qu'à des abus que vous ignorez, & dont le remède ne tardera pas, quand il vous seront connus.

On rend hommage à la vérité, si l'on vous parle des intentions droites, pures, & désintéressées de vos Parlemens, de leur inviolable & respectueux attachement pour votre Personne sacrée,



de leur zèle pour la dignité de votre Couronne , & pour le maintien de vos droits ; si on vous les représente en un mot comme les uniques dépositaires des Loix de l'Etat , comme les seuls Juges légitimes de vos Sujets , de quelque rang & de quelque ordre qu'ils soient ; & comme les soutiens d'une Monarchie avec laquelle ils sont nés , & dont la splendeur est liée à leur conservation.

Mais si l'on vous disoit que votre Royaume est aussi florissant qu'il pourroit l'être ; que la Nation ne gémit pas sous le poids excessif des impôts ; que les Provinces sont peuplées ; que les habitans des campagnes , s'ils ne sont pas riches ou aisés , ont au moins le nécessaire ; on vous tromperoit , SIRE , on vous déguiseroit la vérité.

On vous déguiseroit la vérité , si l'on taxoit d'inquiétude ou d'alarmes mal fondées les Représentations de vos Parle-

mens sur la misère extrême des Peuples ; sur les vexations dont les accablent les Exaeteurs des différens impôts , & sur le renversement des formes & des règles dans l'autorité despotique & sans bornes des Commissaires départis.

On vous déguiseroit enfin la vérité d'une manière bien dangereuse pour vos intérêts , & bien funeste pour le Royaume , si l'on vouloit vous persuader que l'empressement des Pays d'Etats à vous offrir tous leurs biens , fût autant de leur part un signe d'aisance que de bonne volonté. Celle-ci est inépuisable dans des cœurs François. Mais qu'on ne s'y méprenne pas ; elle annonce une impuissance prochaine. C'est le dernier effort de Sujets remplis d'amour pour leur Souverain , qui espèrent l'attendrir par cet abandon total de ce qui leur reste , & qui laissent aux Parlemens le soin de lui déclarer

l'épuisement pitoyable où ils sont réduits.

Ah ! si vos regards s'étendoient jusqu'à ces demeures infortunées d'où partent nuit & jour tant de cris de tendresse & de douleur vers le Thrône ; si vous voyiez ces terres naturellement fécondes , dégarnies de Cultivateurs , travaillées languissamment , semées dans les larmes , moissonnées dans l'affliction , que vous seriez ému de ce spectacle , & que vous remettriez promptement à des peuples si généreux les efforts de leur zèle , & les dons de leur pauvreté !

Sortez un moment , SIRE , sortez de cette enceinte de Palais somptueux qui entourent le vôtre & semblent lui disputer la magnificence Royale & la grandeur. Sortez de ce concours de Courtisans fastueux , de Citoyens opulens , d'hommes enrichis en un jour des dépouilles de la France , & parcourez les pays différens qui composent vos Etats,

Une Capitale qui devient un monde ; un Empire qui sera bientôt un désert ; une Ville immense où l'or & l'argent coulent avec profusion sur des arts destinés uniquement à servir le luxe , à flatter les sens , à corrompre la vertu ; des Provinces entières où la profession qui nourrit le genre humain , est insultée avec mépris , tourmentée avec rigueur. Quel contraste ! Quel tableau tristement diversifié ! On ravage les campagnes pour embellir les villes. On alligne une voie publique , & l'on détruit un village entier. On écrase le laboureur pour encourager l'artisan. Tout est manufacture ou grand chemin ; établissemens dont nous ne contestons pas l'utilité ; mais qui pour être conduits ou multipliés sans discernement , dégènerent en maux publics.

Le payfan dégoûté de son sort , cherche les moyens de le rendre meilleur. Il les trouve dans ces ateliers de toute

espèce, où le travail est également facile & lucratif; dans ce nombre effréné de Domestiques, qui mériteroit bien la censure somptuaire; dans ce peuple de mendiants & de vagabonds qui ne sont nulle part en aussi grande quantité que dans ce Royaume; dans cette multitude de troupes qui veillent pour la défense de vos Etats. Soldat ou Matelot par force, serviteur à gages par besoin, artisan par mollesse ou par avidité, fugitif par désespoir, tout l'arrache de sa chaumière & de son champ. Il quitte sa charruë par contrainte, ou la fuit comme l'instrument de son malheur.

Mais ce qui le désole davantage, & ce qui nuit le plus sans difficulté à la culture des terres, c'est le service inhumain des corvées. En vain nous dira-t-on que VOTRE MAJESTÉ les approuve. Nous croirons toujours qu'elle les ignore, ou qu'on lui en dissimule les inconvéniens & l'effet.

Nous avons reconnu, SIRE, dans nos premières Remontrances que les corvées pouvoient n'être pas injustes en elles-mêmes, pourvû qu'elles tinssent lieu de quelque impôt; & certainement il n'en est pas de si dur, ni de si ruineux que celui-là. On ne peut rejeter une proposition aussi modérée, sans substituer à la raison & à l'humanité les maximes les moins saines & les plus barbares. Mais si nous vous parlons, SIRE, selon les principes de la Justice & du Droit, vous serez encore plus étonné qu'on employe les corvées de la manière & dans la forme qu'on le fait. A Dieu ne plaise que nous osions révoquer en doute la légitimité de vos ordres, quels qu'ils puissent être, quand ils ne sont pas surpris à votre religion. Quelle Monarchie réglée par les Loix, a des Maîtres aussi absolus que vous ! Mais les Souverains ne commandent point à leurs Sujets des travaux serviles

tels

tels que les corvées. Il n'y a que l'esclave qui travaille au profit de son maître sans rétribution; encore même est-il nourri. *Vous êtes, SIRE, le Roi des Francs, & non pas des Serfs.* C'est ce qu'attestoit à la Nation Françoisse en présence & au nom de son Maître, le Chancelier \* d'un de vos Augustes Prédécesseurs.

Donnons cependant à ce droit rigoureux de corvée toute l'extension possible. Nous ajouterons qu'il est aujourd'hui confondu, dans tous ces tributs; dans tous ces divers subsides, qu'on fait supporter aux peuples. Si malgré tant de charges réunies, on croit qu'ils doivent fournir encore des journées de leurs personnes ou de leur bétail pour les routes publiques, qu'on ne leur refuse pas au moins un salaire convenable, ou

\* Le Chancelier de Rochefort aux Etats généraux tenus à Tours par Charles VIII. en 1482.

la nourriture, soit pour eux, soit pour leurs bestiaux. Ce leur fera toujours une incommodité assez rude, que de quitter involontairement leurs maisons & leurs occupations journalières pour des travaux étrangers, opposés même à l'Agriculture, & contraires par conséquent aux intérêts de l'Etat bien entendus.

Tels sont, SIRE, nos principes généraux sur cette matière. Votre Parlement n'y fera pas contredit par les partisans de l'équité naturelle & du vrai. Nous passons aux désordres & aux vexations de détail qui suivent par-tout le service des corvées dans les Généralités de notre Ressort où il a été malheureusement introduit.

Nous avons eu la douleur de voir qu'après les faits graves exposés sur cet article dans nos premières Remontrances, il nous a été répondu que VOTRE MAJESTÉ étoit informée du contraire. Quoi, SIRE, votre Parlement seroit



l'organe de l'imposture & de la calomnie ! Le Sanctuaire où réside l'Autorité de nos Rois , & la Majesté de leur Justice Souveraine , seroit rempli de Ministres passionnés & de faux accusateurs ! Votre Parlement oublieroit ce qu'il vous doit , ce qu'il se doit à lui-même , s'il entroit là-dessus en justification. Pour toute réponse il continuera , SIRE , de vous dénoncer les oppresseurs de vos Sujets.

Dans les Généralités d'Auch & de Montauban on a entrepris de grandes routes , des constructions d'édifices publics , & des démolitions de murs , de tours & de portes de Ville sans y être autorisé par vos ordres , qu'on ne demandoit qu'après coup , & seulement pour se mettre à l'abri des suites.

On a souvent construit des chemins pour des communications inutiles , ou pour l'avantage particulier de quelques

amis, ou créatures qu'on vouloit favoriser.

On en a commencé d'autres qu'on a été forcé d'abandonner après plusieurs années d'un travail opiniâtre.

On a changé plusieurs fois les alignemens de la même route, & l'on a vu des Entrepreneurs assez ignorans dans leur métier, ou assez cruels envers les Corvéables, pour leur faire bouleverser le lendemain tout l'ouvrage de la veille, combler ce qu'ils avoient ouvert, ouvrir ce qu'ils avoient comblé. On croiroit que les Ingénieurs ou les Ordonnateurs des chemins regardent les champs, les vignes & les prés, comme des possessions vagues & inutiles. Dans des Provinces où le sol est naturellement ingrat, le peu qu'il y a de terrain fertile disparoît en un jour sous des voies de soixante pieds de largeur. Le toisé général du superflu des chemins qu'on fait, & qu'on refait jour-

nellement dans le Royaume, donneroit une étendue prodigieuse de Pays. Faut-il s'étonner que les récoltes rendent si peu , & que les disettes soient si fréquentes ?

Les projets des nouveaux chemins se conçoivent vite. Dans plus d'une circonstance , une promenade , une visite , une partie de plaisir en ont décidé. L'exécution en est si brusque , que le plan de la route , son alignement & le remuement des terres se commencent à la fois ; & que dans cette impétuosité on arrache vignes , arbres & moissons , sans accorder aux Propriétaires un délai de quelques mois pour qu'ils puissent profiter au moins de leur dernière récolte.

On a continué les travaux pendant les semailles , pendant les moissons , & pendant les vendanges. Si l'on a fait semblant quelquefois d'en ordonner la discontinuation , & seulement dans quel-

quelques lieux, ce n'a été que pour se ménager une foible apologie contre les plaintes du Peuple, & les réprimandes de vos Ministres. En général les saisons n'ont point été respectées. L'année dernière, dans la Généralité d'Auch, quelques Paroisses ayant demandé du répit pour pouvoir vaquer à leurs vendanges, il fut ordonné que les hommes iroient aux coryées, & que les femmes & les enfans vendangeroient.

Les laboureurs sont envoyés avec leurs charrettes à une journée de leur habitation. Il n'est point d'excuse pour eux ; il faut marcher, & cette émigration pénible leur est commandée quelquefois pour une semaine entière. Ces travaux outrés, & le défaut de subsistance, ont dans plus d'une occasion fait périr des bestiaux.

Les Corvéables sont employés à des ouvrages qui n'étant point de leur métier, leur deviennent infiniment dange-

gereux, & coûtent la vie à plusieurs. Il y en a eu d'accablés par des éboulemens de terre, d'autres qui ont sauté en l'air par l'effet des mines.

Sur la moindre plainte des Entrepreneurs ou des Inspecteurs, gens très-suspects dans leurs rapports, des troupes de Payfans sont enlevées de leur domicile, traînées dans les prisons les plus prochaines, & jettées dans des cachots, d'où ces malheureuses victimes ne sortent qu'à prix d'argent.

Dans le cas de fautes légères, comme de simple absence, quelque légitime qu'elle puisse être, ou d'imperfection dans le travail, on leur inflige de fortes amendes, ou on les accable de logemens. Il s'est commis en cette partie des concussions qui paroissent incroyables, & qui ne sont que trop vraies. On est plus indulgent pour les Ingénieurs. Leurs méprises journalières, soit dans le plan général des chemins, soit

dans le détail de l'exécution , demeurent impunies. Elles retombent en pure perte sur le malheureux Corvéable , qui répare à la sueur de son front , & aux dépens de ses journées , la négligence ou l'erreur d'autrui.

Ceux qui ont voulu se racheter des corvées , ont été admis à le faire , en payant le prix de chaque journée , évaluée différemment dans les deux Généralités. Il y a eu des Particuliers commis à la collecte ou recette de ces tributs de création nouvelle , & dont le produit n'a jamais été employé au soulagement des Corvéables. Si dans quelques parties de ce Ressort ce genre d'exaction a cessé , il a été remplacé par d'autres.

Ceux qui se plaignent ( & quel homme assez anéanti sous le joug pour essuyer sans murmure de telles inhumanités ! ) OUI , SIRE , ceux qui se plaignent sont punis comme criminels. Et leur peine ,

nous

nous l'avons déjà dit , c'est une taxe démesurée de Capitation.

Nous nous arrêtons , SIRE , & nous n'avens pas tout dit. Nous omettons , par ménagement , des faits que nous voudrions ne pas croire , mais dont nous avons la preuve en main. Que le bruit n'en éclate pas hors des lieux qui en ont été témoins , nous y consentons , pourvû que nos représentations aient à cet égard le succès que nous en attendons pour votre gloire & pour le soulagement de vos peuples.

Il seroit difficile au surplus de couper racine aux abus de toute sorte qui renaîtroient de la pratique des corvées , quelque mitigée qu'elle fût. On les restreint , dit-on , pour le Rouergue & pour le Quercy , à vingt mille journées par an. Mais , SIRE , ce sont vingt mille journées que perd l'Agriculture , qui bien connue , n'a pas un jour à perdre dans les quatre saisons. Cela ne fait ,

ajoute-t-on , que cinq ou six journées pour chaque Corvéable. Mais il y a encore une observation importante à faire sur ce point. Il est certain que de tous les habitans de chaque Paroisse sujets à la corvée , il y en a les trois quarts au moins qui vivent du travail journalier de leurs bras. Or convient-il , ne s'agissant pas du salut de l'Etat , de réduire de gayeté de cœur à la mendicité , pendant plusieurs jours , une multitude innombrable d'hommes , de femmes & d'enfans ? Nous soumettons ce raisonnement à la haute sagesse & aux lumières de VOTRE MAJESTÉ. Nous lui représenterons aussi que ces vingt mille journées en produiront le double ou le triple , que le Corvéable employera pour se rendre au lieu de l'atelier , & pour retourner chez lui.

Il y auroit bien d'autres moyens à mettre en œuvre pour la construction des chemins. Ce seroit d'abord de di-



minuer de moitié la largeur qu'on leur donne , ce qui diminueroit dans la même proportion la perte du terrain & du travail.

On pourroit payer les travailleurs en prenant leur salaire , comme on faisoit ci-devant , sur l'imposition des ponts & chaussées. A la vérité un seul Intendant n'ébaucheroit pas cinq ou six grandes routes pendant la courte durée de sa commission ; mais cinq ou six Intendans successifs en acheveroient une seule qui seroit solide , durable , & qui n'auroit pas été mouillée des larmes & du sang des Peuples. Ainsi routes les branches de communication se commenceroient , & se finiroient l'une après l'autre , sans que la culture des terres en souffrît , & sans que des milliers d'hommes en fussent ruinés.

Un autre expédient plus prompt , & le meilleur peut-être pour accélérer ces ouvrages , seroit d'y consacrer tour-à-

tour , pendant la paix , quelques Regi-  
 mens de VOTRE MAJESTÉ. C'étoit la  
 manière des Romains ; & c'est ainsi  
 qu'ont été construites les plus grandes  
 routes de l'Empire , entr'autres la voie  
*Flaminia*. Ces hommes si habiles dans  
 la science du Gouvernement & de la  
 discipline Militaire , trouvoient à cela  
 deux avantages ; ils ne troubloient point  
 la culture des terres , qui leur étoit ex-  
 trêmement précieuse , & ils entrete-  
 noient leurs Légions dans l'exercice &  
 dans les fatigues du corps. S'il est per-  
 mis à des Magistrats d'effleurer cette  
 matière , nous dirons en passant que ce  
 qui a été pratiqué avec succès par ces  
 Maîtres du monde , peut bien être cité  
 pour exemple , si ce n'est pour modèle ,  
 aux Nations qui les imitent le mieux.  
 Quand les troupes n'étoient pas em-  
 ployées à la construction des routes  
 principales , on en chargeoit des Entre-  
 preneurs , payés par imposition , & qui

payoient eux-mêmes les ouvriers & les manœuvres. Il n'y avoit que les chemins de traverse, ou *vicinaux*, comme on les appelloit, qui fussent faits par les habitans des lieux, & par corvées. Souvent même on les faisoit par imposition de deniers, pour que les travailleurs eussent de quoi se nourrir.

Mais enfin, SIRE, rien ne touche de plus près au but unique, au but important de nos très-humbles Remontrances, qu'un objet absolument incompatible, tant avec les deux Vingtièmes qu'avec les autres impositions ; qu'un objet devenu lui-même pour vos peuples le fardeau le plus rigoureux & le plus pénible, & qui contribue évidemment à la dépopulation des campagnes, & au découragement des cultivateurs.

C'est aussi cette liaison & ce rapport direct de toutes les parties de la conduite économique de l'Etat avec l'établissement & la perception des subsides,

qui nous obligent de parler à VOTRE MAJESTÉ du commerce & de la police des grains. Si les corvées, en détournant le Laboureur, affoiblissent sensiblement la récolte des bleds, le défaut de circulation en arrête le débit. Que fera cet infortuné redevable entre ces deux fléaux ? Sans la vente des denrées, plus de facilités pour le payement des charges.

La gêne d'un commerce aussi sacré fut bien nuisible en 1754. aux Provinces de ce Ressort. Des récoltes consécutives, assez abondantes, avoient succédé à des années disetteuses. La subsistance des Peuples étoit assurée pour long-temps, & l'on avoit encore de quoi vendre en quantité au-dedans & au-dehors. Deux Royaumes \* voisins étoient menacés des horreurs de la famine. En les secourant, vos Sujets de Guyenne

\* L'Espagne & le Portugal.

& de Languedoc , ruinés par des calamités précédentes & par des emprunts indispensables , pouvoient tout-d'un-coup rétablir un peu leur fortune. C'étoit un moment décisif. Les Rivières , les Mers , la communication de Province à Province , tout resta fermé. Les passages ne s'ouvrirent qu'à la faveur de quelques permissions exclusives. Le Marchand privilégié s'enrichit ; le Vendeur reçut la loi ; le Propriétaire de fonds pleura vainement sa misère sur des monceaux inutiles de grains.

L'occasion étoit passée , quand un Arrêt de Votre Conseil du 17. Septembre de la même année accorda la permission du commerce intérieur. Mais , SIRE , ce ne sont pas des Arrêts du Conseil que vous demande la Nation. Elle vous demande des titres auxquels elle puisse avoir confiance , des Déclarations , des Edits enregistrés. Sous l'autorité de ces Loix on marche dans des

voies claires ; on trafique avec sûreté ; on a des Juges que des raisons secrètes ne surprennent point. Les Arrêts du Conseil ne pouvant, se' on les maximes du Royaume, faire Loi ni Règlement, leur exécution est incertaine, momentanée, sujette à des restrictions tacites, comme il ne paroît que trop par les Ordonnances d'attache de l'Intendant, où quelquefois il est fait vû *d'ordres particuliers* qui accompagnent l'Arrêt.

On ne doit donc pas se flatter que celui du 17. Septembre 1754. assure au Public la liberté qu'il lui promet. Une Lettre particuliere, écrite à l'Intendant de la Province, suspend le moins qu'on y pense, modifie ou renverse les dispositions d'un Arrêt. On ne traite pas de même des Loix e registrées. Les Particuliers y contreviennent, & de-là naissent des differends inevitables parmi les hommes ; mais elles conservent leur force ; elles ne varient point ; elles  
n'accordent

n'accordent pas aux uns ce qu'elles refusent aux autres. Leur exécution est uniforme & entière à l'égard de tous vos Sujets.

Nous espérons que ce premier Ordre de VOTRE MAJESTÉ n'est que l'avant-coureur d'une permission plus solennelle. Mais nous vous représenterons, SIR E, qu'elle doit être illimitée, en autorisant le Commerce dans l'intérieur ; & l'exportation au-dehors. Ce rétablissement de l'ancienne liberté dans le Commerce des grains a des contradicteurs de bonne foi, comme il en a de suspects. Quelques-uns qui aiment l'Etat, & qui voyent par-tout le phantôme de la disette ; croient l'écarter en resserrant dans chaque Province les subsistances qu'elle produit. Ils se trompent sans le vouloir. La crainte & le préjugé leur font illusion ; des précautions dangereuses en sont le fruit.

La disette n'est pas toujours où est

la misère. Celle-ci n'est que trop sensible en France ; l'autre n'y fait que rarement des ravages universels. On pourvoit vîte aux nécessités locales , quand la traite des grains est libre , parce que le versement s'en fait de proche en proche , par charrois , ou par eau. Nous n'avons point vû depuis longtemps de disettes , où les Provinces n'eussent pû s'entr'aider mutuellement , si le Commerce des bleds avoit eu la liberté entière qu'il doit avoir pour être utile.

Quant à l'exportation chez l'Etranger , aussi avantageuse à l'Etat que la circulation intérieure , s'il survient des crises où il soit prudent de l'arrêter , que ce soit par des moyens qui excluent la connivence ou la collusion. Dans ces cas de nécessité rigoureuse , les exceptions tirent à conséquence ; il n'en faut point. Des Lettres - Patentes adressées aux Parlemens seront aussi-tôt expédiées



que des Arrêts du Conseil , en imposent davantage , seront exécutées plus fidèlement.

Nos Registres sont pleins, SIRE , d'Arrêts mémorables concernant le Commerce & la Police des grains ; d'Arrêts qui rendent libres les passages fermés mal-à-propos , d'Arrêts qui punissent les Monopoleurs , d'Arrêts qui ordonnent l'ouverture de ces magasins immenses faits pour augmenter la disette & la cherté. Depuis les attributions modernes , on ne voit plus ni punitions de monopoles , ni confiscations de grains corrompus , ni perquisitions d'amas secrets. On ne parle au contraire que de fraudes dans les approvisionnemens , que de trafics usuraires , que de permissions exclusives , que de sorties clandestines , que de fortunes scandaleuses , décorées du nom de services rendus au public.

Nous n'imputons ces défordres qu'à

des personnages subalternes. Mais ils sont, ils seront toujours la suite inévitable des prohibitions arbitraires, contenues dans les Arrêts du Conseil, où nous voyons souvent que VOTRE MAJESTÉ, qu'on y fait parler dans des clauses assez obscures, soumet ce qu'elle décide à de nouvelles décisions, qui seront données dans l'occurrence, & qui le sont en effet, tantôt d'une manière & tantôt d'une autre, par les Commissaires à qui le détail absolu en est renvoyé.

Tout se joint à nous, SIRE, pour supplier VOTRE MAJESTÉ de rendre libre à perpétuité dans son Royaume le Commerce des grains, sous la protection des Loix & des Juges naturels. C'est par-là seulement, que les denrées auront un cours assuré, une valeur raisonnable. C'est par-là que vous adoucirez le joug des charges publiques.

La France entière les supporte avec soumission, ces charges si fort accrues. Elle n'a d'autre volonté que celle de son Roi. Avec des sentimens si propres à toucher VOTRE MAJESTÉ, quel soulagement n'est-elle pas en droit d'attendre ! Pour le lui procurer, SIRE, nous ne cesserons en tout temps, en toute occasion, de vous réitérer nos instances respectueuses, comme la marque la plus assurée que vous puissiez recevoir de la fidélité de votre Parlement, & de l'intérêt qu'il prend à votre gloire. Défiez-vous des insinuations de la flatterie; elle ne vous dira pas, que ceux de vos prédécesseurs les plus persuadés de l'étendue de leur pouvoir en matière d'impôts, sont ceux-mêmes qui ont le plus craint d'en avoir abusé. Mais vous le sçavez, SIRE, Vous qui possédez si bien nos Annales, quels regrets n'en ont-ils pas témoigné dans ces

momens tristes , mais lumineux où les Rois voyent d'un coup d'œil toute l'histoire de leur Regne ! Louis XI. après un gouvernement trop burfal , recommanda à son fils d'abolir une grande partie des tributs. François I. chargea son Successeur de réparer les maux qu'il avoit causés à son Royaume par l'augmentation des impôts.

Mais un seul exemple nous suffit ; & ce sera le plus précieux de tous pour VOTRE MAJESTÉ , le plus décisif pour vos Sujets. On a conservé par votre ordre , & l'Histoire en perpétuera le souvenir d'âge en âge , les dernières leçons que vous reçûtes de votre Auguste bisayeul. Adieux mémorables , bien dignes de Vous & de Lui ; spectacle aussi majestueux qu'attendrissant. D'une part , un Monarque révéré de l'Europe entière autant que de ses propres Sujets , & touchant aux derniers instans d'une

vie à jamais célèbre , par de grands succès & par de grandes infortunes; de l'autre un Enfant Royal, cher & unique espoir d'une Nation idolâtre de ses Rois. Ce fut dans ses bras, sur ce lit funèbre , où l'enfance & la mort étaloient ensemble le néant des grandeurs humaines, que ce Monarque expirant remit en vos mains la destinée de ses Etats, qu'il vous conjura tendrement *de ne pas l'imiter dans ses dépenses , de soulager vos Peuples , & de faire en cela ce qu'il n'avoit pas eu le bonheur de faire. \**

Il ne pouvoit plus fortement exprimer ses regrets, ni les déposer dans un cœur plus sensible & plus humain. Acquitez, SIRE, une dette aussi sacrée , & ne la transmettez pas à vos Successeurs. Louis le Grand qui vous tend les bras , la France éplorée , qui embrasse

\* Propres paroles de Louis XIV.

vos genoux ; quels objets pour une ame tendre , pour un Roi pere de ses Sujets ! Voyez tous les Ordres du Royaume , les Etats des Provinces , la Noblesse , les Magistrats , le Peuple prosternés au pied du Thrône. Vous nè résisterez pas , SIRE , à tant de gémissemens réunis. Non , Vous ne vous refuserez pas à Vous-même le plaisir si doux pour un bon Roi , d'être vaincu par des larmes. Que ce soit ici le triomphe de la pitié , de la justice & de la gloire. O le meilleur des Maîtres , écoutez vos plus fidèles serviteurs. Qu'ils tombent de vos mains , ces Edits dont votre bonté murmure ; ou si des circonstances fatales que nous ignorons , ne vous permettent pas d'en faire le sacrifice entier , effacez-en du moins cette prorogation de dix ans , qui a jetté dans tous les cœurs le découragement & la consternation. Nous attendons aujourd'hui , non des com-  
mandemens

mandemens réitérés de Souverain, notre obéissance les rend inutiles ; mais des réponses d'un Père attendri, votre propre intérêt les rend nécessaires. Puissions-nous annoncer à vos Peuples que leurs vœux sont exaucés. Comme ils vous ont parlé par nos voix, qu'ils apprennent par nos bouches, que vous ne renvoyez plus à des temps éloignés le jour destiné pour leur soulagement. Qu'ils sçachent que vous accordez cette grace autant à leur affection inviolable pour Vous, qu'à leur misère & à leurs besoins. Qu'il reconnoissent enfin à ses traits, la clémence, l'équité, la tendresse, & toutes les vertus Royales qui vous ont concilié l'amour de vos Sujets, l'estime & la confiance de vos ennemis même, & la vénération de tout l'Univers.

Ce sont-là, SIRE, les très-humbles, très-respectueuses, & itératives Remon-

trances que vous présentent avec le zèle  
le plus pur & la plus parfaite soumission,  
DE VOTRE MAJESTÉ ,

**SIRE ;**

Les très-humbles , très-obéissans ,  
très-affectionnés & très-fidèles ,  
serviteurs & sujets ,  
Les Gens tenant votre Cour  
de Parlement.

*Fait à Toulouse en Parlement le 17  
Septembre 1757.*



## AVIS DE L'ÉDITEUR.

*LES Redaeteurs des Remontrances qu'on vient de lire , finissoient leur travail quand on apprit à Toulouse l'exécrable attentat du 5 Janvier. Ils les terminerent aussi-tôt par une Peroraison relative à cet horrible événement. Mais le Parlement ayant eu des raisons de différer pendant quelques mois l'envoi des Remontrances , la suppression de la Peroraison devint une suite nécessaire du délai. Il s'est conservé cependant des copies de ce morceau , dicté par l'amour & par la douleur. Nous l'insérons ici tel qu'il nous est parvenu.*

\* \* \*

*..... Qu'ils reconnoissent à ces traits la clémence , l'équité , la tendresse , toutes ces vertus Royales que tant de fois .... Mais quelle effroyable nouvelle est parvenue jusqu'à nous ! Les Monstres des*

siècles passés se reproduisent. Un vil parricide ose attenter à vos jours. Eh quoi ces coups sinistres ne tombent-ils donc que sur des Monarques adorés ! Henri le Grand , l'idole de son Peuple ; Vous , SIRE , Vous son digne petit-fils ; quel noms sacrés dans les fastes de la Nation , & quels Rois pour être en butte au couteau d'un assassin !

Graces au Dieu qui vous couvre de ses aîles , les efforts du crime sont impuissans. La main qui vous sauva d'une maladie désespérée dans les momens les plus critiques pour l'Etat, conserve aujourd'hui vos jours par un miracle encore plus éclatant. Que ce nouveau bienfait du Ciel nous fera cher ! Aux larmes d'une douleur vive & profonde succèdent des larmes de joie. Ah ! SIRE , que cet événement affreux , en augmentant , s'il est possible , l'amour des François pour leurs Rois , augmente aussi votre affection pour eux. Soyez pour

votre Peuple ce que la Providence est  
 pour Vous. Faites le bonheur d'une na-  
 tion dont vous êtes les délices. Elle a  
 plus besoin de consolation que Vous-  
 même, après le forfait détestable dont  
 elle a ressenti toute l'horreur. Votre  
 grande ame n'en a point été émue ;  
 elle n'a gémi que sur le crime, & n'a  
 point craint la mort. Puisse votre Par-  
 lement, cette Cour si fidèle, si digne  
 de votre protection, puisse ce Tribunal  
 fait pour servir les Rois & pour les ven-  
 ger, découvrir le mystère horrible de  
 cet attentat, l'apprendre à tout l'Uni-  
 vers, & le punir des supplices les plus  
 effrayans.

Pour nous, SIRE, qui sommes une  
 portion considérable de cette Cour de  
 France, nous redoublerons nos vœux pour  
 la conservation de votre Personne sa-  
 crée ; nous donnerons à vos Peuples  
 l'exemple de l'attachement & de l'obeis-  
 sance qu'ils vous doivent ; nous veille-

lerons plus que jamais au maintien de votre Autorité. Nous défendrons avec rigueur ces Loix fondamentales de la Monarchie, qu'on a que trop violées dans ces derniers temps; & nous frapperons indistinctement du glaive de votre Justice ceux qui oseroient attaquer les Droits de la Religion, les Vôtres, troubler la paix de l'Eglise, l'ordre & la tranquillité de l'Etat.

Ce sont-là, SIRE, les sentimens qui nous animent; & ce sont aussi les très-humbles, très-respectueuses & itératives Remontrances qu'ont cru devoir vous présenter.....

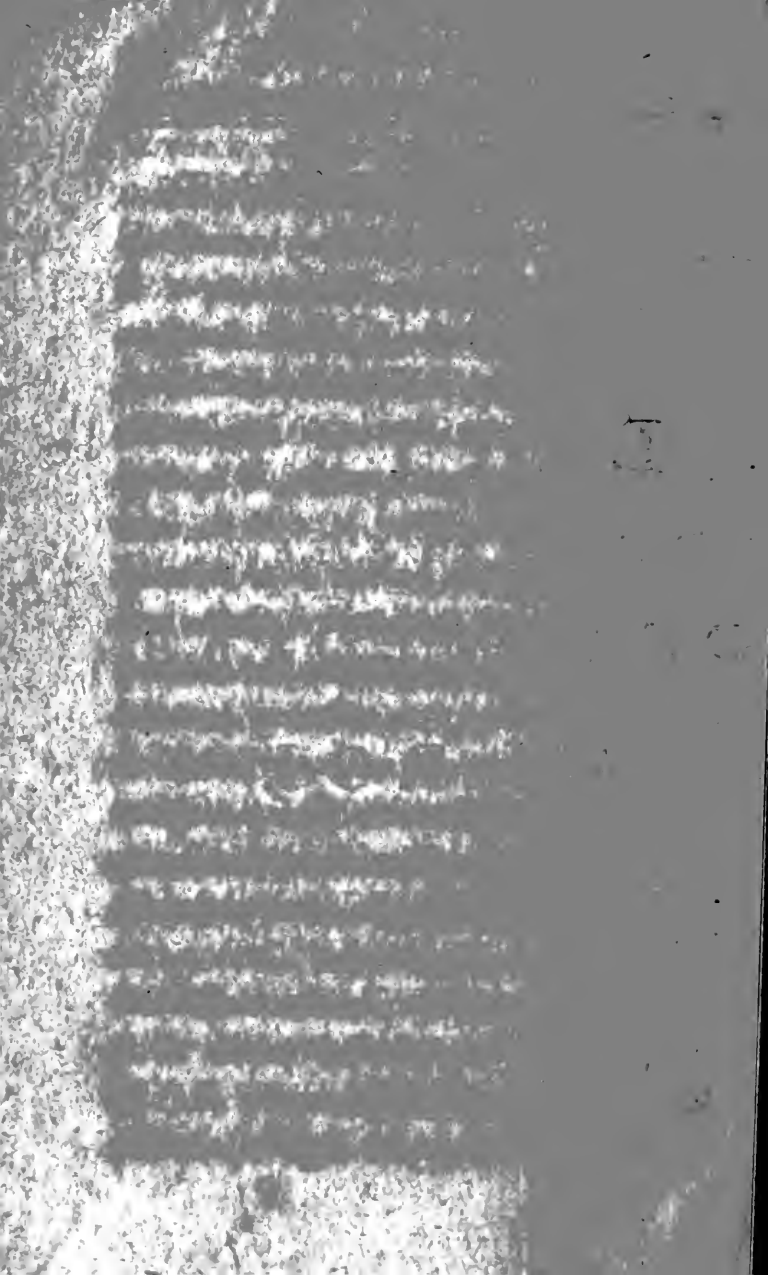
*A Toulouse le .... Janvier 1757.*

**LETTRE**

**D U P A R L E M E N T**

**D E T O U L O U S E**

**A U R O I.**



## AVERTISSEMENT.

*LE Roi vient de décider entre le Parlement de Toulouse ; & la Cour des Comptes , Aides & Finances de Montpellier , un de ces Procès de Jurisdiction qui intéressent l'ordre public , & la constitution de l'Etat.*

*La Déclaration publiée à ce sujet est de la plus grande importance. Qu'on pese avec attention les paroles du Préambule ; on y reconnoîtra l'attachement invariable du Roi pour les usages primitifs & les Loix du Royaume , & son éloignement pour tout ce qui n'est pas conforme aux anciens usages & aux véritables principes.*

*En 1690 un Edit , qui certainement n'étoit pas né des sources pures de la législation , ôta au Parlement , dans la principale partie de son Ressort , la con-*

noissance des matières domaniales pour les transporter à la Cour des Aides comme Chambre des Comptes. C'étoit une suite de l'attribution donnée en 1667 à l'Intendant de Languedoc.

Tel a été l'abus progressif des commissions extraordinaires , souvent désavouées par nos Rois , & toujours prosrites par leurs Ordonnances. Pendant long-temps ces commissions ne se sont exécutées qu'avec l'attache du Parlement qui se réservoit par des clauses expresses le droit & la voie de ressort. On en trouve une foule d'exemples dans les Registres. Les Réformateurs du Domaine , les Préposés à la confection des papiers Terriers , les Maîtres des Requêtes envoyés dans les Provinces pour des fonctions passagères , avant l'établissement des Intendans , ensuite les Intendans eux-mêmes remettoient leurs Lettres devers le Greffe de la Cour ; & ils n'étoient autorisés à s'en servir comme



Juges d'attribution qu'à la charge de l'appel au Parlement.

Enfin ces Commissaires sont devenus des Juges souverains, ou du moins l'appel de leurs Jugemens a été réservé au Conseil. Ce nouvel ordre judiciaire, qui croise & dérange toutes les Jurisdic-tions, est sujet à mille inconveniens. Il est inutile d'en exposer les raisons, tout le monde les sçait.

Le Parlement de Toulouse fut donc dépouillé de la Jurisdiction contentieuse du Domaine en Languedoc par la Commission de 1667. On avoit essayé quelques années auparavant de porter les mêmes atteintes au Parlement de Paris. Mais ce Tribunal toujours uniforme dans ses vues, toujours soutenu dans son zèle & dans son activité, ne donna pas le temps aux usurpateurs de sa Jurisdiction, d'établir leur pouvoir. La Commission de 1656 fut suspendue la même année, & entièrement détruite en 1657.

*Le Parlement de Toulouse moins heureux n'a pû recouvrer qu'après un long espace d'années la juridiction du Domaine. La Chambre des Comptes de Montpellier subrogée en 1690 à la Commission de 1665, & ne formant elle-même en cette partie qu'un Collège de Commissaires, prétendoit aujourd'hui être substituée à perpétuité au Parlement dans la connoissance des matières Domaniales, & devenir la Cour féodale de nos Rois : effet bien marqué du désordre introduit par les attributions.*

*Quand une Cour supérieure, si recommandable d'ailleurs par ses lumières & par son intégrité, soutient des systèmes si fort opposés à l'intérêt de toutes les Cours en général, il n'est pas étonnant que des Officiers subalternes, jaloux de l'autorité de leurs supérieurs, se livrent à des prétentions chimériques dont le succès renverseroit toute subordination, &*

ruineroit les principes fondamentaux du droit public François.

On a vû des Bureaux de Trésoriers de France vouloir prendre la place du Parlement ; mettre en question s'il est par essence Juge des droits Domaniaux , & s'il n'est pas égal que cette Jurisdiction sacrée soit exercée en dernier ressort par des Commissaires amovibles , ou par le Tribunal immuable & permanent de la Nation ; opposer enfin le Substitut du Procureur Général à son propre supérieur dont il croyoit pouvoir s'arroger les titres en usurpant son ministère. \*

Le Parlement de Toulouse a essuyé dans son Ressort de pareilles entreprises , même depuis la Déclaration rendue pour les prévenir. Mais elles

\* Voyez sur le contenu de cet article le Recueil des Mémoires, Arrêts, Remontrances & autres Pièces concernant l'affaire présente du Parlement de Bordeaux 1756.

*ont été promptement réprimées. Il a usé de son pouvoir avec modération. Le Roi a prononcé ; l'autorité du Supérieur a été maintenue , l'inférieur a obéi , & tout est rentré dans l'ordre.*

*La Loi dont il est ici question , ne fut pas plutôt connue du Parlement que cette Compagnie délibéra d'en faire au Roi de très-humbles & très-respectueux Remercimens. Ces sortes de démarches ne sont d'usage que dans des cas extraordinaires , & qui concernent le bien public. Est bien digne de remarque , dit le célèbre Laroche Flavin , qu'il y a des Edits tant favorables... que les Parlemens ne se contentent pas de les vérifier ; ains ordonnent que le Roi en sera humblement remercié , comme je l'ai vû pratiquer deux fois au Parlement de Tholose ; l'une en l'année 1585 pour l'Edit fait par le Roi Henri III. sur la révocation des Edits permettant la diversité des Religions en France...*

L'autre au mois de Décembre 1607 sur la vérification de l'Edit fait par le Roi Henri IV. sur la réunion de son ancien Domaine à la Couronne de France, par lequel plusieurs Duchés, Comtés, Viscomtés & Baronies furent réunies à la Couronne. \*

*Ce dernier exemple fait voir combien les Parlemens étoient occupés de la conservation du Domaine Royal. En effet ils en ont toujours été les gardiens, les surveillans & les Juges.*

*Ce n'est ni le moment, ni le lieu d'entrer à cet égard dans un long détail de preuves. Cette question a été épuisée par un Magistrat \*\* dont il seroit bien à souhaiter que le travail devînt public. On rapportera seulement quatre ou cinq Pièces que les Lecteurs les*

\* Laroche Flavin, des Parlemens de France, liv. 13. chap. 17. §. 24.

\*\* M. de P... député du Parlement de Toulouse.

*moins instruits de ces matières , liront avec plaisir , & qui leur donneront une connoissance suffisante de l'objet dont il s'agit dans la Lettre de Remercement écrite à SA MAJESTÉ.*

*Les plus anciens Arrêts du Parlement de Toulouse qui se soient conservés , regardent le Domaine du Roi.*

ARREST du Parlement de Toulouse , du Mardi avant la Fête de la Pentecôte de l'an 1287.

CLERICI tenentes pro Domino Rege Parlamentum Tholosæ ; nobili viro senescallo Carcassonæ , salutem. Mandamus vobis quatenus in vestris assisiis edici publicè faciatis , ut quicumque quæstiones habentes cum Domino Rege componere , & de rebus commissis emere , necnon qui de rebus acquisitis in feudis & retrofeudis Domini Regis militaribus ac Censivis , vel aliis , amortigationes , & manumissiones , secundum conditionem

conditionem ; sive statum , prout merita rerum exegerint , voluerunt obtinere ; vobiscum veniant tractaturi , vocatis viris statum rei dignoscentibus , qui curam & fidelem diligentiam adhibeant in præmissis ; & quod super his feceritis una cum dictis probis viris , & aliis quorum intererit , referatis illis qui pro Domino Rege deputati fuerint , ad tenendum primum Parlamentum. Datum Tholosæ die martis ante Festum Pentecostes , anno Domini , 1287.

*Suivant l'ancien langage des Ordonnances , le Parlement de Paris & celui de Toulouse ne faisoient qu'un seul & même Parlement.*

DÉCLARATION de Charles VII. donnée à Melun en 1544.

CHARLES..... Comme pour le bien de justice & relever nos Sujets des vexations & travaux , nous ayons ordonné

notre Parlement être tenu pour notre Cour Souveraine tant à Paris comme à Toulouse par nos amés & feaux les Présidens & Conseillers par nous institués, & ordonnés pour ce faire en chacun desdits lieux de Paris & de Toulouse, lesquels y ont de Nous telle puissance & autorité les uns comme les autres, & par ce doivent, iceux Présidens & Conseillers de chacun desdits Parlemens être tenus & réputés uns & recueillir & honorer les uns les autres & comme faisant tous un Parlement. . . . Sçavoir faisons que Nous voulons nosdits Présidens & Conseillers de chacun de nosdits Parlemens & de chacun d'eux être tenus, & réputés tous uns & demourer en notre service en bonne union & fraternité sans souffrir pour cause des limites d'iceux Parlemens avoir entre eux aucune différence.

*Les réunions au Domaine ne se font que d'autorité du Parlement.*



ARREST Du Parlement de Toulouse, du 28 Mars 1488, qui réunit au Domaine du Roi le Comté de Gaure & la Ville de Florence.

IL sera dit que ledit Bernard Lary & Rogier de Mercœur ès noms qu'ils viennent sont bien à recevoir comme opposans à l'encontre de l'entérinement desdites Lettres de confirmation, & nonobstant icelles & choses quelconques dites, proposées & alleguées de la partie dudit sieur le Bret, ladite Comté de Gaure, ensemble ladite Ville de Florence & autres appartenances quelconques dont est question, seront remises & les remet la Cour perpétuellement au Domaine du Roi & ressort du Sénéchal de Toulouse & à la recette ordinaire d'icelle Sénéchaussée.

A R R E S T du Parlement de Toulouse , du  
8 Mars 1493 , qui déclare que la Rivière du  
Rhône appartient au Roi d'un rivage à l'autre,

I L sera dit que ledit Procureur-Général du Roi au Parlement de Toulouse, sera réintégré, & le réintègre la Cour en la réelle & actuelle possession, saisine, jouissance de ladite Rivière du Rhône entièrement d'un rivage à l'autre, & où a accoustumé icelle Rivière faire son cours tant ancien que nouvel & des Isles qui sont dedans icelle Rivière dessus déclarées, appelées.... comme appartenant au Roi & étant de & dedans le Royaume de France.

A R R E S T du même Parlement du 23 Mars  
1501, qui déclare la Comté de Commenge appartenir au Roi.

I L sera dit que lesdits Messire Louis d'Armagnac, Huet d'Amboise, & Dame Magdelaine d'Armagnac sa femme, ne

sont à recevoir comme Demandeurs , & au surplus la Cour a déclaré & déclare la Comté de Commenge avecque les appartenances & dépendances dont est question , avoir appartenu & appartenir au Roi notre Sire.

LETTRES-PATENTES de Louis XII. de l'an 1500 , portant règlement pour l'expédition des affaires du Domaine au Parlement de Toulouse.

Nous vous mandons que dorénavant après que par vous Gens de notredite Cour aura été vuïdé & expédié pour les Parties quatre Procès , le cinquième sera de nos affaires & fait de notre Domaine de Languedoc , tel que vous sera baillé & présenté par nos Officiers , & ainsi sera continué jusqu'à l'expédition de tous lesdits Procès.

*C'est au Parlement seul & aux Gens du Roi du Parlement qu'il appar-*

*tient de s'opposer par des actes judiciaires aux aliénations du Domaine. L'Acte suivant est bien honorable pour le Ministère public. Nos meilleurs Historiens en ont fait mention.*

PROTESTATION des Gens du Roi du  
Parlement de Toulouse contre le Traité de  
Crespy.

PARDEVANT nous Jean de Bonnefoi,  
Notaire & Secrétaire du Roi , notre  
Sire , personnellement constitués & éta-  
blis en la Ville de Toulouse très-ho-  
norés Seigneurs Messieurs Maîtres Ber-  
trand Deygna, Bertrand Sabbaterii , &  
Jean Dolmé Advocats & Procureurs-  
Généraux dudit Seigneur ; s'étant assem-  
blés en leur Chambre au Palais environ  
huit heures du matin du Jeudi 22 jour  
du mois de Janvier 1544, a été fait &  
passé l'Acte ci-après écrit & signé de  
leurs mains à nous baillé aux fins y  
contenues de telle teneur : Les Gens du

Roi en son Parlement de Toulouse , sur le Traité fait & passé entre le Roi & l'Empereur , le 17 jour du mois de Septembre de l'an 1544 disent qu'en ce qui concerne l'universel bien de paix , l'union & amour charitable , & l'expulsion des Infidèles acceptent très-agréablement lesdits articles & Traité ; Mais en ce que par icelui Traité seroit fait préjudice irréparable aux droits de la Couronne de France , souveraineté , hommages , droits de regale inséparables & inaliénables de la Couronne , & translation des Sujets , submissiions & obligations trop dommageables à la Monarchie de France , déclarent que par quelque acte qu'ils aient fait ci-devant où feront ci-après , qu'ils n'ont entendu ni entendent prêter aucun consentement , à tout le moins volontaire à la publication & vérification desdits articles , en ce que par iceux le Royaume & Couronne de France pourront être ainsi

endommagés; ains tant que besoin seroit, s'opposent formellement à ladite vérification & observance desdits articles quand à ce que dessus; pour icelle opposition poursuivre, & remontrer les grands intérêts, quand sera le bon plaisir dudit Seigneur les vouloir ouïr ès lieux de sa Justice, lorsqu'assurément & sans danger du Royaume ils le pourront faire, requérant de ladite opposition en être retenu acte. Ainsi signé B. DEYGNA, B. SABBATERII, J. DOLMÉ. Lequel acte dessus inséré incontinent avoir expédié & signé les présentes, l'avons restitué auxdits Seigneurs Gens du Roi à leur acquisition. Fait & passé audit Toulouse & Chambre susdite ès présence de M. Jacques Charentus Procureur en la Cour de Parlement & Antoine Pons, Clerc principal dudit sieur Procureur-Général, ledit jour 22 de Janvier l'an 1544. *Signé* BONNEFOI, avec parafe.

---

# LETTRE

D U P A R L E M E N T

D E T O U L O U S E

A U R O I,

*Au sujet de la Déclaration de SA  
MAJESTÉ du 19 Juillet 1757.*

SIRE,

C'EST une satisfaction bien grande  
pour votre Parlement de porter aux  
pieds du Thrône des remerciemens &  
des actions de graces. Les marques de  
protection que nous venons de recevoir  
de VOTRE MAJESTÉ, nous ont pénétrés

R

de la reconnoissance la plus respectueuse & la plus vive , qui puisse entrer dans des cœurs François.

Vous nous accordez , SIRE , la révocation d'une Loi , dont l'existence étoit l'anéantissement des principales Loix de l'Etat. La Jurisdiction contentieuse de votre Domaine en Languedoc réclamoit depuis long-temps ses dispensateurs naturels. L'Edit burſal qui nous l'avoit enlevée , étoit trop contraire au Droit commun du Royaume , pour ſe maintenir ſous un Prince , qui n'uſe du pouvoir ſuprême de la Législation que pour conſerver les anciennes Loix. Vous rendez à votre Cour féodale ſes fonctions. Vous avez daigné reconnoître , SIRE , qu'elles étoient une portion ancienne de ſon *eſſence* ; c'eſt-à-dire , que le Parlement n'exiſteroît qu'imparfaitement ſans elles , & qu'elles ſeroient étrangères par tout ailleurs qu'au Parlement.

Quelle n'a pas été ſa douleur , tant



qu'il s'est vû privé des occasions de vous marquer son zèle & son amour dans la défense des Droits sacrés de votre Domaine ! Et quelle n'est pas sa joie de rentrer dans des fonctions, qui par leur nature l'attachent & le ramènent à son Souverain d'une manière encore plus expresse & plus particulière !

Soumis & dévoués, SIRE, à votre Autorité, dont nous sommes les Ministres essentiels, nous révérons, nous cherchons tout ce qui en porte les caractères, tout ce qui peut en multiplier l'image à nos yeux. Le Pouvoir féodal, réuni dans votre Personne à la Puissance Royale, y prend les traits de celle-ci. Comme elle, il tire sa source de Vous seul. Les Droits féodaux, qu'elle qu'en soit l'origine, & quels qu'en aient été les abus, dérivent de Vous par degrés, & y remontent par les mêmes gradations. Supérieurs les uns aux autres, & subordonnés entr'eux, par tout ils trouvent

des bornes ; par-tout ils sont arrêtés par un grade dominant. La progression finit au Thrône. C'est-là que l'hommage & la fidélité les enchaînent , & c'est de-là qu'ils redescendent jusqu'au moindre de vos Sujets.

Tels sont, SIRE, les avantages du Pouvoir féodal joint avec la Souveraineté que vous tenez de Dieu seul ; Souveraineté chere à vos Peuples , précieuse à votre Parlement ; Souveraineté qui renferme sans partage toute Législation, toute Jurisdiction, toute Administration. C'est par un effet de cette Autorité indivisible, que votre Parlement, cette Cour universelle & pleniére, a longtemps exercé en matière de Justice l'universalité de votre Pouvoir. L'établissement successif de Tribunaux particuliers a diminué son travail sans altérer son essence. Suivant les expressions mêmes de VOTRE MAJESTÉ il est par son institution votre seule & vraie Cour féodale.

Ce titre remarquable & précis sera pour toujours exclusif de toute attribution , de toute commission extraordinaire qui tendroit directement ou indirectement à suspendre dans votre Cour la Jurisdiction importante qui lui est rendue.

Votre Parlement, SIRE, en connoît le prix; il mérite de la conserver, & dans tous les temps il s'en est rendu digne par ses services & par sa fidélité. Son zèle courageux pour l'intérêt de ses Maîtres l'a porté plus d'une fois à s'opposer aux Traités que des circonstances malheureuses arrachotent à nos Rois. Les Envoyés de Charles-Quint firent de vains efforts pour obtenir l'enregistrement pur & simple des conditions, que la Guerre & la mauvaise Foi avoient imposées à François I. Vos Procureur & Avocats-Généraux protestèrent solennellement contre le Traité de Crespy en ce qui concernoit l'aliénation des Fiefs de la Couronne. C'étoit un usage immémorial

& constamment observé parmi nous qu'à l'ouverture des Audiences vos Avocats-Généraux rendoient sommairement compte à votre Parlement, comme Cour féodale, de toutes les instances touchant le Domaine, qui étoient à juger.

Ce zèle & ces maximes aussi anciennes que le Parlement, n'ont rien perdu de leur force ni de leur activité. L'interruption de l'exercice n'avoit laissé de vuide que dans nos fonctions. Notre attachement pour Votre Personne Sacrée, notre ardeur pour vous servir ne dépendent point de l'étendue plus ou moins grande de notre Autorité. Vous êtes chéri, SIRE, & comme Roi d'une Nation qui adore ses Souverains, & comme le meilleur des Princes. Mais nous osons le dire; nulle part vous n'êtes plus respecté, mieux obéi, ni plus tendrement aimé que dans vos Parlemens. Invisible & présent dans nos délibérations, Vous en êtes l'ame comme Vous

êtes l'objet de notre amour. Vous remplissez nos cœurs. Nous ne respirons que pour votre gloire ; nous ne donnons des Arrêts que pour affermir votre Justice Souveraine, & pour vous concilier l'affection de vos Peuples. Ils sont jugés par leur Roi, quand c'est le Parlement qui les juge. C'est le plus beau privilège des François ; c'est celui dont ils sont le plus jaloux.

Votre Domaine , SIRE , est encore plus privilégié. Inaliénable & perpétuel de sa nature , il doit avoir un Tribunal fixe & permanent comme lui. Ce seroit blesser la loi qui lui est propre que de donner à des Commissaires d'attribution la connoissance des points litigieux qui le concernent. VOTRE MAJESTÉ ne veut plus qu'il y ait de doute à l'avenir sur cette partie intéressante du droit public de ses Etats.

La nouvelle Loi que nous nous sommes hâtés par reconnoissance & par respect , de revêtir des formes nécessaires

de l'enregistrement ; cette Loi si digne du plus juste & du plus sage des Législateurs , sera le rempart éternel de la Jurisdiction de votre Parlement. Mais, SIRE , la subtilité des hommes est infinie. Si contre l'esprit & le sens littéral de la loi , contre les intentions de VOTRE MAJESTÉ , on essayoit d'en éluder , d'en différer ou d'en embarrasser l'exécution , nous espérons que vous ne laisserez pas votre ouvrage imparfait. Nous en trouvons l'assurance dans les propres paroles de VOTRE MAJESTÉ. Elle veut que nous la regardions comme *rappelant les anciens Usages & les véritables Principes , que son intention est d'affermir toujours , en y ramenant dans chaque occasion ce qui n'y seroit pas entièrement conforme.* Expressions mémorables , où les Ordonnances des Rois vos Prédécesseurs & les maximes fondamentales de l'Etat sont consacrées en peu de mots.

Par cet oracle de votre justice , non-seulement

Préambule  
de la Déclaration.

seulement tout ce qui pourroit rester encore de contraire aux *véritables principes* , mais même *tout ce qui n'y seroit pas entièrement conforme* , disparaîtra bientôt de ce Ressort. Plus d'évocations , plus d'attributions , plus de Commissaires. Tout sera ramené à l'observance des Loix ; tout rentrera dans l'ordre accoutumé des Jurisdictions.

Ce rétablissement des anciens usages sera aussi utile au véritable intérêt du Domaine de VOTRE MAJESTÉ , qu'au bien général & particulier du peuple & des possesseurs de Fiefs. Ils seront jugés sur les principes d'une Jurisprudence éclairée , constante , uniforme. Votre Parlement, SIRE , comblé de vos bontés , encouragé par votre protection Royale , redoublera , s'il est possible , sa vigilance & son application pour répondre à la confiance dont vous l'honorez. Il ne perdra jamais de vûe le Domaine de ses Rois , cet héritage sacré

de nos premiers Souverains. Défenseur inébranlable des biens de la Couronne, Juge incorruptible de vos Sujets, il sera sans cesse attentif à concilier avec les règles d'une exacte justice, la plus prompte perception des droits Domaniaux, dont il a toujours connu le privilège & les augustes prérogatives.

C'est ainsi que nous nous flattons, SIRE, de justifier vos bienfaits, & de vous donner des témoignages continuels de l'attachement à toute épreuve, de la soumission parfaite & du très-profond respect avec lequel nous sommes,

DE VOTRE MAJESTÉ,

SIRE,

Les très-humbles, très-obéissans,  
très-affectionnés & très-fidèles,  
serviteurs & sujets,  
Les Gens tenant votre Cour  
de Parlement.

*A Toulouse, en Parlement, le 17.  
Août 1757.*



---

TRÈS-HUMBLES

ET TRÈS-RESPECTUEUSES

REMONTRANCES,

*QUE présentent au ROI, notre très-honoré & Souverain Seigneur, les Gens tenant sa Cour des Aides à Montauban.*

SIRE,

LE premier soin de votre Cour des Aides, après sa rentrée, a été de délibérer sur les deux Déclarations de VOTRE MAJESTÉ du 7 Juillet dernier, dont l'une ordonne la levée d'un nouveau

S ij

Vingtième, & l'autre proroge pour dix ans la perception des deux sols pour livre en sus du Dixième.

Notre devoir est de procurer à vos Loix l'exécution la plus prompte & la plus absolue. Une obligation non moins indispensable nous astreint à vous représenter, avant leur enregistrement, ce qu'elles peuvent avoir de contraire à vos intérêts, ou à ceux de votre peuple. Nous vous devons, SIRE, l'obéissance & la vérité.

On le dissimuleroit en vain. La Nation entière, cette Nation si dévouée à ses Maîtres, si affectionnée au service de VOTRE MAJESTÉ, a fait à vos Loix burlesques l'accueil le plus triste & le plus affligeant pour un bon Roi. Quoi ! se disent mutuellement les François, un Vingtième égal au Dixième précédent, un Vingtième levé avec une rigueur inouïe pendant huit ans de paix, ne suffit-il pas pour les armemens destinés contre

les Anglois , & pour l'envoi de quelques Troupes auxiliaires ! Les insultes d'une Nation inquiète , déjà réprimées avec éclat dans les terres du Nouveau Monde , & sur les Mers de l'Europe , font-elles donc le signal de notre entier épuisement ? Que nous demanderoit-on de plus , si nous avions à repousser les efforts conjurés de tous nos voisins ? Tel est , SIRE , le langage de vos Sujets ; langage accompagné des sentimens les plus tendres , les plus vifs , les plus respectueux pour votre Personne sacrée.

La douleur que cause à vos peuples l'imposition d'un second Vingtième , s'accroît par la durée du premier , dont la cessation ne se présente à leurs yeux que dans un lointain couvert de nuages. Longueur inattendue dans la prorogation de l'impôt ; époque incertaine pour le commencement des dix années fatales , assignées à sa perception , que de nouveaux incidens peuvent continuer encore ;

objets tristes & indéterminés d'où il ne résulte pour vos Sujets que la certitude accablante d'être long-temps malheureux.

Non, SIRE, de telles opérations de Finance ne sont pas l'ouvrage de votre cœur ; elles s'accordent peu avec l'humanité qui fait votre caractère & qui dirige toutes vos actions. Pleins de confiance en votre affection paternelle, nous allons vous exposer la véritable situation des peuples de ce Ressort, en ce qui concerne les impositions & les autres charges publiques. Nous ne vous donnerons point de fausses lumières sur des détails locaux, intimement liés à nos études & à nos fonctions. Ils ont été dénaturés dans des Mémoires,\*

\* Les Mémoires sur toutes les Généralités du Royaume, à la tête desquels on lit une admirable Préface du Comte de Boulainvilliers, qui démontre les erreurs, les bévues, & le vice fondamental de cette compilation.

fameux par l'usage respectable auquel ils devoient servir , & par la négligence & la mauvaise foi de leurs Auteurs. Ces instructions dressées pour M. le Duc de Bourgogne , votre Auguste Pere , qui en eût aisément démêlé le faux , sont une espece de Code fiscal , où l'on ne lit rien qui ne tende à la surcharge de l'Etat en général & de chaque Province en particulier. Il paroît que les Financiers , d'où partent ordinairement les projets burfaux , ont puisé là toutes leurs connoissances politiques.

Le Ressort de votre Cour des Aides, SIRE , comprend les Généralités d'Auch & de Montauban. La Gascogne proprement dite , ou les Elections d'Armagnac , de Riviere-Verdun , de Lomagne , d'Astarc , & de Cominges , sont un des pays les plus indigens du Royaume , non par la faute du terroir , qui est bon communément , mais parce que l'argent n'y circule point , & que les Tailles y sont excessives.

Le Rouergue est sauvage & infertile ; il se sôûtient par le commerce des bestiaux & des toiles ; par la sobriété forcée & par l'économie dure de ses habitans.

Le Quercy sera une Province opulente quand on voudra qu'elle le soit. Les productions de la terre y sont merveilleuses ; des bleds d'une qualité supérieure , des vins excellens. Toutes sortes de denrées y abondent ; plusieurs grandes Rivières le traversent. Avec ces avantages naturels le peuple y est misérable , & nulle part peut-être , après la Gascogne , il ne se fait autant de frais pour la levée des deniers Royaux.

Cependant les impositions s'acquittent assez bien dans la Généralité de Montauban , & on en infere qu'elle en pourroit supporter de plus fortes ; conséquence fausse & barbare ; fausse en ce qu'elle prouve seulement que l'exaction y est plus hâtée qu'ailleurs , & que les rede-

vables , soit par la diligence intéressée des Receveurs , soit par un sentiment invariable de zèle & de soumission pour le Souverain , payent les impôts le plus promptement qu'ils peuvent. Barbare ; en ce qu'au lieu de voir dans cette exactitude rapide de payement un motif d'encourager les peuples , en adoucissant le joug , on en conclut qu'il peut être encore aggravé.

Nous raisonnons bien différemment ; SIRE , nous qui donnons tous les jours des Arrêts pour protéger la perception des subsides ; nous qui connoissons par une expérience journalière le fort & le foible des pays de notre Ressort , & qui sommes témoins oculaires des faits. Nous pouvons certifier à VOTRE MAJESTÉ que la Taille , la Capitation , le Vingtième , & les deux sols pour livre en sus du Dixième , emportent la moitié , pour ne pas dire les deux tiers du revenu des terres. Les habitans de la

campagne , & les Bourgeois de nos villes n'ont pour subsister , pour entretenir de nombreuses familles , pour fournir aux charges de l'Etat , que le produit casuel de leurs champs. A peine leurs grains sont-ils rassemblés dans l'aire , à peine leurs vins coulent - ils sous le pressoir , que des mains avides s'en emparent. Des sequestres d'une part , de l'autre des enfans ; ici les cris de la nature , là les rigueurs de l'exaction. Tourmentés d'impôts & de besoins , ils passent leurs jours à lutter contre le Collecteur & la misère. Quelle vie & quel combat !

Ah ! SIRE , vous ignorez les maux de vos Sujets. Vous leur avez imposé le Vingtième ; mais vous ne sçavez pas ce qu'on exige d'eux dans la Généralité de Montauban sous le nom prérendu de cette imposition. D'abord on a violé à leur égard , dans le point le plus essentiel , les dispositions de votre Edit



du mois de Mai 1749. L'Article XIV. s'exprime ainsi : *Et pour fixer le Vingtième du revenu des biens qui y sont sujets , ordonnons que les propriétaires ou usufruitiers desdits biens fourniront dans quinzaine du jour de la publication du présent Edit , des déclarations exactes à ceux qui seront préposés à cet effet , & en la forme qui leur sera prescrite en exécution de nos ordres . . . ; & faute par lesdits propriétaires ou usufruitiers de fournir leurs déclarations dans le temps prescrit ci-dessus , voulons qu'ils soient tenus de payer le double du Vingtième de leurs revenus , & le quadruple en cas de fausse déclaration.* Suivant les termes de la Loi , ceux qui ont obéi aux Ordonnances des administrateurs du Vingtième , en déclarant leurs possessions dans la forme prescrite , avoient à craindre seulement la peine attachée aux fausses déclarations , en cas que la leur fût de cette espece. Jusques-

là ils étoient en règle. Cependant le premier effet de la remise des déclarations a été le doublement de tous les articles du Vingtième dans la Généralité de Montauban. Car, il faut le dire ; on s'est conduit plus équitablement sur ce point dans la Généralité d'Auch. Cette infraction de l'Edit, par rapport à ceux qui avoient fourni des déclarations, n'a été qu'un passage à des violemens de la même Loi plus hardis & plus criants.

L'Edit porte que les fausses déclarations seront punies par le quadruple du Vingtième ; mais il n'ordonne pas que les déclarations seront examinées & censurées par l'Ambulant tout seul, sans appeller à cette discussion la partie intéressée. Mais il ne dit pas que les Ambulans décideront en dernier ressort de l'estimation du différent produit des terres, & que les possesseurs ne seront pas écoutés contradictoirement avec eux ;

Mais il ne parle pas de ces supplémens de Vingtième retroactif qu'on exige de ceux qui pendant plusieurs années ont payé leur taxe en vertu du premier Rolle arrêté par l'Intendant. Mais il ne décide pas que des Paroisses dont le Vingtième ne sera fixé définitivement par le travail des Ambulans que dans dix ans au plus tôt , soient condamnées alors à des supplémens accumulés qu'on pourroit leur épargner , en réglant pour elles dès aujourd'hui le sort de cette imposition.

A quoi n'exposeroit pas ses Arrêts un Tribunal qui entreprendroit de changer ainsi les Loix duement enregistrées, ou simplement de les interpréter ! Ce qui est si étroitement défendu dans la distribution de la Justice , est-il donc permis dans l'administration des Impôts ? Votre Cour des Aides a éprouvé , SIRE , & la douleur lui en arrache ici le souvenir , votre Cour des Aides a éprouvé cette étonnante contrariété. A-t'elle

paru s'écarter de la lettre ou du sens quelquefois captieux des Loix fiscales , si fort multipliées pour les Fermiers de vos droits , les cassations les plus mortifiantes ont été prononcées contre ses Arrêts. A-t-elle voulu s'élever dans ces derniers temps avec bien moins d'éclat encore qu'elle n'auroit pû , & qu'elle n'auroit dû , contre les infractions les plus criminelles des Edits , des Déclarations & des Règlemens qui constituent le gouvernement économique des Pays & des Communautés de son Ressort ; on a voulu justifier les Auteurs de ce renversement général , en l'attribuant à des vues nouvelles ; comme si les Loix sacrées du Prince , les Loix non abrogées , les Loix subsistantes devoient se plier aux volontés passagères de certains Magistrats , perdre ou reprendre leur force suivant qu'elles sont conformes ou contraires au système qu'ils ont embrassé.

Et tel est, SIRE, le désordre toujours attaché aux attributions extraordinaires de Jurisdiction. La Loi qui s'enregistre, n'est plus la Loi qui s'exécute. Les Déclarations de VOTRE MAJESTÉ, les Edits portant création d'impôts sont adressés à vos Cours en la forme ordinaire, avec la clause accoutumée qui leur en confie la manutention. Le peuple quelque accablé qu'il soit de pareils fardeaux, se repose sur la foi de l'enregistrement, & se flatte de voir la nouvelle Loi mise à exécution par les Ministres naturels de la Justice. Bientôt sont affichés sans l'approbation de vos Cours, & sans y être enregistrés, des actes émanés de votre Conseil qui érigent un Tribunal sur la tête d'un seul Commissaire pour juger & décider toutes les matières qui concernent le nouvel impôt. Et qu'en arrive-t'il ? Ce Délégué despotique est tout ensemble le Juge & la Loi. Il publie des Ordon-

nances plus longues que la Loi même. Elle prend dans ses mains la forme qu'il veut. C'est par-là que l'Edit du Vingt-  
 tième a déployé à nos yeux ces clauses  
 formidables qu'on n'y appercevoit pas,  
 qu'on n'y voit pas encore, & qui cer-  
 tainement n'y sont pas.

Vos Sujets ont cru, SIRE, ou qu'on  
 s'en tiendrait à leurs Déclarations ;  
 ou que du moins elles seroient discutées  
 avec eux. C'est ainsi qu'on procède en  
 Justice. Ce sont-là de ces formalités que  
 l'équité naturelle a établies dans l'ordre  
 judiciaire de tous les peuples de l'Uni-  
 vers. En civil comme en criminel nulle  
 part on n'est jugé sans être entendu. On  
 dira peut-être qu'on permet aux parti-  
 culiers de se pourvoir devant l'Intendant  
 en modération de leur taxe. Mais ce n'est  
 pas répondre à leurs justes plaintes. Il  
 falloit les appeler, les entendre avant  
 la taxe. On auroit suivi les règles & pré-  
 venu les injustices.

Pourroit-on

Pourroit-on ne pas se tromper au préjudice du peuple en opérant comme on fait dans la Généralité de Montauban ? L'Ambulant parcourt un territoire, & sans Experts qui l'accompagnent, sans consulter les Possesseurs, il évalue les fonds, & en détermine les revenus. Opération bien différente de ce qu'on pratique dans la confection des Cadastres, où l'Arpenteur est toujours suivi d'Experts choisis par la Communauté, & dont le travail est soumis ensuite à l'examen de chaque Propriétaire. Ici l'Ambulant réunit en lui seul ces différens personnages essentiels. Sur ses instructions seules, le Directeur conclut, l'Intendant juge ; & telle Communauté\* qui payoit avec bien de la peine 630 livres de Taille, apprend qu'elle est taxée à 1519 livres de Vingtième ; telle autre\*\* dont la Taille ne monte qu'à

\* La Masse, Election de Caors.

\*\* S. Vincent, même Election.

2003 livres, est imposée au Vingtième pour la somme de 7856 livres. Nous sçavons que les supplémens y sont compris. Mais déduction faite de ces supplémens injustes, dans certaines Paroisses le Vingtième excède encore de beaucoup l'imposition de la Taille; & voilà le résultat du ministère des Ambulans.

Nous devons ce témoignage à quelques Receveurs des Tailles. Dans cette occasion l'amour du gain ne les a pas endurcis. Ils ont pâli à la vuë de ces Rôles monstrueux, où l'on ne trouve ni raison ni justice, & qui ne semblent faits que pour accélérer la ruine de cette Généralité.

C'est dans ces circonstances, SIRE, que vous nous envoyez vos Déclarations du 7 Juillet dernier. Nous n'insistons pas sur celle qui ordonne pendant dix ans la continuation des deux sols pour livre en sus du Dixième.



D'autres Cours \* vous ont démontré que c'étoit un double emploi, & que d'ailleurs les deux sols pour livre ayant été imposés en 1746 comme suite & dépendance du Dixième alors existant, il n'étoit pas juste de les proportionner aux accroissemens arbitraires des impositions subséquentes.

Mais un second Vingtième pareil au premier ! Eh, SIRE, où sont les terres, où sont les revenus qui pourront suffire à cette multitude d'impôts ? Nous venons de l'exposer à VOTRE MAJESTÉ, & nous pourrions en apporter autant de preuves qu'il y a actuellement de Communautés taxées sur le travail des Ambulans dans l'Election de Caors. Dans plusieurs de ces Communautés opérées, le Vingtième est presque au niveau de la Taille ; elle sera doublée par les deux Vingtièmes réunis. Que restera-t'il aux

\* Voyez les Remontrances du Parlement de Toulouse.

Propriétaires ? L'alternative affreuse de languir dans la misère , ou d'abandonner leurs possessions.

Nous supposons, SIRE contre notre espérance , que nos humbles Représentations n'ayent pas dans ce moment tout le succès que nous en attendons de la bonté de votre cœur ; nous supposons qu'il se fasse un ou deux recouvremens des deux Vingtièmes sur le pied où l'on a mis l'ancien ; ce ne sera , nous l'assurons à VOTRE MAJESTÉ les larmes aux yeux , ce ne sera qu'en traitant vos Sujets comme vous ne voudriez pas qu'on traitât vos ennemis ; qu'en enlevant leurs denrées , leurs meubles , leurs ustensiles , leurs bestiaux ; & , ces ressources épuisées , qu'en Vous revêtant Vous-même de la stérile & funeste propriété de leurs biens.

Non , vous n'y consentirez pas , SIRE ; les gémissemens du peuple & la voix des Magistrats trouveront le chemin de

vosre cœur. Vous ne voulez pas regner sur des misérables. Nous espérons, nous sommes sûrs que vous donnerez des ordres pour réformer les opérations ruineuses des Contrôleurs du Vingt-ième dans la Généralité de Montauban. Puisse aujourd'hui ce pays infortuné respirer un peu après les diverses vexations dont il a été la victime. Puissent ses villes n'être plus forcées à des dépenses inutiles qui les accablent, & réserver leurs ressources & leurs efforts pour les besoins seuls de l'Etat. Puissent sur-tout les Laboureurs être affranchis du tribut désespérant des corvées.

Quelques couleurs qu'on veuille donner à cet établissement, on ne sçauroit couvrir ce qu'il a d'injuste & d'odieux. Nous fumes les premiers qui en dénonçames les abus dans nos Remontrances du mois de Juin 1749 touchant le Vingt-ième; & nous eumes la consolation,

SIRE, d'en recevoir des témoignages de votre approbation, consignés dans une Lettre du Comte de Saint-Florentin, & déposés dans nos Registres, comme un monument de notre zèle & de votre équité. Vous daignâtes nous promettre d'envoyer des ordres pour empêcher que les travaux publics ne fussent onéreux à vos Sujets. Il semble qu'on ait voulu insulter à ces ordres au lieu de les exécuter. Rien n'approche des violences, des cruautés, & des concussions dont les corvées ont été la source dans le Rouergue & dans le Quercy. Pouvions-nous en être spectateurs tranquilles ! c'eût été trahir vos peuples ; c'eût été Vous trahir Vous-même. Pouvions-nous voir en silence l'obstination avec laquelle on a fait travailler durant plusieurs années un très-grand nombre de Paroisses, à construire le long des rochers de Mercuès, pendant l'espace d'une lieue, d'énormes murail-

ler de pierre sèche dont il ne reste aujourd'hui que des vestiges épars, qui constatent la folie de l'entreprise & son inutilité ? Pouvions-nous souffrir les contributions réglées qu'on levoit à Caors sur tous les Citoyens de cette Ville, même les plus qualifiés, qui vouloient s'exempter des corvées ? Mais quoi ? nous l'avons souffert ; car ce n'étoit pas remplir notre devoir que d'en porter seulement des plaintes. Nous devions, suivant l'obligation de nos charges, & la teneur des Ordonnances, faire le procès à ces exacteurs de sommes non imposées par VOTRE MAJESTÉ, punir leur crime, & par ce châtiment exemplaire, venger le Peuple & les Loix.

Ce ne sont pas là, SIRE, les seuls désordres ni les seuls maux que produisent les corvées. Ne fussent-elles considérées que comme un surcroît d'impôts, quel cœur assez impitoyable oseroit vous

dissuader du dessein de les proscrire ! On essaye de faire entendre aux personnes qui vous approchent que le journalier ou manœuvre, employé gratuitement aux travaux publics, en est quitte pour quatre ou cinq journées par an. Nous avons dans notre Greffe des quittances originales d'Inspecteurs de ces travaux, qui prouvent que les mêmes manœuvres ont fourni jusqu'à vingt-cinq journées dans quatre mois consécutifs, ce qui fait le quart des jours ouvrables, écoulés dans cet espace de temps. Et l'on se plaint des disettes ! & l'on reproche aux Cultivateurs leur peu d'industrie ! Comment les récoltes seroient-elles suffisantes quand les campagnes ne sont qu'imparfaitement travaillées ? Comment le même Laboureur pourra-t'il allier la culture de son champ avec la construction d'un chemin ?

Quiconque connoît l'agriculture, sçait que pour en remplir utilement tous les détails ,

détails, il n'y a pas un jour à perdre dans l'année sur ceux que laissent au cultivateur les temps de pluie, de gelée, d'inondations, & les jours de Fête, dont le nombre, quoique diminué, n'est encore que trop grand. La culture des terres est néanmoins un objet si important, si précieux, qu'on est étonné que dans un Royaume aussi sagement gouverné que l'est la France, on ait imaginé de faire construire les chemins, les digues, les chaussées & autres ouvrages publics par les manœuvres de la campagne, par les laboureurs, par les vigneron, en un mot par les différentes classes de cultivateurs. Ce ne sont point là des idées de citoyen ni d'homme d'Etat.

Au surplus, SIRE, la Généralité d'Auch n'est pas moins maltraitée à cet égard que la Généralité de Montauban. Ces deux pays réclament également votre compassion paternelle. Ils la mé-

ritent par l'attachement inviolable qu'on y a toujours eu pour la Personne sacrée & pour le gouvernement de nos Rois. On y est peut-être plus François que par-tout ailleurs. Plusieurs de nos Villes conservent dans leurs dépôts, des garans authentiques de ce zèle, & de la gratitude de nos Souverains.

La Guyenne entière & sa Capitale étoient dans les fers d'un peuple insulaire. Le Quercy, le Rouergue, & la Gascogne ne portoient le joug étranger qu'en le secouant sans cesse, ou qu'en le brisant avec fureur. Les citoyens de Montauban & ceux de Caors voulurent toujours être François malgré le sort des armes, malgré tant de cessions renouvelées, malgré nos Rois même qui leur ordonnoient d'être Anglois.

Il est vrai que la fortune n'a jamais répandu ses trésors dans nos contrées. La pauvreté y est héréditaire comme



la valeur & la fidélité. Mais c'étoit autrefois une pauvreté supportable , une pauvreté que ne suivoit point la misère & l'avilissement , une pauvreté de soldat & non pas d'esclave. Les peuples qui tressailloient de joie au nom de leurs Maîtres , ne frémissaient pas de terreur à la vuë de ses préposés. Ils sont livrés aujourd'hui à une autorité arbitraire , portée depuis quinze ans aux derniers excès. Qu'est devenu , s'écrient-ils dans leur accablement , qu'est devenu ce Prince que nous adorions , que nous adorons encore & qui nous chérissoit ? Nos voix ne parviennent-elles plus jusqu'à lui ? Elles y parvinrent quand au bruit du mal dangereux qui attaquoit ses jours nous crûmes tous recevoir le coup de la mort. Il les entendit ces mêmes voix lorsque sa guérison nous rendit la vie , & que nous fîmes éclater l'allégresse la plus pure & la plus parfaite que nous eussions ressentie jusqu'alors.

Nous scûmes qu'il en étoit touché. Tout nous annonçoit de sa part de nouvelles marques de tendresse. Un Roi si généreux n'a pas changé de sentimens ; pourquoi n'en éprouvons-nous plus les effets ?

C'est ainsi qu'ils s'expriment, SIRE, dans ce langage naïf qu'a parlé si souvent avec eux ce Roi, votre ayeul, qui faisoit gloire d'être leur compatriote, leur pere & leur ami. Il a loué plus d'une fois la bravoure & la fidélité de ses chers Gascons. Il les protégeoit, il les aimoit, il avoit été pauvre comme eux ; & quand même il n'eût pas été naturellement humain, ses maux passés l'eussent rendu sensible aux maux d'autrui. VOTRE MAJESTÉ, SIRE, n'a point essuyé comme ce grand Monarque, les vicissitudes de la fortune humaine, si nécessaires à tant de Rois. Vous êtes né dans la gloire & dans la prospérité ; vous y vivrez sans interruption jusqu'au dernier de vos

jours. Eh pourquoi vous arriveroit-il des disgraces ? Vous n'en avez pas besoin. La nature a mis dans votre ame l'amour de la justice & la compassion pour les malheureux. Livrez votre cœur à lui-même ; il n'y aura plus d'infortunés dans vos Etats.

N'oubliez pas, SIRE, sous quels auspices heureux vous commençâtes vos premiers exploits. La nation bien moins chargée alors pour le soutien d'une guerre universelle qu'elle ne l'est aujourd'hui pour des hostilités particulières, venoit de vous décerner le titre le plus doux & le plus flatteur. Que le souvenir de cette époque vous attendrisse pour vos Sujets. Aidez-leur, en retranchant, ou en modérant des impôts trop rigoureux ; à servir vos desseins avec autant de zèle & d'amour que de courage & de soumission. Soyez avare de leurs biens comme vous l'êtes de leur sang. Facilitez le

recouvrement des tributs , & les travaux si négligés de l'agriculture , en ordonnant par-tout & pour toujours la discontinuation des ouvrages forcés ; & quand vos glorieux projets seront accomplis , quand vous aurez vengé votre Couronne , assuré le commerce de vos Etats , secouru vos alliés , daignez , SIRE , daignez faire cesser à la fois le fléau de la guerre , & les horreurs du Vingtième. C'est le desir général de la Nation ; c'est en particulier le vœu des peuples de ce ressort. Ce sont aussi les souhaits d'une Compagnie affligée que ses propres malheurs , que l'opprobre dont on a voulu la couvrir , & que les rigueurs exercées à son égard , ne rendent pas moins attachée à ses devoirs , moins zélée pour votre service , moins ardente pour votre gloire , ni moins soumise à vos suprêmes volontés. Ce sont enfin les très-humbles & très-res-

pectueuses Remontrances qu'ont cru  
devoir présenter A VOTRE MAJESTÉ,

SIRE ;

Vos très-humbles , très-obéissans ;  
& très-fidèles & affectionnés  
Serviteurs & Sujets , les Gens  
tenant votre Cour des Aides.

*Fait à Montauban en la Cour des  
Aides le ..... Novembre 1756.*

DE MONSIEUR L'UNIVERSITÉ  
par les Messieurs les Docteurs  
de la Faculté de Médecine

Sur

Les titres de noblesse, les ordres  
de chevalerie, les distinctions  
de service de la Cour, de la  
noblesse, de la Cour, de la

Sur le Montmartre en la Cour des  
Nobles le... Novembre 1766

OBJETS

D E

REMONSTRANCES

DU PARLEMENT

DE TOULOUSE,

*Du 29. Janvier 1760.*

OBITUARY

REYNOLDS

DECEASED



# OBJETS

D E

## REMONTRANCES

*Arrêtés par le Parlement de Toulouse ,  
toutes les Chambres assemblées , le  
29. Janvier 1760. au sujet de  
l'Edit du mois de Septembre 1759.  
portant établissement d'une Subven-  
tion générale.*

**L**A Cour, les Chambres assem-  
blées, en délibérant sur l'Edit  
du mois de Septembre 1759. a arrêté  
qu'il sera fait au Roi de très-  
humbles & très-respectueuses re-  
montrances à l'effet de lui représen-  
ter.

Que son Parlement toujours attentif à donner l'exemple de la plus parfaite obéissance aux volontés dudit Seigneur Roi , & de l'attachement le plus inviolable au bien de son service , n'a jamais détourné sa vûe des besoins de l'Etat , en délibérant sur l'Edit de Subvention du mois de Septembre 1759. & que ce n'est qu'après l'examen le plus sérieux qu'il se voit forcé de représenter audit Seigneur Roi que l'épuisement où les Peuples sont réduits par une multitude effroyable d'Impôts entassés sur leurs têtes , rend absolument impossible l'exécution de ce nouvel Edit dans chacune de ses dispositions.

Que son Parlement ne craint point qu'on lui oppose la dernière délibération de la Province de Languedoc, que tant de motifs devoient empêcher. Qu'il ne doit jamais oublier le ministère qu'il exerce dans l'Etat sous l'autorité dudit Seigneur Roi : que ce ministère rigoureux, souvent obligé de combattre les premiers penchans du cœur, aussi austère, aussi inflexible que la Loi, dirige l'obéissance par les seules règles du devoir, par le seul intérêt & du Prince & du Peuple ; & impose à son Parlement la nécessité de tracer quelquefois aux yeux dudit Seigneur Roi le triste, mais véritable tableau de la misère publique.

## I I I.

Que son Parlement tacha de remplir cet important devoir dans ses très-humbles & très-respectueuses Remontrances des 27. 7<sup>bre</sup>. 1756. & 17. 7<sup>bre</sup>. 1757. sur le second Vingtième , en prouvant que la portion des Propriétaires des fonds égalait à peine celle du Décimateur ecclésiastique , distraction faite seulement des charges déjà établies & des frais d'entretien & de culture : Que par conséquent il mit en évidence l'impossibilité d'acquitter les deux premiers Vingtièmes , sans détruire ce qui restoit de vie aux Provinces de son Ressort : Que les tristes effets de l'exaction de ces Impôts n'ont que trop justifié les très-humbles re-

présentations de son Parlement ; que souvent cette exaction n'a été qu'un prétexte de vexation , sans aucune utilité pour l'Etat , le second Vingtième n'ayant pû encore être perçû dans plusieurs endroits pour les années 1757. & 1758. qu'elle a consommé la ruine & la dépopulation des Villes & des Campagnes dans le Languedoc par l'excès des abonnemens reconnu par les Etats de cette Province , & plus encore dans les Pays d'élection par la rigueur de la perception.

Que dans cet accablement universel le troisième Vingtième ne sçauroit produire par tout que la désolation & le desespoir : que par tout l'impuissance est égale , parce que par tout la médiocrité des for-

tunes a toujours été la même : qu'il n'y a jamais eu dans ces Provinces qu'une très-petite distance entre cette médiocrité & l'indigence : qu'on y a vû rarement de ces fortunes opulentes qui bravent les malheurs des tems ; & que s'il s'en élève quelques-unes , elles dédaignent bientôt de se montrer dans les lieux qui les ont vû naître ; accroissent leur misère ; & leur envient même les secours qu'elles pourroient leur procurer.

Que par tout le Laboureur indigent , le Cultivateur découragé ne sème & ne recueille souvent que pour acquitter une partie des charges, forcé, pour payer l'autre, d'avoir recours à un petit gain journalier , & d'abandonner la culture de son champ infertile qu'il semble ne pos-

séder , que pour accroître son infortune.

Que le poids de ces charges dont l'énumération paroît incroyable, frappe également sur toutes les conditions : Que cette noblesse précieuse qui n'a d'autre ressource que quelques petits Domaines démembrés, restes infortunés d'un ancien patrimoine épuisé pour le bien de l'Etat, languit dans l'impuissance de suivre l'ardeur qu'elle conservera toujours pour son service ; & gémit dans la douleur de se voir privée des emplois qui lui étoient destinés.

Que l'Etat ne souffre pas une moindre atteinte dans l'ordre de la Magistrature : Que ceux qui l'exercent , sur-tout dans les Provinces ,

n'ont jamais participé dans les tems les plus heureux à des richesses superflues: Qu'une honorable pauvreté paroît s'être conservée dans cette profession, comme une garde fidèle de sa modestie & de sa simplicité: qu'ennemie de tout faste, éloignée de toute ambition, & réduite à l'heureuse nécessité de n'aspirer à aucune autre récompense qu'à celle qui est attachée à la vertu, elle ne desire que ce qui est absolument nécessaire à la décence de son état, pour n'être pas forcée d'abandonner les pénibles fonctions auxquelles elle est consacrée: qu'il est impossible qu'elle continue à les remplir, si, aux maux qui lui sont communs avec ceux qui vivent dans les Campagnes, elle est obligée d'ajouter les charges imposées sur les habitans des Villes.



Que ces Habitans , Artisans , Marchands , Bourgeois , Citoyens distingués , succomberont sous le poids des nouvelles impositions réunies dans l'Édit du mois de Septembre dernier , qui seroient capables de ruiner d'un seul coup , en peu de tems , des Pays ménagés , riches & florissans.

## I V.

Que le Commerce est presque anéanti dans les Provinces du ressort de son Parlement par la suspension du paiement des papiers publics , qui a déjà causé la chute de plusieurs Négocians , & qui annonce celle de bien d'autres ; par la destruction de l'agriculture , dont nos voisins profitent pour vendre leurs denrées aux Ports de Marseille & des autres

Villes , fans aucun échange des nôtres ; en un mot , par la misère générale qui suspend les ouvrages des Manufactures , & fait que dans toutes les conditions on n'achete que par force & à crédit les choses les plus nécessaires à la vie ; enfin par la nécessité où se trouvent les Receveurs de faire leurs remises en espèces ; d'où il suit qu'il n'y aura bientôt plus d'argent qui puisse circuler dans les Provinces , plus de crédit & plus de négociations sur la place , plus de vente de denrées , plus de fonds pour expédier des chargemens un peu considérables ; ce qui tend à rendre inutile l'abondance même des récoltes.

Que dans ces circonstances ajouter aux charges auxquelles le Com-

merce est soumis , celles qui sont ordonnées par les articles 1 , 5 , & 10 du nouvel Édit, ce seroit lui porter les derniers coups.

Que l'augmentation du port des Lettres coûte plus aux Négocians que le troisiéme Vingtiéme dont la perception est ordonnée par l'article 1. de cet Édit ; & que ce seroit quadrupler ce genre d'imposition à leur égard , que d'exécuter cet article.

Que l'article 5. onéreux aux gros Marchands assujettis déjà à tant de charges , feroit fermer les boutiques de tous les autres dont les facultés sont si foibles , qu'on ne les impose ordinairement dans les principales Villes des Provinces , que 30 à 40 sols de Capitation & de Vingtiéme.

Que les nouveaux quatre sols pour livre en sus dont la perception est ordonnée par l'aticle 10, ajouteroient aux droits multipliés que les marchandises payent en passant de Bureaux en Bureaux, une augmentation de plus de 25. à 30. pour cent, qui seule intercepteroit tout le commerce.

## V.

*FRANC-SALÉ.*

Que la médiocrité de la fortune des Officiers de son Parlement n'est pas un obstacle au sacrifice qu'il fait du Franc-Salé; mais que son devoir l'oblige de reclamer les droits des Sujets dudit Seigneur Roi, pour lesquels ce retranchement seroit un très-grand objet.

## DOMESTIQUES.

Que la taxe sur les Domestiques seroit le doublement de la Capitation des Maîtres qui est si fort augmentée, qu'elle fait une des principales charges dans les Provinces du ressort de son Parlement, soit dans les Pays d'Élection, soit en Languedoc où elle est portée par abonnement jusqu'à deux millions : que cette taxe n'auroit pour objet qu'une dépense de nécessité absolue, la plupart des habitans de ces Provinces pouvant à peine entretenir un très-petit nombre de domestiques, & leur payer des gages modiques qui n'ont aucune proportion avec la taxe fixée par l'article III. du nouvel Edit, puisqu'elle égaleroit souvent le mon-

tant de ces gages : qu'ils ne connoissent point dans leurs maisons les domestiques qu'on pourroit appeller de luxe & d'ostentation ; que les recherches les plus exactes ne serviroient qu'à découvrir la misère des Maîtres, forcés depuis long-tems, contre la décence de leur état & les principes d'une bonne police, à porter leur économie jusques sur les habits des domestiques qu'ils sont obligés de conserver.

# V. I. I.

## C H E V A U X.

Qu'il en est de même de la levée ordonnée par chaque cheval : que la réduction déjà faite depuis long-tems du petit nombre de carosses qu'il y avoit dans les Provinces, y rend inutile à cet égard l'art. 4. du nouvel Édit ; qu'on n'en sçauroit

compter plus de vingt à Toulouse ,  
 & à deux chevaux seulement ; que  
 bientôt il n'y en aura plus , qu'il n'y  
 en a point dans les autres Villes ;  
 & qu'en général on ne nourrit des  
 chevaux , que pour aller plus facile-  
 ment & plus souvent veiller à la cul-  
 ture des domaines qui ne sont point  
 éloignés , où on les tient le plus or-  
 dinairement pour y consommer des  
 fourages inutiles.

### V I I I.

*Les quatre sols pour livre.*

Que l'art. 10. du nouvel Édit  
 présente l'Impôt le plus capable de  
 mettre le comble à la désolation & à  
 la ruine des familles : que celles aux-  
 quelles il pourroit encore rester le  
 plus étroit nécessaire , se trouveroient  
 privées par cette nouvelle charge au

moins du fixième de ce nécessaire par l'augmentation d'un fixième de tous les objets de consommation : que cet Impôt effrayant par sa généralité, par son étendue, par sa durée, attaque toutes les conditions : qu'insupportable par lui-même, il pourroit encore devenir la source de mille extentions indépendantes de toute règle fixe, & donner lieu à des tarifs arbitraires & à des vexations journalières.

## I X.

## O C T R O I S.

Que les charges indispensables de la plupart des Villes, Bourgs & Communautés absorbent le produit des Octrois : que dans quelques-unes on doit compter parmi ces charges ce qu'elles sont autorisées à employer



pour supplément nécessaire à ce qu'il n'est pas possible d'y lever pour acquitter les entières Impositions, ou à des destinations qu'il n'est pas permis d'intervertir : que le malheur des tems a empêché & fait suspendre tous les ouvrages d'ornement & d'embellissement : que la ville de Toulouse en fournit un exemple : que les réparations de l'Hôtel de Ville dont la continuation est devenue absolument indispensable, sont interrompues : que par conséquent l'inutilité des dispositions contenues dans l'art. 12. de ce nouvel Édit suffiroit seule pour opérer la suppression de cet article, indépendamment de l'atteinte qu'il pourroit donner aux Titres les plus authentiques de propriété, & des justes allarmes

qu'il pourroit causer sur un objet aussi important , contre l'intention dudit Seigneur Roi.

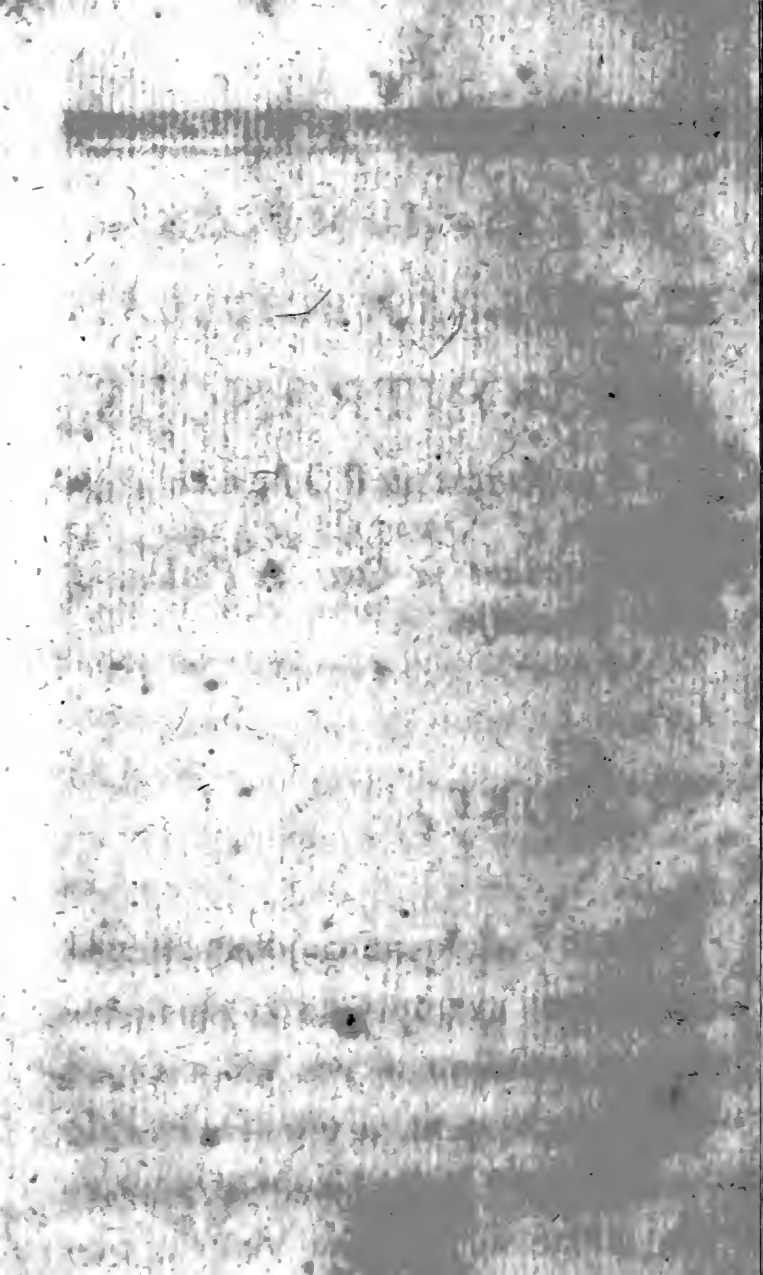
### C O N C L U S I O N.

Que son Parlement en terminant les plus importantes Représentations qu'il ait jamais portées au pié du Trône , ne sçauroit s'éloigner du même esprit qui les a dictées , esprit de soumission & d'obéissance autant que de vérité , de respect & d'amour pour la Personne sacrée dudit Seigneur Roi autant que de zèle pour son service & pour le bien de ses Peuples ; qu'animé , encouragé , soutenu par les vûes les plus pures , il ne cessera de supplier ledit Seigneur Roi avec une entière confiance de retirer un Édit aussi accablant : que pour l'obtenir de sa justice , de sa bonté

& de sa commifération , il furmontera , autant qu'il fera en lui , tous les obstacles qui pourroient étouffer cette voix fidèle & perfévérante qui ne cherche à fe faire entendre dans cette occasion , que pour le falut de l'État & l'intérêt dudit Seigneur Roi.

The report of the Committee on the  
 subject of the proposed  
 extension of the  
 term of office of the  
 members of the  
 Council of the  
 University of  
 the State of  
 New York  
 is hereby  
 adopted.





**TRÉS-HUMBLES  
ET TRES-RESPECTUEUSES  
REMONSTRANCES**

*QUE présentent au ROI, notre très-honoré & Souverain Seigneur, les Gens tenant sa Cour de Parlement de Toulouse.*

**SIRE,**

Votre Parlement toujours attentif à donner l'exemple de la plus parfaite soumission à vos volontés & de l'attachement le plus inviolable au service de VOTRE MAJESTÉ, n'a jamais détourné sa vue des be-

soins de l'Etat , en délibérant sur l'Edit de subvention du mois de Septembre 1759. Il n'ignore point, SIRE, que le plus essentiel de ses devoirs est d'inspirer à vos peuples les plus grands sacrifices, lorsqu'il s'agit de votre intérêt & de celui de la nation; & ce n'est qu'après l'examen le plus sérieux, qu'il se voit forcé de vous représenter que l'épuisement où sont réduites toutes les Provinces de son ressort, y rend absolument impossible l'exécution de ce nouvel Edit dans chacune de ces dispositions.

Ces Provinces fidèles gémissent, SIRE, sous le poids d'une multitude d'impôts : nous ne pouvons <sup>tu</sup> cacher l'excès de leurs malheurs; & nous ne devons point craindre qu'on



nous oppose la dernière délibération des Etats de Languedoc, que tant de motifs devoient empêcher.

Tous nous porte, SIRE, à la plus prompte obéissance. Mais quelque puissante que soit pour nous l'impression de ce premier attrait attaché à tout ce qui nous est présenté sous le Nom sacré de VOTRE MAJESTÉ, votre Parlement ne doit jamais oublier le ministère qu'il exerce dans l'Etat sous votre autorité. Il sçait que ce ministère rigoureux, souvent obligé de combattre les premiers & les plus doux penchans du cœur, aussi austère, aussi inflexible que la loi, dirige l'obéissance par les seules règles du devoir, par le seul intérêt & du Prince & du Peuple; & lui impose l'in-

dispensable nécessité de tracer quelquefois à vos yeux le triste , mais véritable tableau de la misère publique.

Votre Parlement remplit cet important devoir dans ses très-humbles & très-respectueuses Remontrances des 27. Septembre 1756. & 17. Septembre 1757. sur le second XX<sup>es</sup>. en prouvant par une opération mécanique que les distractions forcées & les charges indispensables déjà établies laissoient à peine aux Propriétaires des fonds une portion égale à celle du Décimateur Ecclésiastique : & il en résultoit avec évidence l'impossibilité absolue d'exiger les deux premiers XX<sup>e</sup>. sans détruire ce qui restoit de vie à l'agriculture. Tout nous an-

nonçoit alors son entière destruction : & l'événement , S I R E , n'a que trop justifié nos allarmes.

L'exaction de ces impôts a consommé la ruine & la dépopulation des Villes & des Campagnes dans le Languedoc , par l'excès des abonnemens reconnu par les Etats de cette Province , qui la mettoit dans l'impossibilité absolue de donner l'exemple d'aucune nouvelle imposition , & , plus encore dans les pays d'Election par la rigueur de la perception , & , ce qui est le comble du malheur , cette exaction n'a été souvent qu'un prétexte de vexation sans aucune utilité pour l'Etat , le second XX<sup>e</sup>. n'ayant pu encore être perçu dans plusieurs endroits pour les années 1757. 1758. & 1759.

Dans cette situation déplorable , le troisiéme XX<sup>e</sup>. ne sçauroit produire que la désolation & le désespoir. Par-tout l'impuissance est égale , parce que par-tout la médiocrité des fortunes a toujours été la même. Il n'y a jamais eu dans ces Provinces qu'une très - petite distance entre cette médiocrité & l'indigence : & si l'on y voit quelquefois de ces fortunes opulentes qui bravent les malheurs des tems , elles dédaignent bientôt de se montrer dans les lieux qui les ont vû naître. Par-tout le Laboureur indigent & le Cultivateur découragé ne sement & ne recueillent le plus souvent que pour acquitter une partie des charges enraffées sur leurs têtes , obligés , pour payer l'autre , d'avoir recours à un

petit gain journalier, & d'abandonner, une partie de l'année, la culture de leurs champs infertiles qu'ils semblent ne posséder, que pour accroître leur infortune : Heureux s'ils pouvoient au moins, par l'excès d'un travail forcé qui abrège leurs jours, tarir les larmes de leurs familles éplorées, & pourvoir à leurs besoins les plus pressans.

Qu'il nous soit permis, S I R E, d'arrêter vos regards sur un objet aussi attendrissant. Nous acquiterons ce que nous devons à V O T R E M A J E T T É, à vos Peuples, à nos consciences, en vous disant avec autant de simplicité que de vérité qu'on manque de pain dans la plus plupart des Villages ; qu'ils sont déserts, abandonnés, & se réduisent

chaque jour à de simples Hameaux; qu'une grande partie des fonds y demeure inculte; que les chemins, que les Villes sont remplies d'une multitude effrayante de mandians parmi lesquels se cachent tant d'honnêtes familles dignes d'un meilleur sort. Tout plie, tout s'anéantit sous le poids des charges dont l'énumération paroît incroyable. La face des Provinces de notre ressort est changée; & les mêmes coups frappent également sur toutes les conditions les plus utiles & les plus nécessaires.

La noblesse de ces Provinces, si attachée à son Roi, ne s'est soutenue jusqu'à présent dans vos armées que par les fonds de terres qui ont fait toujours son unique ressource. Elle lui est enlevée pour toujours, cette

ressource unique. Avec quelle amertume ne voit-elle pas ces fonds privilégiés qu'elle possédoit exempts de tout impôt depuis la naissance de la monarchie , ( parce qu'elle les avoit toujours consacrés à la défense de l'Etat ) changer aujourd'hui de nature , & déjà soumis aux deux premiers XX<sup>es</sup>. menacés d'une destruction totale par une nouvelle charge du même genre , sur-tout dans le Languedoc où ils la supporteroient presque en entier. . . .

Prodigue de ses biens autant que de son sang , elle continue à les sacrifier au bien de l'Etat. Mais elle fait , S I R E , les derniers efforts pour suivre l'ardeur qu'elle conservera toujours pour votre service ; & elle seroit bientôt réduite à la triste

condition de cette portion d'elle-même à laquelle il ne reste plus que quelques domaines démembrés, vestiges infortunés de ces anciens patrimoines dont l'anéantissement même est un monument éternel de zèle & de fidélité. Elle gémiroit bientôt dans la même impuissance : événement funeste que nous ne devons point craindre. Vous ne permettrez pas, SIRE, que cet ordre si fidèle, si respectable, si lié à la constitution de la monarchie, si nécessaire à la gloire du nom François, éprouve la sensible douleur de ne pouvoir remplir les emplois qui lui sont destinés, & de voir passer en des mains étrangères des armes si souvent victorieuses dans les siennes.

Vous serez touché, SIRE, du



malheur de tant de braves guerriers. Obligés par le poids des années, après une retraite forcée, de se retirer dans les maisons de leurs pères, ils n'y trouvent plus cet azile autrefois si honorable. La plus rigoureuse frugalité ne peut rien contre l'excès des impôts ; & ils meurent dans la douleur de n'avoir pû préparer à une postérité pure & sans tache les moyens de perpétuer leurs services.

L'État ne souffre pas une moindre atteinte dans l'ordre de la Magistrature. Le troisième Vingtième porte le dernier coup aux fortunes de ceux qui l'exercent, & dont les biens ne consistent aussi qu'en fonds de terre d'une médiocre valeur, & à la culture desquels ils ne sçauroient veiller par eux-mêmes.

*Ils croient (a), suivant un Auteur célèbre, leur fortune sûre & honorable lorsqu'elle est médiocre & juste. Ils n'ont jamais participé, S I R E, surtout dans les Provinces, à des richesses superflues. Une honorable pauvreté paroît même s'être conservée dans cette profession, comme une garde fidèle de sa modestie & de sa simplicité. Un (b) grand fonds d'honneur, d'intégrité & de suffisance fait sa principale richesse, & la frugalité son plus certain revenu. Ennemie de tout faste, éloignée de toute ambition, & réduite à l'heureuse nécessité de n'aspirer à aucune autre récom-*

(a) Mezeray, abrégé chronologique de l'Histoire de France, Paris, in-12. 1698. Charles VIII, tom. 5, p. 79. autres éditions in-12. de 1717, 1676. in-4°. Paris, 1690. Charles VIII, p. 358 & 359.

(b) Mezeray, *ibid*

penſe qu'à celle qui eſt attachée à la vertu , elle ne deſire que ce qui eſt abſolument néceſſaire à la décence de ſon état , pour n'être pas forcée d'abandonner les pénibles fonctions auxquelles elle eſt conſacrée.

Il eſt impoſſible, S I R E , qu'elle continue à les remplir , ſi, aux maux qui lui ſont communs avec les habitans de la campagne , elle eſt obligée d'ajouter les charges impoſées ſur les Habitans des Villes.

Ces Habitans , Artifans , Marchands , Bourgeois , Citoyens diſtingués , ſuccomberont tous ſous le poids des nouvelles Impoſitions réunies dans l'Édit du mois de Septembre dernier , qui ſeroient capables de ruiner en peu de tems des pays ménagés , riches & floriffans.

Les art. 1. 5. 6. 8. 10. imposent au Commerce de nouvelles charges qu'il ne sçauroit supporter dans l'état où il est réduit.

Les Négocians payent déjà la valeur d'un troisiéme Vingtiéme par l'augmentation du port de Lettres. La taxe sur les boutiques ouvertes onéreuse aux gros Marchands, anéantiroit ce petit commerce si assorti aux besoins du Peuple, & par là si utile dans son détail, mais si borné dans son objet, que la plus ingénieuse industrie de ceux qui l'exercent, ne leur procure qu'un gain très-modique, & qu'on ne les impose dans les principales Villes de la Province que 30. à 40. sols de Capitation & de Vingtiéme.

La disposition de l'art. 8 transporte aux Fermiers le profit du Com-

merce des étoffes étrangères, soumises à une forte taxe par l'art. 6. en rendant ces Fermiers les seuls Juges de la véritable valeur de ces étoffes, & en leur donnant la préférence sur le Négociant qui a couru tous les risques du trajet & de l'entreprise.

Les Droits multipliés que les marchandises payent en passant de Bureaux en Bureaux, augmenteront de plus de vingt-cinq à trente pour cent par les nouveaux 4. f. pour livre, dont la perception est ordonnée par l'art. 10.

Toutes ces nouvelles charges porteroient le dernier coup au Commerce qui n'a presque plus d'action dans les Provinces du ressort de votre Parlement.

On n'y achete que par force & à

crédit les choses mêmes les plus nécessaires à la vie. Les ouvrages des Manufactures sont interrompus ; & le grand nombre d'ouvriers qu'elles occupoient , devenus inutiles pour tout autre travail , sont réduits à la dernière misère.

Tout concourt à l'entière destruction du Commerce : l'anéantissement de l'agriculture dont nos voisins profitent pour vendre leurs denrées, sans aucun échange des nôtres ; la suspension du payement des papiers publics qui a causé la chute de plusieurs Négocians , & qui annonce celle de bien d'autres ; enfin le défaut de confiance qui oblige les Receveurs , les Banquiers , les Négocians de faire leurs remises en espèces.

Il n'y a plus de circulation dans les Provinces , plus de crédit , plus de vente de denrées , ce qui tend à rendre inutile l'abondance même des récoltes.

En continuant nos très-humbles & très-respectueuses Représentations sur les autres articles de cet Édit , nous ne nous arrêterons pas long-tems sur l'art. 2. Accoutumés à regarder comme un titre d'honneur les droits attribués à nos Offices , plustôt que comme un objet d'utilité , nous voudrions pouvoir ajouter aux sacrifices que nous avons déjà faits , un sacrifice plus utile à l'État que celui du Franc-salé. Mais nous réclamons , S I R E , de votre justice les droits de ceux de vos Officiers & de vos Sujets dont cette

suspension diminue considérablement le patrimoine.

Tout nouveau système d'imposition exige nécessairement une parfaite connoissance des lieux ; & l'on peut dire qu'il est contraire aux premiers principes de toute bonne administration , si les ressources qu'il a pour objet de procurer , sont onéreuses aux Peuples & peu utiles à l'État , & si les nouvelles charges rendent impossible la perception des anciennes. Telle seroit , S I R E , la Taxe sur les domestiques : elle seroit le doublement de la Capitation des Maîtres , qui est si fort augmentée qu'elle fait une des principales charges dans les Provinces du ressort de votre Parlement , soit dans le Pays d'Élection , soit en Lan-



guedoc où elle est portée par abonnement jusqu'à deux millions.

Cette Taxe ne tomberoit d'ailleurs que sur une dépense de nécessité absolue. Les Loix somptuaires ne sont pas faites pour ces Provinces. La nécessité d'une exacte économie y a toujours formé la plus forte barrière qu'on puisse opposer au luxe & à la prodigalité, la plûpart de ceux qui les habitent, peuvent à peine entretenir un très-petit nombre de domestiques, & leur payer des gages modiques qui n'ont aucune proportion avec l'imposition fixée par l'art. 3. puisqu'elle égaleroit souvent le montant de ces gages. On n'y craindroit point, S I R E, les recherches les plus exactes, elles ne serviroient qu'à découvrir la misère des Maî-

tres qui , bien loin d'avoir dans leurs maisons de ces domestiques qu'on peut appeller de luxe & d'ostentation , sont forcés depuis long-tems , contre la décence de leur état & les principes d'une bonne police , à porter leur économie jusques sur les habits du petit nombre de ceux qu'ils sont obligés de conserver.

Il en est de même , S I R E , de la levée ordonnée par chaque cheval. La réduction faite depuis long-tems du petit nombre de Carrosses qu'il y avoit dans ces Provinces , y rend inutile à cet égard l'art. 4. du nouvel Édit : il y en a peu à Toulouse ; bientôt il n'y en aura plus , il n'y en a presque point dans les autres Villes ; & en général on n'a de chevaux que pour aller à moins

de fraix dans les domaines qui ne sont point éloignés, où on les tient le plus souvent pour y consommer des fourages inutiles, ainsi ce feroit encore une Imposition sur les fonds de terre.

Nous devons aussi observer que cet article est contraire au bien général de l'État, en ce qu'il diminue la valeur des chevaux; en rend le commerce onéreux & difficile; procure la ruine de plusieurs pays; & expose à la nécessité de recourir à l'étranger pour fournir vos Troupes.

L'art. 10 du nouvel Édit, si préjudiciable au Commerce ainsi que nous l'avons remarqué, présente l'Impôt le plus capable de mettre le comble à la désolation & à la ruine des familles. Celles auxquelles il

pourroit rester le plus étroit nécessaire, se trouveroient privées par les nouveaux 4. s. pour livre enfus, au moins du fixième de ce nécessaire par l'augmentation du fixième de tous les objets de consommation.

Cet Impôt effrayant par sa généralité, par son étendue, par sa durée, attaque toutes les conditions. Insupportable par lui-même, il pourroit encore devenir la source de mille extentions indépendantes de toute règle fixe, & donner lieu à des Tarifs arbitraires & à des vexations journalières.

Indépendamment de l'atteinte que l'art. 12 pourroit donner aux Titres les plus authentiques de propriété, & des justes allarmes qu'il pourroit causer sur un objet aussi important; contre l'intention de VOTRE MA-

ESTÉ, l'inutilité de cet article suffi-  
roit seule pour en opérer la sup-  
pression. En effet les charges indis-  
pensables de la plupart des Villes,  
Bourgs & Communautés absorbent  
le produit des Octrois; & dans quel-  
ques-unes on doit compter parmi  
ces charges, ce qu'elles sont auto-  
risées à employer comme supplément  
nécessaire à ce qu'il n'est pas possi-  
ble d'y lever, pour acquitter les en-  
tières Impositions. Il en est de même  
de plusieurs destinations qu'il n'est  
pas permis d'intervertir: à quoi nous  
devons ajouter que ces Octrois sont  
regardés comme le bien des Pauvres,  
& comme un fonds qui leur est des-  
tiné dans des tems de disette & de  
calamité. Les Octrois de la Ville de  
Toulouse ne suffirent pas en 1752.

pour cet emploi si privilégié; & cette Ville fut obligée d'avoir recours à un emprunt considérable.

Les malheurs publics y ont fait suspendre, ainsi que dans les autres Villes, tous les ouvrages d'ornement & d'embellissement : on y suspend même les ouvrages nécessaires.

Les gémissemens de vos Peuples, & l'extrêmité à laquelle ils sont réduits, exigeoient de nous le détail dans lequel nous venons d'entrer. Nous finissons, SIRE, les plus importantes Représentations que nous ayons jamais portées aux pieds du Trône, dans l'esprit de soumission, de zèle & de vérité qui nous les a dictées.

Appliqués à chercher des moyens assortis à la situation des Peuples &

aux

aux besoins de l'État, & accoutumés à les balancer, nous croyons que le remède le plus efficace aux calamités que nous venons d'exposer, seroit de faire cesser cette disproportion immense que l'on voit depuis quelque tems, entre les sommes prodigieuses qui sont levées sur vos Peuples & celles qui entrent dans le trésor public, entre les sommes que l'on tire de ce trésor & celles qui sont employées au service effectif de VOTRE MAJESTÉ & de l'État.

Souvent les charges les plus onéreuses à vos Peuples, fussent à peine à l'entretien de cette foule innombrable de Préposés & de Commis à leur levée, qui remplissent les Villes

& les Campagnes : malheur dont les Pays d'États même ne sont préservés que dans ce qui fait l'objet de l'administration qui leur est propre & qui devroit s'étendre sur tout ce qui est levé sur les Peuples qui les habitent.

Souvent des traités inégaux, des marchés arbitraires & ruineux pour l'Etat, absorbent la plus grande partie des fonds destinés aux besoins les plus pressants & aux entreprises les plus nécessaires. Les Peuples sont épuisés ; l'Etat n'est point secouru ; il s'appauvrit ; il se détruit : & il ne reste de ce désordre que des fortunes subites & scandaleuses qui font gémir la Nation, & insultent à la misère publique qu'elles ont procurée.



Les maux font excessifs : nous ne pouvons, S I R E, le dissimuler à VOTRE MAJESTÉ : nous lui devons la vérité toute entière. Mais il est des ressources infinies dans une administration formée sur les Loix, dirigée sur une maxime fixe, conduite par des principes invariables, toujours en garde contre des systèmes informes & perniteux dont la première application, en causant un ébranlement général, découvre & déconcerte la fausse théorie qui a osé les produire ; & dont l'entière exécution, si elle étoit possible, dissoudroit toutes les parties de l'Etat.

Perfectionnés, S I R E, ce que vous avés commencé. Que le germe

de tous ces malheurs soit étouffé dans son principe. Instruit de la triste situation de vos Peuples, ne consultés que votre cœur; & daignés retirer un Édit dont toutes les dispositions manifestent les surprises faites à VOTRE MAJESTÉ. Vous trouverez, SIRE, le remède à tous nos maux dans votre sagesse, dans votre tendre compassion pour vos Sujets, & dans cette économie légale dont les avantages ont été mis, il n'y a pas long-tems, sous vos yeux avec autant de zèle que de lumière & de profondeur.

Animé, soutenu, encouragé par les vûes les plus pures, votre Parlement ne cherche à faire entendre sa voix, que pour le salut de l'État

& l'intérêt essentiel de VOTRE  
MAJESTÉ.

Ce sont là ,

SIRE,

Les très-humbles & très-respectueuses  
Remontrances qu'ont cru devoir  
présenter à VOTRE MAJESTÉ,  
vos très-humbles, très-obéissans,  
très-fidèles & très-affectionnés  
Sujets & serviteurs les Gens te-  
nant votre Cour de Parlement à  
Toulouse.

*Fait en Parlement le 11 Février  
1760.*

de l'Assemblée de la ville de Paris  
M. de la Roche-Aymon

Ge l'on la

SIRE,

En recevant de vos lettres  
du 10. de ce mois, j'ai eu  
l'honneur de vous en faire  
part, & de vous en dire  
le contenu. Je vous prie  
de croire que j'ai été  
très-sensible à l'honneur  
de vous en être informé.

Je suis, Sire, votre très-humble & très-fidèle  
serviteur.

1760.



# ARRÊT DU CONSEIL D'ÉTAT DU ROI,

*Qui maintient & garde les Gens des Trois-états de la Province de Languedoc, dans leurs Usages, Droits, Libertés & Privilèges ; & ordonne en conséquence que la Délibération des Gens desdits Etats, du 11 Décembre 1759, pour le troisieme Vingtieme, & l'Arrêt du Conseil du 2 Janvier 1760, sur l'Abonnement d'icelui, seront exécutés selon leur forme & teneur.*

Du 21 Mars 1760.

*Extrait des Registres du Conseil d'Etat.*

**S**UR la Requête présentée au Roi, étant en son Conseil, par les Députés & le Syndic général des Gens

A

des Trois-états de la Province de Languedoc, contenant ; que le même esprit & les mêmes motifs qui ont déterminé les États à charger leurs Députés à la Cour , par leur Délibération du 31 Décembre dernier , de faire toutes les démarches qu'ils jugeroient convenables pour la conservation des anciens Usages , Droits , Libertés & Privilèges de la Province, les obligent de recourir à la protection & à la justice de Sa Majesté , contre les entreprises qui auroient été ou qui pourroient être faites au préjudice desdits Usages , Droits , Libertés & Privilèges : Que la crainte que les États ont eue d'y voir donner atteinte , quoiqu'ils soient aussi anciens que formellement & solennellement reconnus & confirmés par les Rois prédécesseurs de Sa Majesté , & par Sa Majesté elle-même , a dû augmenter depuis à la vûe du projet qui *semble être* annoncé de les méconnoître pour ce qui regarde les Impositions ,

tandis qu'ils forment le Droit public de la Province , auquel il n'a jamais été dérogé : Qu'en remontant jusqu'aux temps qui ont précédé la réunion du Languedoc à la Couronne , on voit que du temps des Comtes de Toulouse , & même auparavant , les sommes qui leur étoient accordées par les Peuples de cette Province , l'étoient , non par obligation & par devoir , mais de leur propre volonté , comme Raymond VII , Comte de Toulouse , & Alphonse frère de Saint Louis , qui lui succéda en vertu de son mariage avec la Princesse Jeanne sa fille & son héritière , l'ont reconnu par des Actes publics : Que la réunion du Languedoc à la Couronne , qui fut consommée en 1271 , sous Philippe le Hardi , bien loin de rien changer à cet ancien usage , n'a fait que le confirmer , les Peuples de la Province de Languedoc ayant été maintenus nommément dans leurs Libertés & Privilèges lors de cette réunion , & ce

même Prince s'étant conformé à l'usage qu'il avoit trouvé établi depuis un temps immémorial, de ne rien lever sur eux que de leur consentement : Que la possession de cet ancien usage n'a jamais été interrompue ; qu'elle a été au contraire confirmée à chaque règne, avec les autres Droits, Libertés & Privilèges de la Province ; qu'elle l'a été aussi nommément par plusieurs Titres exprès : Qu'en effet, les Députés du Languedoc ayant exposé à Charles VIII, dans l'Assemblée des États généraux, tenue à Tours en 1483, qu'entr'autres Privilèges, Franchises & Libertés, ils ont tenu par ancienne coutume, pacte & convention ; comme aussi par Concession & Octroi Royal, qu'aucuns Deniers, Charges ni Subsidés, ne doivent être mis sus audit Pays, sans le volontaire consentement & Octroi des Gens des Trois-états d'icelui Pays, & ainsi l'ont accoutumé de faire, & aussi toujours ainsi a été entretenu & observé ; ce Prince



ordonna , par ses Lettres-Patentes du mois de Mars 1483 , avant Pâques , que dorénavant & pour le temps à venir , aucuns Deniers pour ses Tailles , Subsidés & Impôts , ne seront mis audit Pays , sans l'Assemblée & O&troi des Gens des Etats d'icelui , tout ainsi & par la forme & manière qui a été observée ci-devant , & sans y faire aucune mutation ès Droits , Prérogatives & Privilèges dont ils ont dûement joui & usé : Que l'Édit du feu Roi , du mois d'Octobre 1649 , s'explique d'une manière aussi précise , en ces termes : *Voulons & nous plaît qu'aucune somme ne puisse être imposée sur icelle Province , qu'elle n'ait été délibérée & consentie en l'Assemblée desdits Etats , suivant les anciennes Formes , Privilèges & Libertés de ladite Province . . . . .* soit à l'égard des Impositions en général , soit par les assiettes des vingt-deux Diocèses : Que ce même Roi donna encore un nouveau Titre aux États , pour la conservation de leurs Privilèges , par

son Édit du mois de Décembre 1659, dont on va rapporter les termes : Et voulant maintenir notredite Province, en tant que de besoin seroit, en tous ses Droits, Libertés, Formes, Usages & Privilèges, & en cela leur faire ressentir les effets de notre bonté & de notre justice, nous avons déclaré & déclarons par notre présent Edit perpétuel & irrévocable, qu'il ne sera fait à l'avenir aucune Imposition de notre part, soit sur les Biens des Habitans de notre Province, soit sur le prix du Sel & autres nos Droits des Fermes qui y sont établis par augmentation de Péages sur le Rhône, ou par doublement de ceux qui s'y levent à présent, & généralement toutes les autres Impositions & augmentations de Droits, que préalablement elles n'ayent été consenties par nos chers & bien amés les Gens des Trois-états de notre Province de Languedoc ; Que l'Arrêt du Conseil du 10 Octobre 1752, en contenant la confirmation des mêmes Droits & Privilé-

ges , rappelle nommément les Édits de 1649 & 1659 : Sa Majesté , confirmant en tant que de besoin , lesdits Etats dans tous leurs Droits , Privilèges & Libertés , conformément aux Edits & Déclarations des Rois ses prédécesseurs , & notamment à l'Edit du mois d'Octobre 1649 , & à celui du mois de Décembre 1659 : Qu'enfin les États rappellent chaque année ces Privilèges , lorsqu'ils accordent à Sa Majesté le Don gratuit qu'Elle leur fait demander par ses Commissaires , & qu'ils en font le troisième article des conditions de leur Délibération , qui porte : Que nulle Imposition & Levée de Deniers , ne pourront être faites sur le général de la Province , ni sur les Villes & Communautés en particulier , ni sur les Habitans , en vertu d'aucuns Edits Bursaux , Déclarations , Jussions & autres Provisions contraires à ses Droits & Libertés , quand même elles seroient faites sur le général du Royaume , laquelle condition est acceptée :

ainsi que les autres , par les Sieurs Commissaires de Sa Majesté , qui mettent à la marge de chacune , accordé , & qui de plus rendent une Ordonnance pour accepter ces conditions , en ces termes : *Vu la Délibération ci-dessus , & les Articles y contenus , nous , au nom du Roi , avons accepté le Don gratuit de trois millions de livres , dont nous avons fait la demande au nom de Sa Majesté , pour être payé aux termes des Impositions ; promettant de faire exécuter , au nom du Roi , le contenu en ladite Délibération , conformément aux apostilles par nous mises à la marge desdits articles : Que dès-lors il n'y a autre chose à considérer en Languedoc , en matière d'Impositions , que la demande faite aux Etats au nom du Roi , des secours que les besoins de l'Etat rendent nécessaires , & la Délibération que les Etats prennent sur cette demande ; Que cette forme est la seule qui ait été observée dans la Province ; qu'elle est la suite*

& la preuve de l'usage dans lequel ont  
 toujours été les Peuples du Languedoc  
 de s'assembler pour s'imposer librement  
 & volontairement les secours qu'ils ac-  
 cordoient à leurs Souverains , & non  
 en vertu d'aucuns Edits Burſaux ; &  
 que c'est ce qui constitue essentiellement  
 le Droit public de la Province , auquel  
 il n'a été dérogé par aucune Loi ni Ac-  
 cord qui y ſoit contraire : Que c'est  
 en ſe conformant à ces Droits &  
 Privilèges , dont l'origine ſe perd  
 dans les temps les plus reculés , qui  
 ſont confirmés par les Titres les plus  
 reſpectables & par une poſſeſſion  
 conſtante ; que Sa Majeſté charge  
 tous les ans les Sieurs Commiſſaires  
 qui préſident pour Elle aux États , de  
 requérir & de demander qu'ils veuil-  
 lent libéralement accorder & octroyer  
 les ſommes qui ſont énoncées dans la  
 Commiſſion , dont il eſt fait lecture  
 chaque année le jour de l'ouverture  
 de cette Aſſemblée , & qui forment  
 ce qu'on appelle l'ancienne Taille ou

Deniers ordinaires : Que c'est aussi en se conformant à ces anciens Usages & Privilèges , que la Délibération que les Etats prennent pour accorder ces mêmes sommes , porte le nom d'Octroi , & qu'il y est dit par exprès , que les États ont libéralement octroyé & accordé , octroient & accordent au Roi , leur Souverain Prince & Seigneur , & sans conséquence , lesdites sommes : Qu'il est aisé de reconnoître les mêmes Usages & les mêmes Privilèges dans la demande qui est faite toutes les années du Don gratuit par les sieurs Commissaires de Sa Majesté , & dans les termes de la Délibération qui est prise chaque année pour l'accorder , puisqu'elle porte , que les États délibérant sur la Demande qui leur a été faite de la part du Roi , d'un Don gratuit de trois millions de livres , ont accordé libéralement & gratuitement à Sa Majesté , & sans conséquence , ladite somme de trois millions , aux conditions dont la principale a été

rapportée ci-dessus : Qu'il ne s'agit à l'égard d'aucune de ces Impositions , & de beaucoup d'autres , que les États sont dans l'usage d'accorder sur les demandes de Sa Majesté , ni de Déclarations , ni d'Édits , mais uniquement de la demande faite par le Roi , & de la Délibération prise par les États , pour lui accorder les sommes demandées : Qu'il en est de même des autres Impositions , telles que la Capitation , le Dixième , Vingtième , & autres secours extraordinaires , puisque la demande en est également faite , au nom de Sa Majesté , par ses Commissaires , & que les États délibèrent sur ces demandes , en ne consultant *que les mouvemens de leur zèle pour son service* : Que si dans le reste du Ressort du Parlement de Toulouse , & dans les autres Provinces du Royaume , les Impositions & Levées de Deniers sont faites en vertu des Edits & Déclarations qui en ordonnent l'établissement , & qui sont enregistrés dans les

Cours ; elles ne pourroient l'être en Languedoc de cette manière , sans anéantir le Privilège des Etats sur le fait des Impositions , ou plutôt l'Usage ancien & les Loix fondamentales de la Province , qui forment le plus précieux Patrimoine de ses Habitans , & qui consistent à accorder librement à leur Souverain , sans aucune autorité intermédiaire , les secours qu'il leur demande : Que la forme dans laquelle cette demande est faite , ou par Sa Majesté elle-même , lorsqu'Elle a bien voulu honorer les États de sa présence , ou par ses Commissaires dûment autorisés , renferme le concours le plus immédiat de la volonté du Souverain , & du libre consentement des Peuples , & que cette forme ne peut aussi être plus authentique , puisque les Sieurs Commissaires de Sa Majesté sont accrédités auprès des États par une Commission scellée du Grand Sceau , dont il est fait lecture à l'ouverture de leurs Séances ,



Séances , & qui porte par exprès ,  
*que les Etats doivent ajoûter foi à toutes les demandes qu'ils leur feront de sa part : Que les mêmes Commissaires communiquent de plus à l'Assemblée des États , en la personne de leur Président , & avec les cérémonies accoutumées , les instructions qu'ils ont reçues de Sa Majesté , contenant les demandes qu'ils font en son nom ; & que ce n'est qu'après que les États ont connu les demandes de Sa Majesté & les motifs sur lesquels elles sont fondées , qu'ils délibèrent sur ces demandes ; ce qui forme l'engagement libre & volontaire qu'ils prennent immédiatement avec le Roi , & qui est exécuté en la manière accoutumée , sous l'autorité immédiate de Sa Majesté : Que dès-lors il n'y a en Languedoc aucune autorité entre Sa Majesté & les Etats Généraux de ladite Province , qui puisse rien ajoûter à la demande qui est faite aux Etats au nom du Roi , ni qui soit en Droit de prévenir*

les suffrages de cette Assemblée : Que l'usage nécessaire de cette autorité , telle qu'elle pût être , sembleroit n'avoir d'autre objet que de faire cesser le rapport immédiat qui a toujours été entre Sa Majesté & les Etats , à l'égard de toute espèce d'Imposition : Que c'est par une suite de ce rapport , que les Etats Généraux de cette Province disoient au feu Roi , en 1651 , qu'à l'Assemblée des Etats seule appartient , par l'ancien Droit & ordre de son établissement , auquel elle a été de tout temps maintenue , de délibérer des Impositions que lesdits Sieurs Commissaires , qui y président de la part de Sa Majesté , lui demandent en son nom , & de celles qu'il faut faire par sa permission pour les dettes & affaires de son Peuple ; ce qui les autorisoit à demander qu'il plût à Sa Majesté maintenir l'Assemblée des Etats en tous ses anciens Droits , & la conserver en la faculté , pouvoir & autorité qu'elle a toujours eue de délibérer sur le fait des

*Impositions sous les ordres de Sa Majesté, de laquelle elle dépend sans aucun milieu ; à laquelle demande Sa Majesté ayant eu égard , maintenant & conserva les Etats dudit Pays de Languedoc, en tous & chacuns leurs Droits, Immunités & anciens Privilèges , pour en jouir & user comme ils avoient fait par le passé , nonobstant tous les Arrêts du Parlement de Toulouse & des autres Compagnies de la Province , à ce contraires : Que c'est aussi par une suite de ce rapport immédiat des Peuples de la Province avec leur Souverain , que les États ont été , avant la réunion de la Province à la Couronne , comme ils n'ont pas cessé de l'être depuis , les seuls représentans & l'organe des Habitans de la Province , suivant l'expression de Sa Majesté , dans l'Arrêt de son Conseil du 22 Mai 1759 : Que ce glorieux caractère , que les États ne peuvent partager avec aucun autre Corps de la Province , annonce également l'essence & l'éten-*

due d'une *administration* qui embrasse les principaux objets du bonheur des Peuples , qui *tire elle-même un nouveau lustre de la dignité* des différens ordres qui composent les États , & qui est accompagnée , sous l'autorité immédiate de Sa Majesté , de toute celle qui lui est nécessaire , soit pour l'ordre & la décence de ses Assemblées , & de celles des assiettes des Diocèses , soit pour d'autres objets : Que c'est par une suite de ce caractère , que les États exposoient au feu Roi , que *c'étoit sur leurs représentations , que les Compagnies de Justice & de Finance de la Province , avoient été réglées pour leur Jurisdiction* , & que ce Prince décida en 1660 , que les États auroient l'honneur de lui rendre leurs hommages à Toulouse avant tous les autres Corps de la Province , sans en excepter le Parlement : Que c'est enfin par une suite de ce caractère , qu'en matière d'Imposition , la demande qui en est faite

au nom du Roi , & la Délibération qui est prise par eux , sont la seule forme d'imposer aux Peuples de la Province de nouvelles Charges, dont la levée & le recouvrement sont faits ensuite , en la manière accoutumée , sous l'autorité de Sa Majesté : de sorte que toutes les Impositions étant libres & volontaires en Languedoc, comme on l'a fait voir , & n'y étant point faites en vertu des Edits Burſaux , suivant la condition du Don gratuit , dont on a rapporté les termes , on ne ſçauroit révoquer en doute que la demande qui a été faite aux États au nom du Roi , indépendamment de toute autorité intermédiaire, du troiſième Vingtième , & des autres secours qui forment la Subvention générale , & la Délibération que les États ont prise , le 11 Décembre dernier , pour les accorder , ne ſoient absolument conformes à l'ordre ancien & primitif, qui doit toujours être inviolablement observé dans la

Province : Qu'on ne doit donc pas être surpris , après tout ce qu'on vient de dire , que les États ayent été persuadés , lors de leur Délibération du 31 Décembre dernier , que l'effet d'une prérogative , aussi précieuse qu'elle est ancienne & autorisée , ne pouvoit manquer de produire , dans l'esprit des Habitans de cette Province , une juste confiance , propre à en éloigner toute espèce d'alarme , à ranimer leur bonne volonté , si elle pouvoit être affoiblie , & à affermir l'observation des Règlemens relatifs à l'administration des États , qui forment les Loix , dont ils sont dépositaires , dans cette partie de l'autorité qui leur a été confiée , dont l'exécution , toujours légitime , éloigne tout soupçon d'abus , & qu'ils s'efforceront de conserver dans toute leur intégrité : Que c'est ce qui a obligé les États , en délibérant , d'avoir recours à la protection du Roi & à sa justice , d'enjoindre aux Officiers de la Province , d'agir suivant le devoir de leur Charge ,

ainsi que les circonstances pourront l'exiger , à l'effet de conserver lesdits Usages , Droits , Libertés & Privilèges ; de veiller à l'exécution des Délibérations des Etats , & à l'exaëte observation des Réglemens autorisés par Sa Majesté ; comme aussi d'enjoindre aux Assemblées des assiettes , aux Sieurs Commissaires des Diocèses , à leurs Officiers & aux Maires & Consuls des Villes & Communautés de la Province , d'y tenir la main chacun en droit soi. Requéroient à ces causes les Supplians , qu'il plût à Sa Majesté de maintenir & garder , en tant que de besoin , les Gens des Trois-états de ladite Province dans leurs Usages , Droits , libertés & Privilèges , avec défenses de leur donner , directement ni indirectement , aucun trouble dans l'exercice d'iceux , dont les Etats en Corps , tous ceux qui les composent ou qui agissent en exécution de leurs Délibérations & de leurs ordres , sont comptables immédiatement à Sa

Majesté , à peine de nullité & cassation de ce qui pourroit être fait au contraire ; ce faisant , ordonner qu'aucune Imposition & levée de Deniers , ne pourront être faites sur le général de la Province , ni sur les Villes & Communautés en particulier , ni sur les Habitans , en vertu d'aucuns Édits Burseaux , Déclarations , Jussions & autres Provisions contraires à ses Droits & Libertés , quand même elles seroient faites sur le général du Royaume , mais seulement sur la demande qui en sera faite aux États au nom de Sa Majesté , de laquelle ils dépendent sans aucun milieu , & après la Délibération qui sera prise sur cette demande ; pour la levée & le recouvrement en être , faits en la manière accoutumée , sous l'autorité immédiate de Sa Majesté : Ordonner enfin , en conséquence , que la Délibération , prise par les Gens des Trois-états de ladite Province, le 11 Décembre dernier, pour



accorder à Sa Majesté le troisième Vingtième , & les autres sommes qu'Elle leur a fait demander par ses Commissaires , & l'Arrêt de son Conseil du 2 Janvier 1760 , sur l'abonnement du troisième Vingtième , seront exécutés selon leur forme & teneur : auquel effet l'Arrêt qui interviendra sera imprimé , lû , publié & affiché par-tout où besoin sera , & enregistré au Greffe des États , & en celui des Sieurs Commissaires de Sa Majesté , pour être exécuté dans tout ce qu'il contient , nonobstant opposition & empêchemens quelconques , dont si aucuns interviennent , Sa Majesté est suppliée de se réserver la connoissance. Vu ladite Requête , l'Instruction de Sa Majesté à ses Commissaires aux États pour la demande du troisième Vingtième , & des autres sommes qui forment l'objet de la Subvention générale ; la Délibération desdits États , du 11 Décembre dernier , contenant leur

consentement à la levée du troisième Vingtième & des susdites sommes , en la forme énoncée en ladite Délibération ; l'Arrêt du Conseil donné en conséquence le 2 Janvier 1760 , sur l'abonnement du troisième Vingtième ; la Délibération des États du 6 Décembre 1759 , qui accorde le Don gratuit , avec les conditions sous lesquelles il est accordé ; & l'Ordonnance des Sieurs Commissaires de Sa Majesté pour accepter lescdites conditions ; la Délibération prise le 7 Janvier 1760 , sur l'Octroi des sommes qui forment l'ancienne Taille ; l'Arrêt du Conseil du 4 Septembre 1651 , & la Délibération du 31 Décembre 1759 , qui charge les Députés desdits États à la Cour , de se retirer vers Sa Majesté , pour le soutien & conservation de leurs anciens Usages , Droits , Libertés & Privilèges : Ouï le Rapport , & tout considéré ; LE ROI ÉTANT EN SON CONSEIL , ayant égard à

ladite Requête , & voulant donner à ses fidèles Sujets de sa Province de Languedoc , de nouvelles marques de la satisfaction qu'Elle a de leur zèle pour son service , & leur faire ressentir les effets de sa bonté & de sa justice , a maintenu & gardé , maintient & garde , en tant que de besoin , les Gens des Trois-états de ladite Province , dans leurs Usages , Droits , Libertés & Privilèges. Fait , Sa Majesté , défenses de leur donner , directement ni indirectement , aucun trouble dans l'exercice d'iceux , dont les les États en Corps , tous ceux qui les composent , ou qui agissent en exécution de leurs Délibérations & de leurs ordres , sont comptables immédiatement à Sa Majesté ; le tout à peine de nullité & cassation de tout ce qui pourroit être fait au contraire. Ordonne Sa Majesté , qu'aucune Imposition & levée de Deniers ne pourront être faites sur le Général de la Province , ni sur les Villes & Com-

munautés en particulier , ni sur les Habitans , en vertu d'aucuns Édits Burfaux , Déclarations , Juffions & autres Provisions contraires à fes Droits & Libertés , quand même elles feroient faites fur le général du Royaume , mais feulement fur la demande qui en fera faite aux États au nom de Sa Majesté , de laquelle ils dépendent fans aucun milieu , & après la Délibération qui fera prise fur cette demande , pour la levée & le recouvrement en être faits en la manière accoûtumée , sous l'autorité immédiate de Sa Majesté : Ordonne en conséquence Sa Majesté , que la Délibération prise par les Gens des Trois-états de ladite Province , le 11 Décembre dernier , pour lui accorder le troisiéme Vingtiéme , & les autres sommes qu'Elle leur a fait demander par les Commissaires , & l'Arrêt de son Conseil du 2 Janvier 1760 , sur l'abonnement du troisiéme Vingtiéme , seront exécutés selon leur

leur forme & teneur. Et fera le présent Arrêt imprimé, lû, publié & affiché par-tout où besoin-fera, & enregistré au Greffe des États & en celui des Sieurs Commissaires qui y président pour Sa Majesté, à l'effet d'être exécuté en tout le contenu en icelui, nonobstant oppositions & empêchemens quelconques, desquels, si aucuns interviennent, Sa Majesté s'est réservé la connoissance: Et seront sur le présent Arrêt toutes Lettres expédiées. FAIT au Conseil d'État du Roi, Sa Majesté y étant, tenu à Versailles le vingt-un Mars mil sept cent soixante. Signé P H E L Y P E A U X.

**L** O U I S, par la grace de Dieu, Roi de France & de Navarre: Au premier notre Huissier ou Sergent sur ce requis, Nous te mandons & commandons par ces Présentes, signées de notre main, de signifier à tous qu'il appartiendra, l'Arrêt ci-attaché sous le contre-Scel de notre

Chancellerie , cejourd'hui rendu en  
notre Conseil d'Etat , Nous y étant ,  
sur la Requête des Députés & Syndic  
général des États de notre Province  
de Languedoc , à ce qu'aucun n'en  
ignore ; & de faire en outre pour son  
entière exécution , tous commande-  
mens , sommations & autres Actes  
& Exploits nécessaires , sans autre  
permission : Car tel est notre plaisir.  
DONNÉ à Versailles le vingt-unième  
jour de Mars , l'an de grace mil sept  
cent soixante , & de notre Règne le  
quarante-cinquième , *Signé* LOUIS.  
*Et plus bas* , Par le Roi , PHELYPEAUX.  
Et scellé.

---

EXTRAIT DU REGISTRE  
des Délibérations des  
Gens des Trois-états de  
Languedoc , assemblés  
à Montpellier , par  
Mandement du Roi ,  
le 29 Novembre 1759.

Du 31 Décembre 1759.

Président , Monseigneur l'Archevêque  
& Primat de Narbonne , Comman-  
deur de l'Ordre du Saint Esprit.

**L**ES États alarmés par la crainte  
de voir donner atteinte à des  
Droits , Libertés & Privilèges aussi  
anciens que formellement & solem-  
nellement confirmés par les Rois , qui  
constituent essentiellement l'ordre &  
le Droit public de la Province en

matière d'Impositions, dont les États ne font usage que pour maintenir l'autorité du Roi, lui donner des preuves réelles des vrais sentimens que doivent avoir des Sujets fidèles & pleins de zèle pour le service de Sa Majesté & le bien de l'État; & concilier en même temps les véritables intérêts des Sujets avec l'obéissance qu'ils doivent à la volonté du Souverain, du concours de laquelle, avec le libre consentement des Peuples, dont les États sont les seuls représentans & l'organe, dépend sans aucun milieu, en Languedoc, l'établissement de toute espèce d'Imposition & levée de Deniers; étant d'ailleurs persuadés qu'une prérogative aussi précieuse, ne peut manquer de produire la juste confiance propre à éloigner des esprits des Habitans de cette Province, toute espèce d'alarmes, à ranimer leur bonne volonté, si elle pouvoit être affoiblie, & à affermir l'observation des Règlemens particu-



liers , relatifs à l'administration des États , qui forment les Loix dont ils sont dépositaires , dans cette partie de l'autorité qui leur a été confiée , dont l'exécution toujours légitime , éloigne tout soupçon d'abus , & qu'ils s'efforceront de conserver dans toute leur intégrité.

ONT délibéré d'avoir recours à la protection du Roi & à sa justice , contre toutes les entreprises qui auroient été faites , ou qui pourroient l'être , au préjudice des Usages , Droits , Libertés & Privilèges des États ; de charger en conséquence Messieurs les Députés à la Cour , de faire à ce sujet toutes les démarches qu'ils jugeront nécessaires ; d'enjoindre aux Officiers de la Province d'agir suivant le devoir de leurs Charges , ainsi que les circonstances pourront l'exiger , à l'effet de conserver lefdits Usages , Droits , Libertés & Privilèges ; veiller à l'exécution

des Délibérations des États & à l'exacte observation des Règlemens autorisés par Sa Majesté ; d'enjoindre pareillement aux Assemblées des Affiettes, à Messieurs les Commissaires des Diocèses, à leurs Officiers, & aux Maires & Consuls des Villes & Communautés de la Province, d'y tenir, chacun en droit soi, la main, & de prier Monseigneur l'Archevêque de Narbonne, d'agir de tout son pouvoir pour la défense des intérêts d'un Corps dont il est le Chef, & qui a éprouvé en tant d'occasions les effets de ses bons offices & de son crédit.

Signé † L'ARCHEVÊQUE DE NARBONNE  
Président. *Et plus bas*, Par Nosseigneurs des États. Signé CARRIERE,  
Greffier.

*Collationné aux Originaux, par  
Nous Ecuyer, Conseiller-Secrétaire du Roi, Maison, Couronne de France & de ses Finances.*

## O B J E T S

D E

## R E M O N T R A N C E S.

*Arrêtés le 28. Juillet. 1760. au sujet de  
l'Arrêt du Conseil du 21. Mars.*

I<sup>o</sup>.

**Q**UE le nouveau système exposé dans la Requête des Députés & Syndic des Gens des Trois-états de la Province de Languedoc, sur laquelle a été rendu l'Arrêt du Conseil du 21. Mars dernier, change la nature des privilèges de la Province, & la prive des droits nationaux, dont elle a toujours joui.

Que ce système blesse encore plus l'autorité du Roi que la Délibération des Etats du 11. Décembre dernier.

Que cette Délibération attaquoit les formes de la législation , & que le nouvel Arrêt attaque la législation elle-même.

## I. I<sup>o</sup>.

QUE tous les Sujets dudit Seigneur Roi reposent également sous son autorité souveraine , & que toutes les Provinces unies à la Couronne , & incorporées à la Monarchie , ne forment avec la Nation françoise qu'un seul & même état.

Que le Languedoc ayant ce double avantage a un double droit dans l'établissement des nouvelles Impositions qu'il ne faut pas confondre avec le Don gratuit. Le droit national , suivant lequel aucune nouvelle Imposition ne peut être établie qu'en vertu d'une Loi dûment vérifiée ; le droit provincial qui consiste dans la nécessité du consentement des Gens des Trois-états aux nouvelles

Impositions ; & que c'est ce double droit qui distingue les Pays d'Etats.

### I I I<sup>o</sup>.

QUE la plus inviolable de toutes les Loix en genre d'administration est qu'aucune nouvelle Imposition ne peut être faite que dans les formes anciennes prescrites par le droit public national , qui ne peut être divisé ni varier dans les Provinces du Royaume sans diviser l'autorité du Souverain & la Nation elle-même.

### I V<sup>o</sup>.

QUE le concours de deux conditions a toujours été nécessaire en Languedoc pour l'établissement des nouvelles Impositions , la volonté du Prince attestée par une Loi dûement vérifiée , & le consentement des Gens des Trois-états ; qu'ils n'ont jamais perdu de vûe de rétablir ce

concours lors des différentes interruptions qu'il a éprouvées ; qu'on en trouve la preuve dans un grand nombre d'Arrêts rendus par le Parlement à leur requête , & dans tous les Procès-verbaux de leurs Assemblées.

### V<sup>o</sup>.

QUE parmi tous les Titres cités dans la Requête des Députés & Syndic des Gens des Trois-états, il n'en est aucun qui ne prouve ou ne suppose la nécessité d'une Loi préalable à l'établissement de toute nouvelle Imposition dans la Province.

Que la Déclaration du 31. Juillet 1648. portant qu'aucunes nouvelles Impositions ne peuvent être faites qu'en vertu d'Edits bien & dûement vérifiés, est une Loi propre à la Province.

### V I<sup>o</sup>.

QUE le troisième article des con-

ditions de la Délibération des Etats sur le Don gratuit n'exclut que les Edits , Déclarations , Jussions dont il ne seroit pas donné connoissance aux Etats à l'effet de leur demander leur consentement.

### V I I<sup>o</sup>.

*Q U E toutes les fois qu'il s'est agi d'établir une nouvelle Imposition dans la Province, nos Rois ont chargé leurs Commissaires de donner connoissance aux Etats de l'Edit ou Déclaration qui en ordonnoit l'établissement dans tout le Royaume, à l'effet que les Etats y donnassent leur consentement. (a)*

Qu'ils n'ont jamais eu le pouvoir de délibérer sur une nouvelle Imposition sans une Loi préalable.

### V I I I<sup>o</sup>.

*Q U' I L S s'expliquent à cet égard*

(a) Représentations des Etats de 1750.

d'une manière bien précise dans leurs Délibérations du 26. Juin & 4. Août 1649. au sujet de la Déclaration du 31. Juillet 1648. par laquelle il est expressement porté, disent-ils, que nuls Edits & Déclarations ne pourront avoir lieu à l'avenir ni être exécutées qu'elles n'aient été préalablement vérifiées en ladite Cour de Parlement. . . . conformément à l'ancien usage & ordre du Royaume, en quoi consiste le bien & le repos des Peuples qui ne seront jamais surchargés, & obéiront avec respect aux ordres de Sa Majesté quand ils les verront approuvés & vérifiés par ceux que de tout temps les Rois ont établis comme dépositaires de leurs volontés.

Qu'ils ne pensoient point qu'il n'y a en Languedoc aucune autorité intermédiaire entre Sa Majesté & les Etats de ladite Province qui soit en droit de prévenir les suffrages de cette Assemblée. (a)

(a) Requête des Députés & Syndic.



QUE les Loix générales du Royaume seront toujours le plus ferme appui des privilèges des Provinces.

Que la volonté du Roi manifestée aux Etats par une Loi peut seule former cet honorable concours, ce rapport, cet engagement dont les Etats sont si justement jaloux.

Qu'ils ne cesseront point d'être les représentans & l'organe des Habitans de la Province, lorsque les autres Corps, selon le degré de leur pouvoir, participeront à ce glorieux caractère.

Que le Parlement conservera toujours l'autorité que lui donne sur tous les Sujets dudit Seigneur Roi dans l'étendue de son Ressort, le ministère auguste qu'il y exerce en son nom; que cette autorité ne reçoit aucune diminution (a) pendant l'As-

(a) Plaidoyer de M. de Lamoignon du 14. Janvier 1719.

semblée , même des Etats généraux ; qu'il en a toujours usé avec succès pour le bien de la Province , & qu'il suffit d'indiquer aux Etats leurs Procès-verbaux & la dernière Histoire du Languedoc faite sous leurs yeux.

## X°.

QUE son Parlement secondera toujours le zèle des Etats pour le rétablissement de l'ordre ancien des Jurisdictions , & qu'il a toujours éprouvé que les véritables principes prévalent sur de nouveaux systèmes. ( a )

Qu'il rappellera comme une époque honorable , qu'ayant rendu en 1660. ses hommages au Roi , après tous les autres Corps , il eut l'avantage de mettre le sceau aux protestations de fidélité de tous les ordres de la Province.

( a ) Déclaration du 19. Juillet 1757. sur le Domaine.

X I<sup>o</sup>.

QUE le dispositif de l'Arrêt du Conseil , relatif en tout à la Requête qui le précède , assure aux Etats une indépendance absolue de la Justice souveraine dudit Seigneur Roi.

Qu'on y a confondu les nouvelles Impositions avec le Don gratuit , & fait renoncer ledit Seigneur Roi à tout pouvoir législatif en Languedoc en matière de nouveaux Subsidés.

Qu'on y remarque la même contradiction que dans la Requête sur lequel il a été rendu , puisqu'il autorise une Délibération qui n'est fondée que sur un Edit.

X I I<sup>o</sup>.

QUE son Parlement est justement allarmé de tout ce qui blesse l'Autorité Royale en quelque forme que

que ce puisse être, & qu'il ne doit rien négliger pour faire révoquer un Arrêt qui détruit également cette Autorité & les vrais Privilèges de la Province.

TRÈS-HUMBLES  
ET TRÈS-RESPECTUEUSES  
REMONSTRANCES

*QUE présentent au ROI, notre très-honoré & Souverain Seigneur, les Gens tenant sa Cour de Parlement à Toulouse.*

SIRE,

UN Arrêt rendu dans votre Conseil le 21. Mars dernier aussi contraire aux Droits & Priviléges de votre Province de Languedoc, qu'à votre Autorité, ramene votre Par-

lement au pied du Trône : inviolablement attaché à ces Droits précieux , il les regarde comme une portion principale du dépôt que vous lui avez confié , & ils lui sont d'autant plus chers , qu'il reconnoît que le genre d'administration qu'ils ont conservé dans la Province , est le plus utile au bien de votre service.

Il verra toujours , SIRE , avec une nouvelle satisfaction , tout ce qui aura pour objet de les maintenir ; mais il ne sçauroit dissimuler les conséquences des principes exposés dans la Requête sur laquelle a été rendu le nouvel Arrêt.

Le système qu'il autorise change la nature de ces Privilèges , les tourne contre la Province elle-même en la dépouillant des Droits nationaux dont elle a toujours joui , & attaque encore plus directement , que la Délibération du 11. Décembre , le pouvoir législatif qui réside dans

la personne seule de Votre Majesté. \*

Cette Délibération détruisoit les formes essentielles de la législation, en ordonnant l'exécution d'un Edit non vérifié par votre Parlement ; le nouvel Arrêt détruit la législation elle-même en vous faisant renoncer dans le Languedoc au droit de donner des Loix à vos Peuples en matière de nouvelles Impositions , à ce Droit le plus inhérent à votre Sceptre , le plus incommunicable , & qui est le fondement de toute administration dans l'Etat.

Tous vos Sujets , SIRE , reposent sous votre Autorité souveraine & sous les Loix dont vous êtes l'unique source ; parmi ces Loix , il en est de

\* Il faut observer que les Etats , convaincus de la solidité des principes établis dans les Arrêtés du 5, Janvier , concernant la vérification & la publication des Loix , ne soutiennent plus qu'ils peuvent ordonner l'exécution d'un Edit non vérifié , mais qu'ils prétendent qu'il ne faut point de Loi en Languedoc pour y établir de nouvelles Impositions. Tel est le nouvel état de la question.

générales sur lesquelles tous les Français ont un droit égal ; nées avec la Nation , elles en lient intimement toutes les parties , pour les rendre inféparables de Votre Majesté , & on ne peut y déroger sans rompre cette unité qui fait l'essence & la force du pouvoir monarchique ; ainsi toutes les Provinces qui sont non-seulement unies à la Couronne , mais encore incorporées à la Monarchie , ne forment qu'un seul & même Etat , & doivent être régies par les mêmes Loix , en conservant les Privilèges qui leur sont propres.

Le Languedoc , qui a ce double avantage , a donc un double droit dans l'établissement des nouvelles Impositions qu'il ne faut pas confondre avec le Don gratuit.

Le Droit général du Royaume , ou le Droit national , suivant lequel aucun nouveau tribut ne peut être établi qu'en vertu d'une Loi dûment vérifiée ; les Représentans du



Peuple de cette Province ne peuvent le faire renoncer à ce Droit primitif.

Le Droit qu'on peut appeller provincial , qui consiste dans la nécessité du consentement des Gens des Trois-états aux nouvelles Impositions ; Droit particulier aux Pays d'Etats , & qui les distingue des autres Provinces.

Si ce consentement intervient , il n'ajoute aucun degré de perfection à la Loi , & ne fait que lever l'obstacle qu'opposoit à son exécution l'immunité du Pays.

Dans le cas contraire , les doléances des Gens des trois états ne blessent en rien l'autorité du Législateur , qui par une condition tacite réserve & ménage leurs Privilèges , en faisant dépendre l'exécution de la Loi de leur Délibération libre & volontaire.

Cette Délibération , S I R E , ne détruit cependant ni les Droits de votre Souveraineté , ni l'obligation

de vos Sujets qui vous doivent tous un juste tribut , & qui ne peuvent se refuser à des besoins réels que par leur impuissance.

Dans les Pays où les Etats ne s'assembleront plus , la vérification des nouvelles Impositions , suppose , supplée , & renferme l'acceptation ou le consentement des Peuples , au lieu que deux Corps différens veillent dans les Pays d'Etats à leur intérêt : Votre Parlement , S I R E , en vérifiant la Loi qui ordonne ces nouvelles Impositions : les Gens des trois états en réglant leur consentement sur la connoissance particulière que leur donne de la possibilité de l'exécution , le détail de l'administration économique dont ils sont chargés.

Enlever aux Pays d'Etats les avantages attachés à la nécessité de la vérification des Loix burfales , ce seroit , contre l'intention de Votre Majesté , les priver d'un secours bien plus puissant que celui qu'ils peu-

vent trouver dans leurs doléances ; feroit-il possible de regarder comme un privilège , ce qui tendroit à les exposer à des Impositions plus fortes & plus fréquentes.

Vous êtes , S I R E , le seul Législateur dans votre Royaume , & la plus inviolable de toutes les Loix en genre d'administration , est qu'aucune nouvelle Imposition ne peut être faite que dans les formes anciennes prescrites par le droit public national , établi , confirmé , consacré par nos Rois pour l'utilité commune ; & ce droit fondamental ne sçauroit être divisé , ni varier dans les Provinces qui forment le Corps de la Monarchie , sans diviser & votre Autorité & la Nation elle-même.

Ainsi nos Rois , *qui possèdent seuls toute l'autorité pour régir avec bonté les Peuples qui leur sont sujets* , \* n'ont jamais pû , sans blesser les droits de leur Souveraineté , traiter avec les

\* Edit du mois de Décembre 1659.

Peuples de la Province de Langue-  
doc en matière de nouvelles Impo-  
sitions qu'en Législateurs & en Ju-  
ges , & par conséquent par des Loix  
authentiques , & non par de simples  
Commissions incapables par elles-  
mêmes, d'attester leurs volontés léga-  
les , & de les prémunir contre les  
surprises.

Le pouvoir de donner des Loix  
en ce genre attaché à leur qualité de  
souverains Administrateurs du Ro-  
yaume, *leur appartient avec justice  
générale & politique , qui soutient le  
Corps de leurs Etats..... en gardant  
les mesures différentes que les anciens  
Reglemens ont introduits dans les Pro-  
vinces.*

Ces expressions , S I R E , sont  
empruntées de l'Edit du mois de  
Décembre 1659. que les Etats re-  
gardent comme un des plus précieux  
de leurs Titres , on y reconnoît le  
même principe que celui des Or-  
donnances

donnances de Moulins \* & de \*\* Blois , qui ne font que renouveler & confirmer le Droit ancien , en déclarant qu'il *n'appartient* qu'à nos Rois de lever des deniers dans leur *Royaume* , que faire autrement seroit entreprendre sur leur autorité défendant à tous leurs Sujets , quelque autorité qu'ils ayent de lever , ou faire lever aucuns deniers sans *Lettres-Patentes précises & expresses* à cet effet : & enjoignant aux Procureurs - Généraux de faire Instance & Poursuite contre les Contrevenans.

Tel est , SIRE , l'esprit du Gouvernement Français , telle sa constitution essentielle , dont on trouveroit des preuves dans les temps les plus reculés , ainsi que dans l'usage constamment observé depuis le rétablissement de l'ordre ancien du Royaume , qui par un heureux retour aux règles a rendu à nos Rois la pléni-

\* Article 23.

\*\* Article 275.

tude de l'exercice de leur pouvoir ;  
 & aux Peuples l'ineffimable avan-  
 tage de reconnoître à des marques  
 certaines leurs volontés toujours  
 justes & toujours dirigées par leur  
 bonté & leur amour pour leurs  
 Sujets.

Ces principes incontestables ont  
 toujours dû servir de règle à l'Ad-  
 ministration confiée aux Etats de  
 votre Province de Languedoc.

Le concours de deux conditions \*  
 a toujours été nécessaire pour y éta-  
 blir légitimement de nouvelles Im-  
 positions : la volonté de nos Rois  
 attestée par une Loi dûement véri-  
 fiée & publiée dans les formes pres-  
 crites ; & le consentement libre &  
 volontaire des Gens des Trois-états  
 dont cette Loi doit faire l'objet  
 sans l'entraîner ni le contraindre.

\* Ces deux conditions sont exprimées dans plu-  
 sieurs Délibérations des Etats, & notamment dans  
 la Délibération du 5. Décembre 1710. rapportée  
 à la fin des Présentes.

La seconde de ces conditions dans laquelle consistent leurs Privilèges , ne leur a jamais paru utile au bien de la Province , qu'autant qu'elle n'étoit point séparée de la premiere. Ils n'ont jamais perdu de vûe de rétablir ce concours , lors des différentes interruptions qu'il a éprouvées , & pour parvenir à faire revivre l'ordre ancien renouvelé depuis plus d'un siècle d'une maniere permanente , ils ne cessoient de réclamer contre les Commissions extraordinaires , non-seulement parce qu'en vertu de ces Commissions on faisoit de nouvelles levées sans leur consentement , mais même parce qu'elles étoient exécutées sans avoir été préalablement vérifiées.

On en trouve la preuve dans un grand nombre d'Arrêts de votre Parlement demandés par les Etats , tels que celui du 5. Juin 1598. rendu à la requête du Syndic Général du Pays de Languedoc , qui fait dé-

fenfes à toutes Personnes , de quelle qualité & condition qu'elles soient , de se ingérer à l'exécution des Edits , ne aux Charges introduites par iceux Edits , sans être préalablement iceux Edits vérifiés & publiés.

L'Arrêt du même jour rendu aussi sur la Requête présentée par le Pays de Languedoc , fait défenses d'exécuter certains Décrets contre les Syndics dudit Pays pour s'être opposés à l'exécution de certains Edits non vérifiés par le Parlement.

Celui du 26. Janvier 1636. qui sur la Requête du Syndic Général de Languedoc , fait défenses de contrevenir à l'Edit & Arrêt y énoncés , concernant les Impositions & Reparitions , & Divertissement de deniers.

L'Arrêt du 8. Janvier 1649. qui ayant égard à la Requête du Syndic Général du Pays de Languedoc , ordonne qu'il sera informé contre ceux qui ont fait la levée & exigé les droits de vingt sols par setier Bled



dans la Ville de Narbonne & ailleurs , *faisant défenses à toutes personnes de continuer la dite levée à peine de 4000. liv. de concussion & d'autre arbitraire.*

L'Arrêt du 27. Juillet 1649. qui faisant droit sur la Requête du même Syndic , ordonne la continuation des Procédures commencées concernant les concussions commises en exécution des Commissions non registrées en la Cour.

Nous devons, S I R E , ajouter à ces Arrêts qui se sont offerts aux premières recherches plusieurs Délibérations des Etats , entre autres la Délibération par laquelle ils députerent en 1597. l'Evêque de Saint Pons , un Syndic & un Consul aux Cours supérieures de la Province , pour les prier d'interdire les Commissions extraordinaires. \*

Celle du 18. Octobre 1606. par laquelle ils délibérèrent de se pour-

\* Histoire du Languedoc , tom. 5. pag. 487.

voir au Parlement pour obtenir la cassation & révocation d'une Commission donnée pour l'exécution de plusieurs Edits de 1571. révoqués en 1584. \*

La Délibération du 5. Janvier 1616. de laquelle il résulte que les Fermiers du Convoi de Bordeaux ayant surpris, le 21. Mai 1615. un Arrêt du Conseil qui cassoit plusieurs Arrêts du Parlement rendus à la requête des Syndics du Pays, & portant défenses de lever un Subside sur le Vin qui n'étoit point établi par une Loi vérifiée au Parlement ; il fut arrêté par les Etats, que les Députés qui iront en Cour se pourvoiront contre ledit Arrêt, par tout où il appartiendra ; & que le Roi sera très-humblement supplié de faire levée dudit Subside : comme aussi ladite Cour de Parlement d'y pourvoir, attendant que Sa Majesté en ait ordonné : ledit Syndic du Pays ouï, à qui il est enjoint de

*faire mettre à exécution ce qui sera obtenu. \**

Il est nécessaire d'observer que si depuis le milieu du dernier siècle on ne trouve ni de pareils Arrêts, ni de semblables Délibérations, c'est que les Commissions extraordinaires qui avoient excité dans tous les tems les Plaintes des Etats, cessèrent d'avoir lieu dans la Province, aucune nouvelle Imposition n'y ayant été établie depuis la Déclaration du 31. Juillet 1648. sans Edit dûement vérifié.

L'attachement, SIRE, que votre Parlement a montré dans toutes les occasions à la Loi de l'Enregistrement, en matière d'Imposition, a été plus d'une fois approuvé par nos Rois, & particulièrement par une Lettre que Louis XIII. lui écrivit le 10. Juillet 1635. datée de Fontainebleau, dans laquelle ce Prince confirma solennellement & en grande

connoissance de Cause , l'Arrêt du 21. Mars précédent , qui avoit ordonné qu'il seroit sursis à l'exécution desdites Commissions ; ( elles ordonnoient de nouvelles levées ) jusqu'à ce qu'autrement par Sa Majesté en ait été ordonné : Enjoignant en outre , aux Porteurs desdites Commissions d'icelles remettre devers la Cour suivant les précédens Arrêts , à peine de faux. \*

On ne sçauroit donc soutenir , S I R E , sans une double erreur , & de droit , & de fait , qu'il n'y a autre chose à considérer en Languedoc , en matiere d'Impositions , que la demande faite aux Etats , au nom du

\* On trouve dans les Registres du Parlement , où cet Arrêt est rapporté , la Note suivante paraphée par le Président qui avoit signé l'Arrêt.

Cet Arrêt du 21. Mai 1635. envoyé par la Cour au Roi par commandement de Sa Majesté , & depuis ayant été renvoyé par Sa Majesté , qui l'a approuvé & jugé avoir été donné pour le bien de son service , par sa Lettre écrite au Parlement du 10. Juillet 1635. donnée à Fontainebleau , & transcrite dans le Registre de la Cour , est remis ici le 20. Juillet 1635.

Roi , des secours que les besoins de l'E-  
 tat rendent nécessaires , & la Délibéra-  
 tion que les Etats prennent sur cette de-  
 mande ; que cette forme est la seule qui  
 ait été observée dans la Province ,  
 qu'elle est la suite & la preuve de l'u-  
 sage dans lequel ont toujours été les  
 Peuples du Languedoc , de s'assembler  
 pour s'imposer librement , & volontai-  
 rement les secours qu'ils accordent à  
 leurs Souverains , & non en vertu  
 d'aucuns Edits Bursaux , & que c'est  
 ce qui constitue essentiellement le Droit  
 public de la Province auquel il n'a été  
 dérogé par aucune Loi , ni accord qui y  
 soit contraire. \*

Ces Propositions nouvelles dans  
 toutes leurs parties excluent la né-  
 cessité de toute Loi quelconque , soit  
 avant la demande faite aux Etats , &  
 leur Délibération , soit après l'une  
 & l'autre , & substituent des for-

\* Requête des Députés & Syndics des Trois-  
 états , pag, 4.

malités accessoiress à l'établissement légal qui doit les précéder.

Les Habitans de votre Province de Languedoc ne sçauroient y reconnoître ni leurs Usages ni leurs Priviléges; ils sçavent qu'ils n'ont jamais pû s'assembler de leur autorité , *ni s'imposer les secours qu'ils accordent à leur Souverain à titre de Tributs*; ces termes impropres lorsqu'il s'agit de nouvelles Impositions , & qu'on ne pourroit appliquer qu'à ce qui est Don gratuit , ne se trouvant dans aucun de leurs titres.

Il n'en est aucun , SIRE , parmi ceux mêmes qui sont cités dans la Requête de leurs Députés , qui ne prouve ou ne suppose la nécessité d'une Loi préalable à l'établissement de toute nouvelle Imposition dans la Province.

Suivant les Lettres - Patentes du mois de Mars 1483. *aucuns deniers ne seront mis sans l'Assemblée &*

*Oùtroi des Gens des Trois-états d'iceluz  
Pays. \**

Ces mots , *ne seront mis* , ne peuvent indiquer , SIRE , d'autre autorité que la vôtre , comme ces derniers , *sans l'Assemblée d' Oùtroi* , expriment les vrais Privilèges de la Province.

Il en est de même de l'Edit du mois d'Octobre 1649. qui porte , *qu'aucune somme ne puisse être imposée sur icelle Province , qu'elle n'ait été délibérée d' consentie en l'Assemblée desdits Etats.*

Pour bien connoître l'esprit de cet Edit , il est nécessaire de rappeler qu'il fut sollicité & obtenu par la même Assemblée qui reconnut que la Déclaration du 31. Juillet 1648. portant , *qu'aucuns nouvelles Impositions ne puissent être faites à l'avenir , qu'en vertu d'Edits bien d' dûement vérifiés* , \* étoit la Loi la plus utile

\* Registres du Parlement.

\*\* Procès-verbal des Etats de 1649.

que le Roi eût pû accorder à ses Peuples de Languedoc.

On chercheroit vainement , SIRE , à affoiblir l'autorité de cette Déclaration , puisqu'elle n'exprime dans l'Article cité , qu'un droit incontestable de votre Souveraineté , & que cet Article a été constamment observé en Languedoc : aucune nouvelle Imposition n'y ayant été établie depuis , qu'en vertu d'Edits bien & dûement vérifiés.

L'Edit du mois de Décembre 1659. confirme la même Maxime déjà consacrée par les Loix les plus anciennes. *Et combien , dit la Déclaration de Charles VII. du 26. Février 1443. \* que tous les deniers qui sont mis sus , & levés en iceux Pays. . . . pour donner provision à la Cause publique de notre Royaume. . . . & que par ce moyen tous les Habitans , es Mettes de notre Pays de Languedoc , doivent contribuer ausdites Tailles ,*

\* Registres du Parlement.



*Aydes , Impôts & Subsidés qui de par nous sont levés , &c.*

*Que quand aucune somme se mettra sus de par nous sur nos Sujets , & que quand on en fera le département audit Pays de Languedoc , &c. \**

Il résulte , S I R E , de toutes ces Loix , que vous avez seul le pouvoir d'imposer en Languedoc de nouveaux Subsidés ; & que les Etats , en consentant librement & volontairement à l'exécution des Edits , Déclarations ou Lettres-Patentes qui les établissent , conservent leurs Privilèges par les témoignages mêmes & les preuves de leur obéissance.

Il est difficile de comprendre que leurs Députés ayent pû se persuader de pouvoir changer cette forme ancienne , en appliquant à toutes les nouvelles Impositions , le troisième Article des conditions de leur Délibération sur le Don gratuit.

Cet Article n'est point susceptible

\* Lettres-Patentes du mois de Mars 1483.

de l'interprétation qu'ils lui donnent. Limité à son objet, il ne sçau-  
roit être étendu à ce qui n'est ni de-  
mandé ni accordé au même titre, ni  
détruire ou affoiblir les Loix publi-  
ques qui ont prévû l'établissement  
des nouvelles Impositions, & pres-  
crit la seule forme en laquelle elles  
doivent être faites, qui n'est autre  
qu'une Loi bien & dûement vérifiée.

Il est d'ailleurs certain que les  
Etats n'ont jamais entendu exclurre  
par cet Article, que les Edits, Dé-  
clarations, Jussions, dont il ne leur  
feroit point donné connoissance, pour  
leur demander leur consentement à  
l'exécution d'*iceux*. Ce sont les seuls  
Edits qu'ils ont regardés, comme  
*contraires à leurs Droits & Privilèges* :  
tous leurs Procès-verbaux en four-  
nissent la preuve la plus expresse.  
On voit dans celui du 16. Janvier  
1734. qu'ils étoient si éloignés de  
prétendre que toute Loi qui établis-  
soit de nouvelles Impositions en

Languedoc , étoit contraire à leurs Privilèges , qu'ils se plainquirent de ce que la Déclaration du 17. Novembre 1733. pour la levée du Dixième , ne leur avoit pas été présentée. Ils craignoient que cette Déclaration ne fut exécutée dans la Province , *sans leur consentement , contre leur ancien Privilège réservé dans la Délibération sur le Don gratuit ; & ils en rappellerent la troisième condition , dans un des Mémoires inférés dans le même Procès-verbal en ces termes.*

*Les Délibérations ( est-il dit dans ce Mémoire ) qui accordent le Don gratuit , portent précisément la condition que nulles Impositions ni levées de deniers ne pourront être faites sur le général de la Province , sur les Villes & Communautés en particulier , ni sur les Habitans , en vertu d'aucuns Edits Bursaux , Déclarations , Jus-  
sions & autres Provisions contraires à ses Droits & Libertés , quand même*

*elles regarderoient le général du Royaume*, SANS LE CONSENTEMENT DES ÉTATS, EN CONSÉQUENCE DE LEUR ANCIEN PRIVILÈGE.

Ce Mémoire , envoyé par un Courrier pendant la tenue des États au Ministre de vos Finances , eut tout le succès qu'ils devoient en attendre. La Déclaration qu'ils demandoient , leur fut présentée : & ce Ministre leur répondit par sa Lettre du 24. Janvier 1734, qu'il n'avoit pas été possible de faire mention de cette Imposition dans les Instructions qui avoient été adressées aux Commissaires de Votre Majesté, parce que cette Déclaration n'avoit été envoyée aux Parlemens & à celui de Toulouse , que dans les premiers jours de Janvier , & par conséquent près de trois semaines après l'ouverture de leur Assemblée.

Cette clause , *sans le consentement des Etats en conséquence de leur ancienne*

*Privilège*, qui termine le Mémoire qu'ils avoient envoyé, démontre bien clairement que le troisième Article des conditions de leur Délibération sur le Don gratuit, n'exclut que les Édits qui ne leur seroient point présentés, & qui seroient exécutés dans la Province, sans leur consentement.

En effet, ils n'avoient jamais prétendu, en disant que nulles Impositions ne peuvent être faites en vertu d'aucuns Édits Burfiaux, qu'aucune Loi ne peut avoir lieu en Languedoc en matière d'Impositions; puisqu'ils ajoûtoient toujours, ce qui a été omis ou supprimé dans la Requête des Députés & dans le dispositif de l'Arrêt: *Que toutes les fois qu'il s'est agi d'établir une nouvelle Imposition dans la Province, nos Rois ont chargé leurs Commissaires de donner connoissance aux Etats de l'Edit ou L'éclaircissement qui en ordonnoit l'établissement dans le Royaume, à l'effet que*

*les Etats y donnassent leur consentement. \**

C'est ainsi que les États parloient de leurs Privilèges en 1750, d'après tous les Procès Verbaux de leurs Assemblées tenues pendant tout le Règne de votre Auguste Bisaïeul, & celui de Votre Majesté. Ils ne supposoient point que le Peuple est, en Languedoc, son propre Législateur. Ils n'ont jamais délibéré sur une nouvelle Imposition, qu'en vertu d'un Edit, ou d'une Déclaration préalable : & sans entrer dans le détail qu'exigeroit de nous la contradiction qui se fait remarquer à chaque ligne de la Requête des Députés avec tous ces Procès Verbaux, nous nous contenterons, SIRE, de mettre sous vos yeux leurs Délibérations \*\* sur la Capitation, le Dixième, les Octrois des Villes, le Cinquantième & les

\* Représentations des Etats de 1750.

\*\* Toutes ces Délibérations sont rapportées par Extraits à la fin des présentes Remontrances.

Vingtièmes ; & il nous suffira de rappeler ici la manière dont ils s'exprimoient par la bouche de leur Syndic , dans leur Délibération du 4. Août 1649 , \* au sujet de la Déclaration du 31 Juillet 1648 , dont ils avoient rapporté , dans une Délibération précédente , \*\* l'Article déjà cité , portant : *Qu'aucunes nouvelles Impositions ne puissent être faites à l'avenir , qu'en vertu d'Edits bien & dûement vérifiés.*

Par ces Déclarations du Roi , ( est-il dit dans la Délibération du 4 Août ) qu'il a plu à sa bonté , de son propre mouvement , & sans en avoir été requis ni interpellé , accorder à ses Fidèles Sujets du Ressort dudit Parlement de Toulouse , il est expressement porté : *Qu'aucuns Edits & Déclarations ne pourroient avoir lieu à l'avenir , ni être exécutés , qu'ils n'aient été préalablement vérifiés en ladite Cour de Parle-*

\* Voyez aux preuves.

\*\* Voyez aux preuves.

*ment , & autres où besoin sera , conformément à l'ancien Usage & Ordre du Royaume.*

Tout respire , dans ces Délibérations , l'attachement & le respect des Gens des Trois-états de Languedoc , pour l'ancien Usage & Ordre du Royaume , dont l'observation leur paroît nécessaire dans l'établissement des nouvelles Impositions , afin que les Peuples ne soient jamais surchargés ; & dont ils ne cherchent pas à s'affranchir pour conserver leurs Privilèges , puisqu'ils regardent la Déclaration du 31 Juillet 1648 , comme une Loi qui leur est propre.

C'est cet ordre ancien , SIRE , qu'ils réclamoient si souvent dans cette même Assemblée , pour obtenir la révocation de l'Édit de Beziers. Outre les raisons , disoit leur Président , en répondant aux Commissaires , qui leur apportotent la révocation de cet Édit , outre les raisons générales , nous trouvons dans les Décla-



*rations de l'année précédente , la révocation entière de l'Edit de Beziers , puisqu'il n'avoit pas été vérifié , suivant le desir d'icelles , dans le Parlement de Toulouse. \**

*Ils ne croyoient point alors que si , dans le reste du Ressort du Parlement de Toulouse , & dans les autres Provinces du Royaume , les Impositions & Levées des Deniers , sont faites en vertu des Edits & Déclarations qui en ordonnent l'établissement , & qui sont enregistrés dans les Cours , elles ne pourroient l'être en Languedoc de cette manière , sans anéantir le Privilège des Etats sur le fait des Impositions , ou plutôt l'Usage ancien & les Loix fondamentales de la Province. \*\**

*Ils reconnoissoient , SIRE , que cet Usage ancien , & ces Loix fondamentales de la Province , ne pourroient subsister , qu'autant qu'elles*

*\* Procès Verbal de l'Assemblée de 1649 , du Mercredi 22 Septembre.*

*\*\* Requête des Députés & Syndics , page 116.*

seroient conformes à l'ancien Usage & l'Ordre du Royaume , en quoi consiste ( disoient-ils ) le bien & le repos des Peuples , QUI NE SERONT JAMAIS SURCHARGÉS, & OBÉIRONT, AVEC RESPECT, AUX ORDRES DE SA MAJESTÉ , QUAND ILS LES VERRONT APPROUVÉS ET VÉRIFIÉS PAR CEUX QUE DE TOUT TEMPS LES ROIS ONT ÉTABLIS COMME DÉPOSITAIRES DE LEURS VOLONTÉS. \*

Ils ne pensoient point qu'il n'y a en Languedoc aucune autorité intermédiaire entre Sa Majesté & les Etats de ladite Province, qui soit en Droit de prévenir les suffrages de cette Assemblée. \*\*

Ne semble-t'il pas au contraire qu'ils n'étoient occupés qu'à se prémunir contre les surprises: bien éloignés de méconnoître l'autorité de votre Parlement , qui ne sçauroit prévenir leurs Suffrages , que pour le véritable bien de la Province.

\* Délibération du 4 Août 1649.

\*\* Même Requête , page 13. & 14.

Ils étoient persuadés de la nécessité de la médiation de ce Corps toujours subsistant , qui , par la nature de sa constitution , la stabilité & la continuité de ses Séances , leur paroissoit bien plus capable de concilier les besoins des Peuples avec les Droits du Souverain , qu'une Assemblée qui n'a ni les mêmes devoirs, ni les mêmes fonctions ; & qui , n'ayant qu'une existence limitée , ne sçauroit éviter les inconvéniens sans nombre d'une précipitation forcée.

De-là l'intérêt sensible des Païs d'États à multiplier les voix , pour porter aux pieds du Trône les Supplications & les Doléances des Peuples : de-là cette crainte de ne pouvoir les garantir des surcharges , & s'acquitter de ce qu'ils leur doivent , sans le secours de ceux *que de tout temps les Rois ont établis comme Dépositaires de leurs volontés.*

Les Loix générales du Royaume seront toujours, SIRE, le plus ferme

appui des Privilèges des Provinces. Votre volonté manifestée aux Pais d'Etats par des Loix authentiques , peut seule former cet honorable concours , dont ils sont si justement jaloux , ce rapport , cet engagement libre & volontaire qu'ils prennent immédiatement avec Votre Majesté ; \* & ils ne cesseront point , en se conformant à l'Ordre ancien , d'être les Représentans & l'Organe des Habitans de la Province. Mais les autres Corps qui y sont établis , participeront toujours à ce glorieux caractère, selon le degré de leur pouvoir , à cette administration qui embrasse les principaux objets du bonheur des Peuples , qui tire elle-même un nouveau lustre de la dignité des différens Ordres qui composent les Etats : Et votre Parlement , qui ne connoît d'autre grandeur & d'autre gloire , que le dépôt inviolable de cette Autorité sacrée qu'il a plu à nos Rois de lui con-

*fier*, \* conservera toujours le pouvoir que lui donne sur vos Sujets, dans l'étendue de son Ressort, le Ministère Auguste qu'il y exerce en votre Nom ; Pouvoir inséparable de son Institution, que les Gens des Trois-états ont si souvent reconnu, & dont ils ne pourroient se prétendre exempts, qu'en affectant une indépendance absolue de votre Justice Souveraine.

*Pendant l'Assemblée des Etats Généraux*, disoit le Ministère Public en 1719, l'autorité du Parlement ne reçoit aucune diminution. \*\* Il en est de même sans doute des Etats Provinciaux : l'autorité de votre Parlement n'est autre que la vôtre ; & vous cesseriez, SIRE, d'être Roi \*\*\* si votre autorité pouvoit être suspendue.

\* Réquisitoire de M. Gilbert de Voisins, Avocat Général.

\*\* Plaidoyer de Mr. de Lamoignon, du 4 Janvier 1719.

\*\*\* Abrégé Chronologique de l'Histoire de France, seconde Partie, sur l'année 1614.

Il importe donc essentiellement à votre Souveraineté, que votre Parlement conserve sur les Etats les Droits qui lui appartiennent suivant les Loix du Royaume, & qui sont une conséquence & une suite du dépôt de leurs Titres, auxquels il a donné l'authenticité, à leur Prière & à leur Requête.

Il importe qu'il use de ce Droit expressement réservé dans les Arrêts d'enregistrement des Édits de 1649 & 1659, \* après avoir ouï le Syndic Général. Il en a toujours usé avec succès pour la conservation des Privilèges de la Province, pour le bonheur & la tranquillité des Peuples qui l'habitent, pour le maintien de l'Autorité Royale : & sans rappeler ici à ce sujet des époques précises, il ne fera qu'indiquer aux Gens des Trois-états leurs Procès Verbaux, &

\* enregistré, sauf & réservé la Jurisdiction de la Cour, pour en user comme elle a fait ci-devant.

Registré, sauf le Recours & Jurisdiction de la Cour.

la dernière Histoire de Languedoc faite sous leurs yeux. \* Ils y trouveront les Preuves de l'autorité immédiate de votre Parlement sur leur Assemblée. *Il fut statué, est-il dit à la page 154 du cinquième Volume de cette Histoire, qu'on feroit tous les ans un Registre des Gens d'Eglise & des Nobles qui viendroient en personne aux Etats : qu'on remettroit le nom des absens au Procureur-Général du Roi, & que le Syndic du Pays poursuivroit ceux qui seroient négligens de s'y trouver, conformément aux Lettres du Roi ( de 1542. ) Le Parlement avoit*

\* Tome V, page 583, où est rapporté l'Arrêt du Parlement qui cassa les deux Délibérations des Etats, du 22 Juillet 1632.

Lettres-Patentes du 4 Août 1632, par lesquelles Sa Majesté, considérant que sur les concurrences des affaires qui se passent à présent en la Province de Languedoc, il importe que la Cour de Parlement demeure assemblée durant le temps des Vacations prochaines, pour pourvoir, par son autorité, aux désordres qui pourroient s'en suivre ; enjoint à ladite Cour, de continuer la Séance dudit Parlement, durant le temps desdites Vacations. Reg. du Parlement.

été expressement chargé de les faire publier aux États : elles sont rapportées aux preuves du même Volume ; & une Délibération de 1543 nous apprend qu'elles furent présentées , lues & publiées à leur Assemblée avec *le Dictum de la Cour de Parlement.* \*

Que n'étoit-il permis , SIRE , à votre Parlement , de ne point entrer dans une discussion qui l'afflige , il se hâte de la finir , & il ajoutera seulement , en continuant de suivre les Députés des Gens des Trois-états , dans l'exposition Arbitraire qu'ils ont faite des Droits & des Privilèges de la Province , qu'il sera toujours d'autant plus disposé à seconder leur zèle pour le rétablissement de l'ordre ancien des Jurisdiccions , par des Réglemens utiles ; qu'il sçait que les véritables principes prévalent toujours sur de nouveaux systèmes. \*\*

Il rapportera aussi comme une épo-

\* Voyez aux Preuves.

\*\* Déclaration du 19 Juillet 1757.



que honorable ( quelque étrangère qu'elle soit aux questions importantes dont il s'agit ) que le feu Roi décida en 1660, *que les Etats auroient l'honneur de lui rendre leurs hommages à Toulouse avant tous les autres Corps de la Province.* \* Puisque le Parlement ne lui ayant présenté les siens que le dernier, eut l'avantage de mettre le sceau aux protestations de fidélité de la Province entière, suivant les expressions du Premier Président Fleubet, qui porta la parole.

Enfin, il remarquera que la Délibération, par laquelle les Etats ont accordé le troisième Vingtième, détruit elle seule tout ce qui est avancé dans la Requête de leurs Députés, puisque cette Délibération \*\* a pour fondement, non la simple demande faite en votre Nom, mais l'Édit dont il leur fut donné connoissance par vos Commissaires.

\* Même Requête, page 16.

\*\* Délibération du 11 Décembre 1750.

Cette Délibération , nulle de plein droit , n'a pu revivre qu'en supposant un effet rétroactif à l'Édit du mois de Février dernier ; & votre Parlement , qui ne s'est jamais écarté des mesures de prudence que l'on pouvoit attendre de lui , a cru devoir se contenter de veiller au maintien des Règles dans l'enregistrement de cet Édit.

Devoit-il s'attendre , SIRE , à les voir attaquer aussi ouvertement , non-seulement par la Requête dont il vient d'exposer à vos yeux , avec la plus grande impartialité , les faux principes , les fausses applications , & les expressions impropres ; mais encore par un Arrêt , dans lequel tout annonce la surprise la plus manifeste qui ait jamais été faite contre l'autorité Royale & l'intérêt des Peuples.

Le dispositif de cet Arrêt , relatif à la Requête à laquelle il a égard , sous prétexte de maintenir les Gens des Trois-états de la Province dans leurs Usages , Droits , Libertés & Privi-

lèges, que personne ne conteste, leur assure par les différentes clauses qu'il renferme, & par des expressions indéfinies, une indépendance absolue de votre Justice Souveraine, quelque contraires que puissent être leurs Délibérations, & à l'ordre public & à l'autorité Royale.

On y a confondu ce qui avoit été toujours distingué jusqu'à présent, le Don gratuit & les nouvelles Impositions ; sans s'appercevoir que toute nouvelle Imposition, comme le Dixième, les Vingtièmes, &c. ne sçauroit être un Don ; que tout ce qui n'est pas Don est Tribut, & que tout ce qui est Tribut ne peut être imposé que par votre autorité, en vertu de votre pouvoir Législatif, & par conséquent par une Loi vérifiée.

Tout Don gratuit peut sans doute, SIRE, devenir l'objet d'une Loi, mais il ne sçauroit en être l'effet, ni être abonné ou racheté sans changer de nature, d'où il faut conclurre, que :

toute nouvelle Imposition , qui est susceptible d'abonnement , ne sçau-  
roit être regardée comme un Don  
gratuit ; ainsi les nouveaux Octrois  
des Villes , & toutes les nouvelles  
Charges qui ont un Édit pour prin-  
cipe , n'ont que l'apparence & le  
nom de Dons gratuits ; quoiqu'il  
semble qu'ils doivent être levés à ce  
Titre.

Cet Arrêt établit donc un nouveau  
Droit , un nouvel Ordre , une nou-  
velle forme , en ordonnant qu'aucune  
nouvelle Imposition & Levée de De-  
niers , ne pourront être faites dans la  
Province en vertu d'aucuns Édits ,  
mais seulement sur la demande faite  
aux États en votre nom ; cette dispo-  
sition générale fait renoncer Votre  
Majesté à tout pouvoir Législatif ,  
dans le Languedoc , en matière d'Im-  
positions , & transporte ce Droit  
éminent aux Représentans du Peu-  
ple , qui de simples organes devien-  
nent les Maîtres.

On trouve enfin dans cet Arrêt la même contradiction qui a été déjà remarquée ; il autorise une Délibération qui n'est fondée que sur un Édit, après avoir décidé qu'il n'y a en Languedoc , par rapport aux Tributs , ni Loix , ni Formes anciennes.

Votre Parlement, SIRE, n'ignore point qu'une pareille décision n'a aucun caractère de Loi, & qu'elle ne peut jamais en avoir les effets ; mais il doit être attentif à tout ce qui blesse les Droits de votre Souveraineté, en quelque forme que ce puisse être.

L'exécution de vos volontés ne sera jamais plus facile & plus parfaite, que lorsqu'une Loi, revêtue des Formes anciennes, attesterà à vos Peuples la nécessité d'une nouvelle Imposition.

Ils donneront alors leur consentement avec d'autant plus de liberté, qu'ils verront vos ordres ; pour se

servir encore une fois des expressions des Gens des Trois-états , *approuvés & vérifiés par ceux que de tout temps les Rois ont établis comme Dépositaires de leurs volontés ;* & les Gens des Trois-états , ne peuvent eux-mêmes avoir un plus sûr garant de leur administration auprès des Peuples qu'ils représentent , qu'un Titre émané de votre Puissance.

Tout concourt , SIRE , à prouver la nécessité de révoquer un Arrêt qui innove en tout point & qui ne sçau-roit subsister , puisqu'il prive Votre Majesté d'un Droit de Souveraineté imprescriptible & inaliénable.

Qu'il nous soit permis de retracer dans un seul point de vûe , ce qui a précédé & suivi la Délibération des États du 11 Décembre dernier : Un Édit , non vérifié par votre Parlement , est présenté à leur Assemblée ; ils en ordonnent l'exécution ; vos Sujets de la Province de Languedoc reçoivent en conséquence cet Édit de

la main de leurs Représentans ; & non de la main de vos Officiers préposés de tout temps pour cette importante fonction ; l'Édit accepté est révoqué & cependant exécuté ; dans cette interversion de tout ordre public , concernant la vérification & la publication des Loix , votre Parlement choisit les plus sages tempéramens , soit dans ses Arrêtés du 5 Janvier , soit dans son Arrêt d'enregistrement du nouvel Édit ; les États continuent d'exécuter l'Édit révoqué & de le regarder comme le principe de la nouvelle Imposition ; votre Parlement cède encore aux circonstances , ferme les yeux sur une innovation aussi soutenue , & il a la douleur de voir paroître l'Arrêt du 21 Mars , dont il vient de faire connoître à Votre Majesté les dangereuses conséquences.

SIRE , rien ne peut ralentir notre zèle , lorsqu'il s'agit des Droits de votre Couronne ; il n'est point d'es-

forts que la fidélité qui vous est dûe , n'exige de votre Parlement , pour effacer jusqu'aux moindres traces de ce qui les blesse aussi essentiellement ; des raisons vagues d'administration , ne doivent point étouffer sa voix , puisqu'on ne pourroit les employer que pour perpétuer l'infraction des Règles : comptable à Votre Majesté & à la Monarchie , du dépôt que vous lui avez confié , il ne cessera jamais de le défendre contre d'aussi fortes atteintes , & de proscrire , par les démarches les plus éclatantes , des Maximes destructives de votre Autorité , & des vrais Privilèges de votre Province de Languedoc.

Ce sont-là , les très-humbles & très-respectueuses Remontrances qu'ont crû devoir présenter à V O T R E M A J E S T É .

S I R E ,

Vos très-humbles , très-obéissans , très-fidèles , & très-affectionnés sujets & serveurs les Gens tenans voire Cour de Parlement.

*Fait à Toulouse en Parlement le 28 Juillet 1760.*

P R E U V E S ;



---

# PREUVES.

Du Vendredy, 5<sup>e</sup>. du mois de Décembre 1710, Président M<sup>r</sup>. l'Archevêque, & Primat de Narbonne.

**M**R. l'Archevêque de Narbonne, Président, a dit que Messieurs les Commissaires du Roi l'étoient venu trouver le jour d'hier, pour lui dire, qu'étant chargés, par les instructions du Roi, de demander de la part de Sa Majesté, le consentement des Etats à l'exécution de la Déclaration du 14 Octobre 1710, qui ordonne la levée du Dixième du revenu de tous les biens du Royaume, ils le prioient d'en faire la proposition aux Etats; que quoique cette Déclaration ait été enregistrée aux Parlemens de Paris, de Toulouse & autres du Royaume, & à la Cour des Comptes, Aides & Finances de Montpellier, Sa Majesté n'avoit pas voulu la faire exécuter dans cette Province, sans

avoir le consentement des Etats , pour se conformer à ses Privilèges , suivant lesquels aucune Imposition ne peut être faite sans leur consentement.

Sur quoi il a été délibéré , que les Etats consentent que la Déclaration du Roi , du 14 Octobre 1710, qui ordonne la levée du Dixième des revenus des biens , soit exécutée selon sa forme & teneur , conformément aux intentions de Sa Majesté.

*G.* Délibération des États , sur plusieurs nouvelles Impositions établies par Édits , Déclarations ou Lettres - Patentes depuis 1695. Ces exemples sont plus que suffisans pour prouver que les États ne délibèrent jamais sur une nouvelle Imposition , sans une Loi préalable.

LA Capitation n'a été établie dans la Province , que sur la proposition qui en fut faite au Roi par les Etats , ainsi qu'il est prouvé par leurs Procès Verbaux du 10 Décembre 1694 , & 17 Janvier

1695 ; mais cet exemple , qui est l'unique en ce genre , confirme de la manière la plus précise la Maxime générale , qu'aucune nouvelle Imposition ne peut être faite en Languedoc , qu'en vertu d'Edits dûment vérifiés.

On voit dans ces Procès Verbaux que le Roi , en acceptant la proposition des Etats , leur fit demander , *que l'Assemblée délibérât , avant que de se séparer , sur la manière qui seroit la plus convenable à ses formes , pour s'en servir dans l'exécution de l'Edit ou de la Déclaration qui seroit donnée , & que pour ne pas retarder cette exécution , les Etats ordonnent que ceux qui sont chargés de régir les Affaires du Diocèse , se prépareront incessamment pour travailler aux Rôles.... suivant les instructions qu'ils en recevront aussi-tôt que l'Edit ou la Déclaration seront publiés.*

Ladite Déclaration fut enregistrée le 12 Mars 1695 au Parlement de Toulouse , elle étoit générale pour tout le Royaume ; les Etats n'abonnerent ladite Capitation que l'année suivante.

En 1701 , les Etats délibérant , le 7 1701. Septembre sur la demande faite par les Commissaires du Roi , de deux millions

de livres pour la Capitation de ladite année , suivant & aux termes portés par la Déclaration donnée à Versailles le 12 Mars précédent pour l'établissement de la Capitation générale , accorderent les deux millions de livres demandés. *Procès Verbal dudit jour.* Ladite Déclaration avoit été enregistrée au Parlement de Toulouse le 6 Avril 1701.

En 1701 , les Etats accorderent deux millions pour la Capitation , sur la demande faite par MM. les Commissaires de Sa Majesté , à condition que ladite levée cessera , suivant l'intention de Sa Majesté , & la Déclaration du 12 Mars 1701 , six mois après la publication de la Paix.

1710. Déclaration pour la levée du Dixième , du 14 Octobre 1710 , enregistrée le 19 Novembre suivant.

Consentement des Etats à l'exécution de cette Déclaration , demandé par les Commissaires du Roi , & donné par les Etats le 5 Décembre 1710. *Procès Verbal dudit jour.*

1710. Edit du mois de Décembre 1710 , concernant les Octrois.

Délibération des Etats du 6 Décembre de la même année , de laquelle il

résulte que lecture a été faite de l'Edit du mois de Septembre 1710, portant création d'un doublement des Octrois, & de la Déclaration du 7 Octobre, donnée sur le même sujet.

Délibération du 12 Décembre 1710, par laquelle les Etats offrent la somme de 120000 liv. pour le rachat desdits Octrois, en exécution de l'Edit du mois de Septembre 1710, & de la Déclaration du 7 Octobre 1710.

Délibération du 16 Décembre 1710, par laquelle les Etats offrent au Roi la somme de . . .

Cet Edit, cette Déclaration, & celle de 1712, que les Etats avoient demandés, furent enregistrés au Parlement.

Déclaration du 9 Juillet 1715, qui 1715. ordonne la continuation de la Levée & Imposition de la Capitation & Dixième, enregistrée au Parlement le 9 Août suivant.

Délibération des Etats du 19 Décembre 1715, par laquelle, sur la demande à eux faite, ils accordent 790000 liv. pour la décharge des biens roturiers du Dixième.

Déclaration pour la levée du Cin- 1725. quantième, du 5 Juin 1725, regis-

trée au Parlement le 7 Août suivant.

Les Etats disent , dans leur Délibération du 2 Mars 1726 , que le contenu en cette Déclaration est contraire à leurs Privilèges , sans doute parce que le Cinquième devoit être payé en partie sur les Rôles arrêtés au Conseil.

D'ailleurs il ne paroît pas que cette Déclaration eût été présentée aux Etats par les Commissaires du Roi.

1733. Déclaration pour la Levée du Dixième , du 27 Novembre 1733 , enregistrée au Parlement le 14 Janvier 1734.

Délibération des Etats, du 30 Janvier à ce sujet M. Orry, Contrôleur Général, leur écrit que cette Déclaration n'a pu leur être présentée plutôt , parce qu'elle n'avoit pas été envoyée au Parlement de Toulouse.

Lettre de ce Ministre , rapportée dans les Arrêtés du 5 Janvier.

1741. Déclaration pour la Levée du Dixième , du 29 Août 1741 , enregistrée le 21 Septembre suivant.

Délibération des Etats , du 21 Décembre 1741.

Edit du mois de Décembre 1746 , qui ordonne la Levée , pendant six années , de deux sols pour livre en-sus du Dixième.

Les Commissaires des affaires extraordinaires ayant entendu *la lecture de l'Edit qui ordonne la levée, pendant dix années, de deux sols pour livre en sus du Dixième.*

Les Etats arrêterent d'imposer la somme de 90000 liv. pour partie du prix de l'Abonnement du Dixième pendant l'année 1747. *Procès Verbal des Etats, du 31 Décembre 1746.* On apprend dans la Délibération du 29 du même mois, que cet Edit n'avoit été envoyé qu'au Sieur de Montferrier, [ Syndic ] qui fit remarquer que de pareilles demandes devoient être portées aux Etats par MM. les Commissaires du Roi.

Edit du mois de Mai 1749, pour la levée du Vingtième, enregistrée le 18 Août 1749, avec les Lettres de Jussion, & avant l'Assemblée des Etats.

Déclaration du 7 Juillet 1756, qui 1756 ordonne la levée d'un second Vingtième, enregistrée au Parlement, du très-exprès Commandement du Roi.

Abonnement en conséquence de cette Déclaration, qui avoit été envoyée au Parlement avant la tenue des Etats.

Les Etats abonnent les Dons gratuits.

1759. des Villes , établis par l'Edit du mois d'Août 1758 , pour être dispensés de son exécution.

1759. Le 11 Décembre 1759 , le Président propose aux Etats une prompte Délibération , *pour l'enregistrement & l'exécution de l'Edit* du mois de Septembre , portant établissement d'une subvention générale dans tout le Royaume.

Les Etats délibérèrent unanimement le dit jour 11 Décembre 1759 , de consentir à l'exécution dudit Edit , & notamment à la levée d'un troisième Vingtième , & ordonnent , en conséquence , qu'il sera enregistré au Greffe des Etats , pour être exécuté selon sa forme & teneur. \*

Ces exemples sont plus que suffisans , pour prouver que les Etats ne délibèrent jamais sur une nouvelle Imposition , sans une Loi préalable. Il en est de même d'un autre genre d'Impositions moins directes , qui consistent ou dans des créations d'Offices , ou dans différens Droits établis sur les Vins , Huiles , &c.

\* Cet Edit ne fut envoyé au Parlement qu'après cette Délibération , & il a été révoqué par celui du mois de Février , après les Remontrances du Parlement.



Les Procès Verbaux des Etats , énoncent tous les Edits & Déclarations portant ces Créations ou ces Droits, ensemble les sommes offertes par les Etats , & payées pour la suppression de ces Edits.

Délibération des Etats de Languedoc , du 4 Août 1649 , au sujet de la Déclaration du 31 Juillet 1648 , portant *qu'aucunes nouvelles Impositions ne puissent être faites à l'avenir qu'en vertu d'Edits bien & dûement vérifiés.*

SUR ce qui a été représenté par le Sieur de Lamaimie , Syndic général , que par les Déclarations du Roi , heureusement régnant , des mois de Juillet & Octobre de l'année dernière , qu'il a plu à sa bonté , de son propre mouvement , & sans en avoir été requis ni interpellé , accorder à ses fidèles Sujets du Ressort de son Parlement de Toulouse ; il est expressement porté que nuls Edits & Déclarations ne pourront avoir lieu à l'avenir , ni être exécutées qu'elles n'ayent été préalablement vérifiées en

ladite Cour de Parlement , & autres Cours où besoin sera , CONFORMEMENT A L'ANCIEN USAGE ET ORDRE DU ROYAUME , en quoi consiste le bien & le repos des Peuples , QUI NE SERONT JAMAIS SURCHARGE's , & obéiront avec respect aux Ordres de Sa Majesté , quand ils les verront approuvés & vérifiés par ceux que de tout temps les Rois ont établis comme Dépositaires de leurs volontés , comme en effet ça été ce qui a principalement contenu les Peuples de cette Province , parmi les troubles & les éversions des Provinces voisines.

Extrait de la Délibération des Etats du 26 Juin précédent. M<sup>r</sup>. le Président a dit , &c.

„ Et par les mêmes Déclarations ,  
 ( celles du mois de Juillet 1648 ) „ le  
 „ Roi veut & ordonne , qu'aucunes  
 „ nouvelles Impositions ne puissent  
 „ être faites à l'avenir qu'en vertu  
 „ d'Edits bien & dûement vérifiés ;  
 „ sur quoi le Parlement , par Arrêt  
 „ du 20 Mai dernier , auroit ordonné

„ que l'Edit de Beziers \* seroit remis  
 „ par devers le Procureur Général du  
 „ Roi , pour , lui oui , être ordonné  
 „ ce qu'il appartiendra , & que cepen-  
 „ dant , sous le bon plaisir du Roi ,  
 „ il seroit surfis à l'exécution d'icelui ,  
 „ & que la Province jouiroit de ses  
 „ anciennes Libertés , ainsi comme elle  
 „ jouissoit devant ledit Edit , &c. L'af-  
 „ faire mise en Délibération , il a été  
 „ résolu , d'un commun consentement ,  
 „ . . . . que les Etats n'aurent plus au-  
 „ cun égard , pour le présent , ni pour  
 „ l'avenir , à l'Edit donné à Beziers.

\* Il est ordonné par la Déclaration du  
 31 Juillet 1648 , qu'aucunes nouvelles Im-  
 positions ne puissent être faites , à l'avenir ,  
*qu'en vertu d'Edits bien & dûement vérifiés* ,  
 & par l'Edit de Beziers , publié en pré-  
 sence du Roi , dans les Etats seulement.  
 Louis XIII avoit réglé les sommes qui de-  
 voient être levées chaque année dans la  
 Province de Languedoc ; d'où les Etats  
 concluoient , en 1649 , que l'Edit de Be-  
 ziers , portant établissement d'Impositions ,  
 & n'ayant jamais été vérifié au Parlement ,  
 étoit révoqué par la Déclaration de 1648.

2. Etats tenus au Puy en 1543.

( Le Syndic ) a présenté les Lettres Royaux , obtenus par lesdits Etats au mois de Mars 1532 , & aussi y attachées celles du 2 Septembre 1542 , Dictum de la Cour de Parlement de Toulouse , daté du 17 Août 1543 , Signé Burnés , touchant les Gens d'Eglise & Barons , & Seigneurs dudit Pays , qui doivent eux trouver & venir assister ausdits Etats , lesquelles Lettres & Dictum ont été lus , publiés à l'Assemblée desdits Etats : & le 4 dudit mois d'Octobre , ordonné le tout être intimé & notifié aux Nobles Gens d'Eglise dudit Pays de Languedoc , afin qu'ils n'ayent cause d'ignorance , & que dorénavant , sera fait Registre desdites Gens d'Eglise & Nobles , qui viendront & assisteront ausdits Etats , & le Rôle baillé à M. le Procureur-Général du Roi , & Syndic dudit Pays , pour poursuivre , contre les Négligens , ou Défaillans , ou Désobéissans , si besoin est , comme de raison. Fait ledit 4 Octobre.

---

# ARRÊTÉ.

*Du 10 Septembre 1760.*

**C**E jour, 10 Septembre 1760, les Chambres assemblées, arrêté, que le 15 Décembre prochain toutes les Chambres seront assemblées, pour être par la Cour délibéré sur la Réponse du Roi qu'elle attend à ses Remontrances, concernant l'Arrêt du Conseil du 21 Mars dernier, & sur tout ce qui fait l'objet, tant desdites Remontrances, que des Arrêtés des 31 Mai, 30 Juin & 28 Juillet derniers; & cependant, que les Président & Conseillers, qui tiendront la Chambre des Vacations, seront invités de procurer, par toutes les voyes que leur zèle leur inspirera, l'exécution dûe aux Arrêts de la Cour des 24 Mars & 7

Mais derniers , & en conséquence  
 d'obvier , s'il y étoit , à ce qu'au-  
 cune nouvelle Imposition ne soit  
 établie , répartie ni levée dans toute  
 l'étendue du Ressort de la Cour ,  
 qu'en vertu d'Édits , Ordonnances ,  
 Déclarations , ou Lettres-Patentes ,  
 dûment vérifiés en icelle ; & en  
 outre , pour ce qui concerne la Pro-  
 vince de Languedoc , qu'après que  
 lesdits Édits , Ordonnances , Décla-  
 rations ou Lettres-Patentes , préala-  
 blement vérifiés en ladite Cour ,  
 auroient été présentés à l'Assemblée  
 des Gens des Trois-états de ladite  
 Province , à l'effet de demander  
 leur consentement à l'exécution d'i-  
 ceux , conformément aux Usages ,  
 Droits , Libertés & Privilèges du  
 Languedoc , que la Cour entend  
 toujours maintenir & conserver ,  
 dans toute leur intégrité , sous l'au-  
 torité dudit Seigneur Roi.

Arrêté en outre , vu l'importance

de la matière , que tous les Membres de la Cour seront invités de se rendre à l'Assemblée fixée audit jour.

F A I T à Toulouse en Parlement ,  
les Chambres assemblées , le 10 Septembre 1760.

---

# ARRÊT,

*Du 24 Mars 1760 , cité dans le  
précédent Arrêté.*

**L**A Cour, les Chambres assem-  
blées, ordonne que ledit Édit  
( du mois de Février dernier ) sera  
dans ses Registres, pour le contenu  
en icelui être gardé & exécuté selon  
sa forme & teneur; sans que l'énon-  
ciation d'aucuns Édits qui n'auroient  
été dûement vérifiés en la Cour puisse  
être tirée à conséquence, ni suppléer  
au défaut de leur enregistrement en  
ladite Cour.

Ordonne en outre que l'Article  
XXIII de l'Ordonnance de Moulins,  
l'Article CCXLV de l'Ordonnance  
de Blois, & notamment les Lettres-  
Patentes de 1539, l'Édit de 1649,  
la Déclaration du 31 Juillet 1648,  
& la Déclaration du 20 Janvier



1736, seront exécutées ; ce faisant ,  
qu'aucune nouvelle Imposition ne  
pourra être établie , répartie ni levée  
dans le Languedoc , & dans toute  
l'étendue du Ressort de ladite Cour ;  
sans Édits , Déclarations ou Lettres-  
Patentes vérifiées & registrées en  
icelle , & publiées en la forme ordi-  
naire , en vertu d'Arrêts de la Cour ,  
sans que rien puisse suppléer au dé-  
faut dudit enregistrement & de la  
dite publication.

---

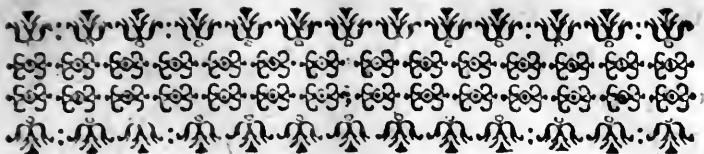
# ARRÊT,

*Du 7 Mai 1760 , cité dans le précédent Arrêté.*

**L**A Cour , les Chambres assemblées , ordonne que l'Édit du mois d'Août 1758 , les Lettres de Jussion du 20 Mars dernier , la Déclaration du 27 dudit mois de Mars , l'État de fixation dudit jour 27 Mars , annexé à ladite Déclaration ; autre Déclaration du même jour 27 Mars , seront enregistrés dans les Registres de ladite Cour , pour le contenu en iceux être gardé & exécuté selon leur forme & teneur ; sans que ledit Abonnement , en ce qu'il a été fait avant l'enregistrement dudit Édit en la Cour , & sans que le présent enregistrement puissent être tirés à conséquence pour l'avenir. Ordonne ladite Cour , que les Ordonnances de Blois ,

de Moulins , les Lettres-Patentes de de 1539 , l'Édit de 1649 , & notamment la Déclaration du 31 Juillet 1648 , portant *qu'aucunes nouvelles impositions ne puissent être faites, qu'en vertu d'Edits bien & dûement vérifiés* ; ladite Déclaration ayant été expressement exécutée en Languedoc , conformément aux plus anciennes Ordonnances , qui y ont eu de tous les temps leur exécution , concernant la vérification & enregistrement en la Cour , seront exécutés selon leur forme & teneur. Ordonne icelle dite Cour , qu'aucune nouvelle Imposition ne pourra être établie , répartie ni levée dans le Languedoc & dans toute l'étendue de son Ressort , sans Edits , Déclarations ou Lettres-Patentes , préalablement vérifiées & registrées en icelle , & publiées en la forme ordinaire , en vertu d'Arrêts de ladite Cour ; sans qu'il puisse être aucunement suppléé au défaut dudit enregistrement & de ladite publication.





# REMONTRANCES

DU

PARLEMENT DE PROVENCE,

*AU ROY,*

*Sur l'Edit portant, que les Villes & Bourgs de la Province y dénommés, payeront un Don gratuit pendant six années, & autres chefs contenus en l'arrêté du 10 Mars 1760.*

SIRE,

Votre Parlement venoit d'élever sa voix, pour porter aux pieds du trône ses très-humbles remontrances sur l'Edit de Subvention générale; lorsque votre Procureur Général a requis l'enregistrement d'un autre Edit, en date du mois d'août 1758. qui ordonne que pendant six années, trente-huit Villes & Bourgs de cette Province, payeront à Votre Majesté,

A

par forme de don gratuit , les sommes fixées dans l'état & rollé annexé aux Lettres patentes.

Les six années doivent , sur le pied de l'Edit , commencer leur cours au premier janvier 1759. ce qui a cessé d'être possible , les loix n'ayant point d'effet rétroactif , & n'étendant point leurs dispositions aux choses passées & aux tems qui se sont écoulés. Cette maxime , par-tout reconnue & dans tous les cas , s'applique à plus forte raison aux Edits burseaux. On n'impose ni sur des fruits déjà perçus , ni sur la consommation après qu'elle a été faite.

L'imposition dont il s'agit , ne sçauroit même avoir lieu pour l'année courante ; il faut un délai compétent , pour que les Communautés aient connoissance de la publication de l'Edit. L'article 2. leur donne un autre délai pour les arrangemens nécessaires : aussi avoit-on reconnu dans l'Edit , qu'il étoit indispensable de leur annoncer ses dispositions quelques mois à l'avance ; il est du mois d'août 1758. & l'époque initiale de l'imposition étoit fixée au premier janvier suivant.

Si l'ancienneté de la date , prouve que l'Edit n'étoit point destiné pour cette Province , on le reconnoît encore plus aux dispositions qu'il renferme. Les dons gratuits que la Provence est en usage d'offrir à Votre Majesté , ne sont forcés que par l'amour & le devoir. Ils ne sont point demandés comme des tributs ;

les Communautés y contribuent sur le pied d'une répartition convenue : celle qui a été suivie dans l'état arrêté au Conseil , est arbitraire & inégale ; on y surcharge certaines Communautés , & plusieurs sont comprises dans ce rolle , qui , loin de pouvoir fournir à de nouveaux subsides , ont besoin de secours pour subsister.

Votre Majesté a compté indemniser les Villes qui sont taxées , en leur accordant des octrois pour fournir au payement ; mais cette concession n'est d'aucun profit pour celles de Provence. Notre droit municipal leur donne cette faculté ; elles en usent , & le produit des droits qu'on perçoit en conséquence , est l'unique revenu des Cités principales : il diminue de jour en jour par la diminution des consommations : augmenter les droits dans de pareilles circonstances , ce seroit les anéantir.

Lorsque Votre Majesté desire un don gratuit extraordinaire , c'est dans les Assemblées provinciales qu'on doit manifester ses intentions. Une répartition nouvelle & passagère sur les Villes , peut être concertée avec les Etats , & devenir l'objet d'une loi ; mais la concession leur appartient , & c'est un des articles convenus avec le Roi René en 1442 , que le Prince ne peut rien exiger , ni de la Province en général , ni des Villes en particulier , sans le consentement des trois Etats.

Daignez , SIRE , accorder à un Peuple fidele la même confiance dont les Rois vos prédécesseurs l'ont toujours honoré : c'est l'encourager , que de rendre justice à son zele. Nous supplions seulement Votre Majesté , de considérer que dans la misere profonde où il est réduit , les dons ne peuvent point s'allier avec les autres charges qu'on lui propose.

Votre Parlement , SIRE , n'a point d'autre délibération à prendre sur cet objet dans l'état où l'Edit lui est présenté. Des dons forcés attaqueroient l'essence même de la constitution du Pays. Des dons volontaires n'ont aucun rapport avec le ministère que vous avez daigné nous confier dans la promulgation des loix.

S'il répugne aux maximes les plus inviolables de cette Province, que des dons soient exigés par la voie des Edits & des enregistrements , il est également contraire aux loix fondamentales, de poursuivre dans les Assemblées provinciales l'exécution d'Edits non enregistrés.

Ce double renversement des regles laisse entrevoir une sorte de défiance , qui attaque tour-à-tour le zele des peuples & notre fidélité , & qui ne fut jamais conçue dans votre ame Royale.

On a présenté à l'Assemblée de Lambesc l'Edit de Subvention générale , tandis qu'une autre loi burlesque qu'elle ignoroit , exigeoit de



la Province des dons gratuits ; & dans le même tems l'Edit des dons gratuits étoit adressé à votre Parlement qui croyoit , sur toutes les assurances données , que celui de Subvention étoit abandonné.

Dans l'étonnement où nous jette ce contraste frappant , votre Parlement s'empresse de réclamer auprès de Votre Majesté contre la surprise faite à sa religion , & l'Assemblée pour vous marquer son zele & mettre à couvert les loix nationales , vous a offert un don de trois cent mille livres. Ses dons ont été refusés pour insister à demander des tributs.

Pardonnez , SIRE , une juste douleur à la vue de toutes ces nouveautés , qu'on veut introduire contre l'intérêt permanent de la Monarchie qui est le maintien des loix , & contre l'intérêt du moment qui est la promptitude & la facilité des recouvremens.

Si l'Edit de Subvention générale est juste & saint , qui sera plus empressé que nous de lui rendre hommage ? S'il est funeste à vos finances , meurtrier pour vos peuples , & déjà notoirement rejeté par Votre Majesté , pourquoi chercher des hommes qui le reçoivent contre le cri de leur conscience ? Toute corruption des sujets tourne au préjudice du gouvernement , & c'est un grand mal de faire soupçonner la bassesse dans cette obéissance ,

qui sous un commandement légitime doit être révérée comme une vertu.

Les Commissaires de Votre Majesté ont proposé à l'Assemblée des Communautés, de se soumettre à l'Edit de Subvention générale, en abonnant sur le champ le troisième Vingtième, & nommant des Commissaires pour entrer en composition sur les autres chefs.

L'abonnement est la conversion d'un tribut en une autre prestation plus douce & plus assortie au goût & aux intérêts du peuple ; il prend la forme de don dans la levée, mais dans son principe il a la nature d'impôt : abonner, c'est reconnoître un subside légitimement établi, accepter, & exécuter la loi qui l'impose.

Il faut donc supposer, ou que l'Edit de Subvention générale étoit par lui-même susceptible d'exécution dans cette Province, ou qu'il pouvoit acquérir cette perfection légale par la vérification faite dans l'Assemblée.

Plus la soumission à la loi est un devoir sacré, plus il est dangereux de se méprendre aux caractères destinés à la faire reconnoître.

Avant la vérification l'ouvrage du législateur n'est ni constaté ni consommé. Cette maxime en France n'a pas besoin de preuves, & lorsque cette Province fut unie à la Couronne sans être incorporée à la Monarchie, ses anciens pactes, statuts, & usages ayant

été solennellement confirmés, les Etats stipuleroient expressement, que les lettres du Prince, venant de dehors, ne pourroient être exécutées sans être présentées au Conseil établi audit Pays. La vérification des Edits y étoit requise sous la formule de tous tems usitée: qu'il plaise à la Cour accorder l'annexe aux Lettres royaux. *Placeat Curia annexam concedere Litteris regis.*

L'Edit de Subvention générale est dans le cas prévu par les Etats. Il vient d'une terre étrangère, ce n'est point au peuple à lui ouvrir l'entrée de la Province, il ne peut y être introduit que par l'annexe du Conseil. Le peuple est le sujet & non le Ministre de la juridiction, l'objet & non le Conseil de la législation. Ses représentans, qui sont sans juridiction & sans attribut de la puissance publique, n'ont point le droit de vérifier les loix, qui est plus éminent que la juridiction même.

Si l'Assemblée eût usurpé ce pouvoir, le violement des regles auroit été d'autant plus marqué, qu'on avoit d'abord commencé à les suivre. L'Edit étoit adressé à votre Cour; elle procédoit à la vérification, ses délibérations étoient entamées; le Tribunal légitime étoit investi de la matiere, comment auroit-il pû être dépouillé par ceux qui ne connoissent les loix que par la publication qu'il ordonne?

Jusqu'à cette publication, la loi imparfaite n'existe que dans l'intérieur du sanctuaire de la justice ; elle est voilée aux yeux du peuple dans les mystères de la législation.

Il n'est pas permis aux Etats provinciaux de renverser cet ordre admirable , d'anticiper sur le cours des opérations du Législateur , & de faire précéder l'exécution à la formation de la loi.

Ce seroit de leur part un excès d'aveuglement , de vouloir couper la chaîne de la médiation , que les loix ont placée entre le Souverain qui peut être surpris , & les sujets qui ne sont pas consacrés par état à le prémunir contre les surprises. L'empressement des représentans du peuple à se précipiter au-devant des impôts dont le peuple gémit , les rend ouvertement suspects d'infidélité ; le cri public les désavoue & les destitue.

Votre Parlement, SIRE , avoit délibéré de très-humbles remontrances : instruit des droits du Souverain , des devoirs & des besoins des sujets , & de tous les objets principaux & accessoires qui peuvent être considérés dans une loi burlesque , il se préparoit à faire entendre sa voix pour la défense des foibles & des malheureux. Est-il dans la nature , que le peuple s'empresse à rendre inutiles des démarches faites pour son soulagement ; que sans attendre la décision d'un Prince juste & bienfaisant

fant sur la question portée aux pieds du trône ; il prononce contre lui-même qu'il n'est ni assez pauvre ni assez surchargé d'impôts ; qu'il renonce aux offices du Conseil médiateur nécessaire , & qu'il abatte de ses propres mains ce foible , mais utile rempart destiné à le protéger ?

Votre Parlement ne se contente pas d'un premier effort , il insiste avec respect , lorsque les ennemis du bien public forment des nuages aux environs du trône. La continuité de ses séances lui donne le tems nécessaire pour préparer des armes à la vérité ; elle triomphe toujours auprès de Vous , dès qu'elle peut être développée.

Une Assemblée qui n'a pas la même permanence , n'a pas les mêmes forces. Des hommes réunis pour un tems limité , & dont la plupart sont choisis sans épreuves , ne peuvent éclaircir tous les intérêts , discuter tous les droits , & guérir tous les doutes.

Nous venons de voir successivement deux de ces Assemblées , prendre sur le même objet des délibérations entièrement opposées. Ni l'une ni l'autre n'a fait précéder les démarches nécessaires pour instruire Votre Majesté de l'excès des maux publics , & du danger des propositions qui leur étoient faites en votre auguste Nom : preuve certaine de la précipitation qui entraîne ces Corps , ou de la

contrainte dont ils sont susceptibles.

Mais ce qui achève de démontrer que l'intérêt & le vœu des peuples, n'est pas d'être privés du principal appui en qui repose leur confiance, c'est que le droit de vérification, qui appartient essentiellement à votre Cour, n'exclut point le droit d'acceptation solennelle qui appartient aux Etats dans la matière des Edits burſaux.

Ce ſont deux avantages qui doivent être conſervés : qui veut renoncer au premier, prouve clairement que le ſecond ſera bientôt inutile ; le vrai zele ne ſort point de l'ordre, il ne place point l'obéiſſance hors des tems marqués ; la plus empreſſée n'eſt pas toujours la plus ſure & la plus fidele.

Lorsque l'Edit burſal a paſſé par l'épreuve de la vérification, il devient ſuſceptible d'exécution ; il opere déjà par lui-même, puisqu'il preſſe la conſcience des ſujets par l'autorité & la juſtice ; mais la loi conſtitutive des Pays d'Etats exige qu'on le préſente aux Etats aſſemblés pour qu'il ſoit accepté, & qu'on y convienne de la forme de la levée.

L'acceptation des ſubſides établis par loi, ſe fait dans les Pays d'Etats par maniere de conſeſſion, moins libre toutefois que la conſeſſion des Dons gratuits, parce que le beſoin de la levée étant déclaré dans les formes eſſentielles de la légiſlation, les intérêts du

peuple sont menagés dans les enregistrements & son acquiescement préjugé.

Cependant ses droits ne sont pas consommés, il lui reste le mérite d'un consentement formel, ou la voie des représentations sur la possibilité de la perception, l'exposition de ses besoins qui peuvent l'emporter sur ceux des finances & exiger des réductions, le choix de la forme de la levée, & si les loix générales du commerce demandent l'uniformité, la préférence pour la ferme.

C'est un devoir d'obéissance qui l'invite à l'acceptation, c'est le devoir d'un zèle plus volontaire qui l'engage à donner. Il délibère plus librement sur le fonds du subside, quand on prend la voie la plus naturelle qui est celle de la demande. Cette liberté ne peut pas être resserrée par le commandement de la loi, si la loi n'est parfaite. La présentation d'un Edit qui n'est pas vérifié, n'est point une demande, c'est une contrainte cachée pour éluder les regles, & un commandement qui n'est point légal.

Le droit d'acceptation des loix buriales, qui prend sa naissance dans le droit de propriété, est établi dans cette Province par les titres les plus sacrés, mais l'exercice en est suspendu depuis un siècle par le défaut de convocation des Etats; ce qui rend doublement nécessaire le droit de vérification préa-

lable dans votre Parlement , & ajoute à sa sollicitude dans les enregistrements.

Ce Pays , suivant l'ancien langage , est *conventionné & non taillable* : nous trouvons écrit sous tous les regnes , que le Prince ne peut ni ne doit exiger des dons , ni imposer aucunes charges , sans la convocation & le consentement des trois Etats. Charles III. confirma en 1480 cette loi fondamentale que tous ses prédécesseurs avoient reconnue , & de la même main il signa le testament célèbre , qui , en soumettant les Provençaux à votre obéissance , leur assure à jamais la conservation des Etats & de leurs droits.

Votre Majesté a renouvelé à son avènement au Trône cette promesse tant de fois jurée par ses prédécesseurs ; Elle a déclaré , que les Etats seroient assemblés dans les cas de droit & de besoin.

Les affaires majeures , & celles qui intéressent la généralité du Pays , leur sont réservées : ils subsistent & subsisteront toujours ; nous en avons pour garants votre parole royale & votre justice : mais leurs séances , d'abord interrompues par quelque motif passager , n'ont point été renouvelées , parce qu'on a négligé de demander leur convocation ; ils sont suspendus de fait , & non de droit.

L'usage ne fut jamais de les assembler tous les ans , mais seulement au besoin : lorsque



l'occasion naît, elle est pressante; l'embarras des rangs & d'un cérémonial oublié, quoique facile à fixer, fait craindre des lenteurs; la nécessité l'emporte; le besoin fait la loi, & le besoin passé, on oublie les Etats, malgré nos protestations réitérées.

L'Assemblée des Communautés qui se tient communément à Lambesc, n'est qu'une portion de la Chambre du tiers Etat, réunie avec les Procureurs du Pays nés & joints, pour délibérer sur le intérêts des biens roturiers, & sur les impositions qui les affectent: elle ne représente point les Etats, ce sont deux Assemblées différentes qui ont un pouvoir distinct & fort inégal; l'une n'est point subrogée à l'autre, puisqu'elles ont existé de tous les tems, & qu'elles existent encore ensemble.

Dans la confusion où l'interruption des Etats plonge nécessairement l'administration municipale, on a toujours reconnu sans difficulté, que l'Assemblée des Communautés, qui représente le tiers Etat, ne pouvoit lier les autres Ordres; mais on a quelquefois supposé qu'elle pouvoit se lier elle-même par une délibération séparée.

Principe vrai, lorsque l'affaire est de la compétence de cette Assemblée; faux, lorsque la généralité du Pays est intéressée. La contrainte ou l'ignorance ont fait quelquefois

franchir les bornes , mais le droit public n'est point changé.

En 1661. l'Assemblée supplia le Commandant , de procurer à la Province la permission d'assembler les trois Etats , pour délibérer sur l'augmentation de la gabelle , & *autres affaires qui ne peuvent être réglées que par lesdits Etats.* Voilà le témoignage rendu à la constitution du Pays.

On demanda subsidiairement , que les trois Ordres fussent assemblés séparément ; c'étoit céder au tems , & introduire une nouveauté dangereuse , parce que dans les affaires qui intéressent la généralité , chaque Ordre a droit d'opiner , réuni avec les deux autres. Ils doivent s'éclairer & s'aider mutuellement , & leur consentement rapporté séparément , ne forme point le vœu de la nation , qui ne peut être représentée que par les trois Ordres rassemblés.

L'une & l'autre priere fut rejetée ; on ne donna que peu de jours à l'Assemblée pour délibérer ; elle consentit enfin , sous certaines conditions pour *son intérêt , sans préjudice des droits & des défenses du Clergé & de la Noblesse , dont elle proteste expressément.*

Cet exemple a induit à penser , que le consentement du tiers Etat seul pouvoit être légitime pour son propre compte ; mais si les clauses du traité qu'il fit alors , avoient été

fidèlement observées , il pouvoit être avantageux au Souverain & au peuple, & dans ce sens l'Assemblée stipuloit en quelque façon pour les autres Ordres , moyennant leur ratification.

La portion existante d'un Corps qui n'a point la liberté de s'assembler, peut réclamer les droits du Corps & ménager ses intérêts, mais non pas lui nuire, ni usurper ses fonctions.

Telle est l'Assemblée de Lambesc : autorisée à faire le bien commun par un consentement présumé, impuissante pour le mal, elle n'a pas droit d'accepter, pour le tiers Etat même, des subsides généraux; mais lorsque l'Edit qui les impose a acquis dans la vérification sa force légale, elle a droit de représenter pour l'intérêt de tous, & de réclamer au nom de tous le choix de la forme de la levée, & la nécessité de l'abonnement.

L'acceptation ne pouvant donc être faite dans les formes prescrites, attendu l'accident de l'interruption des Etats, l'office de médiation que votre Parlement exerce dans la vérification, doit être plus scrupuleusement rempli, & devient encore plus précieux aux peuples; il seroit trop injuste de leur enlever à la fois tous les secours que les loix leur ont ménagés.

C'est ce qui a été tenté dans la dernière Assemblée, en proposant à une portion de la

nation , qui n'est point la nation , d'accepter par voie d'abonnement une loi qui n'étoit point loi.

Nous ne nous plaindrons point , SIRE , qu'on ait voulu appeller cette Assemblée à la fonction qui lui est interdite , de vérifier les loix. Tout indique qu'on demandoit de sa part la soumission la plus aveugle , au-delà même de cette obéissance légitime qui est due aux Edits enregistrés.

Un exemplaire imprimé a été mis sous les yeux des Députés ; ils ont pû y lire , que par commandement absolu cet Edit devoit être exécuté dans les Provinces du ressort de votre Parlement de Paris : comment conclure de là qu'il devoit l'être en Provence ?

L'Edit n'étoit revêtu d'aucunes des marques de la souveraineté ; il n'étoit pas même intitulé du nom du souverain Législateur de cette Province ; il n'étoit point adressé à l'Assemblée , il ne pouvoit l'être ; les suffrages n'étoient point libres , tout accès au Trône étoit fermé.

Cette loi étrangere à la Province devoit y exercer un empire despotique , parce qu'elle étoit destituée de tout légitime pouvoir. Le défaut essentiel , qui lui interdisoit l'entrée du Pays , étoit sa sauve-garde ; on ne permettoit point l'examen , parce qu'il auroit manifesté l'abus ; les représentations étoient prohibées ,  
parce

parce qu'elles ne furent jamais plus nécessaires, & il falloit que l'Assemblée oubliât tout à la fois les maximes du Royaume & la misere des peuples qu'elle connoît & qu'elle partage.

En pressant l'exécution d'un Edit non enregistré, on fouloit aux pieds une loi qui maintient toutes les autres; en écartant les représentations, on violoit les droits les plus constans des Pays d'Etats pour l'acceptation des Edits même enregistrés, droits qui sont dévolus à l'Assemblée par une délégation tacite & nécessaire, pour les exercer à l'avantage & non à la surcharge du Pays.

L'offre d'un don de trois cent mille livres, faite par l'Assemblée dans ces circonstances, seroit d'une dangereuse conséquence, si l'on pouvoit croire qu'une sorte de contrainte a opéré sur les esprits à la vue d'un Edit non vérifié, & s'il n'étoit notoire à tous qu'un vrai zele pour votre service, & pour le bien public, a produit cet exemple qui sera unique dans son genre.

Les dons sont précédés d'une demande, ils ne sont point accordés sous l'impression d'un commandement, qui est toujours redouté, sous quelque forme qu'il paroisse. Le Prince ne doit mouvoir aucune nouvelleté, ainsi que le remontroient au Roi François I. les

Etats de 1525 ; il doit convoquer les Etats & leur demander ce qu'il desire avoir , ce que communément lui accordent : paroles qui expriment le zele, le devoir & la liberté.

L'Assemblée a demandé en même tems qu'il fût permis d'emprunter , attendu l'impossibilité de lever sur la Province la somme qui étoit offerte : cet article a été accordé , mais l'offre du don a été refusée ; on a persisté aux premieres propositions faites par les Commissaires de Votre Majesté.

Si le don paroïssoit insuffisant , on pouvoit, suivant l'usage , insister sur une augmentation ; mais le plus ou le moins ne formoit pas la difficulté , la misere de la Province est trop connue : on vouloit que l'Edit de Subvention générale fût exécuté , sans être revêtu des formes essentielles ; des remises que la justice & la pitié rendent plus que nécessaires , devoient être le prix de cette démarche : il semble que par une surprise évidente, un intérêt d'Etat étoit attaché au violement des loix.

Deux maximes également certaines , SIRE , forment la partie la plus essentielle du droit public des Pays d'Etats ; ils vous doivent des subsides , & on ne doit point les exiger sans leur consentement.

La dette de ces peuples est payée , lors-

47  
qu'ils vous offrent des dons proportionnés aux besoins publics & à leurs forces. L'offre ne doit point être rejetée pour substituer un tribut : c'est préférer la servitude au zèle, ce qui est directement opposé à l'esprit de leur constitution.

Vainement feroit-on valoir la convenance de l'uniformité dans un subside général pour toute la Monarchie. Cette considération n'a de poids que pour les droits d'entrée & de sortie, ou autres impositions, dont l'équilibre du commerce peut exiger l'uniformité, & qui affectent les marchandises dans leur circulation de Province à Province. Tout tribut qui affecte directement les biens ou les personnes, n'a lieu qu'au défaut de dons ; la forme de la levée est au choix des peuples, sous la direction suprême de Votre Majesté en cas de répartition inégale, & le titre le plus flatteur ne peut être refusé à leur zèle.

Ce refus devient encore plus sensible, lorsque reconnoissant leur impuissance, on permet d'emprunter ; c'est renoncer à la voie d'imposition & n'en retenir que le nom. Le mot de don renferme le témoignage de la propriété & du dépouillement volontaire : devroit-on l'envier à ceux qui donnent dans le sein même de la misère. Il fut de tout tems consacré dans les Pays d'Etats, & les autres

Provinces peuvent le réclamer à juste titre dans cette Subvention générale.

Lorsque la mesure des tributs est plus que remplie, tout ce qui l'excede est don : cette expression même ne peint point assez les efforts que font vos sujets, & ne présente plus qu'une foible idée de leurs sacrifices. Le tems des tributs & des dons est passé. On ne donne point l'absolu nécessaire, il est inaliénable par le droit naturel ; on s'immole à la patrie : ce sont des miracles réservés à l'honneur & à l'amour ; il est impossible de tout enlever aux esclaves ; il n'y a que les peuples libres qui trouvent des moyens pour donner ce qu'ils n'ont pas.

Nous avons gémi, SIRE, lorsque dans un Etat dont le gouvernement est paternel, le commandement absolu a été employé pour faire adopter une Subvention générale ; ce n'est point la contrainte, c'est un heureux concert entre le Souverain & les sujets, qui, dans les tems orageux, a sauvé la Monarchie.

Notre douleur a augmenté, lorsque nous avons vu qu'on prenoit des routes détournées pour faire exécuter cet Edit contre les loix, & pour le soustraire à l'examen de vos Parlemens. C'est vouloir priver Votre Majesté de nos services, & le peuple de notre secours.



Vos Parlemens , SIRÉ , ne craindront jamais que leur soumission & leur fidélité soient rendues douteuses ; mais la surprise qui a été faite à Votre Majesté , les afflige , & le soin de conserver votre confiance , qui est leur force & leur gloire , sera toujours leur premier devoir.

Ils ont porté aux pieds du trône les gémissemens de vos peuples dans ces tems malheureux : qui seroient les perfides qui voudroient vous cacher les larmes qui coulent de toutes parts ? Ils ont dépeint le triste état des villes & des campagnes ; la vérification est facile , elle ajoutera au tableau. Ils ont fait parvenir aux oreilles de Votre Majesté le cri général contre l'Edit de Subvention ; qui osera s'en rendre l'apologiste ? qui les accusera d'affecter depuis quelques années des lenteurs & des difficultés dans les enregistremens ? le progrès des maux publics ne justifie que trop leurs allarmes.

En 1749 nous avons supplié Votre Majesté de considérer que les maladies augmentant toujours par les remèdes qui n'operent point ou qui operent mal , la caisse d'amortissement étoit une opération décisive pour les finances , & qu'on ne prenoit pas toutes les précautions nécessaires pour assurer le suc-

cès & pour arrêter la dissipation : nous obéîmes en renfermant dans nos ames les plus vives inquiétudes, & s'il faut le dire, de tristes préages pour l'avenir.

Sept ans après nous déplorâmes les effets de nos conjectures vérifiées, nous conjurâmes Votre Majesté d'ordonner le retranchement des dépenses & l'extirpation des abus, de rétablir la Marine, & de ne pas permettre qu'une guerre étrangère fît perdre de vûe le seul objet essentiel.

Aujourd'hui nous lui demandons d'épargner des peuples qui périssent, d'employer les restes de leur crédit, & de le ranimer par l'assurance d'une réformation nécessaire au salut de la plus belle Monarchie de l'univers.

Un Edit nous a été adressé sur le commerce des Cuirs ; il étoit funeste à cette Province ; des Lettres patentes modificatives ont été l'effet de nos très-humbles remontrances que Votre Majesté a daigné approuver ; & le seul regret qui nous reste est la certitude où nous sommes, que le bien essentiel de votre service exigeoit une plus grande modération dans le Tarif.

L'Edit de Subvention générale nous a paru nuisible aux finances, injuste pour vos peuples, impossible pour la perception ; Votre

Majesté en a jugé de même : quel est donc l'objet que se proposent ceux qui voudroient étouffer nos voix ? Et quel avantage resulteroit-il d'éteindre cette lumiere qui vous assure une obéissance fidele & éclairée ?

Le pouvoir attaché au sceptre françois est le plus haut faîte de la grandeur légitime : au-delà tout n'est que ténèbres, foiblesse & instabilité. Ceux qui voudroient corrompre les principes d'un heureux gouvernement sont les ennemis du Souverain & de l'Etat.

SIRE, la verité que nous devons au trône, est une charge glorieuse, mais penible pour nous, & un trésor précieux pour Votre Majesté & pour son auguste Maison. Sans le secours de la verité, il est impossible que l'exercice de la puissance soit réglé par les loix, & sans la direction des loix on verra toujours le commandement se précipiter, & le pouvoir se nuire à lui-même.

De la puissance funeste de faire sans obstacle le mal qu'on ne connoît pas, naît enfin l'impuissance de faire le bien qu'on voudroit, qui est l'état le plus douloureux pour les bons Rois. Les volontés les plus utiles & les plus glorieuses, sont retenues captives par le dérangement des finances qu'entraîne toujours la dangereuse facilité de multiplier les tributs.

Ce sont les très-humbles & très-respectueuses remontrances que présentent à Votre Majesté,

SIRE,

DE VOTRE MAJESTE'.

Les très-humbles, très-obéissans & très-fideles serviteurs & sujets,  
Les Gens tenant la Cour de Parlement de  
Provence.

Par la Cour.

Signé DEREGINA.

*A Aix le 28 Mars 1760.*



# REMONTRANCES

## DE LA COUR

DES COMPTES, AYDES ET FINANCES

DE PROVENCE,

AU ROY,

*Sur l'Edit du mois de Février 1760, portant établissement d'un nouveau Vingtième, deux sols pour livre d'icelui, & l'augmentation de la Capitation; & sur la Déclaration du 3 du même mois, qui établit un sol pour livre en sus des droits des Fermes & autres.*

SIRE,

Nous ne serions pas obligés de porter jusqu'aux pieds du Trône les gémissemens de vos peuples, si toute l'étendue de leur misère étoit connue de Votre Majesté : ils ont fait

les plus grands efforts pour fournir aux dépenses de la guerre, & ils attendoient un tems plus heureux pour être soulagés des impôts qui les accablent. Si des circonstances extraordinaires demandent de plus grands secours, vous ne voudrez jamais vous les procurer par des moyens qui entraîneroient leur ruine : ce n'est point leur zele que vous devez considérer, il est toujours extrême pour votre service ; ce ne sont pas aussi les besoins de l'Etat qui doivent seuls déterminer l'augmentation des impôts, parce que les regles de la justice, & l'intérêt même de l'Etat, exigent qu'ils soient proportionnés aux forces de vos sujets. Votre équité, SIRE, ne connoît pas d'autre principe ; vous avez voulu *allier avec les menagemens* qu'ils méritent, *les nouveaux secours* qui vous sont nécessaires. Pour remplir cet objet digne de tous vos soins, Votre Majesté, en supprimant la Subvention générale, a ordonné, par l'Edit & la Déclaration du mois de Février, la levée des subsides qui lui ont paru le moins onéreux ; mais si vos sujets sont épuisés, & prêts à succomber sous le poids des impositions, nous devons espérer avec confiance que Votre Majesté les garantira d'une surcharge qui mettroit le comble à leurs malheurs.

Dépositaires de votre autorité dans l'exercice de la juridiction que vous nous avez

confiée, nous le sommes de vos intérêts, & de ceux de vos peuples, dans la vérification des loix burſales, qui appartient eſſentiellement à votre Cour des Aydes. Cette fonction, la plus importante de notre miniſtere, nous oblige d'expoſer à Votre Majeſté les ſurpriſes faites à ſa religion, & l'impuiffance de ſes ſujets, lors que de nouvelles loix les chargent d'un joug trop peſant. Nous vous devons, SIRE, la vérité, & votre juſtice s'éleveroit contre des Magiſtrats qui l'auroient trahie par leur ſilence.

Votre Majeſté ordonne par l'Edit qu'Elle nous a adreſſé, qu'il ſoit levé un nouveau *Vingtieme*, avec les deux ſols pour livre d'icelui, à compter du premier Octobre dernier pendant la préſente année & la ſuivante, excepté ſur l'industrie.

SIRE, l'impoſition des deux Vingtiemes accable vos peuples, l'établiſſement d'un troiſieme impôt de cette nature ne ſerviroit qu'à augmenter leur miſere; vos finances n'en retireroient aucun avantage, parce que la levée en ſeroit impoſſible, & l'Etat feroit des pertes irréparables.

Dans les tems les plus malheureux, le Dixieme fut le dernier accroiſſement des ſubſides extraordinaires; & Votre Majeſté a toujours ſoulagé ſes peuples de cette impoſition, dès que les circonſtances, qui l'avoient

obligée de l'établir , n'existoient plus : épuisés par les maux inséparables de la guerre , la justice & le bien public exigeoient qu'ils eussent , en tems de paix , les moyens de reparer leurs forces , de faire revivre le commerce , & de ranimer l'industrie : ils attendoient ce soulagement à la fin de la guerre précédente ; le desir de leur en procurer de plus grands , par l'extinction des dettes de l'Etat , vous détermina , en supprimant le Dixieme , d'ordonner la levée d'un Vingtieme , pour être employé à *la liberation de ces dettes.*

La destination de cet impôt pouvoit seule rassurer vos peuples ; ils se promettoient de jouir dans peu d'années de tous les adoucissements qu'elle devoit leur procurer , & ils comptoient dès - lors , à juste titre , sur une diminution de la moitié du Dixieme établi en 1741 : quelle fut leur douleur , lorsqu'au lieu de ressentir quelque soulagement , ils se virent en proie aux vexations d'une foule de Directeurs & d'Employés , qui , sans regle & sans principes , décidèrent par des évaluations arbitraires du sort de tous les citoyens ! La consternation fut générale , les plaintes s'éleverent de toutes parts , & durant six années de paix vos sujets eurent à combattre contre l'injustice des avides régisseurs du Vingtieme.



Votre Majesté, SIRE, ignoroit ces maux, elle en fit tarir la source dès qu'ils lui furent connus ; mais les effets en furent funestes à vos sujets : il étoit difficile d'effacer les impressions avantageuses que les fausses opérations des Directeurs avoient données ; le Vingtième fut fixé par-tout au taux à peu près du Dixième, & cette charge énorme fut augmentée du double en 1756. Votre Majesté ne voulant pas changer la destination de cet impôt affecté aux dettes de l'Etat, ordonna la levée d'un second Vingtième, pour les dépenses de la guerre.

Quelque excessive que fût cette nouvelle imposition, l'obéissance, le desir de vous plaire, & l'espérance de la voir bien-tôt finir animèrent vos sujets : mais leurs efforts ont été impuissans ; la continuation de la guerre leur a enlevé les moyens de supporter le doublement d'une imposition aussi forte que les Dixièmes antérieurs, dont l'établissement fut toujours regardé comme un remede violent, réservé pour des maux extrêmes, & qui ne pouvoit être continué sans consumer les peuples. Ils ont bien-tôt senti que le fardeau étoit trop pesant ; ceux de votre Comté de Provence en ont été plus accablés, parce que leur situation étoit plus facheuse, & leurs charges plus considérables. L'abonnement des deux Vingtièmes avoit diminué leurs allar-

mes, en les delivrant d'une exaction rigoureuse directement contraire aux principes & aux regles de leur administration : mais le prix excessif de cet abonnement a si fort excédé leurs facultés , qu'il n'est resté à cette Province aucun moyen pour remplir ses engagements. Elle s'est confiée en votre équité, qui l'assuroit d'un soulagement prochain , en considération des fournitures immenses qu'elle avoit faites à vos armées durant la guerre précédente.

La cause de cette surcharge particuliere à la Provence fournissoit un double motif pour la soulager ; elle n'avoit contracté des engagements si considérables que par zele pour le service de Votre Majesté ; c'est une avance dont l'Etat & la Nation entiere lui sont redevables : cependant les remboursemens obtenus sont fort au dessous des sommes pour lesquelles la Province s'est engagée , & les assignations ont été indiquées à longs termes, ou sur des objets de compensation qui n'ont point diminué ses dettes ; elles montent à plusieurs millions , dont les intérêts font un accroissement d'imposition, aussi fort qu'un troisieme Vingtieme.

Le poids des charges publiques est déjà si supérieur aux forces de la Province , que les impositions annuelles ne suffisent pas à beaucoup près au payement des subsides. Nous en avons la preuve , SIRE , dans les comptes

des Trésoriers des Etats; ils sont en avance de deux millions deux cent mille livres, & cette nouvelle dette augmente les engagements de la Province : d'une autre part les avances beaucoup plus considérables des Receveurs des Vigueries, & celles des Trésoriers particuliers, prouvent évidemment que le taux des impositions, quoique fort au dessous des charges, excède de beaucoup la portée des Communautés & les facultés des redevables. On n'accusera pas les Receveurs d'indulgence ou d'inexactitude : mais que peuvent les exécutions les plus rigoureuses contre des citoyens infortunés qui manquent du nécessaire !

Les malheurs de la guerre ont achevé d'épuiser cette Province; ses productions n'ont plus de débit; la levée des impôts, & le prix des denrées de première nécessité, font sortir de son sein tout l'argent, qui étoit sa dernière ressource, & rien ne le remplace : les citoyens du premier ordre ont peine à soutenir la décence de leur état; les négocians cachent dans l'obscurité leurs pertes & leurs malheurs.

Marseille, qui répandoit l'abondance dans nos contrées, n'offre plus que le spectacle affligeant d'un commerce ruiné, de manufactures abandonnées, d'ouvriers & de matelots qui gémissent dans l'indigence.

Les habitans de la campagne sont réduits à la mendicité; les journaliers manquent de

travail & de secours ; les propriétaires , découragés par l'excès des impôts , laissent en friche des champs qui leur seroient infructueux ; il est moins sensible pour eux d'en abandonner la possession , que de se voir enlever par l'exacteur le prix de la culture , & le fruit de leur industrie.

La Noblesse a perdu tout à la fois ses franchises , & les moyens de secourir ses vassaux ; elle voit diminuer ses revenus , à mesure que ses dépenses augmentent ; les fiefs devenus tributaires , elle est forcée d'en partager le produit avec le collecteur , tandis qu'elle fait les plus généreux sacrifices pour la gloire de vos armes , & la défense de l'Etat.

Les mauvaises récoltes ont augmenté les calamités de la Province ; la stérilité des terres y est générale depuis quelques années ; le prix des grains a doublé ; le commerce maritime qui assuroit la subsistance de la plus grande partie de ses habitans , ne leur est presque plus d'aucun secours : la disette est extrême , & la crainte d'un plus grand malheur a forcé les administrateurs d'employer les fonds des impositions en achat de bleds , qui sont revendus à perte dans les marchés publics , pour rabaisser le prix de cette denrée.

Les mêmes motifs qui ont déterminé Votre Majesté à exempter l'industrie d'un troisième  
Vingtième ,

Vingtième, doivent en garantir les biens fonciers : vous avez voulu ménager une partie de vos sujets , qu'une inaction forcée a plongés dans la misère , & éviter qu'un surcroît d'impôt ne fût la cause fatale de leur perte ou de leur émigration. Un troisième Vingtième sur les fonds , porteroit le dernier coup à l'agriculture , & acheveroit la ruine de ceux qu'il importe le plus à l'Etat de conserver.

Si les subsides immenses qui sont imposés ne suffisent pas pour les dépenses de la guerre , Votre Majesté peut y appliquer les fonds du premier Vingtième : Elle les destina lors de son établissement aux dettes de l'Etat , dans la vûe de procurer à ses peuples les soulagemens dont ils ne pouvoient jouir tant qu'elles subsisteroient. Ce fut par ce motif, qu'en ordonnant la levée d'un second Vingtième , Votre Majesté déclara son intention (a) de ne point distraire , pour quelque cause que ce soit , le produit du premier, de l'objet essentiel pour lequel il avoit été établi.

Cet ordre économique a dû procurer l'extinction de la plus grande partie des dettes , & il ne peut plus se concilier avec votre équité, dès que les charges deviennent trop onéreuses. Le bien public vous sollicite à retarder une libération qui coûteroit trop cher à vos peuples ; vous préférerez , SIRE , à des sou-

(a) Déclaration du 7 juillet 1756.

lagemens éloignés , l'exemption actuelle d'une surcharge qui mettroit le comble à leurs miseres.

Les mêmes considérations, qui ne permettent pas d'augmenter les impositions réelles , se présentent , SIRE , en faveur de vos peuples , à l'égard des impôts personnels , parce que leur impuissance est absolue. L'Edit qui établit un troisieme Vingtieme durant deux années , ordonne que pendant le même tems, *dans les Provinces où la taille est réelle , tous ceux qui ont été imposés dans les rolles de la Capitation de l'année dernière 1759 à la somme de vingt-quatre livres & au dessus , tant pour le principal , que pour les quatre sols pour livre , seront tenus de payer le double de leur Capitation , avec les quatre sols pour livre d'icelle.* Les plus pauvres de vos sujets sont exemptés de la rigueur de la loi , & vous n'avez voulu y soumettre que ceux dont les taxes , *en indiquant les facultés , font présumer qu'ils peuvent contribuer à cette augmentation.* Dans des tems plus heureux , la proportion que Votre Majesté a prise pour regle , seroit très-juste ; & il n'y a aucun de vos sujets , dans le nombre de ceux qui peuvent supporter le doublement de cet impôt , qui ne souscrive à vos volontés avec autant de zele que de soumission : mais par les circonstances malheureuses qui ont ruiné tant

de familles , il se trouve dans les Villes un nombre infini de citoyens cotisés aux rôles de la Capitation vingt-quatre livres & au dessus , qui ne sont pas en état d'acquitter aucune charge personnelle , & moins encore d'en supporter le doublement. Combien de négocians & d'artistes accrédités qui vivoient dans l'aisance , dont la Capitation , proportionnée à des profits connus & certains , étoit considérable , & qui se trouvent réduits maintenant à l'étroit nécessaire ! Leurs taxes n'ont pas été diminuées , par l'impossibilité de les rejeter sur les autres contribuables.

Daignez aussi considérer , SIRE , qu'en Provence la taille étant réelle , tous vos sujets y peuvent être soumis ; la Noblesse même la paye pour une grande partie de ses domaines. Ayez égard à ce principe de notre constitution , qui rend les subsides ordinaires si abondans ; la taille & les autres impôts enlèvent à un grand nombre de familles , qui ne possèdent que des biens fonciers , la plus grande partie des fruits qu'elles recueillent : il seroit trop rigoureux d'exténuier les restes de ces revenus casuels , par le doublement d'une imposition personnelle.

Nous ne pouvons vous dissimuler , SIRE , que parmi les Nobles , taxés relativement à des titres d'honneur , & des places de dignité , ou à des offices de judicature , plusieurs

cachent, sous un extérieur forcé, des besoins réels, & le plus grand nombre manque d'aisance. Leur Capitation n'annonce qu'une opulence chimerique, des honneurs sans profits, & des charges onéreuses par le devoir de la résidence. Votre Majesté n'a voulu, par son Edit, soumettre au doublement de la Capitation, que ceux dont les taxes *indiquent les facultés*; il ne doit donc porter que sur les personnes cotisées proportionnellement à leurs biens. Cependant la disposition de l'Edit est générale, & si Votre Majesté n'y fait aucune modification, la Capitation sera doublée sur un grand nombre de vos sujets, qui payent pour cet impôt le quadruple & plus de ce qu'ils seroient taxés par proportion seulement à leurs facultés. Ce ne sont pas de vains titres & des droits honorifiques que Votre Majesté a voulu prendre pour règle, mais les revenus & les fortunes des contribuables; & ces objets n'ont été d'aucune considération dans les taxes primordiales des personnes qualifiées; leurs rangs en ont seuls décidé: faudroit-il que sur le même principe elles fussent chargées d'un impôt extraordinaire, qui ne peut être supporté dans des tems difficiles, que par le petit nombre de ceux dont les richesses laissent entrevoir un reste de superflu?

Nous aurions désiré, SIRE, pouvoir se-



parer nos intérêts de ceux de vos autres sujets, & nous taire dans notre propre cause ; la Magistrature sera toujours prête à vous faire les plus grands sacrifices : si les impôts s'accroissent sur nous, notre zèle n'en deviendra que plus ardent, & notre soumission sera sans contrainte comme sans bornes ; mais la vérité, dont nous sommes l'organe, nous oblige de vous exposer tous les objets qui intéressent votre justice.

Vous avez ordonné, SIRE, par le même Edit, le *triplement* de la Capitation de tous les particuliers pourvus de charges, emplois, commissions ou places emportant recette & maniment des deniers royaux, ou autres deniers publics, même ceux qui après avoir exercé pendant dix ans de semblables places se seroient retirés.

Cette disposition générale semble comprendre les Trésoriers ou Collecteurs des deniers communs & patrimoniaux des Communautés ; ce qui seroit contraire à l'intention de Votre Majesté, qui n'a voulu soumettre à cette triple taxe que ceux dont les profits excessifs dans le maniment des deniers publics, peuvent souffrir des retranchemens considérables.

Vous ne bornerez pas, SIRE, à une taxe si modique, les ressources qu'offrent pour vos finances les fortunes prodigieuses des traitans & des gens d'affaires. En reprenant sur

leur opulence, ce qu'ils vous ont enlevé par des gains illicites, & des profits immodérés. Votre Majesté trouvera des secours abondans : qu'est-ce qu'un triplement de Capitation à des gens enrichis des dépouilles du peuple & du bien de l'Etat ?

Par des motifs différens, & qui naissent cependant d'un même principe, on ne doit pas confondre dans la classe des financiers, ceux qui sont chargés de la levée & du maniment des deniers des Communautés ; ils n'ont que des droits très-modiques pour un recouvrement des plus pénibles.

A ces raisons d'équité, qui doivent faire exempter un grand nombre de contribuables, du doublement & du triplement de la Capitation, se joint une considération générale en faveur de cette Province. Cet impôt personnel, si peu conforme à ses loix & à ses usages, avoit été établi pour la première fois en 1695, & supprimé peu de tems après : il fut rétabli & consenti par les Administrateurs de la Province dans un tems qui exigeoit les plus pressans secours ; vos peuples qui n'étoient point encore surchargés de l'imposition du premier Dixieme, se livrant à leur zele, firent les plus grands efforts : la Capitation fixée en gros sur le corps de la Province, par une espece d'abonnement à un prix excessif, fut augmentée de deux sols par livre durant une an-

née, en exécution des Lettres-patentes du 18 août 1705 , & cette augmentation fut prorogée par des Arrêts du Conseil. Vos peuples comptoient sur une diminution considérable de cet impôt lors de l'établissement du Dixieme ; les malheurs que la France avoit essuyés, & qu'il falloit réparer , ne permirent pas de ménager les forces de la Province , & l'augmentation des deux sols pour livre fut doublée pour dix ans en 1747. Ce surcroît d'imposition n'eut d'autre motif que les frais de la guerre. La paix devoit en faire cesser la levée , & Votre Majesté accorda des soulagemens considérables aux autres Provinces. Il est difficile de comprendre par quelle fatalité la Provence , qui méritoit les plus grandes faveurs , fut oubliée ; les quatre sols pour livre de la Capitation continuerent à être perçus en entier , & le terme de cette augmentation expiré , la perception en a été prorogée par de nouveaux Arrêts du Conseil , qui , comme les premiers , n'ont jamais été revêtus des formes essentielles à la législation.

L'Assemblée générale des Communautés de Provence vous supplia en 1756 de lui accorder une diminution de la Capitation , & de supprimer la levée des quatre sols pour livre. Il étoit juste de lui accorder le même soulagement dont les autres Pays d'Etat avoient joui ; mais la guerre qui s'étoit rallumée , arrêta

le cours de vos bontés : Votre Majesté répondit que les conjonctures ne lui permettoient pas de rien changer à la fixation de cet impôt. Assurés que vous accorderez à la paix une diminution retardée par les seules occurrences de la guerre , nous vous supplions , SIRE , de la fixer dès-à-présent , afin qu'elle puisse servir de regle dans l'abonnement des augmentations qui seront ordonnées par Votre Majesté. Vous ne voudriez pas , SIRE , votre équité s'y oppose , faire porter le doublement sur cette partie de la Capitation dont la Provence doit être soulagée à la paix , & dont le droit lui est acquis depuis le tems que les autres Pays d'Etat en ont profité ; mais sans diminuer le produit de cette imposition , daignez , SIRE , en adoucir dès-à-présent le fardeau , en rétablissant la Province & vos peuples dans tous les droits que sa constitution & vos Ordonnances leur ont assurés.

Les subsides imposés sur les Pays d'Etats , & levés de leur consentement , sont des dons volontaires ; le corps de chacune de ces Provinces en est responsable envers Votre Majesté ; ils sont versés en entier dans le Trésor royal , suivant la fixation ou l'abonnement convenu de leur part avec le Ministère de vos finances , & autorisé par Votre Majesté : la distribution de ces subsides sur les Communautés , appartient aux Administra-  
teurs

teurs des Provinces ; c'est un droit essentiel à leurs fonctions : la répartition qui doit être faite sur les contribuables, est dévolue aux Officiers municipaux des Communautés ; & s'il y a erreur ou injustice dans les cotisations, vos peuples ont dans le lieu de leur domicile, un Tribunal supérieur établi pour recevoir leurs plaintes, & prononcer en dernier ressort.

Ces principes consacrés par le droit public, sont suivis dans la répartition des autres subsides, & vos sujets y trouvent tous les avantages d'une administration économique qui a des regles sûres, & d'une juridiction exercée par un corps de Magistrats dévoués à la vérité. Pourquoi les Administrateurs de cette Province, & votre Cour des Aydes ne jouissent-ils pas, à l'égard de la Capitation, des droits que les loix leur donnent pour le bonheur de vos sujets, & l'intérêt même de Votre Majesté ? La nature de cette imposition est un nouveau motif pour maintenir ces droits précieux : les Administrateurs ont seuls les connoissances nécessaires pour la répartir avec égalité sur chaque Communauté ; les Officiers municipaux sont en état, mieux que tous autres, d'apprécier les facultés des redevables, & les contestations qui s'élèvent sur les taxes, ne peuvent être décidées, selon les regles d'une exacte justice, que par un Tribunal où l'arbitraire n'ait jamais accès. Cependant nous avons la dou-

leur de voir que l'intervention du droit public de la Province se perpétue à l'égard de la Capitation : le Commissaire départi en est l'ordonnateur, & le seul Juge ; les Procureurs des gens de trois Etats ne sont que ses adjoints dans la répartition de cet impôt ; les contribuables qui ont à se plaindre de leurs cotisations, ne peuvent s'adresser qu'à celui même qui les a autorisées, & l'appel de ses Ordonnances est dévolu au Conseil de Votre Majesté ; ce qui expose vos sujets à des longueurs, & à des fraix considérables, ou les contraint au silence & à l'abandon de leurs droits. Daignez rétablir, SIRE, les Administrateurs dans toutes leurs fonctions, & remettre vos peuples sous la juridiction de leurs Juges naturels : l'impôt leur sera moins onéreux, lorsque l'exactitude des règles, l'exécution des Ordonnances, & de leurs Statuts, les garantiront des inconveniens & des injustices, qui sont toujours à craindre, & difficiles à réparer, quand le droit commun n'est pas observé. Accordez leur, SIRE, un autre avantage, en réduisant dans une matiere sommaire qui n'exige pas de longs délais, les formalités des procédures ordinaires, & la même loi procurera à vos sujets la liberté de recourir aux Tribunaux qui jouissent de leur confiance, & la satisfaction d'être assurés d'une justice prompte & gratuite.

Notre fidélité , SIRE , est le principe de notre devoir , dans l'exposition des motifs qui ont suspendu l'enrégistrement de l'Edit que Votre Majesté nous a adressé. L'impuissance de vos peuples rend impossible la levée d'un troisieme Vingtieme dans votre Pays de Provence , ne fût-il établi que pour une année. Le doublement de la Capitation ne peut être perçû que sur un très-petit nombre de contribuables , & votre équité nous assure que la fixation ou l'abonnement que vous accorderez à cette Province , sera proportionné au soulagement que les autres Pays d'Etats ont obtenu avant la guerre , & dont elle doit jouir à la paix.

Les augmentations d'impôts ordonnées , SIRE , par la Déclaration de Votre Majesté , seroient peu sensibles , si elles ne s'étendoient pas sur des droits nuisibles au commerce intérieur , la seule ressource qui reste à cette Province , & si elles ne donnoient pas de nouvelles atteintes à des franchises & à des privileges qu'elle a acquis à titre onéreux , ou qui sont essentiels à sa constitution.

Par l'article premier Votre Majesté veut , *que pendant dix ans il soit perçû à son profit un Vingtieme , ou sol pour livre d'augmentation du prix principal de tout le sel qui sera vendu & débité dans les greniers de vente volontaire & d'impôts des Gabelles de France ,*

*dans les greniers ou chambre à sel des Gabelles du Lyonnais, Dauphiné, Provence, Languedoc & Roussillon, & sur les droits manuels qui y sont perçus.*

Les impositions sur le sel ont toujours alarmé les habitans de Provence : cette production, dont la nature la favorise, est pour eux un objet considérable de consommation; les terres sèches & arides de cette Province ne peuvent être fertilisées que par les engrais des bestiaux, qui ont besoin d'une grande quantité de sel pour leur entretien. Nos anciens Souverains ne s'étoient jamais réservé la vente exclusive de cette denrée; ils bornoient leurs droits à un impôt très-moderé, qui n'étoit augmenté que pour des causes urgentes & du consentement des Etats de la Province, auxquels ils laissoient la liberté de disposer d'une partie de l'imposition. (a)

Depuis l'heureuse réunion de la Provence à votre Couronne, les augmentations peu considérables, ordonnées par les Roys vos prédécesseurs, furent toujours affectées à des dépenses qui intéressoient le corps de la Province, & les administrateurs des Etats étoient

(a) En 1369, la Reine Jeanne, du consentement des Etats, augmenta le prix du sel, qui fut fixé à trois sols l'émine; l'impôt fut destiné aux dépenses du Siège de Tarascon, occupé par le Duc d'Anjou.



appelés pour donner leur consentement, ou pour faire valoir les raisons contraires à l'établissement des nouveaux droits.

En 1661, Louis XIV. l'auguste bisayeul de Votre Majesté, voulut augmenter considérablement le prix du sel, & réduire la mesure de l'émine à celle du minot, moindre d'un tiers. Ces deux objets étoient très-importans pour la Province; elle démontra l'impossibilité de l'assujettir à un accroissement d'impôt ruineux pour le Pays, s'il n'en étoit indemnisé proportionnellement par la diminution des autres subsides : le feu Roi reconnut la justice des représentations qui lui furent faites à ce sujet, & il se détermina à soulager ses peuples de Provence, de plusieurs charges onéreuses, en considération du changement de la mesure & de l'augmentation d'impôt, qui doubloient le prix du sel.

Les engagements respectifs de Sa Majesté & de la Province, furent revêtus des formes les plus solennelles par l'Edit donné au mois d'août 1661; Sa Majesté exempta à perpétuité cette Province de divers subsides remplacés par l'augmentation du prix du sel, dont le produit étoit beaucoup plus considérable, & particulièrement de toutes les fournitures concernant le logement & l'entretien des Troupes; le feu Roi ayant assigné pour

cet objet, sur les Gabelles, une somme importante, qui devoit être remise annuellement au Trésorier du Pays : la Provence fut affranchie en même tems de plusieurs établissemens contraires à ses Statuts, à ses privileges & au commerce de ses habitans, particulièrement des droits de deux pour cent de la ville d'Arles, & de la douane de Lyon, sur les productions du Pays allant à l'étranger par terre, sans passer par Lyon. Ces engagemens du Souverain envers ses sujets, étoient inviolables; les besoins de l'Etat ont servi de motif pour redemander les subsides qui étoient supprimés, & la Province n'a jamais fait valoir ses exemptions, tant qu'elle a pû soutenir le fardeau des charges qui lui ont été imposées.

L'Edit de 1661 n'a pas été mieux observé pour le prix du sel; il a été augmenté postérieurement de deux sols par livre, & des *droits manuels* attribués originairement à une multitude d'Officiers inutiles; prorogés pour servir à leur remboursement; augmentés sous prétexte d'une dépense locale, dont les peuples ne devoient jamais être chargés; continués ensuite sans aucun autre motif que de grossir le produit des Fermes. Seroit-il juste, SIRE, que le Vingtieme, dont vous ordonnez la levée en sus du prix principal du sel, pour dix ans, fût également perçu sur

des droits qui devroient être éteints depuis long-tems , & dont la durée ne peut régulièrement avoir lieu que jusqu'au terme du bail , le seul titre qui en autorise la perception ?

Nous ne réclamons pas, en faveur de cette Province , l'entiere exécution de l'Edit de 1661 , qui l'a affranchie pour toujours à titre onéreux du logement & de l'entretien des gens de guerre ; les besoins pressans de l'Etat, ne vous permettent pas de la faire rentrer dans tous ses droits. Nous nous bornons à supplier Votre Majesté de mesurer ses secours à ses forces ; elle s'est épuisée durant la derniere guerre, par les efforts prodigieux qu'elle a faits pour la subsistance de vos armées ; sa situation l'expose au passage fréquent de Troupes , faudroit-il que ses contributions fussent sans bornes ? Nous espérons , SIRE , de votre équité , qu'en les proportionnant aux charges ordinaires , vous manifesterez votre volonté par un titre solennel , qui assurera le sort de cette Province. Votre Majesté pourra indiquer sur le produit immense des Gabelles , des fonds certains pour payer l'excédent des fournitures.

Les besoins de la Provence exigent aussi que ses habitans jouissent de l'exemption qui leur fut assurée par le même Edit des droits de deux pour cent de la ville d'Arles

& de la douane de Lyon. Il ne leur reste point d'autre ressource que le commerce intérieur; ils ne peuvent se procurer la plupart des choses nécessaires à la vie, que par l'échange de leurs denrées & de leurs marchandises; l'interruption du commerce maritime en arrête l'exportation hors du Royaume; elles sont peu recherchées des autres Provinces, à cause de la multiplicité des droits qui en doublent le prix, & le manque de débit de ces superfluités les prive du nécessaire. Nous n'avons pas, SIRE, les mêmes franchises à faire valoir contre la douane de Valence; mais les mêmes considérations sur l'état de cette Province, & la nécessité de faciliter la vente de ses productions, se réunissent pour lui procurer les exemptions les plus étendues.

Les douanes de Lyon & de Valence ont été déjà si funestes au commerce, que vos peuples devoient se flater de voir lever ces barrières redoutables, qui les privent de tous les avantages d'une circulation libre, propre à ranimer nos manufactures, à encourager l'industrie, & à mettre en valeur toutes les denrées, qui ne peuvent avoir de prix que par la facilité des transports & des échanges. Cependant, SIRE, les droits exorbitans qui se perçoivent à ces douanes, & ceux de tous les autres bureaux intérieurs, également nuisibles au commerce, & par conséquent à l'Etat,

l'Etat , sont augmentés d'un Vingtième par l'article 2 de votre Déclaration ; Elle l'établit indistinctement *sur tous les droits d'entrée & de sortie, qui se levent dans l'étendue des Provinces des cinq grosses fermes , & sur les Huiles & Savons.*

Cette augmentation peu considérable pour vos finances , ralentira tout à fait le cours des denrées & des marchandises. Votre Majesté n'y trouvera qu'un bénéfice momentané , qui fera diminuer infailliblement dans la suite , le produit de l'imposition principale. Il est de principe en finance , que les droits sur les objets de consommation doivent être proportionnés à leurs prix ; l'expérience a appris que si l'imposition est trop forte , la consommation diminue , & le recouvrement des droits est moins considérable ; ce qui nuit également au commerce & aux finances , aux intérêts du Souverain & à ceux des sujets.

La Provence éprouve les suites funestes des impôts excessifs & multipliés , qui se levent sur les huiles , la principale production des ses terres ; elles ne se vendent que difficilement , & à bas prix ; les acheteurs veulent compenser sur la valeur de la denrée la plus grande partie des droits qui sont dûs dans le transport.

L'intérêt de la Province sur cette branche importante de son commerce , a été si peu

ménagé, que le droit exorbitant de cinquante sols par quintal, imposé originairement sur les huiles, pour huit années, augmenté de quatre sols pour livre, fut prorogé pour une cause qui a cessé depuis longtems; & continué ensuite sans autre motif que de satisfaire l'avidité des Fermiers. Cet objet n'a pu être d'aucune considération dans les prix des baux, Votre Majesté n'y a rien gagné, & cette Province en a beaucoup souffert. Seroit-il juste que l'augmentation d'un Vingtième fût perçue sur des droits onéreux, dont la levée doit cesser à la fin du bail actuel.

Des considérations non moins sensibles se présentent, SIRE, sur les articles de la Déclaration qui ordonnent une pareille *augmentation* sur presque tous les droits qui composent votre Ferme générale, & principalement sur les droits de contrôle & de centième denier.

Le Contrôle gêne extrêmement le commerce civil, vos sujets préfèrent souvent le sacrifice de leurs intérêts, à des sûretés trop coûteuses, à cause de l'excès de cet impôt, qu'un tarif obscur rend encore plus redoutable par la crainte des surexactions. L'augmentation ordonnée sera un nouveau motif pour éluder le contrôle dans tous les actes volontaires, les peuples seront plus gênés, & le produit des droits moins considérable. Le centième denier porte directement sur les héri-

rages de vos sujets contre la nature de tous les impôts , qui n'affectent jamais que les fruits & la production ; pouvoient-ils craindre qu'un droit si rigoureux reçut la moindre augmentation ?

Le dernier article, *SIRE* , de votre Déclaration ordonne *la même augmentation* d'un vingtieme *sur tous les droits qui se levent dans les Provinces de votre Royaume , au profit des Etats , Bourgs , Villes & Communautés* , sur les denrées & marchandises , *à titre d'Octrois , de Tarif , ou à tel autre titre que ce soit*. Cette clause générale porteroit un préjudice essentiel à la Province , en donnant un prétexte aux Directeurs des nouveaux impôts , de prétendre un vingtieme des droits que les Communautés imposent sur les fruits , les denrées & les marchandises , pour tenir lieu de la taille. Nous ne sçaurions présumer que l'intention de Votre Majesté ait été d'augmenter d'un vingtieme les charges ordinaires des Communautés de Provence : les impositions qu'elles délibèrent sur les objets de consommation , sont levées par la permission de votre Cour des Aydes , & destinées à remplacer la taille qui absorberoit au-delà du produit des fonds , si elle étoit proportionnée aux sommes imposées ; les Communautés jouissent de cette liberté par un droit municipal ; ce n'est aussi qu'en multipliant cette espece d'im-

position sur la farine, la viande, le vin, le poisson, & toutes les autres denrées de première nécessité, qu'elles peuvent fournir aux subsides immenses dont la Province est chargée; ces droits sont proportionnés aux facultés des habitans; la plus légère augmentation nuirait au débit & à la consommation, & conséquemment au recouvrement des droits, au paiement des subsides & au bien de votre service. Il y auroit d'ailleurs une inégalité frappante, si les impositions qui tiennent lieu de la taille, étoient augmentées d'un vingtième au profit de Votre Majesté; les Communautés les plus accablées sont aussi celles qui imposent le plus sur les denrées: l'augmentation des droits opéreroit à leur égard une double injustice. Elles seroient surchargées, tandis que celles dont le fardeau est moins pesant, & qui n'imposent pas sur la consommation, ne seroient pas soumises à l'augmentation. Nous ne doutons pas que Votre Majesté n'en exempte cette sorte d'imposition, particuliere dans sa forme & dans sa destination aux Communautés de Provence.

Vos intérêts sont inséparables de ceux de vos sujets; tout impôt qui les accable, nuit à l'Etat: pleins de confiance en votre équité, nous vous avons exposé les objets importants de nos très-humbles représentations; ils toucheront le cœur paternel de Votre Majesté



toujours sensible aux malheurs de ses peuples. Tout est perdu pour la Province, si vous la soumettez à de nouvelles charges; nous devons même vous assurer, sous la foi de nos sermens, qu'il ne lui est pas possible de supporter plus long tems celles qui lui sont imposées. Elle a fait les plus grands efforts; toutes ses ressources ont manqué par la continuité des maux qui l'affligent. Depuis le commencement de la guerre précédente, les fleaux les plus redoutables se sont réunis contre elle, la bonté de sa constitution lui a conservé un reste de vie, prêt à s'éteindre, si elle n'est promptement secourue.

Vos peuples souffrent, les secours leur manquent, & le découragement est général; leurs miseres échappent à vos regards; l'éclat du Trône, & vos bienfaits en éloignent l'indigence. Si l'état déplorable du plus grand nombre de vos sujets étoit exposé à vos yeux; si Votre Majesté pouvoit considérer elle-même l'extrême pauvreté, & tous les maux répandus dans les Provinces de son Royaume, les Villes sans richesses & sans commerce, les Villages abandonnés, la campagne déserte, les Cultivateurs fugitifs, les héritages laissés en proie aux exacteurs, l'industrie sans travail, la mendicité sans assistance & sans asyle; des familles entières consumées par la faim; un spectacle si di-

gne de pitié feroit connoître à Votre Majesté les besoins pressans de ses peuples & leur impuissance. Ces objets ne s'offrent pas à votre vûe, mais notre devoir, SIRE, nous oblige de vous en présenter le tableau : croyez-en le témoignage sincere de Magistrats dévoués à votre service ; ils n'ambitionnent que votre gloire, & le bien de l'Etat. Destinés à maintenir l'heureuse correspondance du Souverain avec ses sujets, à faire exécuter vos volontés, à protéger la levée des subsides, nous nous rendrions coupables d'une dissimulation criminelle, si nous n'étions pas également attentifs à vous faire connoître l'étendue & les bornes des forces de cette Province. La flatterie & la cupidité voudront sans cesse vous cacher les malheurs publics ; mais les Magistrats fideles à leurs obligations, attachés à vos vrais intérêts, vous présenteront toujours la vérité sans déguisement. Nous n'avons cessé d'encourager vos peuples par notre exemple, à supporter le poids des charges publiques ; mais consternés de les voir s'accroître à un excès accablant, ils ne peuvent plus en soutenir le fardeau. Les secours qu'ils vous ont fournis depuis le commencement de la guerre, ont été si abondans, qu'ils sembloient devoir suffire à toutes les dépenses extraordinaires. Nous ignorons les causes de l'épuisement de vos finances, &

la sagesse de Votre Majesté ne manquera pas de prévoir les abus qui peuvent les diminuer, ou en changer la destination. Vous avez dissipé nos craintes, en daignant nous assurer dans votre Edit, de l'attention continuelle que vous donnez à l'ordre le plus severe dans l'administration de vos finances, & à l'économie la plus exacte dans vos dépenses : ces objets si dignes d'occuper le meilleur des Rois, seront des sources abondantes pour les besoins de l'Etat, & les moyens les plus prompts de soulager vos sujets.

Ce sont là,

SIRE,

Les très-humbles & très-respectueuses Remontrances que présentent à VOTRE MAJESTE' vos très-humbles, très-obéissans, très-fideles & très-affectionnés sujets & serviteurs, les Gens tenant votre Cour des Comptes, Aydes & Finances de Provence.

Par la Cour,  
Signé, FREGIER.

A Aix ce 17 Mai 1760.





# ITÉRATIVES REMONSTRANCES

DU

PARLEMENT DE PROVENCE,  
*AU ROY,*

*Sur l'Edit du mois de Février 1760, portant établissement d'un nouveau Vingtieme, deux sols pour livre d'icelui, & l'augmentation de la Capitation : Sur la Déclaration du 3 du même mois, qui établit un sol pour livre en sus des droits des Fermes & autres : Et sur les Lettres patentes du 5 Juin 1760.*

SIRE,

Votre Parlement de Provence n'auroit pas attendu, pour enregistrer l'Edit & la Déclaration du mois de février, les ordres qui

A

viennent de lui être adressés, si des considérations invincibles ne s'opposoient à cet enregistrement. L'obéissance auroit prévenu l'express commandement, s'il avoit été possible de s'y livrer.

Dans une affaire d'aussi grande importance & depuis si long tems agitée, rien n'est imprévu, tout a été pesé; la résolution de ceux qui ne consultent que leur fidélité & leur conscience, est inébranlable.

Votre Parlement, S I R E, mettant toute son étude à chercher dans ces Edits les dispositions qui pouvoient être susceptibles d'exécution, s'étoit flatté que des Remontrances respectueuses, dictées par l'esprit de zele & de soumission, seroient favorablement écoutées : ces Remontrances appuyées sur les faits les plus frappans & sur les considérations les plus touchantes, sont demeurées sans réponse.

On nous accuse auprès de Votre Majesté de manquer d'empressement pour son service, de sensibilité pour les besoins de l'Etat, d'affection pour les peuples de notre ressort; & le dernier reproche qui nous justifie sur tous les autres, est de retracer sans cesse aux yeux de Votre Majesté l'affligeant tableau des maux dont gémissent ses sujets.

Nous l'avouons, S I R E, & nous en faisons gloire : nous aurions voulu peindre avec des couleurs assez fortes l'état lamentable de

cette Province ; il n'est pas connu malgré tous nos soins , puisqu'elle ne ressent point encore les effets de votre pitié. La persévérance dans la demande du troisieme Vingtieme est la preuve évidente que nous n'avons pas été suffisamment entendus.

Il est donc de notre devoir de retourner avec plus d'instance aux pieds du Trône. Le service le plus signalé que nous puissions rendre à nos Rois , est d'y faire parvenir ces tristes vérités. Assez d'autres chercheront à les affoiblir. C'est à nous à les présenter dans toute leur amertume.

Les maux dont nous exposons le détail , ne sont pas seulement des objets de commiseration pour l'humanité ; ils doivent effrayer une sage politique. La dépopulation , l'abandon du commerce & de l'agriculture , la ruine des Provinces , & par elle la décadence de la Monarchie , ne sont plus de vaines terreurs d'une imagination sombre & timide ; la réalité est sous nos yeux. Le plus grand besoin de l'Etat est , que Votre Majesté connoisse dans toute son étendue le danger où le précipite la multiplication perpétuelle des dettes & des tributs.

Pénétrés de ces reflexions , & vivement touchés du spectacle de la plus affreuse misere , nous serions excusables , si nous avions en quelque façon perdu de vûe les prétendus

besoins que la finance ne cesse de faire valoir. Mais nous ne croyons pas avoir encouru ce reproche : tous les maux publics affectent nos ames , ils nous sont tous également présens dans la conjoncture la plus propre à avertir le zele. Nous avons osé indiquer les causes & les remedes, autant que notre ministère pouvoit l'exiger & le permettre ; l'intérêt de Votre Majesté demandoit peut-être plus de détails , c'est à Elle à ordonner ; nous sommes prêts à dévoiler tout ce que le silence a couvert. Mais quels que soient les abus qui forcent aujourd'hui de recourir à une nouvelle contribution , nous n'avons pas prétendu y soustraire les peuples de notre ressort. Notre unique objet est de menager pour eux les tems & les moyens , & de solliciter pour tous la reformation nécessaire au salut de la Monarchie. L'affection pour notre patrie , ne sçauroit prévaloir sur l'intérêt général de la France , qui est la patrie commune.

L'Edit sur les Cuirs , très-onéreux à cette Province , est enregistré avec des Lettres patentes modificatives , dont l'insuffisance nous est démontrée. Les besoins des finances ont introduit cette imposition ; il convenoit , pour l'avantage même des finances , qu'elle fût plus modérée , & le tarif mieux combiné. Nous avons annoncé la décadence de ce commerce ; nous la déplorons : cependant nous n'avons



point insisté ; des arrangemens généraux étoient pris , on n'avoit pas le tems de les rectifier : la Provence a consenti à ce sacrifice , elle doit se flater qu'on lui en tiendra compte.

Le sol pour livre imposé par la Déclaration du 3 février , est d'un produit infiniment plus considérable que les quatre sols pour livre établis par l'Edit de Subvention générale ; l'imposition est plus forte pour cette Province , mais moins nuisible à l'Etat , étant mieux répartie. Nous avons applaudi sans hésiter , nous réduisant à demander une modération des droits sur les Huiles qui devoient avoir cessé , une assurance qu'il ne sera donné aucune atteinte à notre droit municipal concernant les impositions sur les consommations , un règlement fixe pour les fournitures des Troupes.

Sur ce premier chef , il est démontré que la modération désirée , loin de nuire aux Fermiers , leur est profitable ; sur le second , la demande n'est que de précaution , Votre Majesté n'ayant certainement pas entendu soumettre au sol pour livre les droits des Fermes de nos Villes , qui sont des impositions établies pour payer la taille ; sur le troisieme , nous ne demandons qu'une forme stable & solennelle pour un règlement nécessaire , promis , accordé , & déjà rédigé.

Nos raisons sont bien simples. L'augmentation de la Gabelle a été consentie en 1661 sous trois conditions principales; qu'il n'y auroit plus d'augmentation à l'avenir; que la Province ne seroit jamais soumise à aucunes fournitures pour les Troupes; & que ce contrat seroit consigné dans un Edit. La Provence en se soumettant à un subside fixe pour les Troupes, & en supportant une nouvelle crue sur le Sel, déroge aux deux premiers pactes. Il faut donc que ce second accord, qui se lie au premier & qui le modifie, ait la même forme qui fut convenue & suivie en 1661. Il est également juste de faire jouir la Provence des dispositions de l'Edit de 1661 concernant la douane de Lyon & le deux pour cent d'Arles.

Ce n'est point par un effet du hazard que l'Edit des dons gratuits avoit existé près de deux ans, sans être envoyé dans cette Province; il n'étoit point destiné pour elle. De justes égards pour sa situation l'en avoient écarté; sa disconvenance avec nos usages en est la preuve. Le titre de l'imposition, l'assiette qui en est faite sur des octrois qui ne sçauroient avoir lieu parmi nous, la cotisation injuste, inégale & contraire à nos regles de répartition, attaqueroient directement la constitution du Pays. Nous osons nous flatter que Votre Majesté en a jugé de même,

& cet Edit n'est point rappelé dans les Lettres patentes du 5 de ce mois.

Le doublement de la Capitation est accablant pour la plûpart des familles qui doivent le payer, peu juste pour les Magistrats dont la capitation n'est point réglée sur leurs facultés, mais à raison d'un titre qui les soumet au service & à la résidence. Cependant, SIRE, cette imposition n'excitera de notre part aucune réclamation. Nous l'acceptons, s'il est permis de le dire, avec une sorte de satisfaction, parce qu'elle frappe principalement sur nous, qu'elle est moins onéreuse au reste de vos sujets, & qu'elle épargne les pauvres : trop heureux, si l'abandon de nos propres intérêts peut nous donner confiance, lorsque nous élevons nos voix pour le salut du peuple & pour le bien de votre service.

Nous avons supplié Votre Majesté de fixer une diminution de la Capitation à la paix, la Province n'ayant joui d'aucune remise depuis l'augmentation faite dans la précédente guerre. Cette modération est déjà assurée, puisqu'elle est promise depuis plusieurs années. Ce n'est que l'imagination qu'on soulage en fixant l'objet, & cette consolation n'est point à négliger parmi tant de sujets de tristesse. Nous avons osé proposer d'épargner les familles nombreuses, l'intérêt essentiel du Souverain étant de favoriser la population.

Le seul troisieme Vingtieme souleve nos consciences , parce que nous le regardons comme un Arrêt de mort & de destruction ; nous l'avons attesté sous la foi de nos sermens : on ne nous accuse d'aucune erreur de fait dans les preuves, & cependant cette demande effrayante est renouvelée ; l'honneur, la fidélité, le devoir répondent pour nous, leurs loix sont invariables.

Jamais nous ne consentirons, par nos suffrages, à porter le coup mortel à une Province soumise & fidele ; jamais nous ne serons les ministres de l'établissement d'une imposition que la bonté & la justice du Souverain désavouent, & que son cœur detesteroit, si les maux qui en resulteroient pouvoient lui être connus.

Si des Compagnies respectables ont enregistré ce troisieme Vingtieme, il n'est aucune d'elles qui n'ait gemi sur une nécessité fatale. Des circonstances qu'il ne nous appartient point de développer, ont entraîné leur détermination; elles n'ont trouvé dans les peuples de leur ressort, ni la même impuissance pour supporter cette imposition, ni les mêmes titres pour s'en défendre.

Ce n'est pas, SIRE, que nous ignorions les malheurs des autres Provinces, ni que nous prétendions affoiblir leurs justes droits. Tout François est propriétaire de ses biens ;  
aucun

aucun ne jouit de cet avantage sous le poids d'un troisieme Vingtieme ajouté à une foule d'impositions : mais dans l'infortune commune , la Provence peut intéresser votre pitié & votre justice par des motifs particuliers.

Si cette foible portion de votre Empire a souffert plus qu'aucune autre dans le cours de cette guerre & de la précédente , de plus grands ménagemens lui sont dûs ; & ces ménagemens , quoi qu'on puisse dire , ne sont pas de nature à retarder le succès de vos armes , ou la conclusion de la paix. Elle vous a offert son crédit qui est un secours prompt & effectif , & nous avons très-humblement représenté que cet emprunt ne devoit point être à sa charge , attendu l'accumulation de ses dettes.

Cette question portée au Tribunal de votre justice , n'a aucune influence sur les affaires du dehors. Il est indifférent pour les grands objets de la guerre & de la paix , que la Provence soit remboursée , ou non , de ses avances.

Il s'agit de sçavoir si , ayant déjà emprunté en différens tems , pour les besoins de l'Etat , plus de seize millions dont elle supporte les intérêts , elle doit encore supporter en son propre cette dette nouvelle ; si elle doit payer , par forme d'imposition , ce qu'on reconnoît qu'elle ne peut payer que par la voie de l'em-

prunt ; s'il faut ufer de son crédit en le ménageant , ou l'épuiser pour le détruire.

L'équité prononcera sur cette alternative : c'est un arrangement purement intérieur , sur lequel l'étranger ne réglera ni ses résolutions , ni ses démarches. L'espérance d'imposer à l'ennemi par un troisieme Vingtieme , n'est pas assez fondée pour conclurre que la politique ordonne l'acceptation du tribut , sans examen de la possibilité & de la justice. La France seroit bien déchue de sa puissance , si elle n'avoit , pour se rendre redoutable , d'autre ressource que cette illusion. Un Etat n'est point redouté , quand il emploie des moyens destructifs de lui-même.

L'idée du troisieme Vingtieme auroit éfrayé la Finance elle-même avant ces tems malheureux ; c'est une nouveauté pernicieuse qu'elle a hazardé , en se jouant des fortunes privées , sous le prétexte d'une Subvention générale ; c'est un pas qu'elle a voulu faire de plus sur les ruines du droit de propriété , sans considérer que le terrain qu'elle croyoit occuper , s'écrouleroit bientôt sous elle. Cette prétendue conquête , qui la flate , est semblable aux vaines chimères , dont se repaissent ceux qui dissipent leurs biens réels ; elle seule en est éblouie , personne autre n'est abusé.

Tous les hommes ſçavent qu'un troiſieme Vingtieme n'eſt point exigible ſur des peuples déjà accablés de tributs. Une impoſition qui dévore les contribuables , impoſſible à lever ſur pluſieurs Provinces , arrachée avec peine de quelques autres , en les épuiſant , & en faiſant cesser des conſommations plus fructueuſes pour les revenus publics , eſt la terreur des bons citoyens & la joie de nos ennemis.

Le projet n'eſt aux yeux de l'univers qu'un aveu du déſordre des finances , l'exécution une convulſion violente du corps politique , bientôt ſuivie de l'abattement univerſel , l'un & l'autre des ſymptomes funeſtes de la répugnance à la réformation : ſeule reſſource réelle, vrai ſujet d'effroi pour les nations rivales.

Si nos *plaintes impuiſſantes* ne paroifſent pas *capables de faire tomber les armes des mains de l'ennemi* , c'eſt parce qu'elles ſont impuiſſantes. Les abus que nous attraquons étant réformés , on détruiroit le fondement de ſes eſpérances ; il n'oſeroit ſe refuſer à des conditions équitables ; il ſeroit bientôt à vos pieds, ſi ſon audace n'étoit ſoutenue par l'opinion en tous lieux , établie que la diſſipation & la déprédation conſument nos forces.

Votre Majeſté, S I R E , veut rappeler les regles de l'ordre , dont le ſouvenir même eſt éteint : Elle reconnoît dans tous ſes Edits ,

que les retranchemens les plus sévères doivent précéder des impositions onéreuses , pour les légitimer & pour les rendre utiles. Ces maximes d'éternelle vérité sont gravées dans son ame royale ; nul artifice ne peut les lui déguiser ; mais on la trompe dans le fait , si on suppose que les abus qu'elle veut proscrire ont cessé.

La joie renaîtroit par-tout , des prodiges seroient déjà opérés , des ressources inespérées se seroient offertes à vos besoins , si la réformation étoit effective ; jusqu'à ce qu'elle réponde aux intentions de Votre Majesté , un impôt nouveau sera la preuve de l'abus des anciens , & l'avant-coureur d'un autre dont l'emploi ne sera pas plus heureux.

La religion de Votre Majesté est également surprise , si , pour écarter les moyens économiques , on lui fait entendre qu'ils sont lents & insuffisans ; leur produit journalier , par la cessation des dépenses , est un secours plus prompt que le recouvrement tardif & imparfait d'une imposition forcée ; il est plus abondant encore , puisqu'il n'est point de Vingtième qui fasse rentrer , à beaucoup près , dans le Trésor royal , ce que l'administration économique conserveroit , en réprimant la rapine & supprimant les fausses dépenses.

Mais l'avantage le plus décidé de l'économie est d'ouvrir , par la confiance , les sources



du crédit. On veut des impositions nouvelles pour emprunter sur leur produit; on emprunte plus facilement sur le profit certain de l'épargne qui les évite.

L'assurance de tout emprunt public est dans l'aisance des peuples; l'excès des tributs la détruit; l'administration économique l'augmente. On peut quelquefois ajouter pour gage une imposition ménagée avec soin, pour servir au paiement des intérêts & au remboursement des fonds; & si quelque Province est hors d'état de contribuer par des causes accidentelles, l'intérêt général est qu'on lui laisse reprendre des forces pour supporter les charges communes.

L'exception est de justice, plutôt que de faveur, pour celles qui sont impuissantes: on conviendrait aujourd'hui de cette maxime, si l'impôt étoit plus modéré; on craint de l'adopter, parce qu'il est accablant pour toutes. Une sorte d'engagement est pris avec celles qui ont paru accepter le fardeau: l'épuisement est si universel, qu'on se refuse à penser qu'il y ait des parties de l'Etat qui souffrent plus que les autres. Il seroit de conséquence d'écouter la pitié; elle deviendrait trop générale.

Tels sont les vrais motifs que nous avons à combattre. Nous ne retracerons plus le ta-

bleau des malheurs de cette Province; il est fidele, on n'a pû le méconnoître : il faut dévoiler les causes qui lui font un sort particulier dans la misere commune.

Ses pertes & ses dépenses dans la guerre précédente monterent à près de vingt millions, dont à peine cinq lui ont été rendus : elle fut en proie à l'invasion des ennemis, & ruinée par le passage de nos armées ; ses dettes augmentèrent de plus de la moitié : aucune Province n'essuya les mêmes désastres.

La paix ne procura aucun soulagement ; la Capitation, augmentée d'un cinquieme, subsista sur le même pied. Plusieurs Provinces obtinrent des remises ; la Provence paya avec toutes un Vingtieme rigoureux, substitué à l'ancien Dixieme, & les intérêts accablans des dettes contractées pendant la guerre, furent en surcharge pour elle : il seroit dur de lui opposer aujourd'hui l'uniformité.

Les hostilités ayant recommencé, la guerre s'ouvrit sur ses côtes ; la conquête de Minorque fut une occasion de signaler son zele, & de renouveler ses dépenses ; le passage & le retour de l'armée donna lieu à une fourniture immense d'étapes : rien ne coûtoit alors ; la liberté du commerce avoit été rendue ; la joie étoit répandue dans tous les cœurs. Une

heureuse nécessité paroïssoit imposée à la France d'augmenter ses forces maritimes ; son ancienne Rivale alloit succomber , & porter la peine de ses injustices. Mais le destin contraire changea le théâtre de la guerre ; la mer fut abandonnée : nous combattions pour des intérêts de commerce , il fut livré à toutes les attaques d'un ennemi jaloux de ses progrès ; & de ce moment fatal a commencé la décadence de cette Province , qui a perdu sa richesse, son aliment & son existence.

La destruction du commerce de Marseille, dont la plupart des Négocians ont retiré les fonds échappés à l'ennemi , a fait cesser le commerce intérieur dont elle est le centre, & qui nourrissoit la plus grande partie des Villages & Bourgs : la misère s'est répandue par-tout où il répandoit son influence.

Mais sans parler de ces maux que d'autres Provinces maritimes éprouvent , sans faire mention de la cessation des payemens du Trésor royal , impôt destructif de la circulation , qui nous est commun avec tout le Royaume , une circonstance unique distingue cette Province , & doit à jamais avertir de la ménager dans les guerres de mer , que la France ne peut ou ne veut soutenir à forces égales.

La Provence, pays stérile , mais peuplé à raison de son commerce , est obligée d'acheter

annuellement plus de trois cent mille charges de bled pour fournir du pain à ses habitans. C'est une somme immense dont elle est tributaire aux loix indispensables de la nature. Il faut qu'elle s'indemnise par la vente de ses vins, huiles, amendes & autres denrées, & qu'elle trouve encore dans cet échange des secours pour le payement de ses impositions.

En tems ordinaire, le bled qu'elle achete arrive par mer, & coûte de dix-huit à vingt livres la charge. Dans toutes les années de guerre, le prix étoit haussé de dix, douze & seize livres par charges. La dépense générale a par conséquent augmenté de plusieurs millions par an.

D'autre part, les vins qui ne peuvent plus être ni embarqués & transportés dans les colonies, ni consommés par les malheureux habitans de la montagne, ont perdu toute valeur; il est arrivé dans une seule année sur quatre, que la recolte des vins ayant manqué dans les Provinces de l'intérieur, ceux de Provence furent recherchés. Ce secours inespéré ranima des contrées languissantes.

Le commerce des huiles, amendes & autres denrées de la Province, n'a pas moins souffert; le prix est baissé de tout ce qu'elle exporte, il est augmenté dans toutes les importations qu'elle reçoit. Le bled est la plus  
nécessaire,

nécessaire , mais non pas la seule : les mêmes causes produisent ce double effet ; & c'est une loi de la position , que la dépense générale augmente , & son revenu général baisse de plusieurs millions , lorsque la mer cesse d'être libre.

Il n'est point de tribut comparable à celui-là , ni de situation plus critique : toutes les causes d'épuisement , que l'on déplore ailleurs séparément , ont ici concouru ; elles sont aggravées par la stérilité naturelle. Si une récolte manque , tout est perdu ; rien n'est gagné si elle est abondante.

Nous avons de la peine à croire que le Languedoc soit en état de payer le troisième Vingtième ; il y a cependant cette différence entre les deux Provinces , que l'une vend le bled que l'autre achette à haut prix.

La nécessité de l'achat renaît l'année suivante , les moyens ne peuvent se reproduire ; ils doivent diminuer sans cesse jusqu'au moment de la paix , sans qu'on puisse prévoir quel sera le progrès & le dernier effet de la misère.

Cet état effrayant rend la cessation des impôts bientôt inévitable , & met certainement à couvert d'une augmentation illusoire autant que cruelle ; & qui pourroit la supporter ? La Noblesse épuisée pour votre ser-

vice , succombe sous le poids des deux premiers Vingtièmes ; son Trésorier est en avance du montant de deux années de sa cotisation. Les Communautés doivent aux Receveurs généraux près de deux millions , sans y comprendre le quartier de mai qu'elles n'ont point payé. Le paysan qui n'a de ressource que dans son labour , est ici communément propriétaire sous des redevances. On peut lui enlever les instrumens dont il se sert pour ouvrir les entrailles de la terre , les haillons qui le couvrent , la chetive ustensile de son foyer champêtre , le lit misérable qui le reçoit après son travail ; il est impossible de lui arracher l'argent qu'il n'a pas.

La consommation , revenu des Cités principales , est par-tout retranchée ; les fruits de la terre , revenus des campagnes , sont sans débit ; les loyers des maisons baissent de jour en jour ; l'industrie , qui a été taxée dans les premiers Vingtièmes , est nulle depuis longtemps : toutes les valeurs qui ont grossi l'abonnement ont disparu , il équivaut aujourd'hui à trois Vingtièmes , & bientôt il absorbera tout le produit. D'autre part l'imposition sur les Cuirx illimitée pour le tems , & par là d'un prix fort supérieur à deux années de Vingtième , a été nouvellement introduite dans cette Province ; elle est substituée dans plusieurs autres à des droits onéreux.

Ainsi le troisieme Vingtieme, dans toute sa rigueur, est renfermé dans les deux premiers, évalués sur les anciens revenus, & sa valeur totale est deux fois payée par l'imposition sur les Cuirs, dont la fabrication formoit une branche principale de commerce.

Si l'on imposoit encore un Vingtieme, la Provence seroit lésée dans l'exécution des nouveaux Edits, sur les loix même de cette justice qui s'attache à la proportion arithmetique; que seroit-ce en consultant la justice distributive, qui proportionne les charges aux facultés?

Cependant ce peuple fidele, toujours prêt à sacrifier pour vous & les biens & la vie, ne se refuseroit à aucune contribution, s'il avoit encore un reste de forces. Sa réclamation unanime prouve, d'une maniere éclatante, que la surcharge d'un troisieme Vingtieme seroit intolérable.

La loi fondamentale, qui exige son consentement pour les nouvelles levées de deniers, n'a point limité la faculté du refus au seul cas peu prévu d'épuisement total & d'impossibilité absolue : c'est son zele qui ne veut reconnoître que ce titre déplorable de dispense; l'obstacle est insurmontable à toute puissance humaine, quand son amour & le nôtre ne peut le surmonter.

Ce sont les très-humbles & très-respectueuses Remontrances que présentent à Votre Majesté ,

SIRE,

DE VOTRE MAJESTE',

Les très-humbles, très-fideles, très-obéissans  
serviteurs & sujets ,

Les Gens tenant le Parlement de Provence.

Par la Cour,  
Signé, DÉRÉGINA.

*A Aix le 30 Juin 1760.*





ITÉRATIVES  
REMONSTRANCES  
DE LA COUR  
DES COMPTES, AYDES ET FINANCES  
DE PROVENCE,  
AU ROY,

*Sur l'Edit du mois de Février 1760, portant établissement d'un nouveau Vingtieme, deux sols pour livre d'icelui, & l'augmentation de la Capitation : Sur la Déclaration du 3 du même mois, qui établit un sol pour livre en sus des droits des Fermes & autres : Et sur les Lettres patentes du 5 Juin 1760.*

SIRE,

La misère & l'accablement de vos peuples ont été les justes motifs de nos représentations sur les nouveaux impôts établis par l'Edit

& la Déclaration du mois de février. En nous acquittant de ce devoir, nous n'avons pas employé des couleurs trop fortes pour représenter à Votre Majesté l'état déplorable de cette Province : elle a souffert tous les maux possibles ; ravagée par les ennemis, elle s'est épuisée, durant la précédente guerre, pour hâter l'heureux succès de vos armes ; surchargée de dettes & d'impositions de toute espece, elle n'a ressenti aucun soulagement pendant la paix. Replongée dans les malheurs de la guerre, ses pertes augmentent chaque jour, & il ne lui reste aucun moyen pour les réparer ; son commerce est détruit, & les denrées les plus nécessaires à la vie sont à un prix excessif.

La récolte trompe nos espérances ; la disette qu'elle devoit, ce semble, suspendre, continue de nous faire sentir ses horreurs, & nous annonce l'hyver le plus effrayant.

Le recouvrement des subsides est lent & difficile ; les rigueurs de l'exaction jettent les peuples dans le découragement, & ne servent qu'à augmenter leurs malheurs.

La suspension des payemens assignés sur le Trésor royal prive plusieurs familles de leurs revenus les plus clairs, & la rareté des especes augmente l'indigence ; le prix des grains & les impôts enlèvent l'argent qui restoit dans la Province, & il n'y rentre par aucune voie.

Toutes les classes de citoyens se ressentent des calamités publiques ; les uns sont réduits à l'étroit nécessaire, & le plus grand nombre manque de subsistance & de secours.

La dévastation des campagnes, & la dépopulation, sont les suites fatales de "extrême misère : des milliers d'habitans, réduits à la mendicité, cherchent envain hors de leur patrie une assistance qu'ils ne trouvent pas même dans les Hôpitaux ; ces asyles autrefois assurés à tous ceux qui étoient accablés sous le poids des années & de la pauvreté, sans revenus & sans secours, touchent au moment de leur destruction.

Ce tableau est frappant ; le meilleur des Rois en auroit été touché, & nous ne serions pas forcés de le reproduire, si la vérité eût pû percer jusqu'au Trône. Les peuples de notre ressort espéroient, SIRE, les plus grands soulagemens, & nous n'avons eu à leur annoncer qu'une extrême rigueur, lorsque votre Procureur général nous a présenté vos Lettres de jussion, pour l'enregistrement pur & simple de l'Edit & de la Déclaration de Votre Majesté.

Animés du zèle le plus vif pour le bien de votre service & la gloire de vos armes, avec quelle joie, SIRE, ne nous serions-nous pas empressés de procurer à Votre Majesté de nouveaux secours, en donnant à ces

loix burſales leur dernière forme , par la vérification & l'enregiſtrement , ſi leur exécution pouvoit ſ'allier avec la ſituation des peuples de cette Province ; nous n'euffions pas attendu l'expres commandement : mais leur impuiſſance eſt abſolue , & le premier de nos devoirs nous oblige de la faire connoître à Votre Majeſté ; nous trahirions vos intérêts & les leurs par une obéiſſance aveugle , dans la fonction la plus importante de notre miniſtere , & qui ne peut être utile à votre ſervice , qu'autant qu'elle eſt dégagée de toute contrainte.

La fermeté reſpectueuſe des Magiſtrats contre les ſurpriſes faites à la religion du Souverain , eſt le témoignage le plus ſincere de leur fidélité. Pourrions-nous craindre de paroître contraires à vos volontés , lorsque nous réclamons votre juſtice , pour l'oppoſer à des projets qui ne tendent qu'à la ruine de vos ſujets ?

Cette foule d'impôts exceſſifs, dont on vous a ſuggéré , SIRE , l'établiſſement , comme le ſeul moyen de fournir aux dépenses de la guerre , & d'en impoſer à vos ennemis , n'eſt propre qu'à découvrir nos maux , & à mettre de nouveaux obſtacles à la levée des impoſitions courantes , dont le produit énorme ſembloit devoir ſuffire pour les plus grandes entrepriſes ; elle annonce plutôt le dérangement

des finances, que la nécessité de les augmenter.

Les peuples ont fait les plus grands efforts ; leurs ressources sont épuisées , & leurs forces abbatues : imposer un troisieme Vingtieme , c'est leur demander l'impossible , les priver du nécessaire , les contraindre à abandonner leurs héritages , désormais infructueux pour vos sujets & pour l'Etat.

Tout impôt qui s'étend sur la propriété , en appauvrissant la Nation , fait tarir la source des revenus publics ; le fruit du travail & le produit des terres ne suffisant pas à l'entretien des peuples , & au payement des impositions , la culture cesse , l'industrie s'anéantit , l'indigence porte la désolation dans tous les cœurs ; les peuples accablés succombent , & le corps politique reste sans mouvemens , sans force & sans vie.

La Provence, SIRE, éprouve depuis long tems les suites funestes de ces impôts excessifs , qui n'ont aucune proportion avec les forces de vos sujets ; & elle auroit succombé infailliblement , si les avances considérables des Receveurs , en suppléant une partie des impositions , n'en avoient diminué le fardeau : les maux qu'elle a essuyé pendant une guerre dont elle fut le théâtre & la victime ; les engagements énormes qu'elle a contracté pour le bien de votre service ; les impositions qu'elle

a été forcée d'augmenter, hors de toute proportion, pour faire face à ces engagements, lui font supporter depuis long tems un troisieme Vingtieme bien réel & bien dur : lui en imposer un autre, ce seroit doubler la charge. Les considérations les plus touchantes se réunissent, SIRE, pour la garantir d'un surcroît d'imposition, qui seroit le signal de son anéantissement. Il ne lui reste que la voie des emprunts, pour contribuer, en forme d'avance, aux nouveaux secours qui vous paroissent nécessaires pour les dépenses de la guerre ; & elle ne pourroit employer cette derniere ressource, qu'en étant assurée d'un prompt remboursement par des assignations sur les autres subsides.

La derniere partie de l'Edit double la capitation de tous les contribuables taxés 24 l. & au dessus, & triple celle des financiers. Nous sommes obligés, SIRE, de réclamer avec instance les adoucissements que votre équité ne peut refuser à cette Province, à l'égard de l'augmentation d'un impôt accablant, sur lequel Votre Majesté lui a promis une diminution à la paix : les autres Provinces en ont joui, la Provence seule en a été privée ; elle doit espérer avec une entiere confiance, que vous fixerez dès-à-présent le soulagement que vous lui avez assuré, pour régler proportionnellement la fixation ou l'abonnement de l'augmentation que vous ordonnez.

Un autre objet, SIRE, vous sollicite à modérer le doublement de la Capitation ; il porte principalement sur les personnes qualifiées, qui ne sont cotisées qu'à raison de leur rang, & fort au dessus de leurs facultés ; seule regle que Votre Majesté a voulu suivre dans cette augmentation. Seroit-il juste de doubler une taxe énorme, qui n'a point de proportion avec les fortunes de ceux qui la supportent ? Nous n'insisterons jamais sur un article qui nous blesse plus sensiblement que vos autres sujets ; nous ferons gloire d'être les victimes des besoins de l'Etat, & de contribuer, s'il est possible, par le sacrifice de nos biens, à soulager nos concitoyens ; mais il est de notre devoir de représenter à Votre Majesté, que la disposition de la loi paroît contraire à l'esprit du Législateur, & aux regles de la justice.

Une considération plus pressante, SIRE, parce qu'elle intéresse tous vos sujets, excite nos justes plaintes sur l'interversion du droit public, & particulièrement des loix constitutives de cette Province, à l'égard de la Capitation : cet impôt personnel, si rigoureux pour des peuples libres, est encore plus effrayant par le pouvoir arbitraire qui en détermine la répartition, & en enleve la connoissance aux Tribunaux légitimes. Daignez, SIRE, rétablir les droits des Administrateurs de la Province, & remettre vos peuples sous la jurif-

diCTION des Juges que les Loix & vos Ordonnances leur ont donnés ; vous répondrez à leurs vœux, & vous adoucirez le fardeau de l'imposition, en les garantissant de ces inégalités odieuses, qui se rencontreront toujours dans la distribution des subsides, tant que les abus ne seront pas corrigés dans leur source.

Nous sommes persuadés, SIRE, que votre intention n'est pas de comprendre dans le nombre des gens de finance dont la capitulation est triplée, les Trésoriers des Communautés de la Province, qui n'ont que des gages modiques pour des emplois que les malheurs des tems rendent chaque jour plus difficiles & plus onéreux.

Votre Cour des Comptes, Aydes & Finances, a borné, SIRE, ses très-humbles Remontrances sur la Déclaration de Votre Majesté, aux objets qui intéressent essentiellement cette Province. L'augmentation du prix du sel déroge à une loi formée sur des pactes expressément convenus entre le Souverain & ses sujets : l'Edit du mois d'août 1661 fixa irrévocablement l'impôt sur le sel pour la Provence ; & ses habitans, en considération du consentement qu'il donnerent à l'augmentation de la Gabelle, furent affranchis à perpétuité, par le même titre, de toute dépense pour la subsistance des gens de guerre.



Cet accord inviolable n'a pas été observé, & la Provence exposée au fréquent passage & au séjour des troupes, a été soumise sans ménagement & sans regle, durant la guerre précédente, à des contributions de toute espece; elle s'est épuisée pour la subsistance de vos armées, & ses dettes ont doublé. Nous ne réclamons pas en sa faveur l'entiere exécution de l'Edit de 1661; mais la nouvelle augmentation du prix du sel, est un juste motif qui nous oblige à solliciter avec instance auprès de Votre Majesté un Règlement promis depuis long tems; & dont l'expédition ne peut être retardée sans injustice, pour fixer la mesure de cet autre subside dont la Province fut exemptée à titre onéreux. La ruine de cette Province seroit infaillible, si ses contributions pour les gens de guerre n'avoient aucune borne: nous espérons, SIRE, que Votre Majesté en déterminera l'étendue par un titre revêtu de toutes les formes nécessaires pour en assurer l'exécution & la stabilité.

L'augmentation du sol pour livre sur presque tous les droits compris dans vos Fermes générales durant dix ans, devient un impôt rigoureux par son étendue & par sa durée: dans le triste état où se trouve cette Province, elle a droit de demander les plus grandes exemptions en faveur de son commerce, le seul bien dont elle puisse tirer quelque avantage, la mul-

explicité des Bureaux intérieurs, les droits imposés sur tous les objets de consommation, la diminuent, découragent les Négocians, & nous laissent sans ressource, dans un tems où la vente des productions du pays, peut seule nous procurer les denrées de premiere nécessité.

Le nouvel impôt établi sur les Cuirs nous a fait sentir, avant même qu'il fût perçu, quelles étoient les suites funestes des droits excessifs qui portent directement sur l'industrie : nous avons la douleur de voir se détruire une branche importante de notre commerce, par la chute des Tanneries & l'émigration des ouvriers.

Votre Majesté nous a fait promettre la suppression du droit exorbitant imposé sur les huiles, au moins à la fin du bail actuel : les besoins de la Province sont pressans; & lorsque vos peuples sont prêts à succomber, les soulagemens qu'ils attendent de vos bontés, ne peuvent être salutaires qu'autant qu'ils sont prompts. Le produit du droit dont nous demandons, SIRE, la suppression totale, n'est pas un objet considérable pour vos Fermes, & il porte un préjudice extrême au débit de la production la plus importante de cette Province. Il est également juste de lui adoucir la rigueur de l'augmentation des droits qui nuisent le plus au cours de ses denrées, en faisant jouir ses habitans de la franchise de la douane

de Lyon, & du droit de deux pour cent d'Arles; ce n'est point un privilege qu'elle sollicite, mais la jouissance d'une exemption convenue, & qui lui fut solennellement assurée par l'Edit du mois d'août 1661.

Nous avons démontré que les droits imposés par les Communautés ne devoient pas être soumis à l'augmentation du sol pour livre, & nous ne pouvons croire que l'intention de Votre Majesté ait été de les comprendre dans sa Déclaration : nous vous supplions, SIRE, de les excepter nommément; la disposition générale de la loi nous autorise à le demander, afin que les Communautés de cette Province soient à l'abri des abus que l'ignorance ou l'avidité des Fermiers pourroit faire naître dans la perception des nouveaux droits.

Votre Cour des Comptes, Aydes & Finances, SIRE, vous avoit exposé précédemment (a), les titres qui permettent aux Administrateurs des Communautés de la Province, de délibérer des impositions sur les fruits, les denrées & les marchandises, & quelle en étoit la destination; elles sont uniquement affectées à remplacer la taille qui seroit plus considérable que le produit des

(a) Remontrances du 23 Février 1760, sur l'Edit de la Subvention générale.

Remontrances du 21 mars suivant, sur l'Edit des dons gratuits extraordinaires.

terres, si elle étoit proportionnée aux charges courantes ; ces droits levés par la permission de votre Cour des Aydes, sont confondus par les Trésoriers des Communautés avec les deniers de la taille, & employés au payement des impositions royales & municipales.

La nécessité de suppléer la taille par des impositions sur des objets de consommation, fut le motif des concessions faites aux Etats de la Province par ses anciens Souverains ; & Louis XIII. fonda sur le même principe l'Arrêt rendu en son Conseil le 30 mars 1643. Sa Majesté maintint les Communautés dans la faculté de faire des impositions sur les *fruits, denrées & marchandises*, pour leur donner d'autant plus de moyen d'acquitter les charges qui leur sont imposées ; en ce que les fruits de leurs biens sont incapables de payer lesdites charges, sans lesdites impositions extraordinaires que les Communautés font sur ce que les habitans consomment.

Les mêmes considérations, SIRE, nous ont fait regarder comme impossible dans cette Province, l'exécution de l'Edit du mois d'août 1758, par lequel Votre Majesté ordonne qu'il lui sera payé des dons gratuits extraordinaires par toutes les Villes & Bourgs de son Royaume. Cette loi burlesque qui ne nous a été présentée que deux ans après sa date, indique aux Communautés, la levée d'un droit

sur les objets de consommation , comme l'unique ressource qu'elles pourroient employer pour le payement de ces nouveaux impôts. Nous avons représenté à Votre Majesté que ce moyen manquoit absolument aux Communautés de la Province , parce que les impositions ordinaires absorboient le produit de tous les droits qu'il leur étoit possible d'imposer sur les denrées & sur les marchandises. La justice de Votre Majesté ne nous permet pas de douter que la réponse qu'Elle daignera nous faire à ce sujet , ne soit aussi favorable que celle dont Votre Majesté nous a flattés , à l'égard de l'augmentation du sol pour livre ordonné par sa déclaration du mois de février,

Nous vous avons exposé , SIRE , les malheurs & les besoins des peuples de cette Province ; ils languissent dans l'indigence , accablés d'impôts & de miseres ; des objets si touchans ont arrêté nos suffrages sur l'exécution des lettres de Votre Majesté.

Vous êtes , SIRE , le pere & le protecteur de vos sujets , il ne leur reste que des larmes & leur amour ; auroient-ils à craindre de voir augmenter le fardeau des charges publiques , si l'excès de leurs maux étoit connu de Votre Majesté : obligés par état & sous la foi du serment , à vous présenter la vérité , malgré les obstacles qu'elle rencontre aux avenues du Trône , nous redoublons nos

efforts pour la faire parvenir à un Roi qui la chérit & la protège.

L'exécution, SIRE, de l'Edit & de la Déclaration du mois de février, acheveroit la ruine d'un peuple fidèle qui s'est épuisé pour votre service, qui ne respire que votre gloire, & qui gémit de ne pouvoir signaler son zele par de nouveaux secours.

C'est à la sagesse de Votre Majesté qu'il est réservé de concilier avec les besoins de l'Etat, la conservation de ce peuple qui vous adore; mais daignez, SIRE, nous permettre de vous représenter que la bonne administration des subsides immenses établis depuis le commencement de la guerre, & le rétranchement des dépenses superflues doivent procurer à vos sujets les soulagemens qu'ils espèrent de Votre équité.

Ce sont là,

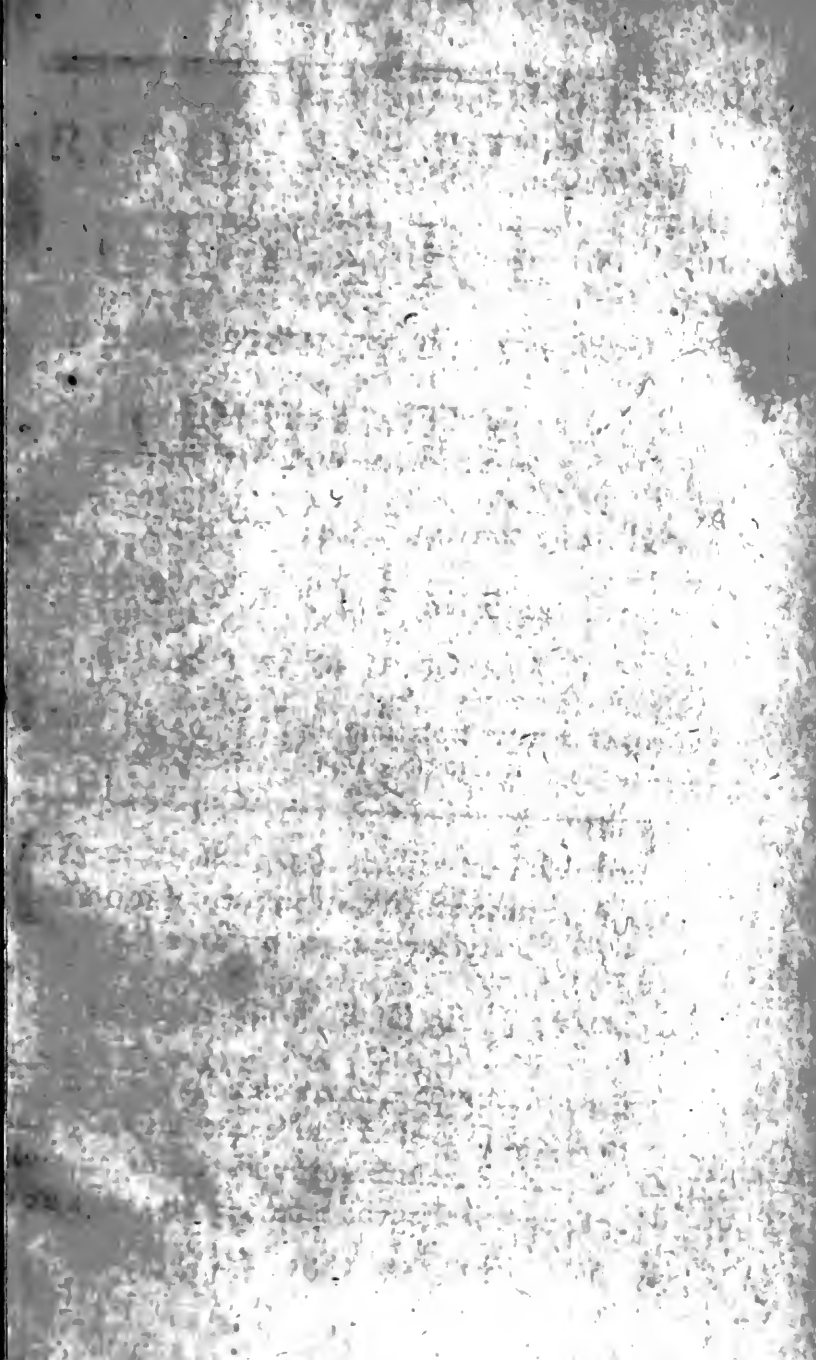
SIRE,

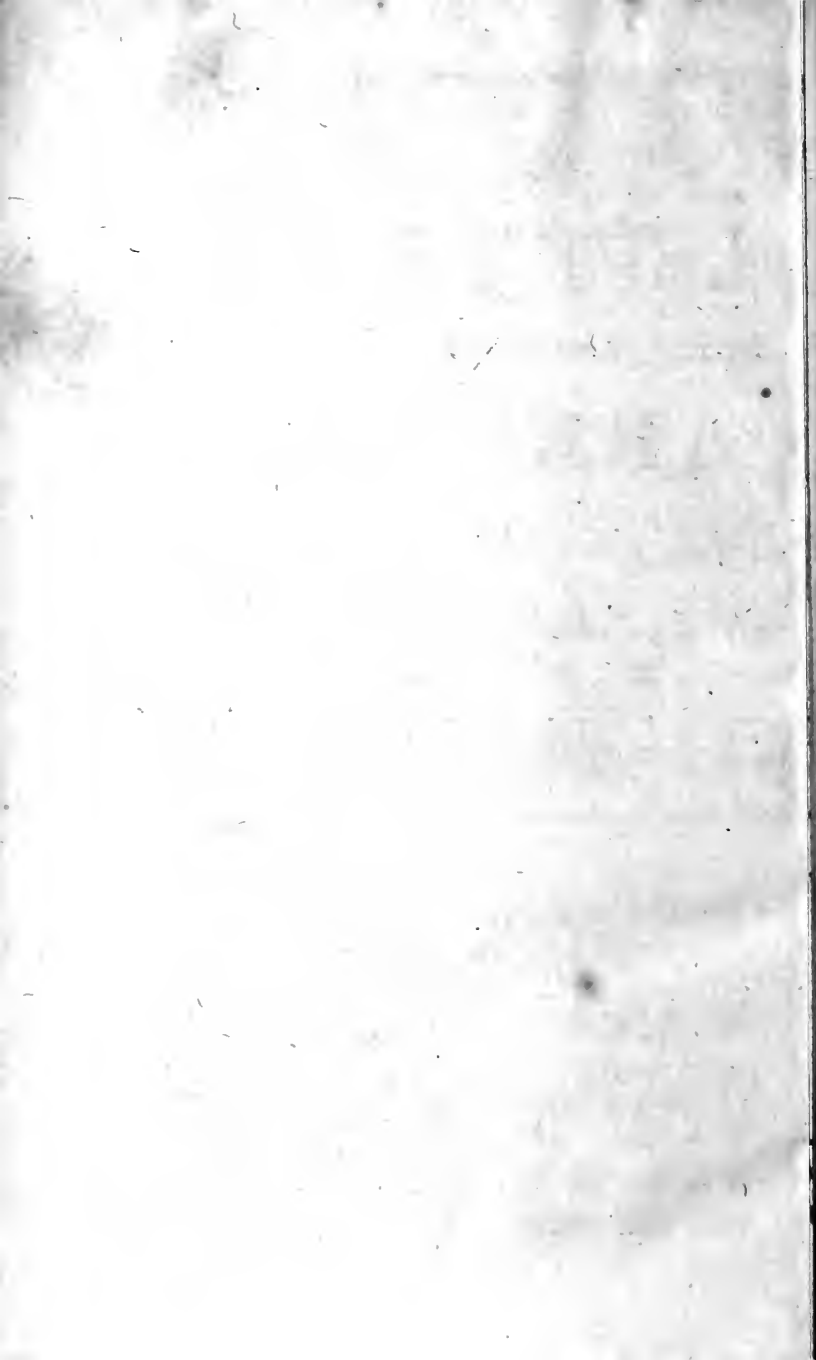
Les très-humbles, très-respectueuses & itératives Remontrances que présentent à VOTRE MAJESTE' vos très-humbles, très-obéissans, très-fidéles & très-affectionnés sujets & serviteurs, les Gens tenant votre Cour des Comptes, Aydes & Finances de Provence.

Par la Cour,

*Signé*, FREGIER.

*A Aix le 30 Juin 1760.*







I

---

# REPONSES DU ROI, LETTRES

DE JUSSION ET DE CACHET,

ARRÊTÉS

ET ITERATIVES REMONTRANCES  
DU PARLEMENT

A R O U E N.

[ Au sujet de l'Édit du mois de Février dernier  
& de la Déclaration du 3 du même mois. ]

---

LETTRE de M. le Chancelier au Parlement  
à ROUEN, en réponse à ses Remontrances  
du 10 Mai 1760.

M E S S I E U R S ,

LE Roi s'est fait rendre compte de vos  
Remontrances sur l'Edit & la Déclara-  
tion du mois de Février dernier. Sa Majesté  
vu avec une extrême surprise les princi-

A

pes hazardés & les faits exagérés qui y sont énoncés ; mais Elle veut bien ne faire attention qu'au motif qui vous anime ; le soin que vous prenez de lui exposer le malheur de ses Peuples ne sçauroit jamais lui déplaire , & ce seroit manquer au respect qui lui est dû , que de douter de l'intention où Elle est de procurer leur soulagement , aussi-tôt que la situation de ses affaires le lui permettra : Mais Elle n'y peut parvenir qu'en opposant la plus forte résistance aux entreprises de ses ennemis , & la Province de Normandie y est peut-être la plus intéressée : le devoir des Magistrats est de donner l'exemple de la soumission & de l'empressement que doit avoir tout fidèle Sujet de procurer à l'Etat les secours que les circonstances rendent indispensables : les Parlemens de Paris, Toulouse, Bordeaux & Pau , & la plupart des autres Cours en ont reconnu la nécessité. S. M. attend de votre attachement pour sa Personne & de votre zèle pour le bien de son service , que vous ne différerez pas plus long tems à l'enregistrement de son Edit & de sa Déclaration. Je suis avec une parfaite considération.

Votre très-humble serviteur.

DE LAMOIGNON.

*A Paris le 1 Juin 1760.*

*Arrêté du Parlement du 10 Juin 1760.*

**A** R R é é que les Commissaires qui ont travaillé aux Remontrances, s'assembleront pour aviser à ce qu'il conviendra faire sur cette Lettre. Arrêté en outre qu'il sera écrit à Messieurs les absens, pour les inviter de se rendre à l'Assemblée indiquée au Mercredi 25 Juin, le lendemain de la Saint Jean.

*Lettres de Jussion pour le Parlement de Normandie, pour ordonner l'enregistrement de l'Edit du mois de Février dernier & de la Déclaration du 3 du même mois.*

**L** O U I S, par la grace de Dieu, Roi de France & de Navarre : A nos amés & féaux, les Gens tenant Notre Cour de Parlement de Normandie, S A L U T. De tous les moyens qui Nous auroient été proposés pour demander à nos Sujets les nouveaux secours qui Nous sont indispensablement nécessaires pour parvenir à leur procurer la paix, qui fait l'objet de leurs desirs & des Nôtres ;

A ij

ayant préféré le parti d'augmenter , comme  
 Nous l'avons fait par notre Edit du mois de  
 Février dernier , & par notre Déclaration  
 du 3 du même mois , des Impositions déjà  
 subsistantes , dont la perception n'exigera  
 presque aucun fraix de plus , à celui d'établir  
 de nouveaux Impôts , qui par leur nouveauté  
 même , & par les fraix qu'ils auroient occa-  
 sionnés , seroient devenus beaucoup plus  
 onéreux aux contribuables ; Nous avons  
 lieu de croire que bien loin d'éprouver de  
 votre part aucune difficulté sur l'enregistre-  
 ment de cet Edit & de cette Déclaration ,  
 vous vous seriez empressés , en suivant l'ex-  
 emple de Nos Parlemens , de Paris , Tou-  
 louse , Bordeaux , Pau , Flandre , Metz , des  
 trois Conseils supérieurs , & de plusieurs au-  
 tres Compagnies , de Nous donner de nou-  
 velles marques de votre zèle pour notre ser-  
 vice , & de votre affection pour les Peuples  
 de votre ressort , avec d'autant plus de raison  
 que ces Peuples , par la situation de la Pro-  
 vince qu'ils habitent , sont plus exposés que  
 tous autres aux insultes de l'ennemi ; au lieu  
 de prendre ce parti , qui peut seul Nous met-  
 tre en état de prévenir ces insultes , ou de les  
 repousser , & par une conséquence nécessaire  
 hâter le retour de la paix , vous ne vous êtes  
 attachés qu'à Nous retracer l'affligeant ta-

bleau de ce que souffrent nos Peuples , du fardeau des Impôts , dont nous ne les chargeons qu'avec une peine extrême , & parce que Nous y sommes obligés par la nécessité de leur propre conservation ; mais comme vos plaintes & le regret que nous avons de les exciter sont des armes impuissantes pour combattre nos ennemis , que ce n'est au contraire que par de nouveaux efforts auxquels tous nos Sujets doivent unanimement concourir , que l'on peut accélérer le moment où Nous pourrons nous occuper de leur soulagement réel , qui fait l'unique objet de nos desirs , & que ce seroit enfin éloigner le retour de cette paix si désirée , si nous tolérions que vous tardassiez plus long-tems l'exécution des moyens que Nous avons jugés à propos pour y parvenir. A CES CAUSES , de l'avis de notre Conseil , qui a vu vos Remontrances , & de Notre certaine science , pleine puissance & autorité Royale , Nous vous mandons & ordonnons que ces présentes , signées de notre main , qui vous serviront de première & finale jussion ; que vous ayez à procéder incontinent & sans délai , à l'enregistrement pur & simple de notre dit Edit & Déclaration du mois de Février dernier , Enjoignons à notre Procureur Général en ladite Cour , de faire toutes les dili-

gences pour l'enregistrement des présentes, & de Nous en certifier incessamment. Car tel est notre plaisir, donné à Versailles le cinquième jour de Juin. L'an de grace 1760, & de notre Regne le 45. Signé LOUIS, & plus bas par le Roi PHELIPPEAUX.

---

*Du Mercredi 25 Juin 1760.*

**L**A Cour, toutes les Chambres assemblées, délibérant sur les Lettres de Jussion, en date du 5 Juin 1760, à elle adressées, & dont lecture a été faite, a arrêté qu'il sera fait au Roi de très-humbles, très-respectueuses & iteratives Remontrances; & qu'à cet effet il sera nommé des Commissaires pour en fixer les objets, lesquels s'assembleront incessamment.

---

*Lettre de Cachet, adressée au Parlement à Rouen, pour ordonner que les Remontrances seront portées au Roi le 30 Juillet 1760.*

**N**OS Amés & féaux, jugeans à propos que les nouvelles Remontrances que vous

avez arrêtees le 25 Juin dernier de nous faire, nous soient apportées le 30 du présent mois par le Premier Président, le plus ancien des Présidens de notredite Cour du Parlement de Rouen, & par les Commissaires que vous avez nommez pour les dresser, Nous vous mandons & ordonnons de vous conformer à ce que nous vous faisons sçavoir, de ce qui est en cela de notre volonté. Si n'y faites faute; Car tel est notre plaisir:   
 Donné à Versailles, le 12 Juillet 1760,   
 Signé LOUIS, & plus bas par le Roi,   
 P H E L I P P E A U X.

---

*Le 14 Juillet 1760.*

**A** Rrêté qu'on obtempérera aux Ordres de Sa Majesté.

---

*ARRESTE' du Parlement à Rouen.*

*Du 30 Juin 1760.*

**L** A C O U R, toutes les Chambres assemblées, délibérant, en exécution de l'arrêté du 25 de ce mois, a arrêté qu'il

fera de nouveau représenté au Roi :

1<sup>o</sup>. Que son Parlement chargé par le plus essentiel de ses devoirs, de lui faire connoître la vérité, n'a pu voir qu'avec une surprise extrême, qu'après avoir tracé aux yeux dudit Seigneur Roi, l'affligeant tableau des maux de la Province, il se soit trouvé des personnes, qui ayent pû lui suggérer d'insister à les accroître.

2<sup>o</sup>. Que l'intention dudit Seigneur Roi, étant, comme on n'en peut douter, d'accélérer le moment du soulagement réel de ses Sujets, son Parlement ne peut se dispenser de lui remontrer, qu'augmenter le nombre ou la masse des Impositions, ce seroit consommer sans ressource la ruine d'un Peuple fidèle.

3<sup>o</sup>. Que rien n'est plus capable de consterner des Magistrats, que l'imputation qui leur est faite d'avoir exposé audit Seigneur Roi des principes hazardés & des faits exagérés dans leurs précédentes Remontrances; que les Officiers de son Parlement loin de s'être attirés ce reproche que leur fait le chef de la Justice dans sa Lettre du premier de ce mois, n'ont avancé que les maximes les plus saines & les faits les plus avérés; qu'ils n'avoient pas lieu de s'attendre qu'on leur prêtât des couleurs aussi infidèles; qu'ils sont.



plètement rassurés par les sentimens d'amour, de respect & de fidélité dont ils sont pénétrés pour ledit Seigneur Roi; mais que sa justice reconnue, l'intérêt de sa gloire, celui de l'Etat, le sollicitent d'effacer jusqu'aux moindres traits d'une imputation si peu méritée.

4°. Que son Parlement n'auroit point besoin d'être invité par l'exemple de quelques Cours supérieures du Royaume, s'il n'avoit à consulter que son zèle pour le service dudit Seigneur Roi; mais que les considérations les plus fortes, le mettent dans la cruelle nécessité de ne pouvoir imiter ces Compagnies, qui ne se sont sans doute déterminées à l'acceptation de l'Edit & de la Déclaration du mois de Février dernier, que par des motifs particuliers, tout-à-fait étrangers à son Parlement Séant à Rouen.

5°. Que si l'Etat a besoin de secours, les Peuples de la Province ont besoin de soulagement; que tout moyen qui n'embrasse pas ces deux objets ensemble, est nécessairement dangereux & illusoire.

6°. Que l'indication des remèdes appartient singulièrement à ceux qui, témoins par eux-mêmes de la situation des Peuples, sont plus à portée de connoître leurs maux; que par la levée arbitraire des Impositions, la

Province de Normandie paye des sommes immenses, dont la plus grande partie n'entre point dans les coffres dudit Seigneur Roi. Qu'il seroit facile de lui procurer des secours plus abondans, & d'apporter une diminution considérable aux charges excessives de ses Sujets.

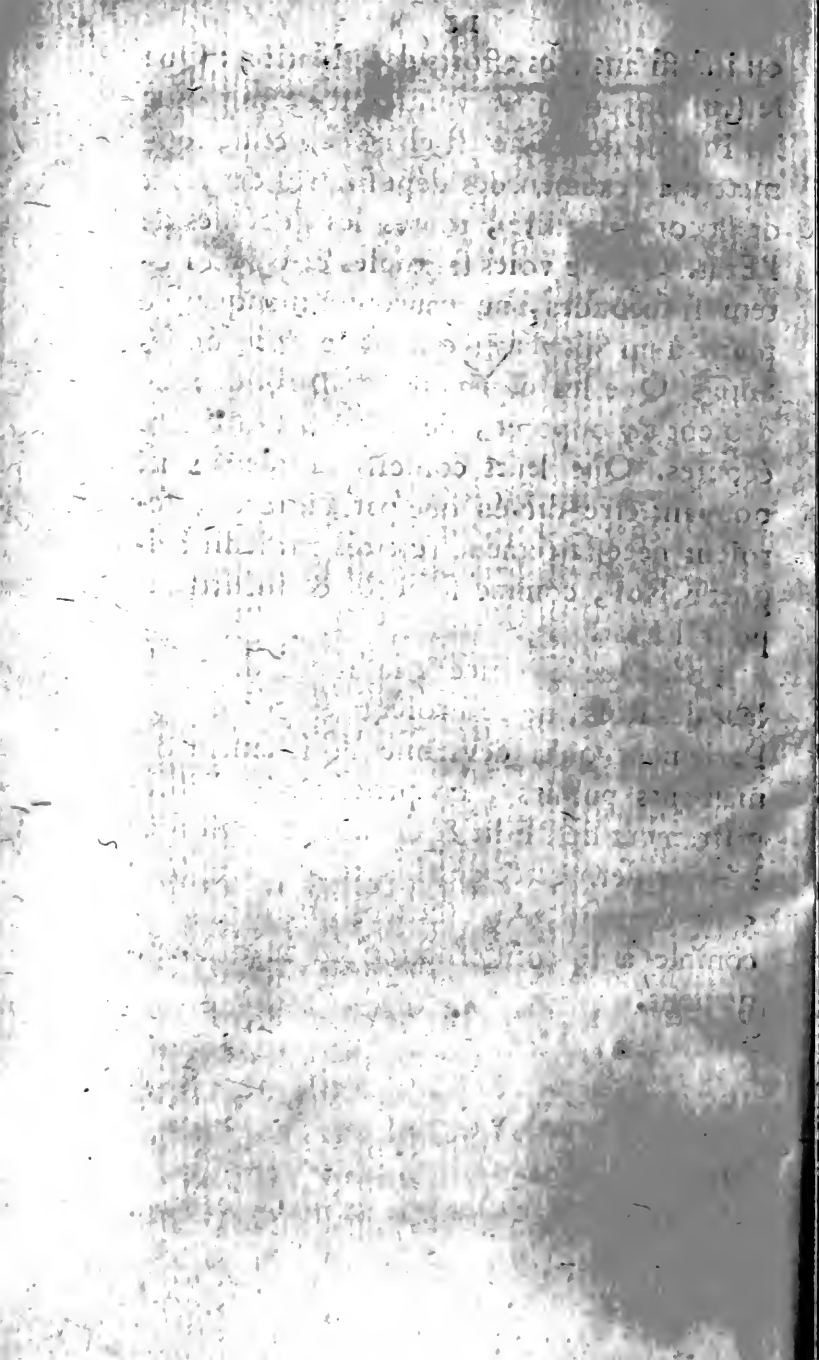
7°. Que la Province s'imposant elle-même d'une manière conforme à l'égalité qui convient au commerce, à la différence des fortunes des particuliers, aux rapports respectifs de la Nation avec l'étranger, en recueillant par ses mains le produit de ses répartitions, qui par ce moyen échapperoient à la cupidité insatiable des traitans, auroit l'avantage de porter au Roi le tribut utile de son devouement inviolable, d'arrêter le cours de ses regrets sur la misère de son Peuple, de réaliser l'effet de ses desirs pour son bonheur, & de remplir à son égard l'objet de ses vûes bienfaisantes.

8°. Que les Peuples attendent avec confiance que ledit Seigneur Roi veuille bien en n'écoutant que sa tendresse paternelle pour eux, substituer à la multiplicité des Impôts sous les poids desquels ils gémissent, un tribut annuel & déterminé.

9°. Qu'il importe audit Seigneur Roi de détruire le vice intérieur qui rend inutiles,

ou insuffisans , les efforts de la Nation : Que le seul moyen d'y parvenir , est de simplifier les Impôts dont elle est chargée , & de soumettre à l'examen des dépositaires des Loix de la compatibilité , toutes les dépenses de l'Etat. Que de voies si simples & en même-tems si fécondes , ne sçauroient manquer de plaire à un Souverain qui est le Pere de ses Sujets. Que les esprits téméraires qui voudroient s'y opposer , ne doivent point être écoutés. Que leurs conseils pernicioeux ne pouvant être dictés que par l'intérêt , seroient nécessairement rejettés par ledit Seigneur Roi , comme suspects & meurtriers pour l'Etat.

10°. Que la justice & la bonté du meilleur des Rois , ne sçauroient exiger de son Parlement qu'il devienne l'instrument des malheurs publics , en procédant à l'enregistrement de l'Edit & de la Déclaration de Février dernier & des Lettres de Jussion du 5 de ce mois , dont l'exécution mettroit le comble à la consternation & au découragement.



Le 23 Juillet 1760, M. le Procureur Général de retour de Versailles, où il avoit reçu ordre le 18 de se rendre, entra à l'assemblée des Chambres, & présenta la Lettre de Cachet qui suit.

## LETTRE CLOSE.

Présentée au Parlement séant à Rouen par le Procureur-Général, le 23 Juillet 1760.

### DE PAR LE ROI,

**N**OS Amés & Féaux, étant informé de deux Arrêtés que vous avez pris les 25 Juin & 9 du présent mois, ainsi que la demande que vous avez fait à notre Cour des Aydes de Rouen, de la communication de Prèces & de Mémoires relatifs à l'Arrêt qu'elle a pris sur elle de rendre le 15 du présent mois; & jugeant qu'il importe à notre service, qu'avant toutes choses, ce concernant, nous en soyons instruit par vous-mêmes, ainsi que de l'Arrêt par vous rendu le 2 du présent mois, qui a rapport à l'Arrêt de notre Conseil du 17 Février précédent: Nous vous mandons & ordonnons de vous mettre en état de Nous rendre

compte du tout , ensemble de tous autres objets que vous pourriez vous proposer de Nous représenter , & ce , par la même députation que Nous vous avons ordonné de Nous faire le 30 du présent mois , & Nous vous défendons de donner aucunes suites auxdits Arrêtés , & audit Arrêt , ni à aucunes affaires publiques , autre que la rédaction des Remontrances & instructions des Commissaires qui composent ladite députation ; d'en entamer aucunes nouvelles , & de rendre aucun Arrêt , qui ait trait ou connexité avec celui rendu par notredite Cour des Aydes de Rouen le 15 du présent mois , jusqu'à ce que Nous vous ayons fait savoir nos volontés ; si n'y faites faute : CAR tel est Notre plaisir. DONNE' à Versailles , le 19 Juin 1760. *Signé*, LOUIS,

*Et plus bas*, PHELYPEAUX.

## A R R Ê T É

*Du Mercredi 23 Juillet 1760.*

**L**A C O U R , toutes les Chambres assemblées, délibérant à l'occasion d'une Lettre close présentée par le Procureur-Général du Roi , dont lecture a été faite ,

A ARRE'TÉ qu'elle sera toujours pénétrée du plus profond respect pour les ordres du Roi , mais que les loix & les ordonnances du Royaume lui défendent de déferer auxdits ordres, lorsqu'ils concernent le fait de sa Justice, s'ils ne sont revêtus du Sceau dudit Seigneur Roi, & des marques anciennes & respectables de son autorité.

---

Le 25 juillet 1760, M. de Luxembourg, Gouverneur présenta aux Chambres assemblées, dont il avoit demandé la convocation à la maniere accoutumée, la Lettre Close ci - dessus, sur laquelle il demanda que l'on délibérât en sa présence. Il lui fut répondu, que la Compagnie ne pouvoit ni ne devoit le faire sur des ordres de Sa Majesté dont il étoit porteur. M. le Gouverneur ayant insisté, la Compagnie se leva. Il arrêta M. le P. Président en lui notifiant un ordre du Roi qui lui enjoignoit de rester, & lui faisoit défense de laisser délibérer sur ce. M. le Président resta, & M. de Luxembourg fit transcrire sur les Registres, en entier la Lettre Close du 19; & en dressa Procès-Verbal qu'il envoya en Cour.

# ARRÊTÉ DU PARLEMENT

*Du 23 juillet, de relevée.*

**L** A Cour, toutes les Chambres assemblées, en délibérant à l'occasion du Procès-verbal de ce jourd'hui, & d'une Lettre Close en date du 19 de ce mois, présentée à la Compagnie par M. le Maréchal Duc de Luxembourg, & transcrite en sa présence sur le Registre, après que l'Assemblée a été levée; considérant qu'elle a délibéré le 23 de ce mois à l'occasion d'une Lettre Close de même date, & contenant les mêmes objets, A DE'CLARE' qu'en persistant audit Arrêté du 23 de ce mois, elle se trouve dans la facheuse nécessité de protester contre les voies inusitées qui ont été employées, & qu'elle en fera sa complainte audit Seigneur Roi par la bouche de ses Députés.

*Les Députés partirent le lundi, & furent admis le 30 à 5 heures, à l'Audience du Roi, qui les reçut debout dans son Cabinet, s'approchant de M. le P. Président, lui dit: « Je suis mécontent de vous, vous aviez des ordres, il falloit les exécuter, n'y manquez plus à l'avenir. Donnez-moi vos Remontrances. » Le Roi les remit à M. de S. Florentin qui en fit la lecture: après quoi le Roi dit; « Il y a bien des choses là dedans qui ne devoient pas y être. Attendez mes ordres à Versailles, Je vous les ferai donner. »*



## I T E R A T I V E S

## R E M O N T R A N C E S

DU PARLEMENT SEANT A ROUEN.

S I R E,

Après avoir informé V. M. de ce que ses Peuples ont à souffrir du (a) fardeau des Impôts, votre Parlement avoit droit d'espérer, que consultant pour eux votre affection paternelle, vous leur tendriez une main secourable.

Images de Dieu sur la terre, c'est par des actes de bonté que la grandeur des Rois doit singulièrement éclater.

Mais de quel étonnement & de quelle consternation toutes les parties de cette province n'ont-elles pas été saisies, lorsqu'elles ont appris que le (a) tableau de leurs maux n'avoit produit que des regrets stériles !

L'intention de V. M. est d'accélérer [c] le moment où Elle pourra s'occuper du [d]

(a) Préambule de Lettres de Justice (b, c, d.)  
Ibid.

*soulagement* de ses Sujets. Où lisons-nous avec reconnoissance ce précieux témoignage de son amour ? Dans ses Lettres de Justifications du cinquième du mois dernier. Mais comment concilier des sentimens si dignes du meilleur des Rois, avec les ordres nouveaux que les ennemis du bien public lui ont suggéré de donner à son Parlement ? Oui, SIRE, nous ne craignons pas de le dire, accroître le nombre & la masse des Impôts, appesantir encore un fardeau déjà accablant, ce seroit un parti extrême, capable de consommer sans terreur la ruine d'un Peuple fidèle, qui, épuisé dans ce qu'il a de réel, fatigué dans son industrie, opprimé dans sa liberté légitime par des vexations sans nombre, sans mesure, & jusqu'ici sans exemples, n'a plus à offrir à son souverain que des gémissemens & des larmes.

Daignez, SIRE, Vous dérober un instant au spectacle de votre Cour, à la grandeur & à la magnificence qui vous environnent, & fixer vos regards sur une Province de laquelle vous exigez de *nouveaux efforts*.

La considération d'une misère générale ne sauroit produire qu'une idée affligeante ; mais un Roi pere de ses Sujets, un grand cœur, tel que le vôtre, trouve un plaisir se-

eret à plaindre des malheureux , & une gloire à procurer leur soulagement.

Déjà, SIRE, le nécessaire est ravi au plus grand nombre de vos Sujets ; il en est peu qui jouissent entièrement de l'utile ; & s'il reste encore chez une partie d'entr'eux des dehors qui semblent distinguer les conditions , ce ne sont presque plus que des dehors trompeurs , employés pour marquer une véritable indigence, d'autant plus cruelle , qu'elle est plus soigneuse de se cacher.

La dépopulation & la désertion se manifestent dans les villes & dans les campagnes.

L'agriculture languit , les manufactures sont sans actions : crédit , commerce , industrie , tout dispaçoit , tout s'anéantit. L'étranger s'enrichit de nos pertes , il se fortifie par notre affoiblissement , qui augmente de jour en jour.

Ajouter aux causes de ces malheurs , ce feroit , SIRE , les porter à leur comble ; ce feroit perdre l'Etat en voulant le sauver.

Chargés par le plus essentiel de nos devoirs , de porter la vérité au Trône , nous vous en parlons , SIRE , exactement le langage , & nous en avons autant de témoins que la Province peut compter d'Habitans. A l'exception de ceux dont la bouche perfide n'est accoutumée à ne s'ouvrir que pour

le malheur de l'humanité, tous réclament en gémissant la protection des Loix que Vous leur avez jurées.

Cependant on ne craint point de dire que nous exagérons *les faits*, que nous hasardons *des principes*. De quel œil, SIRE, votre Parlement a-t-il dû voir cette imputation flétrissante consignée dans une lettre de votre Chancelier du premier de Juin ? Quoi ! l'organe de la vérité auroit pu la trahir ou la corrompre ! les Dépositaires des Loix en auroient déguisé les maximes ! votre Parlement, qui ne cesse de réclamer contre les surprises faites à votre religion, auroit lui même osé chercher à vous surprendre ! l'en soupçonner seulement, c'est offenser la Maïesté qu'il représente : ce seroit de sa part se manquer à lui-même, s'il tenoit de se justifier.

Le reproche, s'il étoit fondé, porteroit à juste titre la consternation dans nos cœurs ; mais il doit au contraire enflammer notre zèle, & nous inspirer un nouveau courage pour combattre l'erreur qui assiège le Trône.

Jamais la fermeté n'a été plus nécessaire que lorsqu'elle a paru plus dangereuse ; mais elle n'a jamais passé pour un crime sous le *regne des Titus*. Vous les retracez, SIRE,

par les qualités du cœur , aux yeux de l'univers.

La crainte & l'intérêt ont produit de tous tems l'adulation & le mensonge : la crainte est le partage des esclaves , & l'intérêt celui des ames mercenaires.

Nous n'avons , SIRE , d'autre crainte que celle de mériter votre disgrâce ; notre fidélité nous rassure ; le seul intérêt qui nous guide est celui de votre gloire inséparable du bonheur de vos Peuples : votre amour pour eux sollicite nos Représentations. Votre gloire , SIRE , est essentiellement liée avec le maintien des Loix , le concours de l'acceptation , de la vérification , de l'enregistrement : acceptation volontaire de la part de la Nation , représentée par ses Députés dans les Provinces d'Etat , & supplée dans les autres par les Parlemens ; *vérification* exacte de la part des Parlemens qui , d'après les anciennes maximes dont ils sont dépositaires , prononce sur la légalité ; *enregistrement* libre qui l'annonce d'après la vérification , & confère à l'acceptation formelle ou supplée le sceau de l'autenticité ; en un mot , le suffrage des Peuples & celui des constitutions primitives , qui renferment éminemment le (e) vœu de la perpétuité & de l'uni-

(e) Ordonnance de 1737 , sur les donations.

*formité* : voilà ce qui constitue la Loi ; c'est à ces caractères indivisibles qu'on doit la reconnoître.

Un ordre supérieur, un exprès commandement peuvent bien, dans le fait, y être substitués ; mais la substitution reclame contre elle-même : une foule d'exemples sembleroit-elle la consacrer, elle n'auroit qu'un mérite superficiel & illusoire, prêt à disparaître au premier examen. Il est des circonstances où la loi est forcée de ployer, mais jamais elle n'est détruite : le droit public est imprescriptible.

Vous êtes, SIRE, le protecteur des loix : vous nous en avez fait jurer l'observation : manquer à notre serment, ce seroit trahir notre foi, trahir la Patrie, & [f] Vous même.

„ Il n'y a rien, disoit Louis XIV, qui  
„ maintienne & conserve davantage la Mo-  
„ narchie, que l'observation des bonnes  
„ loix ; & il est du devoir d'un grand Prin-  
„ ce de veiller, pour le bien & le salut de  
„ ses Sujets, à ce qu'elles ne soient point  
„ corrompues. „

Ces motifs ont porté votre Auguste Bi-  
fayeur à renouveler différentes dispositions  
des Ordonnances des Rois ses prédéces-

[f] Déclaration du dernier Juillet 1648.

seurs, suivant [g] les vérifications faites aux Cours. En lui succédant à la Couronne. Vous avez, SIRE, heureusement succédé aux sentimens de justice qui l'animoient. Il a, par les événemens de son règne mérité le nom de *Grand* : Vous avez, par votre amour pour vos Peuples, acquis celui de *Bien-aimé*. Livrés, contre votre gré, à une foule de vexations dont nous avons tracé une foible, mais affligeante image dans nos précédentes Remontrances, ces Peuples que Vous chérissiez invoquent par notre bouche ce titre à jamais glorieux. Le cœur de Votre Majesté pourroit-il être insensible aux cris de la Nation ? La mémoire des Rois est immortelle : la postérité saura que votre Parlement Vous a représenté la misère de vos Sujets : de quel œil verroit-elle dans un même tableau un Monarque bienfaisant & un Peuple opprimé ?

Il est permis à ces ames barbares, qui se repaissent des malheurs publics, de les contempler avec sérénité ; ils peuvent chercher à tromper votre Conseil, vos Ministres, votre Chancelier, & Vous-même, SIRE, soit pour Vous dissimuler nos justes plaintes, soit pour leur prêter des couleurs infidèles ; mais un Prince jaloux de sa gloi-

re , un Souverain qui se regarde comme le pere de son Peuple , ne peut savoir ses Sujets malheureux sans en gémir , en gémir sans les soulager.

Ce soulagement que nous sollicitons de V. M. est le premier des besoins. La Province est , nous le sçavons , *[b] exposée plus que tout autre aux insultes de l'ennemi* : mais cet ennemi qui la regarde avec envie , ne l'approchera jamais qu'avec crainte. Le courage de ses Habitans , soutenu par l'honneur , fortifié par les nouvelles marques que nous osons attendre de votre affection pour eux sera toujours un rempart inaccessible aux efforts d'une Nation ennemie du nom François. Ce n'est pas , SIRE , que nous soyons indifférens aux besoins de l'Etat en général , & que ne nous désirassions de le secourir. Loin de recevoir l'exemple de quelques classes de votre Parlement , nous nous serions empressés de le donner , si les considérations les plus fortes ne nous eussent arrêtés : elles se sont déterminées à l'acceptation de votre Edit & de votre Déclaration du mois de Février dernier par des motifs que nous ne pouvons pénétrer : nous osons ne les point imiter par les motifs les plus

*[b]* Preambule des Lettres de Jussion.

justes ,



justes, les plus solides, les plus conformes aux sentimens de votre cœur.

La Province n'ignore point ses droits, ils [ i ] sont consignés dans les Chartres, confirmés par une longue succession des Rois vos prédécesseurs, rendus sacrés par la religion du serment. Elle sait que les impôts qu'elle doit payer ne sont point illimités; que la demande n'en sauroit être indéfinie, la concession forcée, la perception [ k ] arbitraire; mais elle sent en même-tems toute l'étendue de son zèle, qui ne reconnoît d'autres obstacles que son impuissance.

Si le peuple François avoit mérité la disgrâce de son Roi, sa situation pourroit être regardée comme un châiment: mais qu'a fait ce peuple infortuné, pour éprouver une situation aussi cruelle? Il vous a, SIRE, donné dans tous les tems les plus grandes preuves de son attachement; & ces preuves à-jamais mémorables, ne sauroient être suspectes. Lorsqu'il jouissoit de cette liberté qui sembloit lui être assurée pour toujours, il n'en a fait usage que pour vous présenter un hommage plus pur: c'étoit alors un com-

[ i ] Chartres aux Normands, & Lettres Patentes confirmatives.

[ k ] *Quod nec talliam faciam super eos, nec res eorum capiam, nisi suâ bonâ voluntate prestare voluerint mihi.* Chartres aux Normands.

bat de générosité entre le Prince & les Sujets. Sous le règne de Philippe VI, un de vos augustes Prédécesseurs, on a vu cette Province voler avec les aîles que lui prêtoit l'amour au secours de son Souverain [1], lui offrir seule plus de cinquante mille combattans, s'obliger à les solder pendant plusieurs mois; & le Monarque sensible s'opposer aux efforts d'une Nation fidèle prête à se sacrifier.

Si ces tems heureux ne sont plus, c'est que les facultés sont anéanties; vos peuples, SIRE, brûlent toujours du même zèle, la même ardeur les anime sans cesse; mais ils voudroient envain ce qu'ils ne pourroient exécuter; ils gémissent sur les causes qui rendent leurs desirs impuissans; ils gémissent plus encore sur l'impuissance de leurs desirs.

A Dieu ne plaise que nous osions imputer au cœur de notre Roi les maux sans nombre qui nous affligent, sa bonté nous est trop connue, elle se manifeste même à travers les ordres rigoureux qui nous ont été adressés. Mais ces maux existent, nous les lui avons fait connoître, & il peut les dissiper.

L'Agriculture, les Arts, le Commerce,

[1] Sommaire de Normandie par Masseville, troisième Partie, pag. 155 & suivantes.

tour gémit dans l'accablement. Le Laboureur épuisé a peine à subsister du produit du sol qu'il cultive. Dans le désespoir qui l'agite & qui seul le rappelle aux sentimens que l'excès de ses charges lui ravit, il est tenté de jeter après lui les instrumens de son travail, comme source de son malheur. Les Arts & les Métiers craignent leurs propres productions. L'immensité des impôts & de leurs suites arrête la consommation & conduit à l'indigence. . . . . Victime des mêmes causes, le commerce en général présente les mêmes effets. Un repos morne & silencieux succède par degrés à cette action vivifiante qui l'animoit autrefois & le rendoit fécond pour le Citoyen & pour l'Etat.

De-là l'esprit patriotique, si puissant chez les autres Peuples, disparoît de jour en jour. Celui que rien n'arrête sur une terre qui dévore ses Habitans, va porter ailleurs ses talens & son industrie, apprendre aux Nations voisines à se passer de nous, & nous laisser pour dédommagement de sa perte la portion solidaire de nos fardeaux qu'il partageoit. Ainsi périclité sensiblement & sans retour la ressource la plus abondante de l'Etat.

Les mœurs semblent même dégénérer en proportion. Les arts, les talens, les pro-

fections honnêtes & utiles par elles-mêmes, n'offrant plus un moyen de subsister, les Emplois de Finance, les Commissions de toute espèce multipliées à l'infini, sont un objet de concupiscence pour tous. Les besoins se réunissant pour disputer aux Citoyens le droit de vivre, ils cherchent à les tempérer aux dépens du Concitoyen; l'humanité, cette vertu touchante, dont le principe est dans le cœur; cette vertu qui naît avec nous, qui ne se crée point, qui ne s'acquiert point, qui ne doit son existence ni au préjugé, ni à l'éducation; cette vertu universelle, qui nous unit au monde entier, a peine à nous conserver unis avec ceux qui nous approchent le plus; tandis que nos frontières ou celles de nos voisins sont en proie aux horreurs d'une guerre sanglante, il s'en fait, SIRE, dans le sein de l'Etat, une mille fois plus cruelle, surtout contre le pauvre, la veuve & l'orphelin, cette portion indéfendue de vos Sujets, dont, par cette raison, vous êtes singulièrement le pere.

Telles sont, SIRE, les considérations qui ont autorisé nos premières Remontrances, & qui nécessitent celles que nous avons l'honneur de vous présenter.

Nous savons que l'Etat a besoin de secours, & nous ne doutons pas que pour les

lui procurer, V. M. n'ait cherché dans son Conseil les moyens les moins onéreux : mais les Peuples de cette Province ont besoin de soulagement. Témoins irréprochables de leur situation, nous ne pouvons seuls vous en rendre un compte fidèle : tout plan qui ne concilie point ces deux intérêts ensemble, est nécessairement dangereux & illusoire.

Il est, SIRE, une vérité constante par l'expérience de tous les tems ; c'est que plus les impôts sont multipliés au delà de la juste proportion qu'ils doivent avoir avec les facultés du peuple, plus leur produit diminue au lieu d'augmenter. L'accroissement d'un impôt particulier nuit aux autres, & souvent à lui-même : ainsi l'Etat perd d'un côté ce que de l'autre il croit gagner.

Le [m] soulagement effectif de la Nation déjà fatiguée devoit être (n) le fruit du premier Vingtième ; un deuxième lui a néanmoins succédé sans apparence même de ce soulagement promis ; un troisième anéantiroit ses forces, détruiroit sa confiance, & diminueroit le revenu des autres impôts en diminuant la consommation dont ils se

[m] Préambule de l'Edit de création du premier Vingtième.

[n] Ibid.

peroit les principes. Le peuple seroit de plus en plus écrasé sans que l'état fût secouru.

Il en seroit de même de la Capitation. Cet Impôt arb traire dans son total , arbitraire dans sa répartition , abandonné à la discrétion d'un homme , seul dépositaire de la fixation générale , & constitué seul Juge de ses divisions , sans autre regle de proportion à l'égard des contribuables que ses présomptions , sans autre principe de distribution relativement au produit , que sa volonté ; cet Impôt que la nécessité a introduit pour un tems , que l'équité avoit d'abord limité , que l'honneur proscrira sans doute , porteroit , s'il étoit doublé , le coup le plus fatal à l'Etat & au Citoyen.

L'augmentation d'un s. pour l. sur les objets de consommation & autres , ne seroit pas , SIRE , d'une conséquence moins dangereuse. Appliqués indistinctement à tout ce qui est du Ressort des Formes , les anciens 4 s. pour l. font un cinquième sur les objets qu'ils embrassent. Un s. de plus formeroit plus d'un quatrième effectif , cruel pour toutes les conditions , insupportable aux pauvres , infructueux pour vos Finances.

L'étendue indéfinie , & conséquemment arbitraire de cette augmentation , ajouteroit encore à la rigueur. Ce qui se leve dans les

Villes pour fournir à leurs dépenses, ce qui se leve au profit des Hôpitaux, asyles sacrés de la misère, devenus incapables de contenir le nombre de ses victimes, les Impôts même de toute espèce, tout feroit le poids de cette augmentation.

L'Etat, secouru en apparence, solliciteroit bientôt (o) *de nouveaux efforts*, & le Peuple exténué auroit vainement attendu un soulagement dès maintenant indispensable.

Ainsi le remede que V. M. se feroit proposée d'appliquer aux maux de l'Etat, ne serviroit qu'à les rendre désormais incurables. Les personnes qu'Elle a cru devoir consulter, ne voient que par les yeux d'autrui. Une foule de gens intéressés à les tromper, trouvent par leurs moyens celui de tromper le Prince même. Votre Parlement, SIRE, est à l'abri de la surprise; Spectateur immédiat de la misère publique, il en connoît seul toute l'étendue, & le recit qu'il a cru devoir vous en faire, ne contient rien d'exagéré. L'excès est dans le mal, & non dans le tableau : des volumes suffiroient à peine pour le tracer en détail. Oui, SIRE, vos Peuples sont malheureux, il

importe à votre gloire de le sçavoir : il est du devoir de votre Parlement de vous en instruire : tout parle , tout dépose de leur misère. Puissè le zèle qui nous anime porter dans votre cœur ce sentiment de conviction dont rien n'arrête les effets ! Mais on se plaint sans art d'un mal qu'on déplore sans feindre.

Les fortunes immenses & rapides des Traitans , malgré les dépenses énormes d'un luxe qui efface la magnificence des Princes & des Grands de l'Etat , fournissent à V. M. une preuve toujours existante des malheurs de la Nation.

Cependant , S I R E , votre Peuple n'en vie point pour lui les biens dont il est dépouillé ; il ne les regrette que pour vous. Il pourroit vous exposer par notre bouche le moyen de les recouvrer. Ce moyen a déjà été pratiqué sous votre règne ; & il l'auroit été avec succès , si la force d'un crédit qui balançoit dès-lors , & qui surpassât aujourd'hui celui de la Nation , ne l'avoit rendu illusoire par des voies obliques & tortueuses qu'une grande opulence ne manque jamais de s'ouvrir.

Mais sans avoir recours à ce moyen , souvent employé dans cette Monarchie , & toujours infructueusement , il en est un au-



tre, SIRE, que votre Parlement, Conseil public & légal de V. M. se croit obligé de vous présenter. Témoin par lui-même de la situation des Peuples, c'est à lui qu'appartient naturellement l'indication des remèdes convenables à leurs maux.

Nous ignorons le juste produit des impositions sans nombre dont la Province est chargée; mais nous pouvons assurer qu'il ne parvient à V. M. que la moindre partie des sommes exorbitantes qui s'y perçoivent en son nom sous mille formes & mille prétextes, au mépris des Loix & de l'humanité, par contraintes, saisies & exécutions, & par toutes les voies que la cupidité sçait insidieusement pratiquer. Ain si le Traitant nage dans l'opulence, la Nation périt d'épuisement; l'Etat, accablé de dettes, veut toujours être secouru, & il ne reste au Prince que le cruel déplaisir de projeter sans cesse, & toujours inutilement, le bonheur de ses Sujets. Il n'est point d'Impôt qui n'ait semblé devoir être le dernier de tous: Il en est peu qui n'aient dû bien-tôt cesser. Cependant les anciens ont toujours subsisté, la plupart même est devenue méconnoissable par ses accroissemens, & de nouveaux sont venus successivement se joindre aux premiers, sans rien opérer de ce qu'on

pouvoit en attendre : rien ne prouve mieux le vice d'un établissement , que l'expérience de son inutilité.

Accordez , SIRE , à votre Province de Normandie , la liberté de verser elle-même dans vos coffres , les contributions qu'elle devra payer ; abandonnez-lui , sous votre autorité , le soin de l'Imposition & de la levée ; daignez substituer un Tribut annuel & déterminé , à cette multitude indéfinie d'Impositions , auxquelles V. M. ne s'est jamais portée (p) *qn'avec une peine extrême.* Nous osons vous le présager ; le produit de nos répartitions surpassera vos espérances ; en diminuant nos charges , il pourvoira à vos besoins & dissipera nos plaintes. Déchargée à cet égard d'une partie considérable de l'administration , V. M. n'aura plus qu'à empêcher le divertissement des fonds publics , en soumettant sans reserves l'examen de leur emploi aux Juges de la Comptabilité. La Loi veillant à l'entrée & à la sortie , votre Peuple aura l'avantage de porter à son Souverain un Tribut utile de son dévouement , d'arrêter le cours de ses regrets sur sa situation , d'effectuer les desirs qu'il forme pour son bonheur , de rem-

plir sans de nouveaux efforts l'objet de ses vœux bienfaisantes. Des voies si simples , si légales, & en même-tems si fécondes , pourroient-elles n'être pas acceptées par un Souverain , qui fait consister son bonheur dans celui de ses Sujets ? Les esprits téméraires qui voudroient s'y opposer , ne doivent point être écoutés. Dictés par l'intérêt particulier , leurs conseils sont nécessairement suspects : ils seroient meurtriers pour l'Etat , pour le Peuple & pour votre gloire,

On ne manquera pas , SIRE , de vous représenter les prétendus dangers d'un changement de régie , l'incertitude des payemens aux échéances , le tems de guerre peu propre à de telles opérations , l'exécution de vos engagements envers le Fermier , les inconvéniens de la révocation d'une multitude immense de Préposés. . . . . A combien d'objections ne doit-on pas s'attendre de la part des gens qui , profitant des malheurs publics , ont intérêt de les perpétuer.

Qu'il nous soit , SIRE , permis de vous rassurer contre ces objections. L'expérience vous convaincra mieux de leur illusion , que tout ce que nous pourrions vous dire , & votre indignation , depuis long-tems

méritée , sera la juste punition de leurs auteurs.

Le projet que nous avons l'honneur de présenter à V. M. est fondé sur la Loi , la raison & l'équité. La Loi proscriit tout arbitraire dans les Impôts , & il l'exclut ; la raison veut que dans le choix des moyens on préfère les plus simples , & il les propose : l'équité exige que la répartition soit proportionnelle entre les Contribuables , & il peut seul en assurer l'exécution.

Ce n'est point , S I R E , une nouveauté que nous vous proposons d'introduire ; c'en est une au contraire que l'établissement des Fermes , qui n'ont servi depuis leur origine qu'à ruiner l'Etat & les Particuliers. Consultons les anciens Monumens de la sagesse de nos Rois ; nous y verrons qu'aucun Impôt ne peut être levé que de l'avis & [q] *consentement* des Etats ; que le recouvrement doit en être fait par des Receveurs établis *au choix des Etats* , tenus de se conduire (r) *suivant les instructions qui par eux leur soient données*.. Nos Chartres particulières , confirmées d'âge en âge , annoncent

[q] Etats tenus sous Louis II. Voyez le Glossaire du Droit François de Lauriere , page 400 , édition de Paris , 1704.

[r] Ordonnance du 23 Décembre 1355.

les mêmes maximes : [s] *Nec T'alliam si per  
eos, nec res eorum captum, nisi suâ bonâ volun-  
tate præstare voluerint mihi . . . . . fid. libus  
Consiliariis nostris Parliamentum nostrum  
(Normania) tenentibus . . . . . firmiter in-  
jungentes . . . . . quatenus supra dicta teneant  
inviolabiliter . . . . . non obstantibus qui-  
buscumque Litteris in contrarium concessis,  
aut concedendis.*

Votre Majesté s'est personnellement en-  
gagée, lors de son avènement au Trône,  
de ne permettre, au préjudice de ses Sujets,  
aucunes exactions, aucunes vexations : (t)  
*Hoc Populo Christiano, & mihi subdito in  
Christi promitto nomine . . . . . ut omnes rapa-  
citates & iniquitates omnibus gradibus inter-  
dicam. Hac . . . . . fimo juramento : sic  
me Deus adjuvet . . . . .*

Nous reclamons, SIRE, l'exécution de  
ces Loix. Ce seroit, pour nous servir des  
termes de votre Chancelier, dans sa Lettre  
du premier de ce mois, *manquer au respect  
qui vous est dû, que de douter un instant  
que V. M. puisse se refuser à la justice de  
nos demandes.*

C'est par les Loix, SIRE, que vous  
réglez, elles sont le plus ferme appui du

[s] Extrait de la Chartre aux Normands.

[t] Extrait des Sermens des Rois de France.

Trône ; c'est de leur observation que dépend la durée des Empires. Leur oubli a de tout tems été le présage de leur décadence : elles sont le lien indissoluble de l'autorité du Prince , & de l'obéissance des Sujets.

En vain des gens mal intentionnés ont osé calomnier nos démarches , & cherché à faire soupçonner la fidélité de la Province. Les Peuples , SIRE , ne sont jamais plus soumis que lorsqu'on les fait jouir de la protection des Loix : l'amour se joint alors au respect qu'ils doivent à l'autorité qui les gouverne.

Si ces perfides & insidieux délateurs redoutent l'effet de notre zèle , qu'ils soient Citoyens , qu'ils servent leur Prince & leur Patrie : la Loi ne fait trembler que les coupables.

Instruit , par les plaintes de vos Peuples , d'une foule de vexations exercées sur eux , votre Parlement , SIRE , travailloit à constater juridiquement la vérité *des faits* ; il eût bien-tôt acquis la preuve la plus complète , s'il eût été secondé dans ses recherches par le Ministère public , qui , par état , devoit les provoquer ; sa constance & sa fidélité lui faisant surmonter tous obstacles , il puisoit déjà dans la source les preuves littérales des plus criants excès : il étoit

muni de pièces justificatives envoyées depuis à V. M. capables de la convaincre de l'usurpation & de l'abus qu'on fait de son autorité.

Telle étoit, SIRE, l'occupation de votre Parlement, lorsque V. M. lui a fait connoître que son intention étoit qu'il eût à apporter à jour fixe ses Remontrances par ses Commissaires : il regardoit cet ordre comme une marque de votre confiance, & un présage assuré du soulagement prochain de vos Peuples ; il se proposoit de vous en rendre les plus vives actions de grâces : mais troublé par des ordres postérieurs, qui anéantissent à la fois & les Loix & ses formes, il ne lui reste qu'à gémir sur les surprises faites à votre Religion, & à en porter au pied du Trône ses plaintes respectueuses.

Qu'il eût été à desirer que V. M. eût donné à votre Parlement le tems de mettre en évidence les différens genres d'exactions qui accablent cette Province, il vous en eût présenté le tableau le plus frappant, & il ne craint point de vous le promettre.

Quoique votre Parlement, SIRE, fût déjà en état d'appesantir le glaive de la Justice sur le Commissaire départi en la Généralité de Caen, convaincu par son propre

fait d'une exaction caractérisée , ne consultant que la modération , il s'est , par son Arrêt du 19 de ce mois , contenté de défendre l'exécution de l'Ordonnance de ce Commissaire , en date du 10 Mars 1758 , qui , sous le spécieux prétexte d'un abonnement tacite , convertit le travail des corvées en une levée arbitraire de deniers ; & à l'égard des autres abus & malversations , d'ordonner qu'il en seroit informé.

Il n'appartient qu'au Prince d'établir des Impôts : en exiger sans son autorité & sans celle des Loix dont il est le Protecteur , c'est injustice , c'est concussion : votre Parlement se rendroit complice s'il les toléroit.

Cependant on n'a pas craint de nous représenter à V. M. sous les couleurs les plus odieuses , & de nous imputer de détourner les Peuples de la soumission qui vous est due : telle est l'idée que donne de notre conduite un Arrêt de votre Conseil du 20 de ce mois , connu seulement par l'impres-  
sion & par l'affiche , accordé au crédit & à l'importunité , annonçant la précipitation par sa date , & la surprise par ses dispositions.

Votre Parlement , SIRE , en rendant son Arrêt , n'a fait que se conformer aux Ordonnances les plus respectables ; leur auto-



rité est la vôtre : se pourroit-il qu'il y eût attenté ? Ceux qui , craignant l'exécution de ces Ordonnances , ont sollicité l'Arrêt du Conseil que nous vous dénonçons , s'accusent eux-mêmes de les avoir violées. S'ils ont la confiance de se dire irréprochables , qu'ils aient celle de se montrer , la Loi leur tend une main secourable ; elle desiré de les trouver innocens. Ce n'est point en voulant arrêter le cours de la Justice & se soustraire à ses regards , que l'on parvient à se justifier.

Votre Parlement , SIRE , a tracé à V. M. l'affligeante situation de vos Peuples : inviolablement attaché à votre gloire , il craindroit de la compromettre , s'il se rendoit l'instrument des malheurs publics , en consacrant par son enregistrement , une augmentation d'Impôts qui mettroit le comble à la consternation & au découragement , qui ne se font que trop appercevoir dans les différentes parties de cette Province.

Ce sont là , &c.

*Fait à Rouen , en Parlement , le 26 Juillet*

1760.

## RÉPONSE DU ROI,

AUX DÉPUTÉS.

## DU PARLEMENT.

Du 3 Août 1760.

**J**E suis votre Maître : Je devrois vous punir de la hardiesse de vos principes..

Retournez à Rouen , & enregistrez mes Edit & Déclaration sans délai. Je veux être obéi..

Je suis plus occupé que vous ne pensez du soulagement de mes Peuples , & des moyens d'y parvenir. Ils en sentiront les effets..

Voilà ma Réponse , que j'ai écrite de ma main..

*Les Députés réparirent de Versailles le 4, & arrivèrent le mardi 5 , à Rouen. Le mercredi 6 , les Chambres furent assemblées. M<sup>r</sup> le P. P. rendit compte de la Députation ; il fut nommé des Commissaires pour en dresser le Procès-verbal , & le jeudi 7 , le Procès-verbal fut lu. Le 8 , les Députés furent reçus par le Roi.*

## A R R Ê T É

*Du Jeudi 7 Août 1760.*

**L**A COUR, toutes les Chambres. assemblées, délibérant sur le récit fait par M. le P. Président, ensemble sur la Réponse du Roi; considérant que la faculté de délibérer est directement attaquée, que l'autorité des Loix, qui est celle du Monarque même, & par laquelle seule, la Cour peut s'acquitter envers ledit Seigneur Roi, & envers la Nation, des devoirs que lui impose son serment, se trouve sans force & sans vigueur; que destinée à faire respecter les Loix, & à partager avec elles le respect qui leur est dû, la Cour seroit, par les imputations qui lui sont faites dans un Arrêt du Conseil du 20 du mois dernier, imprimé & affiché dans le ressort, exposée au soupçon flétrissant d'avoir voulu détourner les Peuples de l'obéissance qu'ils doivent à leur Souverain: Que cette imputation n'étant point effacée, lad. Cour ne sauroit exercer avec fruit, ni avec la dis-

gnité qui lui convient, les fonctions augustes de son Ministère ; que sa conduite étant fondée sur les Ordonnances & sur les Monumens les plus respectables de la sagesse des Rois Prédécesseurs dudit Seigneur Roi , elle doit espérer , à titre de justice , que l'honneur & la liberré des suffrages lui seront rendus : Considérant en outre , qu'elle ne peut plus contenir sa douleur après les marques de mécontentement exprimées dans la Réponse dudit Seigneur Roi , & après le refus fait en son nom d'écouter les Représentations de ses Députés , la Cour a arrêté qu'il seroit écrit audit Seigneur Roi dans les termes les plus respectueux , & que cependant les Chambres resteroient assemblées.

*Le Vendredi 8 , M. de Luxembourg étant entré à l'Assemblée des Chambres , présenta la Lettre close qui suit :*

# LETTRE CLOSE.

*Du 6 Août 1760.*

**A** Nos Amez & Féaux . . . . . Nous vous avons adressé le 14 Mars dernier notre Edit du mois de Février précédent, & notre Déclaration du 3 du même mois, pour être par vous enregistrés, & après avoir vu les Remontrances que vous avez faites sur la disposition desdits Edit & Déclaration, Nous vous avons fait savoir nos volontés par notre Lettre de premiere & finale Jussion du 5 Juin dernier, & depuis par la Réponse que nous aurions faite à vos Députés, qui nous auroient apporté de nouvelles Remontrances, Nous aurions expressément ordonné de procéder audit enregistrement : A quoi Nous sommes informés que vous n'auriez pas satisfait. Et comme tout délai porte un notable préjudice au bien public & à notre service : Nous avons chargé notre Cousin le Duc de Luxembourg, Pair & Maréchal de France, Chevalier de nos Ordres, Capitaine des Gardes de Notre Corps, Gouverneur Général de notre Province de Normandie de

faire enregistrer en la présence lesdits Edit & Déclaration du mois de Février dernier . & nous vous mandons & enjoignons de vous conformer à ce que Nous vous avons fait savoir de notre volonté par leldites Lettres de Jussion , & par notre Réponse à vos Députés , Si n'y faites faute. CAR tel est Notre plaisir. DONNE' à Versailles , le 6 Août 1760. Signé L O U I S ,

*Et plus bas, P H E L I P E A U X .*

Après la lecture de cette Lettre , M. le Gouverneur demanda qu'il fût procédé à l'enregistrement des Edit & Déclaration. M. le Premier Président fit un discours touchant pour justifier la résistance de la Compagnie & leva la Séance. M. le Maréchal de Luxembourg l'arrêta par un Ordre qu'il lui notifia ainsi qu'à M. le Procureur-Général & au Greffier. Il fit faire ensuite , en leur présence , & la Compagnie retirée , la transcription des Edit & Déclaration & de la Lettre Close ci - dessus , dont il dressa Procès-Verbal.







